



**LIBAN, HONG KONG, CHILI, ÉQUATEUR, CATALOGNE...
LE MONDE SE SOULÈVE CONTRE
L'AUSTÉRITÉ ET L'AUTORITARISME**

- Afghanistan ● Venezuela ● Italie ● Grande-Bretagne ● État espagnol ●
- Panique à la Réserve fédérale et solutions à la crise ●

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



t ! 11

!

S

1eù eD

m 99

99

9 m 79

999

7saTe u79

E D77-AB SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
 PECI-INPRECOR, 27 Rue Taïne,
 75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
 Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0921 I 88313.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
 prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

août-octobre 2019 n° 666/667

Économie

Panique à la Réserve fédérale et solutions à la crise Éric Toussaint 3

Situation internationale

Le monde se soulève contre l'austérité et l'autoritarisme Dan La Botz 11

Chili

• *Chronique provisoire d'un début de révolte, qui se poursuit...* Luís Thielemann & Nicolás Román 14

• « *La classe ouvrière est en train de se constituer en acteur politique* » Karina Nohales et Javier Zuñiga (entretien d'Alex G.) 16

• *Pour une analyse de la conjoncture* Tendencia socialista revolucionaria 23

Équateur

• *Bilan du mouvement populaire : 12 jours qui ont ébranlé le pays* MRT 25

• *Chronique et analyse d'une victoire historique du mouvement indigène* Decio Machado 30

Venezuela

Des clés pour comprendre Norman Antonio Boscán 34

Liban

Le peuple veut la chute du régime Joseph Daher 42

Hong Kong

La gauche internationale doit venir en aide au peuple de Hong Kong
Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale 45

Afghanistan & États-Unis

Les États-Unis doivent se retirer d'Afghanistan Farooq Soulehria 47

Italie

Pour une gauche d'opposition, sans « si » et sans « mais » Sinistra anticapitalista 50

Grande-Bretagne

La politique britannique dans la tourmente Susan Pashkoff 55

État espagnol

Le marais politique Manuel Garí 59

État espagnol & Catalogne

Contre une condamnation injuste et face à la répression, défendons les droits démocratiques du peuple catalan
Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale 61

Catalogne

« *Les hypothèses ayant présidé à la fondation des "Communs" et de l'indépendantisme ont cessé d'être opératoires* » Josep Maria Antentas (entretien de Xavier Puig i Sedano) 63

Reconquérons notre avenir : changeons le système, pas le climat ! IV^e Internationale 68

UN APPEL AU SECOURS Inprecor 68

**Pour que inprecor puisse continuer
 IL A BESOIN DE VOTRE AIDE ! (voir p. 68)**

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM -
- Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taïne, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
 IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

Panique à la Réserve fédérale et solutions à la crise

Par
Éric Toussaint*

En catastrophe, mardi 17 septembre 2019, la Réserve fédérale des États-Unis (Fed) a injecté massivement des liquidités dans les banques car il y avait une situation tout à fait anormale sur le marché des *repo* (1). Le marché des *repo* désigne le mécanisme par lequel les banques se financent pour une courte durée : elles mettent en pension (*repo*) des titres qu'elles possèdent et s'engagent à les racheter rapidement. Par exemple, elles déposent pour 24 heures en pension (c'est-à-dire en garantie ou en collatéral de l'emprunt qu'elles effectuent) des titres du Trésor des États-Unis ou des obligations d'entreprises qui ont une note AAA. En échange de ces titres, elles obtiennent du cash à un taux d'intérêt proche ou égal au taux directeur fixé par la Fed qui est proche de 2 %.

Qui leur fournit ce cash pour une courte durée ? Les prêteurs sont leurs homologues sur le marché interbancaire (2) ou d'autres institutions financières, par exemple des fonds d'investissements monétaires comme les *Money Market Funds* (voir l'encadré).

À partir du 16 septembre, une situation de crise s'est présentée : les banques pour se financer sur le marché *repo* ont été confrontées à des taux anormalement élevés, le

marché interbancaire était quasiment asséché, d'où l'expression *credit crunch*, c'est-à-dire que les banques ne souhaitaient pas se prêter du cash les unes aux autres même pour 24 heures. Les autres prêteurs (par exemple, les *Money Market Funds*) ont profité de la situation pour exiger une rémunération très élevée. Alors que le taux normal est de l'ordre de 2 %, les prêteurs exigeaient jusqu'à 10 %.

En conséquence, les grandes banques ont frappé à la porte de la Fed et lui ont demandé de jouer le prêteur de remplacement et cela au taux qu'elles considéraient comme normal, c'est-à-dire autour de 2 %. La Fed a hésité un moment, puis est intervenue massivement dans un climat de fortes incertitudes, voire de panique (4), en injectant le 17 septembre 2019 pour plus de 50 milliards de dollars de liquidités. La Fed s'est donc substituée aux marchés.

Et le lendemain, toujours sous la pression de Trump, des grandes banques et des grandes entreprises, la Fed a baissé son taux directeur pour la deuxième fois en 3 mois. Depuis mercredi 18 septembre, ce taux s'établit entre 1,75 % et 2 % soit une baisse de 0,25 %. Malgré cette baisse, Trump a exprimé une nouvelle fois une critique dure via un tweet : « Jay Powell, le président de la Fed, et la Fed ont encore failli. Ils n'ont rien dans le ventre, ils sont stupides et n'ont pas

de vision ». En effet, Trump veut que la Fed réduise beaucoup plus son taux d'intérêt et l'établisse à 0 % afin de répondre à la politique de la BCE et de la Banque du Japon dont le taux est établi à 0 %.

Il est frappant de constater que du côté des commentateurs financiers des grands médias privés ou publics, personne ne fait remarquer que les marchés censés s'autoréguler, en réalité ne fonctionnent pas. Les grands médias, d'ailleurs fortement liés au monde bancaire et aux grands fonds d'investissement, se taisent sur le fait, qu'une fois de plus, c'est l'autorité publique qui doit venir au secours des grandes banques et aider le marché à continuer à fonctionner. Après avoir injecté, le 17 septembre, 53 milliards de dollars dans les banques en se substituant au marché interbancaire et aux autres prêteurs privés, la Fed a renouvelé

* Éric Toussaint, porte-parole du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM international : <http://www.cadtm.org>) et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France, est l'auteur des livres *Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation* (Les liens qui libèrent, 2017) ; *Bancocratie* (ADEN, Bruxelles 2014) ; *Procès d'un homme exemplaire* (Éditions Al Dante, Marseille 2013) ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui* (Le Cerisier, Mons 2010). Il est coauteur avec Damien Millet des livres *AAA, Audit, Annulation, Autre politique* (Le Seuil, Paris 2012) et *La dette ou la vie*, (Aden/CADTM, Bruxelles 2011). Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec, qui a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015. Suite à sa dissolution annoncée le 12 novembre 2015 par le nouveau président du parlement grec, l'ex-Commission poursuit ses travaux et s'est dotée d'un statut légal d'association sans but lucratif.

1. Un *repo* est la contraction utilisée aux États-Unis pour l'expression « *Sale and Repurchase Agreement* », ou accord de rachat ou opération de pension, importants instruments financiers du marché monétaire. En français on parle de pension livrée ou pension de titres.

2. Marché interbancaire : marché réservé aux banques pour échanger entre elles des actifs financiers et emprunter/prêter à court terme.

3. *Financial Times*, « 20 money market funds rescued », 21 octobre 2013.

4. « Pourquoi la Fed panique », *le Figaro*, 27 septembre 2019 : <https://www.lefigaro.fr/vox/economie/pourquoi-la-fed-panique-20190927>

Qu'est-ce que les *Money Market Funds* ?

Les *Money Market Funds* (MMF) sont des sociétés financières des États-Unis et d'Europe, très peu ou pas du tout contrôlées ni réglementées car elles n'ont pas de licence bancaire. Ils font partie du *shadow banking*. En théorie, les MMF mènent une politique prudente mais la réalité est bien différente. L'administration Obama avait envisagé de les réglementer car, en cas de faillite d'un MMF, le risque de devoir utiliser des deniers publics pour les sauver est très élevé. Cela n'a été fait qu'à moitié. Les MMF suscitent beaucoup d'inquiétude vu les fonds considérables qu'ils gèrent et la chute depuis 2008 de leur marge de profit. En 2019, les MMF étatsuniens maniaient 3 400 milliards de dollars de fonds, contre 3 800 milliards en 2008. En tant que fonds d'investissement, les MMF collectent les capitaux des investisseurs (banques, fonds de pension...). Cette épargne est ensuite prêtée à très court terme, souvent au jour le jour, à des banques, des entreprises et des États. Dans les années 2000, le financement par les MMF est devenu une composante importante du financement à court terme des banques.

L'agence de notation Moody's a calculé que pendant la période 2007-2009, 62 MMF ont dû être sauvés de la faillite par les banques ou les fonds de pensions qui les avaient créés. Il s'agit de 36 MMF opérant aux États-Unis et de 26 en Europe, pour un coût total de 12,1 milliards de dollars. Entre 1980 et 2007, 146 MMF ont été sauvés par leurs sponsors. En 2010-2011, toujours selon Moody's, 20 MMF ont été renfloués (3). Cela montre à quel point ils peuvent mettre en danger la stabilité du système financier privé.

Économie

chaque jour ses injections de liquidités, les portant dès le deuxième jour à un maximum quotidien de 75 milliards de dollars, puis elle est passée à un maximum de 100 milliards de dollars. À la date où cet article est écrit, la Fed poursuit quotidiennement ses interventions et elle a annoncé qu'elle continuerait à le faire chaque jour au moins jusqu'au 4 novembre.

Bref, la crise se poursuit. Les marchés concernés ne sont pas revenus à la « normale ».

Expliquer l'intervention de la Fed par des phénomènes purement ponctuels – comme la facture d'impôts à payer par les banques à cette date de l'année ou l'instabilité du prix du pétrole dû à la fermeture de deux raffineries saoudiennes – ne permet pas de comprendre une situation qui s'étend sur plus de trois semaines. Nous verrons plus loin que l'autre explication avancée, c'est-à-dire le poids exagéré de la réglementation en matière de liquidités, n'est pas convaincante non plus et qu'elle sert les intérêts directs des grandes banques privées.

Situation paradoxale

Comme je l'ai expliqué à plusieurs reprises, les banques ne manquent pas de liquidités... En effet, la Fed a injecté massivement des liquidités dans le système bancaire des États-Unis depuis 2008.

Le problème n'est donc pas un manque structurel de liquidités mais l'usage que les banques font de celles dont elles disposent. En fait, pour le dire simplement, elles utilisent les liquidités mises à leur disposition pour acheter massivement des dettes. Elles achètent des titres publics garantis par les États et en particulier, dans le cas des banques étatsuniennes, des titres du Trésor des États-Unis. Elles achètent aussi massivement des titres émis par les grandes entreprises privées (banques, entreprises industrielles, secteur informatique, commercial, secteur extractif – minier, pétrolier...). Il s'agit de deux grandes catégories de titres : des titres sûrs d'entreprises cotées AAA comme Apple, c'est-à-dire peu rémunérateurs, d'une part, et des *junk bonds* d'autre part. On appelle *junk bonds* des obligations émises par des entreprises qui ont une mauvaise réputation – une notation basse (BBB, CCC...). Les *junk bonds* donnent des hauts rendements mais ils ne sont pas sûrs. Les banques achètent également des produits structurés qui peuvent être hautement toxiques.

Le comportement des banques répond à une logique capitaliste : faire un maximum de profits dans le temps le plus court. En conséquence leurs dirigeants cherchent à garder en réserve le moins de *cash* possible car cet argent qui « dort dans le tiroir-caisse » (ce n'est qu'une image) de la banque ne produit pas de profit. Dès lors, les banques achètent un maximum de titres. C'est ce qui peut à leurs yeux produire le meilleur rendement à court terme. Elles achètent des titres sûrs (principalement des titres publics du Trésor des États-Unis) qu'elles peuvent placer en *repo* ou ailleurs comme collatéral afin d'obtenir du *cash* avec lequel elles achètent des *junk bonds* ou d'autres titres financiers (produits structurés, dérivés, swaps...) pouvant produire un assez gros rendement.

Alors que la Fed maintient un haut niveau d'injection de liquidités sur le marché bancaire (en achetant elle-même aux banques les titres que celles-ci ont achetés au Trésor étatsunien ou aux entreprises privées), ces liquidités sont dirigées par les banques dans l'achat des titres divers et variés ou dans certains cas des actions. Bref cela tourne en rond, en un véritable cercle vicieux. Cela produit une bulle spéculative sur le marché obligataire (le marché des titres, le *bond market*), une autre bulle spéculative sur le marché boursier et une troisième dans l'immobilier. Les banques n'investissent pas dans l'économie réelle, elles prêtent très peu à des entreprises moyennes et petites pour des investissements dans la production. Cette action des banques privées soutenue et encouragée de fait par la politique de la Fed (c'est le cas aussi en Europe avec la politique de la BCE et de la Banque d'Angleterre, au Japon avec la politique de la Banque du Japon, en Chine avec la politique de la banque centrale chinoise) aboutit à ce qu'on appelle depuis l'économiste J.M. Keynes le piège de la liquidité (voir plus loin).

Ce qui vient de se passer constitue un signal supplémentaire de l'état de l'économie capitaliste mondiale. La croissance est extrêmement faible dans les pays les plus industrialisés. L'économie des États-Unis qui avait été dopée par les mesures fiscales prises par Trump en 2017-2018 en faveur du grand capital rentre progressivement dans un ralentissement qui inquiète les patrons. L'économie allemande va mal, celle de la Grande-Bretagne aussi, de même que celle de l'Italie. Le marché de l'automobile est très fortement en baisse en Allemagne, en Chine, en Inde... La Chine maintient une croissance de 5 % à 6 % mais c'est le taux le plus bas au cours des 30 dernières années.

Les profits réalisés par les entreprises ne

sont pas réinvestis dans la production ou très peu, ils vont dans les poches des actionnaires et dans la spéculation sur des titres financiers divers, c'est-à-dire sur du capital fictif. Sans parler de la lutte contre le changement climatique qui ne fait pas partie réellement de la préoccupation des chefs d'entreprise et des grands actionnaires privés. Le secteur bancaire, depuis 2008, n'a pas du tout été assaini et en son sein la concentration bancaire a augmenté. Les grandes banques privées ont absorbé un grand nombre de banques moyennes et ont poursuivi la recherche d'un maximum de profit immédiat par le biais de la spéculation. Les autorités de régulation ont laissé faire. De même que les gouvernements qui sont au service du grand capital.

L'économie capitaliste mondiale est maintenue à flot sur un océan de dettes, et les injections massives de liquidités opérées par les principales banques centrales (la BCE et celles des États-Unis, du Japon, de la Grande-Bretagne et de la Chine) renforcent cette tendance.

À cause des politiques menées par les banques centrales et les gouvernements, l'économie des pays les plus industrialisés est tombée dans ce que l'économiste britannique J.M. Keynes (1883-1946) appelait le piège de la liquidité. Alors que les banques centrales injectent des liquidités et baissent les taux d'intérêt, les banques et les grandes entreprises privées préfèrent garder ces liquidités à portée de la main ou les utilisent pour spéculer.

Il convient aussi de rappeler ce qu'écrivait dans le *Capital* en 1867 Karl Marx (1818-1883) : « Dès leur naissance, les grandes banques, affublées de titres nationaux, n'étaient que des associations de spéculateurs privés s'établissant à côté des gouvernements et, grâce aux privilèges qu'ils en obtenaient, à même de leur prêter l'argent du public. » (5)

À propos des crises, il ajoutait « La crise elle-même éclate d'abord là où sévit la spéculation et ce n'est que plus tard qu'elle gagne la production. L'observateur superficiel ne voit pas la cause de la crise dans la surproduction. La désorganisation consécutive de la production n'apparaît pas comme le résultat nécessaire de sa propre exubérance antérieure mais comme une simple réaction de la spéculation qui se dégonfle. » (6)

Dans la situation présente, l'économie capitaliste mondiale est entrée dans une nouvelle phase de crise avec un ralentissement accentué de la production, une surproduction par rapport à la demande solvable et une spéculation sur une série d'actifs principalement financiers (voir plus loin). S'y

5. Karl Marx, 1867, *le Capital, livre I, Œuvres I*, Gallimard, La Pléiade, 1963, chapitre 31.

6. « Crise, prospérité et révolutions », Marx-Engels, Revue de mai à octobre 1850 in Marx-Engels, *la Crise*, 10-18, 1978, p. 94.

ajoutent une guerre commerciale accentuée par la politique de Trump, une relance de la course aux armements et une guerre entre monnaies. Pendant ce temps la crise écologique prend de nouvelles proportions et le grand capital, guidé par la recherche du profit immédiat, mène une politique qui l'accroît. Il est grand temps de prendre un tournant radical en faveur de la Nature dont l'Humanité fait partie.

Le piège de la liquidité

Dans la suite de cet article, je reviens sur le bilan de l'action des banques centrales des pays les plus industrialisés depuis le début de la crise et je résume les menaces que leurs politiques font peser. Il est important de souligner le dilemme auquel elles sont confrontées, dilemme dont elles sont responsables.

Pour le dire simplement et un peu schématiquement, les banquiers centraux se demandent pendant combien de temps ils vont maintenir la politique actuelle qui consiste à injecter massivement des liquidités dans les banques et à maintenir un taux d'intérêt réel très bas, proche de zéro et, en tout cas, inférieur à l'inflation. Ils savent très bien et depuis un bon moment qu'en menant cette politique afin de permettre aux banques (et à de grandes entreprises non financières) de se maintenir à flot, ils ont favorisé la naissance de nouvelles bulles spéculatives qui peuvent éclater à très court ou à moyen terme. La question n'est pas : éclateront-elles ou pas ? Mais bien : quand éclateront-elles ?

En même temps, les dirigeants des banques centrales savent que s'ils réduisent nettement les injections de liquidités, ils vont mettre en difficulté les grandes banques et provoquer l'éclatement des nouvelles bulles spéculatives qui se sont formées ces dernières années. Si en plus ils augmentent les taux d'intérêt, cela accroît d'un cran supplémentaire le risque de faillites bancaires et d'éclatements de bulles. Difficulté supplémentaire, s'ils augmentent les taux d'intérêt, ils augmentent automatiquement le coût du paiement de la dette publique et aggravent le déficit des États (7).

Bien sûr, il y a des alternatives (8). Ces alternatives impliquent d'opter pour un changement radical de politique, d'arrêter de favoriser le 1 % le plus riche et d'entamer des réformes profondes au profit des 99 %. Or les banquiers centraux n'ont aucune envie ni aucune intention de changer le contenu de classe de leur politique : ils sont au service du 1 % et du système capitaliste qui le fait vivre.

Cela nous ramène donc à leur dilemme. Poursuivre grosso modo la politique actuelle (injection de liquidités dans les banques et bas taux d'intérêt), ou entamer un tournant sans changer de logique, c'est-à-dire réduire l'injection de liquidités.

La mise en œuvre d'une politique conjuguant des taux d'intérêt très bas avec l'injection de grandes quantités de liquidités dans les banques privées a entraîné les effets suivants (9) :

❶ Les banques sont parvenues à se maintenir à flot (à quelques exceptions notables près) car elles ont pu se procurer auprès des banques centrales les fonds qu'elles ne trouvaient plus sur les marchés financiers (réduction comme peau de chagrin des prêts interbancaires, grandes difficultés à vendre des titres d'emprunts bancaires à longue échéance – covered bonds et autres titres, etc.). Par ailleurs, ce financement des banques centrales auquel s'ajoutent les aides diverses et variées des États leur permet d'avoir un accès aux *Money Market Funds* pour trouver du financement au jour le jour. Cet accès peut être fermé du jour au lendemain comme cela s'est produit le 17 septembre 2019. Bref, les banques privées dépendent complètement du soutien des États.

❷ Les banques ont poursuivi leurs activités spéculatives en les déplaçant vers les activités offrant les rendements les plus élevés : elles ont délaissé (pour un temps) le marché de l'immobilier pour se porter vers la spéculation sur les matières premières et les aliments (surtout en 2008-2009), les titres de la dette publique (depuis 2009), les obligations des entreprises non financières (*corporate bonds*), les valeurs boursières (depuis le début 2013), les devises... Leurs activités de trading n'ont donc pas été réduites. Les techniques spéculatives se sont modifiées et dans certains cas ont été aggravées, notamment par le renforcement du *trading* à haute fréquence.

❸ Les banques ont réduit les crédits aux ménages et aux entreprises, en particulier les petites et les moyennes entreprises qui représentent la majorité des emplois. Les économies périphériques dans l'Union européenne sont bien sûr les plus touchées. Les banques ont durci les conditions auxquelles elles accordent un crédit à l'économie réelle (les ménages et les entreprises non financières, en particulier les PME), ce qui va à l'encontre de la volonté des banques centrales qui affirment que les banques doivent augmenter leurs crédits. Mais au-delà des discours, les banquiers centraux (et les gouvernements) ne prennent aucune mesure contraignante pour amener les banques à délier leurs bourses envers les

secteurs qui pourraient relancer la demande privée et revenir à un peu de croissance, ou du moins la soutenir.

❹ Les grandes entreprises non financières privées de crédits bancaires ont recours à l'émission d'obligations (les *corporate bonds*) pour se financer. Les banques et autres zinzins les achètent car elles procurent en général un assez bon rendement. En cas de besoin, elles peuvent revendre ces obligations sur le marché secondaire. Les perdantes sont les petites et moyennes entreprises qui n'ont pas les moyens d'émettre des obligations sur les marchés financiers. Ce que propose Mario Draghi aux banquiers européens pour les encourager malgré tout à augmenter leurs crédits aux PME, c'est d'accroître la production de produits structurés constitués d'un ensemble de prêts à ces PME. De quoi s'agit-il : les banques qui octroient des crédits aux PME peuvent les sortir de leur bilan en les titrisant via leur assemblage dans un produit structuré (*Asset Backed Securities*). La BCE propose aux banques de les déposer ensuite comme collatéral (= en garantie) auprès d'elle afin d'obtenir en échange du crédit à 0 %. Sachant que les taux exigés des PME par les banques oscillent entre 5 % et 6 % en Espagne et en Italie, entre 3 et 4 % en France et en Allemagne, les banques pourraient faire des bénéfices tout à fait intéressants, affirme Mario Draghi. Malgré cette proposition alléchante, les banques renâclent à augmenter leurs crédits aux PME et à accroître la fabrication de produits structurés tels que proposés par le président de la BCE (10). Celui-ci est très déçu et il continue à faire la même proposition chaque fois qu'il

7. Il est important de préciser qu'une augmentation des taux d'intérêt aura des effets très négatifs pour tous les pays en développement qui éprouveront de grandes difficultés à refinancer leurs dettes et qui verront une importante quantité de capitaux les quitter pour aller chercher de meilleurs rendements dans les pays les plus industrialisés. Mais cela les banquiers centraux n'en ont cure, la présidente de la Fed l'a déclaré publiquement en février 2014. Cela peut rappeler ce qui s'est passé en 1980-1981 quand les taux d'intérêt ont augmenté brutalement suite à une décision de la Fed.

8. Voir par exemple le *Manifeste pour un nouvel internationalisme des peuples en Europe* (<http://www.cadtm.org/ReCommonsEurope-Manifeste-pour-un-nouvel-internationalisme-des-peuples-en>).

9. Je n'aborde pas ici les délits, les crimes, les manipulations auxquelles se livrent les grandes banques. Cela a été analysé dans la série publiée en 2014 sur le site web du CADTM (<http://www.cadtm.org/Les-banques-et-la-nouvelle>).

10. En 2013, en Europe, les émissions de tous les types d'ABS pris ensemble ont fondu de 38 % par rapport à 2012 (*Financial Times*, 18 février 2014). En 4 ans, la chute est de plus de 80 % ! (*Financial Times*, 3 septembre 2013).

Économie

en a l'occasion.

⑤ La politique des banques à l'égard des dettes publiques souveraines prend des formes contrastées et complémentaires. D'une part, elles n'hésitent pas à spéculer contre les dettes souveraines de certains pays qu'elles ont contribué à fragiliser. Pour cela, quand elles n'interviennent pas directement, elles utilisent leurs bras financiers, *Hedge Funds*, *Special Purpose Vehicle* (SPV), fonds de placement... Dans le même temps, les banques ont augmenté très fortement leurs achats de titres souverains comme sources de rendement assez élevé (il s'agit de titres espagnols ou italiens pour parler du marché le plus important, mais aussi de titres ukrainiens, turcs), ou comme garantie et moyens de liquidité (titres souverains des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la France, du Benelux et d'autres pays de la zone euro). Il ne faut surtout pas être surpris de politiques qui peuvent apparaître contradictoires de la part des banques, car elles se sont spécialisées dans des arbitrages entre leurs activités spéculatives (dans la perspective d'un rendement élevé) et les autres types de placements.

⑥ Ceci étant dit, les banques n'ont pas réellement assaini leur bilan et elles n'ont pas diminué de manière significative l'effet de levier. Les déboires de la Deutsche Bank en 2018-2019 n'en sont qu'un exemple.

Plus largement, la politique des banques centrales et celle des gouvernements ont eu des effets très négatifs pour la santé des économies tout en faisant le bonheur des banques, des autres sociétés financières ainsi que de grandes entreprises non financières. Des dizaines de millions d'emplois ont été supprimés, des millions de familles ont perdu leur logement, la pauvreté a fortement augmenté ainsi que les inégalités, la qualité des services publics a été dégradée de manière délibérée... et de nouvelles bulles spéculatives se sont développées.

⑦ Voici une liste non exhaustive des nouvelles bulles spéculatives qui génèrent des rendements importants et risquent d'éclater :

- La bulle des obligations d'entreprises non financières, les *corporate bonds*. Le dernier krach retentissant remonte à 1994, le précédent avait eu lieu en 1987).
- La bulle boursière en pleine expansion depuis 2013 (la bulle précédente a éclaté en 2007-2008).
- La bulle immobilière en formation aux États-Unis, en Chine.

L'éclatement d'une seule de ces bulles peut provoquer des effets en chaîne de très grande ampleur.

La nouveauté avec les bulles actuelles, c'est qu'elles se développent dans une situa-

tion de faible croissance économique, voire de stagnation, dans les pays les plus industrialisés, alors que les phases de développement des bulles au cours des quarante dernières années allaient de pair avec une certaine euphorie économique et un taux de croissance assez élevé.

À cause des politiques menées par les banques centrales et les gouvernements, l'économie des pays les plus industrialisés est tombée dans ce que J.M. Keynes appelait le piège de la liquidité. Alors que les banques centrales injectent des liquidités et baissent les taux d'intérêt, les banques et les grandes entreprises privées préfèrent garder ces liquidités à portée de main. Les banques les gardent pour faire face à des coups durs liés aux bombes à retardement qu'elles détiennent dans leur bilan et aux nouvelles bulles qu'elles contribuent activement à fabriquer. Les entreprises industrielles et de services considèrent que cela ne vaut pas la peine d'investir puisque la demande privée et publique est anémique. Elles s'assoient pour ainsi dire sur un énorme tas de liquidités ou les utilisent pour spéculer. Les grandes entreprises privées ne sont pas intéressées à les investir dans l'économie productive ou/et à les prêter aux ménages et aux PME. Selon J.M. Keynes, pour sortir du piège de la liquidité, il faut que les pouvoirs publics augmentent les dépenses publiques afin de relancer la demande et, du coup, l'économie : dépenses d'investissement (on pourrait évidemment investir massivement dans la transition écologique, les énergies renouvelables, les grands travaux publics utiles, les bâtiments scolaires et communautaires), dépenses pour engager du personnel dans les services publics et pour mieux les rémunérer, dépenses sociales (santé, éducation, services sociaux), augmentation des montants des retraites et de différentes allocations sociales... Mais de cela, les banquiers centraux et les gouvernements ne veulent pas en entendre parler.

⑧ En conséquence de leur politique, le volume du bilan des banques centrales a considérablement augmenté. Cette croissance énorme sur une période courte a servi à maintenir intacte la puissance des grandes banques privées sans pour autant sortir les économies concernées de la crise. C'est ce qu'indiquent clairement les points précédents. Au-delà des effets d'annonce, aucune mesure radicale n'a été mise en œuvre pour assainir véritablement le système bancaire. Grâce à l'intervention des banques centrales (et bien sûr aux décisions des gouvernements) les grandes banques privées poursuivent leurs activités massivement spéculatives et souvent frauduleuses, voire criminelles. Elles sont soutenues par un mécan-

isme de transfusion permanente de ressources (crédits publics illimités à taux d'intérêt quasi nuls ou clairement négatifs), certaines d'entre elles et non des moindres sont simplement maintenues en vie sous respiration artificielle (crédits publics illimités auxquels s'ajoutent une injection de capitaux publics afin de les recapitaliser et des garanties publiques concernant leurs dettes).

La politique appliquée jusqu'ici par les banques centrales et les gouvernements a entraîné une très forte augmentation de la dette publique en conséquence de plusieurs facteurs qui sont liés :

- le coût du sauvetage des banques,
- le coût de la crise dont les banques centrales, les gouvernements, les banques privées et les autres grandes entreprises portent la responsabilité,
- la poursuite des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux grosses fortunes...

Cela donne un caractère clairement illégitime à une partie très importante de la dette publique. Son annulation fait partie des propositions de sortie de crise.

L'action des banques centrales et la fonction des crises en système capitaliste

Dans le système capitaliste, une crise sert, d'une certaine manière, à remettre les pendules à l'heure : les bulles spéculatives éclatent et ensuite le prix des actifs se rapproche de leur valeur marchande réelle ; les entreprises les moins rentables font faillite, il y a destruction de capital. Le chômage s'accroît et les salaires baissent. Les crises font en quelque sorte partie du métabolisme du capitalisme. Évidemment, je ne suis pas en train de justifier les crises et/ou le capitalisme, je souhaite juste indiquer que le fonctionnement du système capitaliste implique l'éclatement périodique de crises.

Jusqu'ici, l'intervention des pouvoirs publics, qui répondent docilement aux demandes des patrons, permet d'éviter ou d'empêcher que la crise remplisse sa fonction normale de « *purge* » du système capitaliste. Alors que, du côté de la majorité de la population, les victimes se comptent par dizaines de millions, du côté des responsables de la crise, il n'y a pas de véritable remise en ordre du côté du capital, les faillites de grandes entreprises sont très limitées, les banques n'ont pas apuré leurs comptes et de nouvelles bulles spéculatives se sont formées ou sont en cours de formation. L'investissement productif n'a pas repris.

La faible quantité de faillites bancaires aux États-Unis, en Europe et au Japon n'est attribuable qu'à l'aide apportée aux banquiers privés par les banques centrales et les gouvernements. Les gouvernants ont considéré que les banques privées étaient trop grosses pour tomber en faillite. Le maintien d'une politique gouvernementale qui favorise les intérêts des grandes entreprises privées et qui s'attaque aux droits économiques et sociaux des populations, une demande publique et privée insuffisante et en réduction, des bulles spéculatives persistantes... sont les ingrédients d'une prolongation de la crise. Si un tournant radical favorable à la justice sociale n'est pas pris, la crise va se prolonger pendant de nombreuses années ou prendre un caractère brutal soudain.

La Fed ignore-t-elle les signaux envoyés par les marchés ?

Certains disent que la Fed ignore les signaux envoyés par les marchés. Premièrement, je pense qu'il est dangereux de reprendre une telle formule qui a un aspect magique et qui entretient le mythe selon lequel le jeu aveugle des forces du marché contribue au bon fonctionnement de l'économie (voir l'encadré).

En réalité, je crois que la situation est plus complexe : la Fed sait parfaitement que la santé des banques est mauvaise et il est partiellement faux qu'elle ignore les signes envoyés par les marchés. Au contraire, on doit lui reprocher de se coucher devant les exigences des marchés et exiger des changements radicaux concernant la politique, les missions et la structure même de la banque centrale.

La Fed sait très bien que la richesse des dirigeants et des actionnaires des grandes banques privées s'est accrue alors qu'ils poursuivent et amplifient jour après jour des pratiques inacceptables. Des pratiques qui conduisent à une prochaine crise brutale. La Fed sait également que l'économie américaine va mal malgré les discours fanfarons de Trump et malgré un taux de chômage historiquement bas. Le taux de chômage est faussement rassurant et trompeur car les patrons soutenus par les gouvernements successifs ont forcé les travailleurs à accepter des contrats de plus en plus précaires et mal payés. De plus, des millions de sans-emplois ont renoncé à faire les démarches officielles pour être indemnisés et ils disparaissent ainsi des chiffres du chômage. La Fed sait très bien que la soi-disant bonne santé de l'économie américaine repose sur une montagne de dettes privées et publiques qui sert

La religion des marchés

Presque tous les dirigeants politiques, qu'ils soient de la gauche traditionnelle ou de la droite, qu'ils soient du Sud ou du Nord, vouent un véritable culte aux marchés, financiers en particulier. Il faudrait plutôt dire qu'ils fabriquent une religion des marchés. Chaque jour, une messe est dite pour honorer le dieu Marché dans chaque foyer muni d'une télévision ou d'une connexion internet, au moment où l'on rend compte de l'évolution des cotations en Bourse et des attentes des marchés financiers. Le dieu Marché envoie des signaux par la voix du journaliste économique ou du chroniqueur financier. Ce n'est pas seulement vrai pour tous les pays les plus industrialisés, c'est vrai aujourd'hui pour la majeure partie de la planète. Que l'on soit à Shanghai ou à Dakar, à Rio de Janeiro ou à Johannesburg, à Bruxelles ou à Athènes, on recevra les « signaux envoyés par les marchés ». Pour amplifier, dans l'esprit des croyants, la puissance des dieux Marchés, des commentateurs annoncent périodiquement que ceux-ci ont envoyé des signaux aux gouvernements pour indiquer leur satisfaction ou leur mécontentement.

Les endroits où les dieux sont susceptibles de manifester leurs humeurs avec le plus de poids sont Wall Street à New York, la City à Londres, les Bourses de Paris, de Francfort ou de Tokyo. Pour mesurer leur contentement, on a inventé des instruments qui ont nom *Dow Jones* à New York, *Nikkei* à Tokyo, *CAC40* en France... Pour s'assurer la bienveillance des dieux, les gouvernements sacrifient les systèmes de sécurité sociale sur l'autel de la Bourse. Ils privatisent, aussi. Ils veillent également à ce que le partage de la valeur ajoutée se fasse toujours plus en faveur du capital au détriment du travail.

Pourquoi a-t-on donné des atours religieux à de simples opérateurs ? Ils ne sont ni des inconnus ni de purs esprits. Ils ont un nom, une adresse : ce sont les principaux dirigeants des deux cents grandes transnationales qui dominent l'économie mondiale avec l'aide du G7, la complaisance du G20 et des institutions telles que le FMI, revenu grâce à la crise sur le devant de la scène. Les investisseurs institutionnels (grandes banques, fonds de pensions, assurances, *hedge funds*...) qui dominent les marchés ont reçu des gouvernements des milliers de milliards de dollars sous forme de dons ou de prêts qui ont servi à les remettre en selle après la débâcle de 2007-2008.

Il faut lutter contre le fondamentalisme et le radicalisme des marchés financiers. Il faut les désarmer. Il faut rompre avec le système capitaliste sur lequel est construite la religion des marchés.

essentiellement à de la spéculation, ce qui conduira tôt ou tard à une nouvelle crise majeure. Ajoutons que la croissance de la production du secteur industriel aux États-Unis est fort basse en 2019, elle pourrait même devenir stagnante, voire carrément récessive en 2020. Les exportations de produits manufacturés baissent.

La Fed sait que si elle augmentait les taux d'intérêt et si elle n'injectait pas constamment des liquidités, certaines grandes entreprises (y compris des banques) feraient faillite. La Fed sait que, si dans un souci de prévention des risques de crise bancaire, elle demandait aux banques d'augmenter leurs fonds propres et les liquidités qu'elles doivent garder en trésorerie, celles-ci procèderaient à une levée de boucliers, crieraient au feu et en appelleraient à Trump. En conséquence, la Fed se plie aux exigences des marchés sans enthousiasme mais docilement. Dans le cas présent, les exigences des marchés, ce sont clairement les exigences mises en avant par une quinzaine de grandes banques privées des États-Unis (dont 4 détiennent à elles seules pour 377 milliards de réserves liquides, il s'agit de JP Morgan Chase, Bank of America, Citigroup et Wells Fargo) et par de grands fonds d'investissement comme BlackRock par exemple.

Ce qui est sûr c'est que la situation du secteur financier privé aux États-Unis (et ailleurs dans le monde) est très inquiétante, sinon on ne verrait pas pourquoi la Fed devrait injecter des liquidités en permanence depuis le 17 septembre (11).

En même temps, afin de les combattre, il faut comprendre les exigences et les motivations des banques et de leurs alliés.

En ce qui concerne ce qui se passe aux États-Unis depuis la mi-septembre 2019, je suis persuadé que du côté des grandes banques, il s'agit d'exploiter la situation pour mettre la pression sur l'autorité de contrôle et sur la FED pour abaisser le pourcentage de liquidités exigé d'elles pour faire face aux risques systémiques bien réels. En effet depuis la crise de 2008, les autorités de contrôle exigent des banques systémiques qu'elles conservent en permanence dans leur trésorerie une quantité supplémentaire (par rapport à la situation antérieure à 2008) de liquidités afin de faire face à un accident.

Profitant du soutien dont elles bénéficient de la part de l'administration Trump, du laxisme de la Fed et des autorités de contrôle, elles veulent donc obtenir une baisse du pourcentage de liquidités qu'elles doivent conserver dans leur trésorerie. Elles veulent cela afin de pouvoir légalement utiliser ses liquidités pour acheter des titres financiers à risque et spéculer sur ceux-ci. Du coup, l'assèchement du marché interbancaire est en partie provoqué ou entretenu par cette stratégie. Poursuivant cet objectif, elles mènent campagne dans la presse pour

11. Voir l'article de Martine Orange, « La FED en soutien permanent d'un marché monétaire cassé », *Mediapart*, 9 octobre 2019 : <https://www.mediapart.fr/journal/international/091019/la-fed-en-soutien-permanent-d-un-marche-monetaire-casse?onglet=full>.

faire croire au public que c'est cette exigence qui entraîne les difficultés de trouver des liquidités sur le marché interbancaire. Elles exercent donc un énorme lobby sur la Fed et l'autorité de contrôle pour que soit annulée l'exigence de surplus de liquidités.

Elles ont déjà réussi à obtenir de l'administration Trump qu'elle fasse le nécessaire pour annuler à partir de janvier 2020 une mesure connue sous le nom *Volcker's rule* (règle Volker). Cette règle a été introduite en 2013 pendant la présidence de Barack Obama dans le cadre de la loi Dodd-Frank, adoptée dans le sillage de la crise financière de 2007-2008. Cette règle interdit aux banques de spéculer avec l'argent des déposants. Au-delà du risque lié à la volatilité des marchés financiers, le promoteur du texte, Paul Volcker, un ancien directeur de la Réserve fédérale, jugeait que l'activité de trading pour compte propre détournait les banques de leur métier de financement de l'économie.

Elles veulent aller plus loin et elles remettent en cause le *liquidity coverage ratio* (LCR, ratio de liquidités à court terme) adopté aux États-Unis et dans le reste du monde après la crise de 2008. En vertu de cette règle, les établissements financiers doivent détenir suffisamment d'actifs liquides pour couvrir les sorties nettes de trésorerie sur une période de trente jours en situation de crise.

Elles remettent aussi en cause le pourcentage de liquidités qu'elles doivent conserver dans leur trésorerie en permanence, ce qui complète et s'ajoute au *liquidity coverage ratio*. D'ailleurs le marché du *repo* est le lieu où les banques en début de journée vers 7 heures du matin vont chercher à combler leurs besoins de liquidités au jour le jour afin de remplir leurs obligations légales. Le lobby des grandes banques affirme que le montant exigé d'elles est trop élevé et que

c'est cela qui a produit la crise ouverte le 17 septembre 2019. Le *Financial Times* a consacré un article à ce sujet avec comme titre suggestif : « *La Fed analyse le rôle de la réglementation dans l'augmentation soudaine des taux* » (12). L'article abonde prudemment dans le sens de l'argument avancé par le lobby bancaire des États-Unis. D'ailleurs, le lobby bancaire européen intervient dans le même sens en ce qui concerne l'application du ratio de liquidités sur le vieux continent et en Grande-Bretagne.

Il est clair que ce n'est pas l'obligation faite aux banques de conserver en permanence des liquidités suffisantes pour faire face à une crise qui a provoqué le manque de liquidités sur le marché du *repo* aux États-Unis. La véritable cause, c'est la volonté des banques d'utiliser au maximum les liquidités dont elles disposent pour spéculer afin de faire un maximum de profits au bénéfice de leurs actionnaires et de leurs dirigeants.

Il est également important de compléter le tableau sur la situation des banques. Il faut tirer la sonnette d'alarme sur les risques que font peser les « *marchés financiers* » sur la société et d'attirer l'attention sur la crise du marché du *repo* aux États-Unis. Il est aussi important de prendre conscience que la concentration bancaire a fortement augmenté aux États-Unis et que la concurrence entre les banques a fortement diminué car s'est mis en place un véritable oligopole, un cartel bancaire qui exerce une pression permanente sur les pouvoirs publics afin qu'ils mènent une politique qui favorise systématiquement le grand capital. Ce cartel bancaire est responsable de comportements totalement contraires aux intérêts de la majorité de la population : imposition de contrats hypothécaires abusifs comme l'ont révélé la crise des *subprimes* et les nombreux procès qui ont suivi, contrats abusifs en matière de dettes des étudiants (la dette étudiante aux États-Unis dépasse les 1 500 milliards de dollars et concerne 44 millions de personnes), manipulation des taux d'intérêt, spéculations sur les matières premières, blanchiment d'argent des cartels de la drogue, investissements dans les activités qui aggravent la crise climatique...

Il faut également dénoncer le montant des rémunérations des dirigeants des banques et le montant des dividendes versés aux actionnaires privés. Et aussi le fait que malgré les nombreux délits et crimes commis par les banquiers aucun d'entre eux n'a été condamné à de la prison et aucune grande banque ne s'est vu retirer la licence bancaire. Prenons le cas de la banque Wells Fargo. Cette banque, la quatrième des États-Unis en termes de capitalisation boursière et de

contrôle du marché bancaire, a pu poursuivre ses activités alors que la justice étatsunienne avait démontré que ses dirigeants avaient sciemment poussé leurs employés à créer de toutes pièces 1 300 000 comptes bancaires « *fictifs* » ou « *fantômes* » pour augmenter les profits de la banque grâce aux frais bancaires prélevés sur le dos des clients. La banque s'est contentée de payer une amende. Aucun de ses dirigeants n'a été condamné à de la prison (13).

Les facteurs qui peuvent provoquer une nouvelle crise financière brutale d'ampleur mondiale sont réunis tant aux États-Unis que dans d'autres grandes économies de la planète. Mais il ne faut pas attendre qu'elle éclate pour agir. Et en plus de chercher à éviter les effets d'une nouvelle crise financière, il faut agir pour mettre fin aux pratiques quotidiennes des banques capitalistes. Il faut aussi changer radicalement le statut et la mission de la Banque centrale.

Des mesures immédiates

Il s'agit de donner pour mission nouvelle à la Banque centrale d'octroyer des prêts à taux zéro aux pouvoirs publics. À l'inverse de ce qui est pratiqué par la Fed (ou par la BCE du fait des traités européens), la Banque centrale doit être en capacité de permettre un financement à taux zéro de l'État et de l'ensemble des acteurs publics nationaux et locaux (collectivités, hôpitaux, organisme de logement social, etc.) afin de mener des politiques socialement justes inscrites dans la lutte contre la crise écologique.

Il faut obtenir une nouvelle réglementation bancaire qui imposera diverses mesures (14) :

- Augmenter significativement la part des fonds propres des banques dans leur bilan en le portant à 20%.
- Prendre toutes les mesures utiles pour obliger les banques à assainir leur hors-bilan en leur imposant de dénouer toutes les opérations spéculatives et toutes les autres transactions à risques sans intérêt réel pour la collectivité.
- Interdire les relations de crédit entre banques de dépôt et banques d'affaires.
- Interdire la titrisation. Chacune des activités portera ainsi le risque qu'elle engendre, à travers des exigences réglementaires adaptées.
- Interdire le trading de haute fréquence.
- Interdire la spéculation.
- Interdire les marchés financiers de gré à gré.
- Interdire toutes relations des établissements bancaires avec le *shadow banking* et les paradis fiscaux et judiciaires.
- Interdire la socialisation des pertes.

12. « Fed analyses regulation's role in sudden rates rise », publié le 2 octobre dans la version papier et en ligne, avec un autre titre (« Fed wrestles with role of regulation in repo squeeze ») le 1^{er} octobre.

13. Sur les différentes affaires concernant Wells Fargo voir : « Wells Fargo pris dans un nouveau scandale », *les Échos* du 28 novembre 2017 (<https://www.lesechos.fr/2017/11/wells-fargo-pris-dans-un-nouveau-scandale-186560>) et « Empêtrée dans les scandales, la banque américaine Wells Fargo perd son PDG », *le Figaro* du 28 mars 2019 (<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/le-pdg-de-la-banque-wells-fargo-tim-sloan-annonce-son-depart-immediat-20190328>)

14. Cet énoncé de mesures immédiates provient de l'article de Jeanne Chevalier, Patrick Saurin, Éric Toussaint, « Quelles sont les mesures qu'un gouvernement populaire devrait prendre envers les banques ? » publié le 30 mai 2018 par le site web du CADTM : (<http://www.cadtm.org/Quelles-sont-les-mesures-qu-un-gouvernement-populaire-devrait-prendre-envers>)

- Mettre fin au secret bancaire.
 - Poursuivre systématiquement les dirigeants responsables de délits et de crimes financiers et retirer la licence bancaire aux institutions qui ne respectent pas les interdictions et se rendent coupables de malversations.
 - Instaurer une véritable responsabilité financière des grands actionnaires, notamment lors des faillites. Il s'agit de restaurer la responsabilité illimitée des grands actionnaires afin que la récupération du coût de leurs activités dangereuses puisse être effectuée sur l'ensemble de leur patrimoine.
 - Augmenter l'imposition des banques pour les obliger à participer à l'effort d'impôt du pays.
- Mais ce n'est pas suffisant.

Il faut des solutions plus radicales (15)

Parce que les capitalistes ont démontré à quel point ils étaient capables de commettre des délits et de prendre des risques – dont ils refusent d'assumer les conséquences – dans le seul but d'augmenter leurs profits, parce que leurs activités entraînent périodiquement un coût extrêmement lourd pour la collectivité, parce que la société que nous voulons construire doit être guidée par la recherche du bien commun, de la justice sociale et de la reconstitution d'une relation équilibrée entre les humains et les autres composantes de la nature, il faut socialiser le secteur bancaire. Comme le propose Frédéric Lordon, il s'agit de réaliser « une **déprivatisation intégrale** du secteur bancaire » (16).

- ◆ **Socialiser le secteur bancaire** signifie :
 - l'expropriation sans indemnité (ou avec comme seule indemnité l'euro ou le dollar symbolique) des grands actionnaires (les petits actionnaires seront indemnisés) ;
 - l'octroi au secteur public du monopole de l'activité bancaire à une exception près : l'existence d'un secteur bancaire coopératif de petite taille (soumis aux mêmes règles fondamentales que le secteur public) ;
 - la définition – avec participation citoyenne – d'une charte sur les objectifs à atteindre et sur les missions à poursuivre, qui mette le service public de l'épargne, du crédit et de l'investissement au service des priorités définies selon un processus de planification démocratique ;
 - la transparence des comptes qui doivent être présentés au public de manière compréhensible ;
 - la création d'un service public de l'épargne, du crédit et de l'investissement, doublement structuré, avec, d'une part, un réseau de petites implantations proches des

citoyens et, d'autre part, des organismes spécialisés en charge des activités de gestion de fonds et de financement d'investissements non assurés par les ministères en charge de la santé publique, de l'éducation nationale, de l'énergie, des transports publics, des retraites, de la transition écologique, etc. Les ministères devront être dotés du budget nécessaire aux financements des investissements relevant de leurs attributions. Les organismes spécialisés interviendraient quant à eux dans des domaines et des activités excédant les compétences et les sphères d'action de ces ministères afin d'assurer le bouclage d'ensemble.

Imaginons ce que cela signifie concrètement : les banques privées auront disparu, c'est-à-dire qu'après leur expropriation (avec indemnisation des petits actionnaires), leur personnel aura été réaffecté au service public bancaire et des assurances, avec garantie de l'ancienneté, des salaires (jusqu'à un maximum autorisé afin de limiter fortement les très hauts salaires, et en augmentant les bas salaires pour réduire l'éventail salarial) et avec une amélioration des conditions de travail (abandon du *benchmarking* (17) et des pratiques de vente forcée). Un système de recrutement pour les nouvelles embauches sera mis en place en respectant les normes de recrutement d'un service public.

- ◆ **Des banques au service des citoyens.** Il sera mis fin à une situation qui voit une concentration d'agences bancaires concurrentes dans les grandes agglomérations et une pénurie ou une absence de succursales dans les petites villes, les villages et les quartiers populaires. Un réseau dense d'agences locales sera développé afin d'augmenter fortement l'accessibilité aux services bancaires et d'assurance, avec du personnel compétent pour répondre aux besoins des utilisateurs en relation avec les missions de service public. Personne ne sera exclu de l'accès au service public bancaire qui doit être gratuit.

Les agences locales du service public géreront les comptes courants et recevront l'épargne des utilisateurs qui sera entièrement garantie. L'épargne sera gérée sans prendre de risque. Cette épargne sera affectée, sous contrôle citoyen, au financement de projets locaux et d'investissements de plus large portée axés sur l'amélioration des conditions de vie, la lutte contre le changement climatique, la sortie du nucléaire, le développement des circuits courts, le financement de l'aménagement du territoire respectant des normes sociales et environnementales rigoureuses, etc. Les épargnants pourront choisir le ou les projets qu'ils souhaiteront voir financer par leur épargne.

Les agences locales octroieront des crédits non risqués aux individus, aux ménages, aux PME et structures privées locales, aux associations, aux collectivités locales et aux établissements publics. Elles pourront affecter une partie de leurs ressources à des projets de plus large échelle que ceux menés au niveau local, naturellement dans le cadre d'une politique concertée.

- ◆ **Des banques au service de la collectivité – transition vers une économie sociale, soutenable et écologique.** Le fait que les agences locales géreront des moyens financiers de taille raisonnable pour des usages locaux ou pour des projets plus larges qui seront présentés de manière précise (avec l'établissement d'un calendrier de programmation et d'outils de suivi permettant de contrôler clairement l'usage des fonds et la bonne mise en œuvre des projets) facilitera le contrôle des différents protagonistes.

Les projets locaux à financer seront définis de manière démocratique avec un maximum de participation citoyenne.

Les agences locales auront également en charge les contrats d'assurance pour les personnes physiques et les personnes morales.

Par ailleurs, les ministères en charge de la santé publique, de l'éducation nationale, de l'énergie, des transports publics, des retraites, de la transition écologique etc. disposeront de moyens de financement provenant du budget de l'État.

Des agences transversales spécialisées interviendront dans des domaines et des activités excédant les compétences et les sphères d'action d'un seul ministère. Elles auront pour vocation d'assurer des missions spécifiques ou transversales définies avec participation citoyenne, comme le programme de sortie totale du nucléaire, y compris le traitement sécurisé des déchets nucléaires sur le long terme.

15. La partie qui suit est reprise d'un texte rédigé par Éric Toussaint et Patrick Saurin : « Comment socialiser le secteur bancaire » publié par le CADTM le 18 juin 2018 : <http://www.cadtm.org/Comment-socialiser-le-secteur-bancaire>

16. Frédéric Lordon, « L'effarante passivité de la "régulation financière" », in *Changer d'économie !*, les Économistes atterrés, Les liens qui libèrent, 2011, p. 242. Ajoutons que la socialisation de l'intégralité du secteur bancaire est préconisée par le syndicat Sud BPCE.

17. Le *benchmarking* est un outil de surveillance des salariés dont les résultats, accessibles à tous en permanence, sont comparés en continu à travers un classement stigmatisant ceux considérés comme les moins performants. C'est une technique de management par le stress très répandue dans les grandes entreprises en vue de générer une émulation malsaine.

Économie

Le secteur bancaire socialisé permettra de reconstituer un circuit vertueux de financement des pouvoirs publics : ceux-ci pourront émettre des titres qui seront acquis par le service public sans passer par les dikats des marchés financiers.

Bien des aspects du projet restent à élaborer collectivement, nous sommes dans la phase préparatoire de la mise en place d'un système complètement nouveau. Cela demande un ambitieux travail collectif de mise en commun des idées et des propositions. Ce travail ne fait que commencer.

◆ **Contrôle citoyen à tous les niveaux**, autrement dit contrôle par les travailleurs, les usagers, les élus locaux, les représentants des petites, moyennes et micro-entreprises, les artisans et autres travailleurs indépendants, les délégués du secteur associatif. À ce contrôle citoyen s'ajoute le contrôle par les autorités de surveillance bancaire. Le terme « *socialisation* » est utilisé de préférence à celui de « *nationalisation* » ou « *étatisation* » pour indiquer clairement à quel point est essentiel le contrôle citoyen, avec un partage de décision entre les dirigeants, les représentants des salariés, des clients, d'associations, les élus locaux, que vient compléter le contrôle des représentants des instances bancaires publiques nationales et régionales. Il faut donc définir de manière démocratique l'exercice d'un contrôle citoyen actif. De même, il faut encourager l'exercice d'un contrôle des activités de la banque par les travailleurs du secteur bancaire et leur participation active à l'organisation du travail. Il faut que les directions des banques remettent annuellement un rapport public sur leur gestion transparent et compréhensible. Il faut privilégier un service de proximité et de qualité rompant avec les politiques d'externalisation menées actuellement. Il faut encourager le personnel des établissements financiers à assurer à la clientèle un authentique service de conseil et éradiquer les politiques commerciales agressives de vente forcée.

La socialisation du secteur bancaire et des assurances et son intégration aux services publics permettront :

- de soustraire les citoyens et les pouvoirs publics de l'emprise des marchés financiers ;
- de financer les projets des citoyens et des pouvoirs publics ;
- de dédier l'activité bancaire au bien commun, avec entre autres missions celle de faciliter la transition d'une économie capitaliste, productiviste et nuisible à une économie sociale, soutenable et écologique.

Parce que nous considérons que la monnaie, l'épargne, le crédit, la sécurité des encaisses monétaires et la préservation de



l'intégrité des systèmes de paiement relèvent de l'intérêt général, nous préconisons la création d'un service public bancaire par la socialisation de la totalité des entreprises du secteur bancaire et de l'assurance.

Parce que les banques sont aujourd'hui un outil essentiel du système capitaliste et d'un mode de production qui saccage la planète, génère un partage inégal des ressources, provoque des guerres, accroît la paupérisation, rogne chaque jour davantage les droits sociaux et attaque les institutions et les pratiques démocratiques, il est essentiel d'en prendre le contrôle et d'en faire des outils au service de la collectivité.

La socialisation du secteur bancaire ne peut être envisagée comme un slogan ou une revendication qui se suffirait en elle-même et que les décideurs appliqueraient après en avoir saisi le bon sens. Elle doit être conçue comme un objectif politique à atteindre dans le cadre d'un processus porté par une dynamique citoyenne. Il faut non seulement que les mouvements sociaux organisés existants (dont les syndicats) en fassent une priorité de leur agenda et que les différents secteurs (collectivités locales, petites et moyennes entreprises, associations de consommateurs, etc.) se positionnent en ce sens, mais aussi – et surtout – que les employé-es de banque soient sensibilisés au rôle de leur métier et à l'intérêt qu'ils auraient à voir les banques socialisées, que les usager-es soient informés là où ils se trouvent (exemple : occupations d'agences bancaires partout le même jour) afin de participer directement à la définition de ce que doit être la banque.

Seules des mobilisations de très grande ampleur peuvent garantir que la socialisation du secteur bancaire soit réalisée en pratique car cette mesure touche au cœur le système capitaliste.

Si un gouvernement de gauche s'abstient de prendre une telle mesure, son action ne pourra pas provoquer véritablement le changement radical nécessaire pour rompre avec la logique du système capital-

iste et enclencher un nouveau processus d'émancipation. La soustraction du secteur bancaire aux capitaux privés par la socialisation est le préalable incontournable à la mise en œuvre d'un programme économique en rupture avec le capitalisme et sa logique.

Aujourd'hui, la socialisation de l'intégralité du système bancaire et des assurances est bien une urgente nécessité économique, sociale, politique et démocratique.

La socialisation du secteur bancaire et des assurances est un point fondamental d'un projet bien plus vaste comportant d'autres mesures permettant d'enclencher une transition vers un modèle post-capitaliste et post-productiviste. Un tel programme devrait avoir une dimension internationale même si sa mise en œuvre ne venait à s'amorcer que dans un seul ou un petit nombre de pays. Il comprendrait notamment l'abandon des politiques d'austérité, la réorientation radicale des missions de la Banque centrale, l'annulation des dettes publiques et privées illégitimes, la mise en place d'une réforme fiscale d'ensemble avec une forte imposition du capital, la réduction généralisée du temps de travail avec embauches compensatoires et maintien du salaire, la socialisation du secteur de l'énergie, de l'eau et de la santé, des mesures pour assurer l'égalité hommes-femmes, le développement des services publics et de la protection sociale ainsi que la mise en place d'une politique déterminée de lutte contre la crise écologique.

Il est nécessaire d'adopter une stratégie internationaliste. Il s'agit également de chercher constamment à développer des campagnes et des actions coordonnées au niveau international dans les domaines de la dette, de l'écologie, du droit au logement, de l'accueil des migrant-es et des réfugié-es, de la santé publique, de l'éducation publique et des autres services publics, du droit au travail. Des luttes doivent être menées pour la reprise en main des banques centrales par les pouvoirs publics afin de les mettre au service du peuple, pour la socialisation des banques, des assurances et du secteur de l'énergie, pour la réappropriation des communs, pour l'annulation des dettes illégitimes, pour la fermeture des centrales nucléaires, pour la réduction radicale du recours aux énergies fossiles, pour l'interdiction du dumping fiscal et des paradis fiscaux, pour la défense et l'extension des droits des femmes et des LGBTI, la promotion des biens et des services publics, le lancement de processus constitutifs. Bref, il faut un programme résolument anticapitaliste, féministe, internationaliste et écologiste. ■

20 octobre 2019

Le monde se soulève contre l'austérité et l'autoritarisme

Par
Dan La Botz*

Partout dans le monde, des peuples se lèvent, sur presque tous les continents et dans plus d'une douzaine de pays. Au cours des six derniers mois, des révoltes ont eu lieu en Algérie, en Catalogne, au Chili, en Équateur, en France, en Haïti, au Honduras, à Hong Kong, en Irak, au Liban, au Nicaragua, à Porto Rico et au Soudan. Ces révoltes ont généralement un caractère populaire et plutôt de gauche, elles sont militantes et expriment beaucoup de colère et de défis. Leur caractéristique commune est qu'il s'agit de rébellions de la classe moyenne inférieure, de la classe ouvrière et des pauvres. Ces différents mouvements ont partout débordé les rives du système politique. Les vagues de protestation érodent les fondations des États. Partout ceux qui descendent dans la rue remettent en question le système, quel que soit le nom du système dans lequel ils vivent. Lorsque les gouvernements ont tenté d'écraser ces mouvements, les populations ont riposté, refusant d'abandonner la rue. Qu'est-ce qui se cache derrière ces rébellions, qu'est-ce qui les a causées et où vont-elles ?

La situation politique dans chacun de ces pays varie énormément et les étincelles qui ont mis le feu aux poudres ont été très différentes : d'une nouvelle loi contestable à une élection volée, d'une dictature vieille de plusieurs décennies devenue insupportable à une augmentation des tarifs des transports en commun. Au Liban, c'était une nouvelle taxe sur les appels téléphoniques de Whatsapp. En Équateur, la décision du gouvernement d'augmenter le prix de l'essence. Au Chili, ce fut une augmentation des tickets du métro. Au Honduras, on a découvert que le président avait aidé son frère qui dirigeait un cartel de la drogue. À Porto Rico, c'était un président corrompu et misogyne. À Hong Kong, la promulgation d'une loi portant atteinte à l'autonomie locale. En Catalogne, dans l'État espagnol, la condamnation à de longues peines des nationalistes catalans. En Irak, le peuple s'est

Plus de 100 000 manifestants à Alger le 1^{er} novembre 2019, 37^e vendredi de mobilisation...



soulevé contre le chômage, la corruption et un gouvernement qui ne réagit pas. En Algérie et au Soudan, c'était la lassitude des populations face aux gouvernements autoritaires de longue date. Au Nicaragua, une réforme des retraites. Et Haïti proteste également contre un président corrompu et autoritaire.

Partout, il y a eu un déclencheur différent. Cependant, le problème central est partout le désir d'être traité avec dignité et respect.

Ces rébellions ont des éléments communs : l'inégalité économique, l'austérité imposée et l'abus de pouvoir par le gouvernement. Le sentiment, c'est qu'ils ne se soucient pas de nous. Dans bon nombre de ces pays l'État a perdu sa légitimité et les citoyens n'ont plus confiance dans les partis politiques historiques, mais en général, aucun parti politique n'est en mesure de proposer un programme politique alternatif ou une nouvelle direction. Pourtant, les révoltes ont ébranlé les pouvoirs en place dans chaque pays et ont envoyé de puissantes ondes de choc dans l'ordre politique international. Nous semblons être dans une période de révoltes politiques synchronisées mais non coordonnées, exigeant la démocratie et une vie meilleure. Nous avons déjà connu cela.

Ce n'est pas la première fois qu'il y a visiblement une simultanéité internationale de révoltes et même de révolutions. La première de ces vagues – presque toute une époque – a eu lieu au cours du dernier quart du XVIII^e siècle, avec le déclenchement de la révolution américaine en 1776, puis de la révolution française de 1789, suivie de la révolution haïtienne de 1804, puis des révolutions latino-américaines de 1810 à 1821. Une autre vague de ce type a eu lieu avec la révolution européenne de 1848, qui a balayé la France, l'Allemagne et l'empire austro-hongrois, et nous pourrions inclure dans cette vague le mouvement chartiste en Angleterre. La période de 1917 à 1919 amena des révolutions en Russie, en Allemagne, en Autriche et en Hongrie, ainsi que dans l'Empire ottoman. Et même si

* Dan La Botz, militant syndicaliste, chauffeur de camion puis professeur d'université et journaliste, est militant de l'organisation socialiste Solidarity (organisation sympathisante de la IV^e Internationale) et membre des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA). Il a été un des fondateurs de la tendance Teamsters for a Democratic Union au sein du syndicat des camionneurs. Il a publié de nombreux livres sur les droits des travailleur-es aux États-Unis et au Mexique. Il est co-rédacteur en chef de la revue *New Politics*. Cet article a d'abord été publié sur le site web de *New Politics* : <https://newpol.org/the-world-up-in-arms-against-austerity-and-authoritarianism/> (Traduit de l'anglais par JM).

Situation internationale

Porto Rico, le 24 juillet 2019, les manifestants ont imposé la démission du gouverneur...



1968 n'apporta aucune révolution, ce fut une année de bouleversements radicaux depuis la Tchécoslovaquie jusqu'au Mexique, en passant par la France. Tout comme aujourd'hui, pendant chacune de ces périodes de bouleversement radical, le détonateur était particulier à chaque pays, mais en même temps, on pouvait voir des éléments communs et souvent aussi des dynamiques similaires. Alors que, dans la plupart des cas, la bourgeoisie se plaçait tôt ou tard à la tête des mouvements révolutionnaires, ce sont toujours les travailleurs et les pauvres qui donnaient à ces rébellions leur élan radical et une longueur d'avance.

Dans des périodes différentes, ce sont des conditions différentes qui ont créé une situation prérévolutionnaire, et une grande variété d'événements ont déclenché les mouvements révolutionnaires, mais il est généralement possible de discerner les points communs dans chaque vague. La croissance du commerce international, les rivalités impériales et le contraste entre le vieil ordre aristocratique et la société bourgeoise naissante conditionnent les révolutions de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle. La montée du capitalisme en Angleterre puis en France, l'usine puis le chemin de fer allant de pair avec l'apparition de l'État libéral et du gouvernement représentatif, ont alimenté le conflit de 1848 alors que les idées de l'Occident gagnaient de l'influence à l'Est, jusqu'à ce que la menace d'une révolution ouvrière conduise la bourgeoisie dans les bras des aristocrates et qu'ensemble ils écrasent le mouvement démocratique et socialiste. L'expansion puis la domination des capitalistes financiers et des sociétés industrielles dans les États rivaux ont conduit à l'impérialisme moderne, puis à la guerre mondiale en 1914. La guerre avec

ses millions de morts et ses destructions massives a conduit à la révolution, puis à l'effondrement des anciens empires : Allemagne, Autriche-Hongrie et Empire ottoman. La révolution russe d'octobre 1917 – soulèvement d'en bas des ouvriers et des paysans – a conduit à tenter d'étendre les conseils d'ouvriers et la révolution socialiste dans toute l'Europe et au-delà.

La force motrice des soulèvements

Les révoltes d'aujourd'hui dans tous les pays que nous avons cités sont entraînées par plusieurs forces qui ont redéfini l'équilibre des pouvoirs entre les États-nations, ainsi que les classes sociales au sein de ces États, et ont conduit simultanément à la crise de l'ordre néolibéral et à l'effondrement final le plus significatif de l'ordre instauré après la Seconde Guerre mondiale. La transformation de la Chine en une société capitaliste très performante, la faillite de l'Union soviétique et de l'Europe orientale dans les années 1990, puis la récession de 2008 ont presque effacé la vieille division du monde entre nations capitalistes et communistes, ou entre pays du tiers monde, en développement ou développés. Nous vivons maintenant dans un monde caractérisé par une mosaïque d'extrême richesse et de pauvreté injustifiée dans presque tous les pays.

Les forces motrices sous-jacentes à ces développements – dont certaines sont à peine visibles à l'heure actuelle à cause des jets de canons à eau ou des nuages de gaz lacrymogène – se retrouveront dans la réorganisation de l'économie mondiale menée par les financiers, motivée par leur recherche du profit et du contrôle économique. Au cours des cinquante dernières années – et à

une vitesse de plus en plus rapide au cours des vingt dernières années – les magnats de la finance et du patronat ont transformé l'industrie avec les satellites et les micro-puces, les ordinateurs et l'automatisation, de nouvelles formes d'organisation managériale de la main-d'œuvre et en créant la surveillance électronique des lieux de travail. L'incroyable augmentation de la production dans le monde entier, dans le cadre économique néolibéral – depuis l'extraction des minerais à la fabrication en passant par les services – le tout grâce aux accords commerciaux internationaux et au transport par l'industrie logistique avec ses entrepôts et ses conteneurs maritimes a conduit à une énorme croissance des inégalités économiques. Partout, la classe capitaliste et ses partenaires politiques se sont enrichis aux dépens de la classe ouvrière et des pauvres. Tout cela a suscité un ressentiment énorme et plus que justifié de la majorité dans le monde entier.

Il ne fait aucun doute qu'au lendemain de la grande récession de 2008, nous sommes entrés dans une nouvelle période politique où la rébellion alterne avec la répression. Cela a commencé en 2011 avec le mouvement des places en Espagne, Occupy Wall Street aux États-Unis, le printemps arabe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La crise économique a également donné naissance à de nouveaux partis et personnalités politiques nationalistes : la Ligue du Nord en Italie, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), Boris Johnson en Angleterre, Donald Trump aux États-Unis. Les conséquences de la crise se font encore sentir un peu partout, même si l'Amérique du Nord (Canada, États-Unis et Mexique) reste jusqu'à présent pratiquement immunisée contre la contagion radicale.

Dans tous les soulèvements récents, nous voyons la classe ouvrière et les pauvres se lever et agir en dehors, voire même contre, les organisations et les institutions sociales, les syndicats et les partis politiques qui par le passé ont prétendu les représenter. Lorsque les partis politiques de gauche et les bureaucraties syndicales ont tenté de limiter ces mouvements, comme cela a été le cas dans de nombreux endroits, les travailleurs eux-mêmes ont soit contourné ces institutions, soit ont tenté de les forcer à agir et se sont efforcés de chasser leurs dirigeants et de modifier leurs politiques. Sans leurs propres partis politiques, les travailleurs n'ont souvent pas été en mesure de formuler un programme clair, mais leurs actions militantes et leurs slogans ont clairement montré qu'ils réclamaient une société très différente, une société où la voix des tra-

vaillieur-es sera entendue et leurs besoins satisfaits.

Ces révoltes simultanées ont des caractères divers. En France, le mouvement des Gilets jaunes, qui a duré des mois, bloquant le trafic dans le pays et manifestant dans les quartiers les plus riches de Paris, est composé de travailleur-s sans syndicat, du coiffeur à l'homme à tout faire, des personnes qui n'ont pas été défendues par les syndicats ou par le Parti socialiste. Au Chili, les étudiants ont déclenché la rébellion en refusant le nouveau tarif du métro, plus élevé, et en sautant les tourniquets, mais lorsque le gouvernement a mis des chars dans les rues pour la première fois depuis la dictature du général Augusto Pinochet, les dockers se sont mis en grève. À Hong Kong, tout le monde, des cuisiniers aux programmeurs, s'est joint aux manifestations. Au Nicaragua, les personnes âgées ont été rejointes par des étudiants, puis par toute la population qui a construit des barricades.

Presque partout, les gouvernements ont réagi en tentant de réprimer le mouvement, utilisant la police antiémeute, des canons à eau, des gaz lacrymogènes, des passages à tabac, des arrestations. Presque partout il y a eu des morts et des blessés graves. Dans certains endroits, comme à Hong Kong et au Nicaragua, la police a été renforcée par des gangsters ou des paramilitaires. Au Soudan et au Chili, l'armée a été envoyée pour écraser le mouvement, tandis que regroupée à la frontière de Hong Kong l'Armée populaire chinoise est prête à intervenir. Mais les gens refusent de quitter les rues, appellent les autres à les rejoindre, cherchent de nouvelles voies de protestation. Comme une hydre à plusieurs têtes, le peuple ne cesse de réapparaître au prochain coin de rue. Au fur et à mesure que les révoltes se propagent, elles peuvent commencer à façonner un *Zeitgeist* (air du temps) contemporain, légitimant ainsi l'idée de rébellion et soulevant la question de la révolution.

Néanmoins, il ne faut pas exagérer et nous devons nous rappeler que toute cette agitation se déroule dans un contexte de despotismes enracinés et de gouvernements autoritaires qui dominent la majorité de la population mondiale : la dictature du Parti communiste gérant le capitalisme en Chine, en Russie la dictature personnelle de Vladimir Poutine et sa mafia oligarchique, en Syrie Bachar al-Assad, les régimes autoritaires personnalistes de Narendra Modi en Inde et de Recep Tayyip Erdoğan en Turquie, ainsi que Rodrigo Duerte aux Philippines et Jair Bolsonaro au Brésil. Ces gouvernements verrouillent leurs populations justement pour empêcher le genre de mouvements

militants en faveur du changement dont nous parlons ici.

Avec les peuples en rébellion

Lorsqu'une grande partie de la population sympathise avec les protestations ou s'y joint, elles deviennent des rébellions populaires, c'est-à-dire des rébellions de l'ensemble de la population. Par conséquent, leur caractère de classe peut devenir vague et indéterminé, même si ce sont les travailleurs qui les font avancer. De même, leurs demandes de démocratie sont parfois peu claires et non développées. Leur appel à la démocratie peut occulter les contradictions inhérentes entre ceux qui veulent un État libéral et une démocratie parlementaire – dominée par les banques et les entreprises – et ceux qui veulent une sorte de démocratie de la classe ouvrière où tout le monde a la même voix et le même vote. Précisément parce que ce sont des soulèvements de masse, ils sont composés de nombreux groupes sociaux, il y a beaucoup d'idées très divergentes, des controverses et des débats – ce qui est à la fois nécessaire et très positif.

Le fait que beaucoup de ces révoltes soient populaires, non dirigées par des partis de gauche et non guidés par des idéologies socialistes – et qu'elles contiennent de nombreux courants contradictoires – a semé la consternation parmi des groupes de gauche aux États-Unis et ailleurs. Cette confusion provient du fait que pendant près de cinquante ans ces groupes n'ont pas eu à tenter de comprendre et d'interpréter de tels mouvements populaires de masse. Lorsqu'un manifestant de Hong Kong porte un panneau indiquant « *Trump libère nous* » ou qu'une poignée de Nicaraguayens se rend à Washington et parle avec des députés Républicains, des militants de gauche d'autres pays peuvent tourner le dos à cette rébellion, car ils n'ont aucune expérience des mouvements populaires de masse, de leur complexité, de leurs contradictions. Même dans leurs pays respectifs, les militants de gauche peuvent être incapables de comprendre ce qui se passe, comme en France où une partie de la gauche avait qualifié les Gilets jaunes de fascistes.

Nous devrions au contraire voir que les révoltes populaires de masse entrent dans une quête politique et dans la recherche de programme et de dirigeants. L'histoire nous a appris que lorsque les révoltes sociales deviennent politiques – si elles le deviennent –, alors les dirigeants, les partis et les programmes sont mis à l'épreuve dans la lutte contre l'ordre ancien et entre les différentes tendances du mouvement pour établir un

nouvel ordre. Les mouvements ont besoin de temps pour élaborer leurs points de vue, peut-être pour se diviser en positions différentes ou rivales. Et pour avoir ce temps, ils ont besoin de notre solidarité.

Là encore, nous pouvons observer certaines tendances, bien qu'elles ne soient que cela et qu'aucune alternative politique n'ait encore été définie. Dans des endroits comme Hong Kong, qui veut tenir à distance la dictature, ou en Algérie ou au Soudan, où le mouvement s'élève jusqu'au renversement de l'ancien ordre dictatorial, la demande initiale est celle d'une démocratie parlementaire et des droits civils, ce qui représente un progrès considérable par rapport à la dictature. Il en va de même lorsque la population pense que le gouvernement trahit les normes démocratiques, comme à Porto Rico et au Honduras.

Pourtant, l'histoire suggère que dans les luttes pour la démocratie parlementaire, les travailleurs et travailleuses vont également soulever des revendications économiques et sociales, et qu'alors leurs luttes peuvent engendrer de nouvelles institutions alternatives non seulement aux partis traditionnels, mais peut-être même à l'ancienne Constitution et au Parlement. Dans d'autres pays, tels que la France et le Chili, la lutte pour des questions économiques et celle pour la démocratie sont complètement imbriquées dès le début. Cependant, en réalité, à l'exception de l'Algérie et du Soudan, et peut-être du Chili, aucun de ces pays ne se trouve dans une situation prérévolutionnaire et dans pratiquement aucun d'entre eux la rébellion sociale n'a donné naissance à un parti politique révolutionnaire. Cependant, il est également vrai qu'à l'heure actuelle une grande partie du monde est un laboratoire où se développent les recherches du remède contre le capitalisme. Et que ce sont ceux qui descendent dans les rues et animent ces expériences qui sont les véritables chercheurs en sciences sociales.

Toutes ces luttes méritent notre soutien, inconditionnel dans de nombreux cas, mais pas sans esprit critique. Nous soutenons ceux qui luttent pour la démocratie dans la rue, mais nous comprenons également que, tout comme nous, ils n'ont pas encore clarifié leurs positions politiques et ne produisent pas les outils politiques nécessaires pour changer la société. Nous assistons à un grand mouvement simultané, venant de la base, pour la démocratie et la justice économique à travers le monde et nous devons nous joindre à ces mouvements. ■

New York, le 26 octobre 2019

Chronique provisoire d'un début de révolte, qui se poursuit...

Par Luis Thielemann
et Nicolás Román*

Trente ans après le retour à la démocratie, le peuple chilien se révolte contre la situation économique et sociale héritée de la dictature de Pinochet et de sa transition. Célébré comme un « modèle » par la droite latino-américaine, le néolibéralisme andin, porté par des gouvernements conservateurs et progressistes, a ancré les inégalités et les privilèges dans presque tous les aspects de la vie sociale. Au ras-le-bol populaire, le gouvernement de Sebastián Piñera a répondu par l'omnipotence militaire : état d'urgence et couvre-feu qui ont déjà fait une vingtaine de morts et des centaines de blessés [au moment où cet article est écrit, cf. note 2]. Cependant, des milliers de personnes sont toujours dans les rues et le gouvernement commence à battre en retraite. Le Chili s'est réveillé.

À un moment, le lundi 14 ou le mardi 15 octobre, des étudiants se sont donné des rendez-vous via les réseaux sociaux pour sauter massivement par-dessus les tourniquets des lignes du métro de Santiago. Lycéens et étudiants du centre-ville et de la périphérie se sont réunis autour du mot d'ordre « *frauder, ne pas payer, une autre façon de lutter* ». La lutte de la jeunesse a donné le ton des secousses sociales des dernières phases sans fin de l'après-dictature chilienne : la révolte des cartables de 2001, la révolution des pingouins en 2006 et, en 2011, l'explosion étudiante qui a ébranlé les solides bases des pactes néolibéraux de l'administration chilienne.

En fin de semaine, le gouvernement régional de Santiago a ordonné la sécurisation du métro : chiens, police anti-émeute,

fusils à balles en caoutchouc, gaz dans tous les tunnels. On comptait par dizaines les effectifs de police dans une guerre dont l'objectif paraissait absurde : ne pas permettre à des étudiants désobéissants de prendre le métro en sautant par-dessus les tourniquets. La bataille a eu son apothéose le vendredi 17 octobre, lorsque les autorités ferroviaires ont décidé de fermer les portes des six lignes du réseau. De la fraude des jeunes, qui paient 230 pesos chiliens (0,29 €), on est passé à une crise des transports publics qui a abouti à une explosion sociale.

La réaction des autorités a été disproportionnée. Face aux fraudes massives, l'invasion policière du métro et les lacrymogènes lancés aux pieds des personnes qui attendaient d'entrer dans une gare a eu pour effet de politiser et de gonfler la lutte. Ceux qui ne pouvaient pas prendre le métro en fin de journée pour rentrer chez eux ont décidé avec dignité qu'ils préféreraient marcher. Il était courant cet après-midi-là d'entendre des paroles de soutien aux étudiants : « *je les soutiens* », « *nous les suivrons* », « *ça suffit comme ça* », « *ce pays est trop cher* », « *il y a trop d'inégalités* ». Le bouche-à-oreille et les réseaux sociaux ont fait grimper la température sociale. Le vendredi 18 octobre à 18 heures, une heure avant la fermeture annoncée des stations dans les quartiers du centre de Santiago, il y a eu un concert de casseroles intense et spontané, et un peu partout dans les rues il y avait des piquets de grève et des barricades. Les casseroles ont retenti avec fureur contre une hausse des prix des billets, soi-disant gérés par un comité d'experts.

Soudain, tout a explosé. Deux ou trois heures après la fermeture du métro, l'insubordination était générale. On se souviendra probablement du vendredi comme d'une nuit de barricades, de manifestations et de dignité. La mobilisation s'est intensifiée et les médias et les réseaux sociaux ont dit que la ville déversait sa rage partout de haut en bas. Quatre stations du métro étaient en flammes – des incendies rappelant les ouvriers qui, dans leur colère contre leurs patrons brûlaient machines et usines. À la fin de la

semaine, des douzaines de stations avaient été complètement détruites, près d'une centaine d'entre elles avaient subi de graves dommages et de nombreux wagons avaient été brûlés. On estime qu'au cours des six prochains mois le système fonctionnera au minimum de sa capacité. Il y a également eu des pillages de supermarchés, des attaques contre des commissariats de police et des incendies dans des entrepôts. Une rébellion contre les symboles les plus visibles de la domination néolibérale, intuitive mais claire. Une colère manifeste contre les symboles d'une crise qui ne s'arrêtera pas, une révolte qui se matérialise, une explosion...

Le slogan initial des étudiants est devenu lointain face à un soulèvement dont le seul leadership jusqu'à présent est la lassitude de vivre dans un des huit pays les plus inégaux du monde, le seul où l'eau est propriété privée, un pays géré par une participation molle et tournant le dos aux masses. La réponse vient d'une nouvelle forme du mouvement social, organisée autour du pôle du féminisme et celui de la lutte pour des retraites justes. Cette révolte montre ainsi une nouveauté impressionnante des acteurs du XXI^e siècle : travailleuses précaires, étudiantes, jeunes activistes et, plus généralement, une nouvelle classe ouvrière qui rompt avec la fin de l'histoire et la dépolitisation de la décennie 1990.

Les premières balles

Alors que la nuit du vendredi 18 avait déjà commencé, la police ne parvenait pas à contenir les manifestations spontanées, et la prise de parole du président se faisait attendre. Sebastián Piñera, le président milliardaire qui au cours des premières heures du soulèvement s'est fait photographier dans un restaurant d'une banlieue riche de Santiago, refusait de se montrer à l'écran pour apporter une réponse. Sans justifier son absence, au bout de quatre ou cinq heures, il a déclaré l'état d'urgence – une exception constitutionnelle – et a nommé chef de la sécurité nationale et responsable de la capitale du Chili le général Javier Iturriaga del Campo (neveu d'un représen-

* Luis Thielemann, historien, est rédacteur de la revue *Revista ROSA*. Nicolás Román est journaliste, ancien dirigeant du mouvement étudiant. Cet article a été publié d'abord par l'hebdomadaire uruguayen *Brecha* n° 1770 du 24 octobre 2019 sous le titre « *Las grandes alamedas, Crónica de la revuelta en Chile* ». Nous le reprenons de *Correspondencia de Prensa Boletín informativo* (<https://correspondenciadeprensa.com/2019/10/24/chile-revuelta-popular-no-son-30-pesos-son-30-anos/>). Traduit de l'espagnol par JM.



tant de la dictature, en procès). Le militaire a pris le microphone, s'est permis de faire une plaisanterie de mauvais goût et a annoncé les conditions de l'état d'urgence.

Les soldats étaient maintenant dans la rue, tirant sur des civils non armés.

Il a été question de régler « *manu militari* » la situation et d'arrêter tout dialogue avec les institutions civiles. En pleine crise sociale, les « *carapintadas* » (1) furent les premiers acteurs à franchir le seuil du palais gouvernemental. Des rangées d'uniformes de campagne sont entrées dans la maison du président lors d'un défilé de ministres et de militaires. Avant de recevoir n'importe quel acteur du monde social ou n'importe quel député, c'est la version basique du pouvoir qui devait faire face à la crise aux premières heures du samedi.

Il est difficile d'énumérer les manifestations à partir de ce moment. L'insubordination s'est généralisée et la demande initiale du gel des prix a été dépassée. Maintenant, il importait peu que le président millionnaire ait fait une déclaration éplorée d'abandon de la hausse durant la nuit. Il y avait la violence populaire et les pillages, il y avait la violence d'État.

À partir du week-end, toutes les nuits des patrouilles militaires sont déployées dans la ville. Des véhicules militaires, des chars envahissent les rues de Santiago, Valparaiso, Concepción, Rancagua et La Serena. Des vidéos de tirs sur des maisons, des civils désarmés et des personnes qui protestent contre la détention illégale se multiplient. Si le vendredi 18, les brigades anti-émeutes poursuivaient des écoliers, trois nuits plus tard, la ville était assiégée par les patrouilles de carapintadas avec des mitraillettes croisées sur la poitrine. On commence à peine à connaître le nombre de morts, avec les chiffres de crédibilité douteuse donnés par le gouvernement (environ 18 alors que nous écrivons), mais on ne connaît ni les noms ni la façon dont ils sont

morts. En état d'exception depuis cinq jours, le Chili tente de cacher les très nombreuses violations des droits humains.

Dans le cadre de l'état d'urgence, les militaires ont imposé un couvre-feu. Trente ans s'étaient écoulés depuis la dernière fois que cette mesure a été imposée. Cela a mobilisé les classes moyennes et une immense majorité qui a encore une position antidictatoriale. Le faible soutien que Piñera maintenait encore dans ces secteurs a été dissous par cette décision. Après le couvre-feu de samedi, le concert de casseroles est devenu intense ; avec des casseroles et des cris lancés des barricades – « *Militaires, dehors !* », les gens ont défié le couvre-feu désobéissant aux ordres restreignant la circulation ; impuissants et nerveux, les soldats ont répondu par des tirs.

Santiago ensanglanté

« *Le peuple uni ne sera jamais vaincu* », « *nous n'avons pas peur* » et « *le Chili s'est réveillé* » sont devenus les slogans de la révolte. Le lundi 21 octobre des organisations sociales et des parlementaires de gauche ont demandé la suspension de l'état d'urgence et le retour des militaires dans les casernes. Le Parti communiste a annoncé qu'il ne rencontrerait pas le président tant que les militaires seraient dans la rue. Le Front élargi a dressé une liste de revendications pour le gouvernement, mais s'est finalement rallié à la position du PC.

Ce même jour, les dockers ont déclaré une grève nationale. Les syndicats étudiants et les groupes féministes et de défense des droits de la personne ont appelé à la grève. Ce ne pourra pas être une journée normale. Depuis le week-end, des haut-parleurs diffusent dans les rues des chants de résistance à la dictature, enregistrés sur les réseaux sociaux. Le temps de la grève est devenu une synthèse de moments divers et diver-

gents, des temps d'élaboration micropolitique et d'analyse des groupes de gauche. Après le silence du gouvernement – un silence inconfortable lors de ses réunions répétées avec le secrétariat des grands groupes de supermarchés – tôt le lundi matin, le président a déclaré dans le style de Néron : « *Nous sommes en guerre. Il y a un ennemi coordonné* ».

Personne ne l'a cru. Le roi était complètement nu. Les minutes passèrent et les citoyens répondirent dans la rue qu'il n'y avait pas de guerre. La stratégie de communication a été démantelée grâce aux efforts des médias alternatifs, aux échanges sur les réseaux sociaux, avec des explications sur la doctrine du choc. Iturriaga, le militaire chargé de la sécurité nationale, s'est immédiatement déclaré être « *un homme heureux* » et a clairement indiqué qu'il n'était en guerre avec personne. Sa déclaration a détendu l'atmosphère et contredit le président. Cependant, elle n'a pas mis fin à l'occupation des principales villes du pays par les troupes. Les tirs sur des civils désarmés et les meurtres ont continué.

La pire des images de ces jours c'est la répression : les militaires, genou au sol, en position de tir, face à une colonne qui monte vers les banlieues riches de la ville, la partie orientale de la capitale. Le couvre-feu la nuit et des simulacres d'exécutions. Les militaires ne sont pas préparés à rétablir la paix, mais à mener la guerre contre la révolte.

Quand nous sommes nous habitués à cela, quand cette horreur militaire dans la rue s'est-elle imprimée sur nos rétines ? C'est la réalité. Tout cela. Les rues bondées, les cris dans la nuit, les manifestations après le couvre-feu, les déclarations inopérantes du gouvernement. Tous les Chiliens sont perplexes devant ce degré de violence sans précédent. En quelques jours, on a vu la nullité des prétendues avancées en matière de droits humains dans la police et les forces militaires de l'État.

Enfin, lundi soir 21 octobre, le gouvernement a appelé tous les partis à une réunion le lendemain. Appel ignoré par la majorité de la gauche, même si certains membres de l'ex Nouvelle majorité y assistaient. Après cette rencontre, Piñera a annoncé sur la chaîne nationale des mesures de réforme qui, bien qu'elles ne touchent pas le cœur du modèle et ne constituent peut-être qu'une base de négociation sur des questions épineuses et difficiles, ont immédiatement démontré que son programme d'ap-

1. « *Visages peints* », allusion aux militaires argentins d'extrême droite qui ont tenté des coups d'État (ratés) entre 1987 et 1990 et qui se noircissaient les visages.

profondissement néolibéral était mort.

Mon peuple renaîtra

Sans issue politique visible, la protestation s'étend et crie, palpète à son propre rythme. C'est ainsi que peuvent être les révoltes – ferventes, étonnantes et déchirantes elles sont un temps volé et un présent solidaire face à la précarité néolibérale. Le 8 Mars dernier, le mot d'ordre était : contre la précarisation de la vie ! Le féminisme montrait pacifiquement que les masses voulaient vivre dans la dignité.

Le mercredi 23, il y a eu une manifestation nationale, avec un début de grève générale et des mobilisations au cœur des villes (2). Mais rien ne sera plus jamais normal. Ce qui vient sera long et imprévisible, même si certains cadres et certains termes sont déjà définis dans la proposition de Piñera. Mais il ne sera ni paisible ni simple pour lui de se frayer un chemin dans le Parlement. Cette révolte va peut-être prendre fin, mais les masses mobilisées ne se retireront pas du combat. La majorité populaire a perdu la peur de la violence et le respect de l'autorité. Face à elle, il y a une autorité qui ne peut pas rétablir sa légitimité, même avec des balles. Elle ne peut plus faire régner que la terreur. Le mythe du Chili comme modèle d'un néolibéralisme calme et démocratique est détruit. Le duopole politique au pouvoir depuis trois décennies, qui se délitait depuis un certain temps, n'est plus capable de quoi que ce soit. Il n'y a plus que la violence étatique et une économie qui fonctionnent encore. Ce n'est pas rien. Mais les conditions ont changé. Désormais, il est très difficile pour le néolibéralisme d'avancer, et le jeu politique est complètement ouvert. Il y a beaucoup de confusion et peu de clarté politique parmi les forces du changement, mais la certitude la plus importante et la plus réjouissante est qu'après des décennies d'exclusion par les politiciens et les universitaires, il existe une disposition intuitive des masses au conflit de classes. ■

Santiago, le 23 octobre 2019

2. Après la publication de cet article, le vendredi 25 octobre plus d'un million de personnes ont manifesté dans tout le pays, dont au moins 820 000 au centre de Santiago. Le lendemain le président Piñera annonçait un remaniement ministériel, se séparant de son cousin qui avait été ministre de l'Intérieur, et parlait d'une levée de l'état d'urgence « si les conditions le permettent »... ce qu'il a été obligé de faire le 28 octobre à l'aube. Justine Fontaine, correspondante de RFI à Santiago, écrit le 28 octobre 2019 : « En l'espace d'une dizaine de jours, plus de 3 000 personnes ont été arrêtées, certaines disent avoir été torturées par la police et près de 1000 ont été blessées, notamment par des armes à feu. D'après la justice chilienne, quatre personnes au moins auraient été tuées par des militaires. Plusieurs personnes assurent avoir été torturées par la police. »

« La classe ouvrière est en train de se constituer en acteur politique »

Entretien d'Alex G. avec Karina Nohales et Javier Zuñiga*

Alex G. : *Où en sommes-nous dans la mobilisation au Chili ? Comment la qualifier ? Hier, nous avons appris la démission du cabinet ministériel et la fin de l'état d'urgence. Qu'est-ce que cela signifie ? Comment a évolué le président Piñera face au mouvement ?*

Javier Zuñiga : Je pense qu'en ce moment le pari de Piñera et de son gouvernement part de l'analyse que la réponse politique par l'état d'urgence n'a pas permis de contenir la mobilisation. Les mobilisations se sont multipliées jusqu'à atteindre un niveau important : l'immense mobilisation du vendredi 25 octobre en est une expression éloquent. Cela démontre que la réponse répressive n'a pas désactivé les éléments moteurs de la mobilisation. Piñera essaye de capter un certain niveau de mécontentement, qui a démarré avec la hausse du prix du ticket de métro, mais s'est élargi à d'autres problèmes de la société. Les couches du peuple qui se sont mobilisées commencent à exiger des changements en profondeur. Le changement de cabinet ministériel fait partie de l'idée de lâcher du lest peu à peu, à des fins de communication. Mais cela ne suffit pas pour désamorcer la mobilisation. Ce changement de cabinet n'a pas entraîné un consensus.

Karina Nohales : Selon moi, il y a une insurrection populaire au Chili, un soulèvement contre le système politique – c'est le bilan des 30 ans d'une démocratie pactée. Cela a commencé avec la mobilisation de la jeunesse contre la hausse du prix du métro, s'est étendu à tout Santiago et à tout le

pays. Mais cela ne se traduit pas par des revendications spécifiques, parce qu'il s'agit d'une contestation du système politique dans son ensemble, des partis politiques qui ont participé à cette démocratie pactée. Piñera a répondu au fur et à mesure que le mouvement se développait : lorsqu'il commence contre la hausse du prix du métro, Piñera la suspend et déploie les militaires dans les rues ; quand le mouvement conteste les abus économiques et les inégalités sociales, Piñera annonce un paquet de mesures économiques. Mais aucune de ses réponses n'a fonctionné. Ainsi, la mobilisation a adopté des formes différentes : explosive à son début, diffuse dans les régions, puis il y a eu une baisse de la mobilisation le mardi 22 octobre, mais à partir du mercredi, elle a pris sa forme actuelle, massive et concentrée dans les centres des villes. Dans les régions, des mobilisations se poursuivent.

Zig zags de la bourgeoisie

Alex G. : *Que signifie la répression militaire dans une perspective historique ? Quelles sont les méthodes d'autodéfense et de protection ?*

Karina Nohales : Le gouvernement a attendu seulement huit heures pour déployer les militaires dans les rues de Santiago et proclamer l'état d'urgence. C'est une décision forte, parce que cela indique l'instabilité de la bourgeoisie, avec ce que cela signifie pour le marché des valeurs boursières et les capacités d'investissement. Cette décision est une rupture du récit de la transition post-dictatoriale, affirmant « plus jamais ça ». Pour nous, le « ça » signifiait la fin de la présence des militaires. Pour la bourgeoisie, cela voulait dire « plus jamais de lutte des classes ». Il faut signaler que l'armée actuelle et celle de la dictature, ce ne sont pas deux armées différentes. Évidemment, les personnes qui la composent ont changé. Mais l'institution militaire est restée intacte, elle représente la continuité entre la dictature et la démocratie, tout comme la transition. Les forces armées sont restées impunes. Il y a maintenant un changement de période au

* Karina Nohales est militante de la Coordination féministe du 8M. Javier Zuñiga milite dans le Mouvement pour l'eau et les territoires. Les deux participent à l'Unité sociale, un front large qui a appelé à la grève générale et considère être l'acteur légitimé par le mouvement. Alex G., qui a réalisé et traduit cet entretien, est militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France) et membre de la IV^e Internationale.



Chili. Quelque chose d'étrange a eu lieu : les gens n'ont pas eu peur et sont sortis dans la rue, malgré la présence militaire et le couvre-feu. Sur le plan de l'autodéfense, un peuple sans arme a deux solutions, qu'il a utilisées, sa créativité et sa masse.

Javier Zuñiga : Ce qu'a dit Karina est une première dimension. Recourir à la force militaire c'est l'ultime moyen dont dispose la bourgeoisie face à une insurrection. L'armée doit apparaître en tant que garant de la démocratie bourgeoise. Mais, dans notre cas, cela n'a rien résolu et c'est même devenu un problème pour le gouvernement Piñera. La levée du couvre-feu samedi dernier en témoigne. Un nouveau scénario s'est ouvert : comment le gouvernement essayera-t-il de désactiver la mobilisation sans les militaires ? Le coup est risqué, car que reste-t-il au gouvernement à offrir ? Il est probable que le changement de cabinet ministériel servira à y faire entrer des figures de la transition de la Démocratie chrétienne, complètement usées. Mais cela n'a aucun sens pour les masses travailleuses mobilisées. Où ce scénario pourrait-il nous amener ? Il y a une crise politique, mais s'agit-il ou s'agira-t-il d'une crise d'hégémonie, c'est-à-dire d'une crise des capacités de l'ensemble du réseau capitaliste de redevenir hégémonique dans l'ensemble de la société, de se recomposer ainsi une base sociale ? Les capitalistes ont essayé dans un premier temps de résoudre la crise avec les militaires. Mais maintenant ces derniers vont retourner à leurs casernes. Les violences et les atteintes aux droits humains – qui continuent à être

pratiquées – vont être connues et commentées. Pour les capitalistes, cela signifie un défi quant aux formes du récit des révoltes et donc une difficulté supplémentaire pour contenir la mobilisation dans ce cycle politique qui s'ouvre. Des questionnements fondamentaux pourraient surgir dans ce contexte.

Karina Nohales : Les chiffres officiels font état d'environ 20 morts. Il est probable que nous en découvrons plus. L'Institut national des droits humains va mener des investigations sur les personnes mortes dans des incendies pour comprendre l'origine de leurs décès. Il y a aussi des cas de violence sexuelle. Contrairement à l'époque de la dictature, nous sommes actuellement capables de faire reconnaître de telles violences. Sous la dictature, la violence sexuelle a été rendue invisible. Maintenant, du fait du travail des féministes, il est reconnu que ce ne sont pas des excès mais bien une forme d'exercice de la répression, spécifiquement contre les femmes, une manière de discipliner les corps. Ces jours-ci des gendarmes, et non des militaires, ont torturé un jeune, en le violant et en l'obligeant à déclarer publiquement qu'il était homosexuel. Il s'agit bien d'une dimension politique de l'action disciplinaire des forces de répression et non d'un excès. La violation des droits humains est désormais abordée de manière multidimensionnelle. Dans le Sud un jeune a été assassiné. Son père a déclaré qu'il tenait pour responsable l'homme qui a dit que nous étions en guerre et qui a mis les militaires dans la rue. La responsabilité pour les vio-

lences ne retombe pas seulement sur les militaires, car c'est bien Piñera qui en est responsable. C'est bien pour ça que nous demandons sa démission.

Alex G. : *Piñera a annoncé un paquet législatif de mesures sociales et économiques. Quelles sont ces mesures ? Qu'en pensez-vous ?*

Karina Nohales : Cet ensemble de mesures a été annoncé le mardi 22 octobre. Piñera est un homme d'affaires. Ma première impression a été qu'il se comportait comme les employeurs durant une négociation collective. En faisant des offres démagogiques, il a répondu comme s'il s'agissait d'une entreprise, et non de la société. 70 % de ces mesures concernent les retraites, parce que Piñera sait que c'est un point de conflit très important. Après, viennent les thèmes de la santé et des salaires. Il a offert d'élargir la couverture médicale en subventionnant les médicaments, c'est-à-dire les entreprises privées qui en disposent. Pour garantir un revenu minimum, il a encore proposé de l'argent public pour subventionner les entreprises : dans le cas où un travailleur est payé en dessous du revenu minimum, l'État complètera. L'augmentation du montant des retraites se fait sans toucher aux administrations de fonds de pensions, qui sont des institutions financières. Il s'agit donc de l'approfondissement de la logique de la Constitution de Pinochet de subventionnement des entreprises privées. Tout le monde se fiche de ces mesures.

Javier Zuñiga : Il faut d'abord signaler l'influence des réseaux sociaux dans la circula-

Chili

tion de messages politiques, d'appels à manifester, à s'organiser. Quand Piñera a annoncé ces mesures, la réaction a été immédiate sur les réseaux : ne pas le croire et les rejeter. La manifestation de vendredi dernier a été la plus grande de l'histoire du Chili pour la même raison : le message politique c'est que l'annonce de ce paquet législatif n'a pas de sens pour le peuple. Cela n'a pas eu un effet de démobilisation et cela n'a pas permis au gouvernement de récupérer des secteurs du mouvement. Ces mesures n'ont pas été perçues comme pouvant améliorer les conditions de vie, mais comme une manœuvre, un coup de com'. J'étais aujourd'hui dans une assemblée où, à propos du discours de Piñera, une femme de plus de 60 ans a dit : « Ça n'a eu aucun impact, car nous nous sommes réveillés ».

Rôle d'une grève générale

Alex G. : *Quel bilan faites-vous des journées de grève générale de la semaine dernière ? Des secteurs continuent-ils la grève ?*

Karina Nohales : Au Chili il n'y a eu que rarement une grève générale. Et jamais depuis le retour de la démocratie. Les journées de protestation de 1983 à 1986 ont démarré avec des appels à la grève générale, mais face à l'impossibilité pour la classe ouvrière de se mobiliser sous la dictature, cela s'est transformé en protestation nationale. Comme la Coordination féministe du 8 mars (CF8M) l'a dit, la grève était un mot interdit, dont le contenu était inconnu. C'est à partir du féminisme que la thématique de la grève générale s'est à nouveau installée en tant qu'une méthode de lutte de la classe ouvrière. La CF8M a proposé d'appeler à la grève générale pour le lundi 21 octobre à un espace plus large, appelé Unité sociale, auquel elle participe. La Centrale unitaire des travailleurs (CUT) a répondu qu'elle n'était pas préparée et a jugé irresponsable cette proposition dans un contexte de couvre-feu. Nous avons donc décidé de lancer l'appel le dimanche avec les organisations lycéennes et d'autres organisations des droits humains. Le jour suivant, les organisations syndicales d'Unité sociale ont eu une réunion pour appeler à la grève générale pour le mercredi. Sans la pression exercée par la jeunesse et les féministes, nous ne savons pas si cet appel aurait été fait. Le lundi 21 octobre, les dockers d'une vingtaine de ports chiliens ainsi que les travailleurs de la mine de cuivre privée la plus grande du monde, la Escondida, étaient en grève. C'est très significatif. Cependant, il

est difficile d'évaluer l'impact réel de la grève parce que tout était paralysé dans les faits. Les syndicats industriels ont indiqué que les entreprises ouvertes ont fonctionné à 30 %, et la majorité était fermée car il n'y avait pas de moyens de transport. Mais la grève apparaît de nouveau au Chili comme une méthode d'action. Mercredi prochain, une nouvelle grève générale est appelée. Nous pourrions mieux voir si cela fonctionne effectivement.

Javier Zuñiga : Les travailleur-es dans leur ensemble étaient déjà mobilisés depuis au moins le vendredi 18 octobre, construisant une subjectivité avec les barricades, les cacerolazos (concerts de casseroles) et une envie d'occuper l'espace public. Dès cet instant des appels circulaient en permanence de manière spontanée. Appeler ou non à la grève suppose de prendre en compte qu'il y a déjà un soulèvement. Les gens étaient dans la rue avant qu'il n'y ait un appel. C'est donc différent du processus de la grève générale féministe appelée pour le 8 mars 2019 : le travail des camarades féministes a été de préparer un événement marquant, dans le travail productif, tout en construisant son ancrage dans le travail reproductif, avec des assemblées, des espaces de délibération préalables, etc. Par conséquent, la différence c'est que les derniers appels arrivent alors que des événements sont déjà en cours. Qu'est-ce qui est donc en jeu avec l'appel à la grève, si les masses sont déjà mobilisées ? À mon avis, une dialectique se met en place, comme le dit Gramsci, entre la spontanéité et l'orientation du mouvement. Le pari de la grève est d'imprimer un sens à la mobilisation. Ce procédé est soutenu par une grande partie des organisations socio-politiques – bien que cela ne signifie pas « se mettre en avant », comme le veulent certains secteurs. La subjectivité de rage et de mobilisation ne se

décrite pas, mais il est possible de contribuer à la marquer avec une orientation. Appeler à la grève permet de concentrer les multitudes de la mobilisation en cours. Ce cycle politique peut être marqué par une perspective anti-néolibérale – du moins c'est ce qu'indiquent les assemblées populaires. Cela pourrait ouvrir dans la société un contexte nouveau. La grève devient à nouveau un outil reconnu par les masses mobilisées. Et si elle est un succès, le mouvement va s'approprié la grève comme tactique d'accumulation de forces. La grève ne sera alors pas une auto-affirmation de la classe ouvrière, mais une ressource offerte au mouvement. Avec la grève dans les secteurs stratégiques de l'économie, cette méthode conduit à s'organiser en fonction de la grève, qui redevient un outil d'action de toute la classe ouvrière et pas seulement du monde syndical et organisé.

Unité sociale

Alex G. : *L'espace Unité sociale semble diriger ou du moins influencer le mouvement. Qu'est-ce que propose ce secteur ? Comment se lie-t-il aux mobilisations ?*

Javier Zuñiga : Unité sociale est un référent légitime. Par exemple, dans l'assemblée où j'étais, les gens reconnaissent la nécessité de se doter d'un interlocuteur au niveau général. Unité sociale est un réseau complexe d'organisations. À mon avis trois tendances font partie de cet espace :

- Premièrement, un secteur composé par les grands syndicats et mouvements sociaux traditionnels : la CUT, le mouvement No+AFP [pour un système public de retraites], une partie de la Confédération nationale de la santé municipale (Confusam), le syndicat des enseignants (Colegio de profesoras), la Confédération nationale des professionnels universitaires des services de santé



(Fenpruss), l'Association nationale des employés administratifs (Anef). Ils marquent une certaine orientation de l'espace. Ce secteur aspire à diriger le mouvement, à apparaître à la tête du mouvement, et non se mettre à sa disposition, faire des propositions, recueillir les revendications, etc.

- Le deuxième secteur est composé des organisations féministes, environnementales, étudiantes, « *pobladores* » (habitant·es des quartiers périphériques et populaires), des associations de droits humains qui ne s'intègrent pas dans les logiques syndicales traditionnelles. Nous ne sommes pas en harmonie avec la compréhension de la situation qu'ont ces organisations syndicales, parce que nous comprenons qu'un moment d'urgence de contestation du régime néolibéral est en train d'avoir lieu. Nous devons être à sa hauteur, donc ne pas nous concentrer sur des revendications corporatives. Pour cela, il faut maintenir ouverte la situation et la participation populaire au travers des conseils (*Cabildos*) et des assemblées de base. Notre objectif n'est pas d'empêcher des négociations – qui vont sûrement avoir lieu – mais d'ouvrir un processus de politisation à partir de la contestation du régime. Il n'est plus possible de vivre comme nous vivions il y a un mois. Nous comprenons donc l'idée d'assemblée constituante comme un élément de dynamisme pour permettre la participation politique du peuple.

- Enfin, il existe un troisième secteur, moins structuré, qui voit Unité sociale comme un toit sous lequel se mettre pour la coordination et la direction des protestations.

Unité sociale apparaît donc comme un agent relativement légitimé par le peuple, bien que des différences se notent. C'est un espace en conflit, qui permet de réunir les organisations populaires.

Karina Nohales : Selon mon analyse personnelle, depuis la dernière élection présidentielle un nouveau bloc d'opposition (Frente amplio) est apparu et les anciens blocs gouvernementaux – Nueva Mayoría, Concertación (deux coalitions intégrant le Parti socialiste, la Démocratie chrétienne, le Parti communiste, des organisations social-libérales et du centre) – ont été détruits en passant à l'opposition. Il faut donc former un nouveau bloc d'opposition. Le Parti communiste est le plus offensif pour se mettre à la tête d'une nouvelle configuration de l'opposition. Par exemple, le projet de diminution du temps de travail à 40 heures a obligé toute l'opposition à se ranger derrière le PC, donc il a marqué des points. Le PC réussit à exclure peu à peu la Démocratie chrétienne du bloc d'opposition, ce qui est une preuve



de son rôle.

Lorsque l'irruption dont nous parlons apparaît, le PC continue à faire ce qu'il a réussi au parlement, mais à travers la CUT. La CUT intègre l'Unité sociale après sa formation et la dirige rapidement. À partir de cela beaucoup d'autres organisations intègrent cet espace, qui est apparu à l'initiative de No+AFP. Tandis que la CF8M, qui fait partie d'Unité sociale depuis le début, a décidé de participer de façon critique. En effet, cet espace est perçu comme regroupant les sommets des organisations et dirigé par des secteurs syndicaux conservateurs. Pour ces derniers, la lutte des classes se conçoit dans sa forme syndicale, l'écologie et le féminisme sont considérés comme subordonnés. Nous avons rendu explicite cette critique.

Unité sociale a fini par appeler à la grève générale. Mais la conception d'une grève générale est différente pour la CUT et pour CF8M. La CUT et les autres organisations syndicales voulaient faire une grève pour démontrer notre sérieux en appelant à la discipline et en montrant notre capacité de diriger – comme si la désobéissance de la classe ouvrière était une chose peu sérieuse ! Finalement c'est une grande manifestation pour le 23 octobre qui a été proposée, ce qui pouvait apparaître très en dessous de la situation. Des actions ouvertement démobilisatrices ont aussi été proposées. La grève générale se comprend par ces secteurs comme un moment et la possibilité et de placer ses directions dans le mouvement. Le féminisme entend la grève générale comme un processus, dans lequel la classe ouvrière – avec à sa tête les femmes et les minorités de genre et sexuelles – peut s'organiser et penser à la vie qu'elle veut et comment elle veut l'organiser. Dans un sens strict, nous féministes, considérons qu'aucune grève n'a été générale, parce que le travail de soins

n'était pas à l'arrêt. La grève ce n'est pas seulement s'arrêter de travailler, mais aussi penser beaucoup. En définitive, nous parlons donc de deux conceptions de la grève générale : une est de créer, l'autre est de diriger. Ces conceptions ont été mises sur la table ces jours.

Alex G. : *Quelle relation a Unité sociale avec la gauche institutionnelle ? Que fait et propose cette dernière, notamment au parlement ?*

Karina Nohales : Mon opinion personnelle, mais partagée par d'autres camarades dans la dernière assemblée de la CF8M, c'est qu'en maintenant l'activité parlementaire l'opposition a permis au pouvoir exécutif de maintenir sa gouvernance. Unité sociale a lancé l'idée d'une grève législative, mais ça n'a pas eu lieu. Par exemple, le projet de diminution du temps de travail à 40 heures par semaine a été adopté pendant l'état d'urgence, avec des militaires dans la rue. Dans le Frente amplio (FA), qui a émergé lors de la dernière élection présidentielle, il n'y a pas eu d'accord entre les différents secteurs. L'idée de ceux qui voulaient maintenir l'activité parlementaire était qu'ils préservent ainsi la démocratie. Mais l'opposition permet ainsi de légiférer sous l'état d'urgence l'ensemble des mesures proposées par Piñera, en donnant ainsi un coup de main au gouvernement. À un moment, le gouvernement a proposé une réunion avec les partis d'opposition. Y sont allés la Démocratie chrétienne (DC), le Parti radical et le Parti pour la démocratie. Le PS, le PC et FA n'y ont pas été. Révolution démocratique (principal secteur de FA) voulait y aller dans un premier temps. C'est grave. Maintenant le PC veut mettre Piñera en accusation au nom de la Constitution de 1980... et FA est d'accord !

Javier Zuñiga : Le rôle du PC a été très

Chili

important, il a immédiatement annoncé qu'il n'allait pas assister à la réunion convoquée par Piñera. Comme l'importante expérience politique du PC est reconnue, il a une influence sur tout l'arc des partis d'opposition, ce qui lui permet de se démarquer de la DC et de mettre sous pression le PS et FA. Mais de toute façon le mouvement n'allait pas accepter une réunion des partis d'opposition avec Piñera. Ils risquaient d'être rejetés de la même manière. Le PC l'a compris. De plus, le PC a reconnu Unité sociale comme l'acteur légitime et la société civile comme étant le centre du dialogue. Ainsi commence le cheminement de la reconnaissance en termes de légitimité et d'interlocuteur d'Unité sociale. Mais une partie de l'opposition exerce une pression constitutionnelle, dans la continuité.

Unité sociale comprend des militant·es de FA, du PC et des éléments du PS, mais on ne peut pas dire que ce front est dirigé par les partis. Le mouvement, comme la dynamique interne d'Unité sociale ne permettent pas, du moins pour le moment, que ces groupes en prennent la tête. Cela pour une raison de fond : la mobilisation dans laquelle s'inscrit Unité sociale émerge de manière non coordonnée mais impulsée par la classe ouvrière en tant qu'acteur qui interpelle l'ensemble de la société. Cela fait bouger la manière de faire de la politique. Cependant, le fait que la classe ouvrière émerge ne signifie pas qu'elle s'organise et acquière une conscience « pour soi », il n'y a que des embryons d'organisation et de lutte qui vont dans ce sens, bien qu'ils croissent. Comme la classe surgit en tant qu'acteur, Unité sociale peut contribuer à sa recomposition politique à condition qu'elle ne pense pas seulement à des dialogues avec le gouvernement ou à des revendications corporatives et conciliatrices limitées.

Alex G. : *Pendant ces journées de révolte, des gens sont apparus avec des gilets jaunes. José Antonio Kast, figure de l'extrême droite chilienne, les a appelés à manifester dimanche dernier. Une base sociale réactionnaire peut-elle apparaître dans cette situation ?*

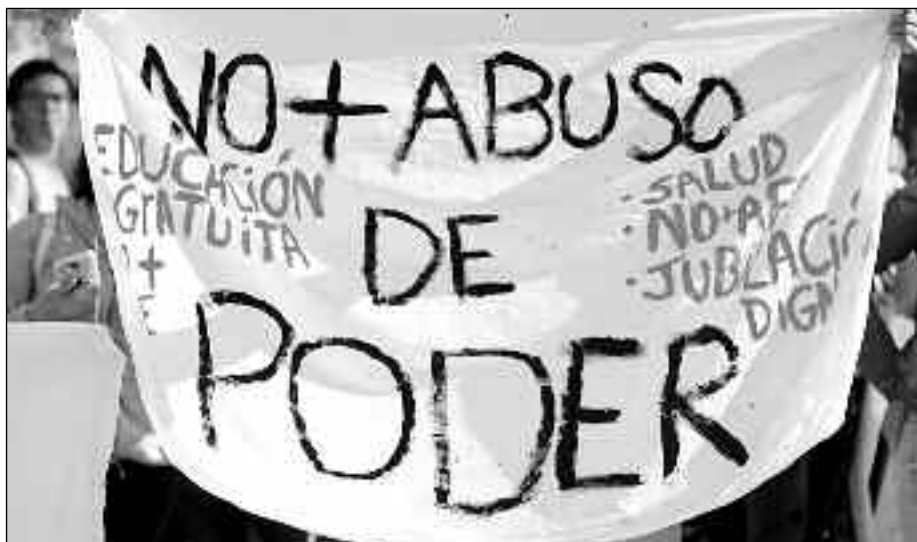
Karina Nohales : Les médias ont d'abord présenté les premiers jours du soulèvement comme un pillage fait par des délinquants. Ils ont créé ainsi un sentiment d'insécurité. Alors, dans les quartiers des groupes qui utilisaient des gilets jaunes – avec des bâtons ou d'autres formes d'armes domestiques – ont fait leur apparition voulant éviter les vols et défendre leurs maisons. Rapidement, l'extrême droite a appelé ces gilets jaunes à participer à une manifestation le 27 octobre au

nom du droit de vivre en paix – tentant ainsi de s'emparer de la chanson de Victor Jara El derecho de vivir en paz, devenue un hymne populaire durant le couvre-feu. Cela provoquait de la confusion. Mais le vendredi 25 octobre, après la grande manifestation, l'extrême droite a décidé d'annuler sa manifestation. Peut-être la manifestation du vendredi 25 octobre n'aurait pas eu autant de succès s'il n'y avait pas eu autant de militaires dans les rues et si le gouvernement n'avait pas continué à ne parler que des voleurs saccageant les petits commerces. Mais à cause de notre histoire, au moment où les militaires se déploient dans les rues un sentiment contre l'armée mobilise les gens. La présence militaire dans les rues rouvre un souvenir traumatique.

C'est peut-être de l'optimisme, mais je pense que le peuple du Chili n'est pas de droite. Sans les militaires dans les rues il aurait pu y avoir plus de gilets jaunes de droite, car l'extrême droite est habile. Mais elle a été dépassée. Le discours sur le vol et l'insécurité a duré deux ou trois jours. Lorsque le gouvernement a baissé le ton sur l'idée que « nous sommes en guerre », les médias sont passés du vol à la terreur. Des vidéos terribles de la répression, avec des militaires tirant sur les gens et entrant dans les maisons, sont apparues, suggérant que « si tu sors dans la rue, ils vont te tuer ». Ce récit n'a pas fonctionné. Alors, à la suite de la grande manifestation, les médias ont encore changé de discours, assurant que le peuple est pacifique et donne l'espoir d'un meilleur futur, parce que le pouvoir est à son écoute. Piñera a ainsi dit que c'était beau de voir des familles manifester... alors que les gens demandaient qu'il s'en aille.

Javier Zuñiga : Des secteurs de la droite, les gendarmes et les militaires ont essayé de capter les gens qui avaient peur. Un sentiment de paranoïa et d'hystérie a existé et

l'extrême droite tente de le capitaliser. Elle veut une issue corporatiste, cible la partie du peuple travailleur qui aspire à la paix et la tranquillité dans l'immédiat, pour l'opposer à la partie qui parie sur la mobilisation, qui comprend que c'est le moment de revendiquer. L'immense manifestation de vendredi dernier a désactivé la supposée harmonie entre l'extrême droite et une partie du peuple. Ces gilets jaunes n'étaient pas forcément favorables à une issue plus militarisée, ni favorables à José Antonio Kast (qui a obtenu 8 % des voix aux dernières élections présidentielles et ressemble à Bolsonaro sous certains aspects). Beaucoup voulaient seulement être tranquilles. Dans mon quartier de Puente Alto – une commune de la périphérie urbaine – ceux qui portaient des gilets jaunes ont célébré l'événement du vendredi en faisant un barbecue et en écoutant de la musique populaire et de gauche. Après que les médias eurent tenté d'exagérer les aspects les plus réactionnaires de la convulsion que nous vivons, cette manifestation nous a ressoudés comme classe. Kast a un discours sécuritaire qui a pu interpeller le peuple pauvre et y trouver un écho, mais son programme économique préserve le néolibéralisme qui est à l'origine du mal-être que nous vivons. C'est une limite radicale de son projet. Il ne peut pas proposer une issue à cette mobilisation contre le mode de vie néolibéral et le mal-être qu'il provoque, devenus insupportables. Par ailleurs, l'apparition des gilets jaunes révèle le problème réel des bandes organisées dans les quartiers populaires périphériques, qui font du trafic de drogue et commettent des délits touchant la classe ouvrière. C'est à eux que les gilets jaunes font face. Il s'agit d'une réelle menace. Cela n'implique en aucun cas un soutien au gouvernement ni à Kast ni à la répression.



Auto-organisation

Alex G. : *Les formes de lutte et les mots d'ordre qui semblent avoir le plus de force sont – outre la grève générale – les assemblées territoriales et l'Assemblée constituante. Quelle est la réalité des assemblées territoriales en ce moment ? Quels sont les processus d'auto-organisation qui se développent ? Comment ces mots d'ordre sont apparus, de manière spontanée ou en tant que fruits de l'expérience des luttes des dernières années ?*

Javier Zuñiga : C'est une sorte de mixture de convocations d'assemblées territoriales à travers un grand nombre de messages sur les réseaux sociaux – on peut donc dire « *autoconvoqués* » – et du fait que les gens se sont réunis aux stations de métro et dans d'autres lieux publics, où on chante, on délibère, on organise des activités culturelles, etc. Ce phénomène apparaît de manière spontanée. De même, rapidement, des secteurs militants saisissent ce moment et donnent une direction consciente, appelant à créer des assemblées territoriales. Pourquoi ces assemblées sont importantes du point de vue tactique ?

- Premièrement, elles sont en train de se réunir, elles s'organisent sur de nombreux territoires. J'ai déjà vu des processus d'auto-activité similaires, mais jamais avec de tels sujets débattus et encore moins d'une telle ampleur. Ces assemblées populaires doivent s'orienter vers une Assemblée constituante. C'est un mécanisme légitime pour changer la Constitution, mais cet objectif n'est évidemment pas suffisant en soi. Certains secteurs politiques parlent d'une nouvelle Constitution, d'un nouveau Parlement. Ce n'est pas de ça dont nous parlons, il s'agit d'autre chose. Nous avons ajouté l'adjectif « *populaire* » à l'Assemblée constituante pour affirmer qui est le souverain du processus. L'assemblée constituante peut bousculer et modifier le scénario politique. La contestation du régime permet une démocratie participative dans laquelle la classe ouvrière devient un acteur significatif et principal.

- Deuxièmement, les assemblées territoriales sont en train de former un sédiment, un tissu social qui ne va pas disparaître, même si l'intensité des mobilisations peut diminuer à un moment donné. C'est une expérience de classe commune, un apprentissage d'organisation historique, qui peut permettre le maintien d'un contre-pouvoir face au Parlement, aux institutions de l'État capitaliste, en développant d'autres valeurs dans les quartiers populaires et d'autres formes



d'auto-organisation. Toutefois, j'insiste sur la possibilité que l'Assemblée constituante ait la capacité de faire bouger le scénario politique dans un sens anti-néolibéral. Une force inhabituelle conteste actuellement l'ensemble du modèle éducatif, la gestion des ressources naturelles, des retraites, des dettes financières, etc. Il faut donc une synthèse radicale de l'Assemblée constituante et d'un programme stimulant. C'est pour le moins ce qui est en train de se passer dans les territoires. Mais cela n'est pas saisi par certains secteurs politiques qui prétendent se mettre à la tête du mouvement.

Karina Nohales : Ce sont des questions stratégiques. La réalité des assemblées c'est qu'elles sont sectorisées et qu'elles ont commencé devant les stations de métro, qui correspondent à des quartiers, regroupant celles et ceux qui vivent dans le même secteur. Elles ont surgi parce que des militants y ont participé depuis le premier jour et parce qu'elles étaient nécessaires. Les gens se sont connus dans la révolte, nous avons commencé à nous connaître, à parler et à nous poser des questions. La contestation actuelle est tellement générale que des revendications concrètes ne sont pas au centre. Les gens se sont rencontrés dans la lutte, nous avons commencé à nous connaître entre nous, à parler et à nous poser des questions. Le défi actuel est tel qu'aucune demande concrète n'est formulée. Les gens ont lutté en essayant de comprendre contre quoi nous nous battons et comment nous pouvons imaginer ce que nous voulons. Ça paraît très simple, mais pour moi c'est déjà un moment constituant, pas dans le sens de changer la Constitution. La classe ouvrière est en train de se constituer elle-même dans ce processus. Il est difficile d'avoir une image générale du pays, en termes d'assemblées, de manifestations et de répression parce que la situation est agitée et qu'aucune organi-

sation n'a la capacité d'en saisir la totalité. Il s'agit d'une explosion en marge des organisations classiques.

La CF8M et le Mouvement pour l'eau et les territoires ont impulsé l'existence de ces assemblées. Elles ont été créées pour assurer l'approvisionnement face à la fermeture des commerces, pour assurer la sécurité face à la répression et aux pillages, et soutenir la mobilisation. Les revendications sont que les militaires s'en aillent, que Piñera et le ministre de l'Intérieur démissionnent et la perspective d'une Assemblée constituante. Rien de tout ça n'est totalement spontané, mais c'est impossible de savoir vraiment quelles sont les expériences antérieures d'organisation, de propagande et de mobilisation qui ont été significatives. Ce qui est sûr, c'est que pendant 30 ans il y avait des secteurs du peuple organisés, qui luttait, parfois dans une grande solitude. Le mouvement No+AFP est facile à détecter, parce qu'il a été massif et très récent. Le 8 mars dernier aussi. Les assemblées constituantes cherchent à créer une nouvelle Constitution, et toute Constitution aborde le problème de la création du pouvoir politique. C'est important au Chili, car la Constitution de Pinochet est explicite quant à son objectif. Ce qu'elle a établi, c'est de ne pas revenir au cadre institutionnel qui existait avant, car retourner à la situation antérieure, c'est rouvrir le chemin institutionnel des partis ouvriers qui a donné l'Unité populaire. Mais, plus que la Constitution de 1980, le moment constituant du Chili actuel est le coup d'État de 1973. Débattre de la question de la constituante n'est donc pas une option facile pour la bourgeoisie, parce qu'elle craint la participation politique de ses antagonistes. Un moment irrévocable commence, où il n'est plus possible d'ignorer et d'omettre les problèmes politiques de la classe ouvrière. Ces jours-ci, la peur est passée de l'autre côté.

Au niveau institutionnel, une nouvelle



Constitution est un problème central. Il n'y a pas de doute qu'il faille la changer, mais il est important de ne pas faire de la nécessité d'une nouvelle Constitution le problème fondamental, comme le proposent de nombreux secteurs, car cela permet d'esquiver la perspective anticapitaliste. Ce qui s'exprime au Chili, c'est la lutte des classes, qui existait aussi avant la Constitution de Pinochet. Les problèmes posés ne commencent ni ne se terminent dans une Constitution. Il faut faire attention à la manière dont se pose l'Assemblée constituante. D'un côté, elle peut clore un moment politique, garantir des droits, mais je ne le présenterai pas comme le fondement déterminant la situation actuelle.

Javier Zuñiga : Je suis d'accord avec ça. Avant 1973, il n'y avait pas un pays meilleur qu'aujourd'hui. Ce débat n'est pas approprié, d'ailleurs. Dans Unité sociale, le thème de la Constituante apparaît, mais ne nous interpelle pas, cela n'apparaît pas comme un débat qui organise la politique. L'urgence du moment, la question la plus pertinente est celle de comment nous allons nous mobiliser. Avant cette conjoncture, dans nos organisations socio-environnementales par exemple, l'Assemblée constituante n'était pas notre thème, c'était plutôt comment préserver nos droits socio-environnementaux face au pillage des entreprises. Les conflits existants nous orientaient, en fonction de la lutte des classes, pour contribuer à ce que la classe ouvrière s'organise elle-même pour se préserver. La Constituante, en ce sens, comporte le risque d'une compréhension très formelle de la politique : « nous changeons la Constitution et donc nous changeons le pays ». Cette conjoncture ouvre une possibilité unique : l'opportunité

que la classe ouvrière assume la responsabilité d'un processus constituant politiquement réussi. Mais en même temps, les classes sociales sont organisées de manière antagonique, alors aborder l'Assemblée constituante comme si ce n'était pas la lutte de classes me paraît être une erreur. Nous – les secteurs anticapitalistes, féministes et écosocialistes – voulons au moins avertir, dans ce contexte, qu'il s'agit de la lutte des classes et non de débats formels et abstraits sur les meilleures façons de changer la Constitution.

Karina Nohales : Il y a des secteurs de l'ex-Concertación et de la droite qui se sont ouverts à la nécessité d'une nouvelle Constitution, mais ne veulent pas d'Assemblée constituante. Cela devient une question plus large et plus transversale.

« Construire une perspective générale »

Alex G. : *Quels sont les défis pour la gauche anticapitaliste, féministe et écosocialiste ?*

Karina Nohales : En ce moment, je pense que l'enjeu pour la classe ouvrière – qui est entrée dans l'action dans un contexte où elle n'a pas de partis et sa force organique est faible – est d'avoir une activité politique ascendante. Depuis plus ou moins 2005 elle le fait. Ce sera plus difficile si nous ne nous préparons pas de manière organisationnelle, avec une orientation qui ne peut pas continuer à être sectorielle : renforcer le mouvement syndical, féministe, pour les retraites et socio-environnemental ne suffit plus. Il faut une perspective générale parce qu'une situation de contestation a commencé. Il faut qu'il y ait un récit propre de ce qui se passe

et il doit être recueilli par les organisations politiques de gauche, qui doivent aussi se renforcer. Sinon, il sera difficile de construire une alternative.

Javier Zuñiga : Ce moment historique permet aux organisations déjà existantes de se lancer à l'eau pour saisir les nouvelles dynamiques historiques qui organisent la politique. Ce n'est pas une question de mauvaise volonté, mais les organisations plus petites ne sont pas capables de réagir et de se déployer de manière pertinente dans cette situation. Le Frente amplio non plus, malgré le fait que c'est une organisation de plusieurs courants. Mais jusqu'à maintenant, dans FA prévalait une disposition à la politique électorale et intra-institutionnelle, et il n'a pas été capable de se situer de manière efficiente dans le scénario actuel. Ma question est donc : comment les organisations pourront-elles se transformer elles-mêmes afin de s'ancrer dans les nouveaux ressorts politiques qui commencent à s'ouvrir ?

Ce que nous pouvons au moins faire, c'est reformuler nos organisations, construire de nouveaux réseaux pour nous insérer, pour faire partie des processus de politisation populaire qui émergent. Je parie sur l'unification des organisations de gauche et de celles qui vont surgir à partir de maintenant. Nous devons prêter attention à ces dynamiques et contribuer à développer des perspectives anticapitalistes, féministes et écosocialistes en leur sein, en y ajoutant la recomposition des organisations politiques, et en saisissant les nouvelles formes de politisation. Nous sommes très occupés et avons peu de temps, mais nous ne pouvons perdre de vue qu'il faut réfléchir dès maintenant à de nouvelles formes d'organisation. ■

Propos recueillis le 28 octobre 2019

Pour une analyse de la conjoncture

Par Tendencia socialista revolucionaria*

Une explosion sociale d'une importance énorme est en cours de développement. Nous sommes des millions dans la rue. Dans cet article, nous donnons quelques éléments pour décrire ce soulèvement populaire et d'autres pour tenter de l'expliquer. La plus grande inconnue est son évolution dans le temps.

La première chose à noter est qu'il s'agit d'une explosion massive. Elle a commencé à Santiago du Chili, la capitale du pays, puis s'est rapidement étendue à toutes les régions. À toutes les villes, villages, quartiers où nous habitons. Santiago et le pays sont structurés en villes segmentées par classes sociales. Il y a des quartiers riches, des quartiers des classes moyennes et des quartiers pauvres. Les quartiers ouvriers et ceux des classes moyennes sont tous mobilisés. Et même les quartiers riches ont été touchés par la protestation.

La deuxième caractéristique est le développement vertigineux et surprenant des événements. L'explosion a surpris toute la société chilienne. Piñera avait déclaré quelques jours auparavant que « *au milieu de cette Amérique latine en crise, notre pays est une véritable oasis, avec une démocratie stable, le pays est en croissance, les salaires s'améliorent* ». L'élite politique a été surprise et n'arrive toujours pas à comprendre ce qui se passe.

L'étincelle

Le 4 octobre, le gouvernement de droite de Sebastián Piñera a augmenté le tarif du métro à 830 pesos. Le 7 octobre, des étudiants et lycéens ont commencé une action qui a radicalement changé la situation politique du pays, sous le mot d'ordre « *frauder, ne pas payer, une autre façon de lutter* ». En groupe, ils sautent le tourniquet du métro et voyagent sans payer. Quelque chose de simple aux conséquences insoupçonnées. En quelques jours, nous passons de la passivité, du désespoir et du consumérisme extrême



pour devenir les acteurs d'un mouvement si profond qu'il remet en question tout l'ordre néolibéral imposé par la dictature et l'ordre politique inauguré en 1990. Une fois de plus, les jeunes jouent le rôle de catalyseur d'un mécontentement incubé depuis des décennies.

Le 14 octobre, la fraude était déjà massive, le métro fermait des stations. La vie quotidienne a commencé à être interrompue pour des centaines de milliers d'habitants de Santiago, pour la plupart ouvriers, étudiants et salariés. Le 16 octobre, les passagers du métro (et non plus seulement les lycéens et étudiants) ont renversé une clôture dans la station de métro Plaza de Armas. Un ex-directeur du métro a déclaré dans les médias, s'adressant aux jeunes : « *connards, cela n'a pas marché, vous n'avez pas gagné le soutien de la population* ». Le 17 octobre, les députés du renouveau national ont proposé une loi visant à ériger en infraction pénale la fraude dans le métro. Ils commencent à bloquer les cartes qui permettent aux étudiants de bénéficier d'un tarif réduit.

Le 18 octobre est notre jour

La ville de Santiago a explosé. La protestation sociale et les affrontements avec les carabiniers se sont intensifiés. Les concerts de casseroles se multipliaient dans tous les coins. Tard dans la nuit, Piñera a annoncé l'é-

tat d'urgence, un état d'exception constitutionnel qui limite la liberté de déplacement et de réunion. L'armée est descendue dans la rue. Cette image qui nous rappelait la dictature de Pinochet, loin de nous effrayer, enflammait nos esprits. C'était la réponse du gouvernement aux incendies dans les stations de métro et les supermarchés. La ville s'est arrêtée et les régions se sont levées. Le couvre-feu a été décrété. Les masses n'ont pas respecté les interdictions imposées par un gouvernement qui commence à prendre des mesures dictatoriales. Nous avons déjà des morts et des mortes, des blessés et des blessées, et des centaines de détenus et de détenues.

Les jours suivants, les manifestations de masse se sont multipliées.

Qu'exprime ce soulèvement ?

La rage, le mécontentement, l'angoisse qui se sont accumulés depuis de nombreuses années. Nous avons protesté pacifiquement et ils ne nous ont pas écoutés. Le Chili est le pays pionnier dans l'application du modèle néolibéral. Soumis au Fonds monétaire international, aux conditions imposées par les accords de libre-échange, à cette voie choisie

* Tendencia socialista revolucionaria (Tendance socialiste révolutionnaire) est une organisation qui se réclame de la tradition de la IV^e Internationale au Chili.

Chili

pour une intégration subordonnée de notre pays au marché mondial et aux intérêts des entreprises transnationales. Un modèle qui a approfondi l'extractivisme et produit un désastre environnemental. Pendant des années, nous avons été cités comme l'exemple du « *bien que le néolibéralisme fait aux pays qui veulent se développer* ». Des milliers de Latino-Américains émigrent au Chili dans l'espoir de s'intégrer au paradis de la consommation.

L'ordre néolibéral a privatisé et transformé en marchandises tous les droits sociaux et les éléments qui garantissent la vie et la reproduction de la vie. La santé, l'éducation, le logement, la sécurité sociale, la circulation routière, l'électricité, l'eau – tout a été privatisé pour fonctionner selon la logique du marché. Alors que les salaires sont insuffisants, il n'y a que deux façons d'obtenir les biens nécessaires et de s'intégrer comme consommateurs dans ce marché en expansion. L'une consiste à travailler deux fois plus dur et l'autre à emprunter. Dans les deux cas, c'est une bombe à retardement.

La fin de la dictature militaire de Pinochet et son remplacement par des gouvernements démocratiques n'ont pas mis fin au néolibéralisme ni à la Constitution de 1980. Les gouvernements de Concertación, de la Nueva Mayoría et ceux de droite ont maintenu l'essence du régime social, économique et constitutionnel établi pendant la dictature. Les travailleurs, les étudiants, les femmes, les retraités, les autochtones, nous nous battons depuis des années pour mettre un terme à cet ordre des choses. Ceux qui promettaient des changements pour être élus au suffrage populaire – la Concertación et la Nueva Mayoría – ont trahi tous les espoirs que le peuple avait de récupérer les droits enlevés par la dictature, une fois la démocratie rétablie.

La distance entre le peuple et les partis politiques qui ont mené la transition vers la démocratie s'est accrue de jour en jour. Aujourd'hui, un abîme les sépare. Le modèle de démocratie protégée instituait des mécanismes qui ont aggravé le divorce entre le peuple et l'élite politique.

Aujourd'hui, le peuple se soulève non seulement contre le néolibéralisme et ses conséquences, mais aussi contre le régime politique de cette démocratie inaugurée en 1990 et qui a été aveugle, sourde et muette face à ses besoins les plus pressants.

1. No Mas AFP (Plus d'administrateurs de fonds de pensions) est un mouvement qui lutte contre le système de retraites privatisé en 1980 sous le régime de Pinochet, à l'initiative de ses conseillers économiques « *Chicago boys* ». Un système très rentable pour ses « *administrateurs* », mais qui verse des retraites de misère.



Frauder, ne pas payer, une autre façon de lutter

Aujourd'hui, la haine s'exprime pour ces trente années de démocratie destinées à enrichir les plus riches et à maintenir les gens atomisés, fragmentés, aliénés au travail, dans la consommation et dans la drogue. La fragmentation du sujet populaire est encouragée par les mécanismes législatifs et par le modèle de relations de travail également hérité de la dictature. Empêcher la réarticulation des forces qui permettent le développement de la lutte de classe est un objectif stratégique de la classe dirigeante.

La corruption et les abus pénètrent l'appareil d'État, les entreprises et les églises – catholique et protestantes. Les carabiniers, les militaires, les sénateurs, les députés ont volé des milliards de pesos, les hommes d'affaires paient les législateurs pour adopter des lois en leur faveur. Tout cela a été découvert. Des personnalités importantes dans les églises ont abusé sexuellement d'enfants. Et le pays l'a découvert. La rage et la méfiance à l'égard de toutes les institutions ne cessent de croître.

Appel à la grève générale

La Coordination féministe du 8 mars, l'Assemblée de coordination des lycéens, la Fédération des étudiants de l'Université du Chili, le Mouvement pour l'eau et les territoires, les organisations des quartiers périphériques et populaires et les organisations de défense des droits humains ont publiquement appelé à une grève générale le 21 octobre. La Centrale unitaire des travailleurs (CUT, dirigée par les communistes et les socialistes) et le mouvement No Mas AFP (1) n'ont pas rejoint cet appel parce qu'ils avaient prévu une mobilisation les 23 et 24 octobre et qu'ils ont décidé de respecter leur propre ordre du jour en ignorant les pulsions des rues.

Il n'y a pas eu de grève générale le 21 octobre. Mais tous les ports du Chili, regroupés dans l'Union portuaire, ont été paralysés ainsi que certains secteurs miniers.

Ce jour-là, la vie professionnelle a été interrompue dans la région métropolitaine par le manque de transports collectifs et non par une décision consciente des travailleurs. Suite aux décisions de la CUT, au cours de cette semaine, les agents de santé, les agents fiscaux et certains secteurs des transports collectifs de Santiago ont été paralysés séparément et à des jours différents.

Le gouvernement tient grâce à l'appui de l'opposition

Au milieu de la crise, le gouvernement a rencontré des dirigeants démocrates-chrétiens, radicaux et du Parti pour la démocratie (PPD, social-libéral). Ils ont conseillé au gouvernement de changer de cabinet, de concevoir « *des mécanismes plus participatifs de gestion de l'État* » et de faire des petites concessions. C'est une issue pour le gouvernement. Quelle que soit la situation dans les prochains jours, elle réaffirme le caractère bourgeois et anti-populaire de ces partis. Le PC, le PS et le Frente amplio (FA) ont été convoqués à La Moneda, mais n'y ont pas été.

Le PC et FA espèrent créer des mécanismes pour se reconnecter aux masses. Ils recherchent une représentativité du mouvement. Ils parient sur un processus de conseils comme moyen de nous ramener vers eux.

Notre pari

Nous avons participé activement à ce mouvement en promouvant la création d'Assemblées territoriales, composées de résidents, de travailleurs et d'étudiants, qui dynamisent la protestation et font face aux problèmes les plus urgents de la population et des secteurs en lutte. Nous espérons une maturation politique de ces Assemblées, leur coordination et que ce soit elles qui décident des prochaines étapes du mouvement. L'action de masse a ouvert une nouvelle période politique, notre volonté est que dans cette nouvelle période ce soient les masses qui deviennent les protagonistes. Nous ne savons pas si, à un moment donné, le soulèvement aura épuisé sa dynamique interne, mais nous sommes sûrs que la situation politique interne est devenue plus dynamique à la suite des grands bouleversements en Amérique latine. La période à venir sera celle de grandes tâches d'organisation orientées par la nécessité de construire des outils tactiques et stratégiques qui nous permettront de faire avancer et de consolider les positions anticapitalistes, écosocialistes et féministes.

Vive celles et ceux qui luttent !

Santiago, le 26 octobre 2019

Bilan du mouvement populaire

12 jours qui ont ébranlé le pays

Par le Mouvement révolutionnaire des travailleurs*

C'est le retour de la résistance populaire, qui avait subi des années de répression et de persécution sous Rafael Correa. Pendant les 11 jours de paralysie, divers secteurs sociaux se sont mobilisés : les transporteurs, les indigènes et les travailleurs. Les transporteurs ont annoncé une grève qui a duré deux jours qui a pris fin après la négociation une augmentation des tarifs. Mais cela n'a pas arrêté la montée de la mobilisation sociale : le mouvement indigène et le mouvement syndical, qui préparaient déjà des actions contre les politiques gouvernementales, ont occupé la scène et ont attiré la solidarité des étudiants de plusieurs universités qui ont organisé des brigades de soins de santé et d'hébergement, notamment pour les femmes et enfants indigènes. Puis les groupes féministes se sont mobilisés. Enfin, au cours des deux derniers jours, de larges secteurs des classes populaires et moyennes de la population urbaine sont entrés en action. Comme cela s'était déjà produit auparavant, le peuple se construit dans la convergence des luttes, de manière un peu organisée et un peu spontanée.

1. Les mesures économiques

L'accord du gouvernement Moreno avec le FMI avait commencé à être réalisé dans divers domaines, mais c'est en octobre que les mesures d'ajustement les plus dures devaient être prises. Le décret 883 supprimait les subventions pour les carburants, le gazole et l'essence. Leurs prix ont augmenté – de plus de 100 % en ce qui concerne le gazole.

Parallèlement, l'augmentation des tarifs des transports urbains et interurbains ainsi que celle des frais de transport des marchandises a été immédiate. Et l'adoption des réformes économiques par l'Assemblée nationale était annoncée, dont une réforme du travail et des mesures contre les fonctionnaires des services publics et les contrats à durée limitée étaient les principaux éléments.



En même temps le gouvernement a annulé 4 milliards de dollars de dettes impayées par le patronat, supprimé l'avance sur l'impôt sur le revenu, abaissé les droits de douane tout en laissant intacte la TVA.

Ce paquet, comme on l'appelle dans notre pays, a des effets sur toute l'économie. Il provoque un renchérissement de presque tous les produits (en dehors de la spéculation qui a toujours été incontrôlable), rend encore plus précaire le travail (en baissant les salaires, augmentant la durée de travail et ne reconnaissant pas les heures supplémentaires), supprime les droits fondamentaux et appauvrit encore les plus pauvres.

Pour la population équatorienne, le carburant et le gaz ont un aspect symbolique très fort, au-delà même de leur composante économique : ils sont considérés comme intouchables. Toute personne ayant une capacité d'analyse minimale savait que l'augmentation de prix de l'essence allait provoquer une explosion. C'est ce qui est arrivé. Ce qui n'était pas dans les calculs du gouvernement et du patronat, c'était l'ampleur incontrôlable de la lutte. Ils présumaient que le gouvernement précédent avait détruit les mouvements sociaux et défait la résistance sociale.

Les discours du gouvernement annonçaient le dialogue et des compensations par des mesures économiques. Mais il affirmait bêtement que l'augmentation du

prix des carburants était indiscutable : on pouvait négocier ce qu'on voulait mais pas cela. Le patronat, la presse et la quasi-totalité de la classe politique se sont mobilisés pour appuyer ces mesures et soutenir le gouvernement, au nom de la démocratie, de la stabilité, du progrès et de la paix. De plus, un discours xénophobe a été lancé avec force, comme s'il s'agissait d'une conspiration internationale.

Le gouvernement central a montré son incapacité au niveau de la communication. Les messages du Président de la République n'étaient pas clairs, n'ont pas été diffusés à temps et quand ils l'ont été, c'était sous forme de résumés de quelques minutes, voire quelques secondes.

Le discours officiel initial parlait d'un attentat des forces extérieures contre le gouvernement. Il ne reconnaissait pas la puissance de la manifestation populaire et en particulier du mouvement indigène venant de tout le pays, minimisant son ampleur, tout en ignorant les droits constitutionnels tels que le droit territorial des peuples ancestraux et les droits humains, comme on a pu

* Le Movimiento revolucionario de los trabajadores (MRT, Mouvement révolutionnaire des travailleurs) est une organisation marxiste révolutionnaire proche de la IV^e Internationale en Équateur. Nous reproduisons ici le document élaboré par le MRT dans les jours qui ont suivi le recul du gouvernement Moreno sur le décret n° 883. (Traduit de l'espagnol par JM).

l'entendre dans les déclarations du ministre de la Défense.

Le discours politique a été de plus en plus centré sur l'ancien président. Les arguments des médias, des réseaux sociaux et des acteurs politiques tournaient autour de la question de savoir s'il s'agit ou non des partisans de Rafael Correa, auquel le gouvernement lui-même a demandé de prendre position dans cette crise. Au lieu d'imposer leur propre histoire de l'union, de la paix, de créer un nouveau message officiel de l'Équateur, on nous rebattait les oreilles avec des messages répétés depuis des années.

Dès le premier moment, le gouvernement a accusé les partisans de Rafael Correa de tenter un coup d'État, créant ainsi un ennemi pour ne pas reconnaître l'ampleur de la lutte sociale. Il s'est embarqué dans un discours sur la conspiration interne soutenue par le Venezuela. Il a soutenu que les manifestants qui pillaient étaient infiltrés par les partisans de Correa, accordant ainsi à cette force une capacité d'action qu'elle n'a pas et, dans une large mesure, il l'a ravivée.

Pour les secteurs dominants, suivre la théorie de la conspiration est toujours préférable à reconnaître que les larges masses se sont soulevées contre eux et que plus d'un million d'Équatoriens résistent dans tout le pays.

Aussitôt la presse a choisi d'écrire sur le vandalisme et la conspiration, qualifiant les secteurs populaires de criminels et de terroristes. Le ministre de la Défense a menacé de recourir à la force contre ces secteurs. Le ministre de l'Intérieur a jonglé de manière ridicule pour prouver le complot des partisans de Correa et le complot international.

Cela ne veut pas dire que les partisans de Correa n'ont pas essayé de prendre l'avantage là où ils le pouvaient, mais cela a clairement été marginal. L'assaut contre l'institution suprême de contrôle fiscal (Contraloría General del Estado) ne peut pas être considéré comme quelque chose de planifié, car ce serait la pire des stratégies, de même que la tentative d'assaut du quartier général de l'ar-

mée situé dans la Balvina. En tant que tentative de coup d'État, ce serait une stratégie vraiment ridicule et inefficace.

Les dirigeants politiques de toutes les couleurs se sont également joints à la peur de Correa et ont également ignoré qu'il s'agissait d'un soulèvement populaire, appelé par les femmes, les peuples autochtones et les travailleurs, qui a déclenché une mobilisation populaire persistante, combative, mais aussi incontrôlée dans de nombreuses occasions.

Une autre stratégie gouvernementale et patronale consistait à créer une barrière médiatique autour des mobilisations. Les premiers jours, il y avait deux pays, celui qui était dans la rue et celui que les médias montraient. Pour ces médias il ne s'est rien passé. L'ampleur du soulèvement, la violence démesurée, les exigences de tous les secteurs ont forcé la presse à montrer ce qui se passait, bien qu'elle l'ait fait d'une manière déformée, privilégiant le discours sur le vandalisme et le terrorisme.

La déclaration de l'état d'urgence a été presque immédiatement ajoutée à tout cela, permettant au gouvernement d'avoir les mains libres et de réprimer à sa guise, réduisant les droits fondamentaux des Équatoriens, au-delà de la sévère surveillance à laquelle sont soumis les dirigeants de la lutte populaire.

2. La résistance populaire : classe contre classe

Les masses ont décidé que l'histoire devait être différente. Les acteurs fondamentaux ont été : les indigènes regroupés dans la CONAIE (1), les travailleurs dans le FUT (2), les habitants des quartiers, les paysans surtout sur la côte, les femmes organisées en innombrables collectifs, les jeunes. À quoi il faut ajouter, bien qu'ils aient une logique différente, les transporteurs.

La dynamique de la résistance populaire s'est exprimée dans l'organisation des marches dans les grandes villes et le blocage des routes dans tout le pays. La marche des indigènes vers Quito, en tant que centre politique, a été au centre de ces actions. Ce ne fut pas une seule marche, elle a eu lieu par vagues, partant des montagnes et de l'Amazonie équatorienne. L'autre élément puissant et imprévu, ce furent les masses d'habitants des quartiers périphériques qui sont descendus au centre de Quito.

Puis, par des gigantesques mobilisations les masses ont pratiquement pris les grandes villes, le pays a été paralysé, les routes coupées, les manifestations ne se sont plus concentrées uniquement dans les centres,

mais étaient déclenchées spontanément partout. Les transporteurs ont arrêté tout le pays, mais leurs dirigeants ont rapidement négocié. Cependant, et ce n'était pas dans les calculs du gouvernement, tout simplement les bases ne se sont soumises. À ce jour, il y a encore une grève non déclarée des transports lourds, interprovinciaux et urbains, même si elle n'est pas faite d'une manière unifiée. La répression s'est intensifiée et, dans la même mesure, la mobilisation se développait plus encore, à tel point que même l'état d'exception et le couvre-feu de Quito ne sont pas parvenus à faire refluer les gens, qui sont restés dans les rues, comme lors du concert de casseroles dans la nuit du 12 octobre.

La plateforme de la lutte a été claire et directe : abrogation des mesures économiques et du décret n° 883. Alors que dans les rues retentissaient les slogans « *Dehors Moreno* », les secteurs organisés n'ont pas avancé cette revendication. Il faut ajouter aussi l'exigence que plusieurs ministres s'en aillent. Dans certains secteurs il y a eu des avancées dans le domaine du rejet du FMI et de la soumission du gouvernement à de tels organismes ; il y a eu des signes d'une lutte internationaliste.

Il n'y a pas eu de progrès vers des formes d'auto-organisation ni de mots d'ordre pour un gouvernement alternatif, indigène, ouvrier, populaire, sauf à Cuenca où une Assemblée populaire a été formée.

Les réseaux sociaux ont réussi à briser le blocage médiatique, bien que de manière dispersée et pas toujours avec des informations vérifiées. Ils ont servi à appeler à la mobilisation, à dénoncer les brutalités policières et les arrestations arbitraires.

Le mouvement indigène a rejeté les mesures du décret n° 883 et a clairement expliqué qu'il a été imposé par le FMI. Plus tard, après plusieurs jours du soulèvement, il a exigé le départ des ministres de la Défense et de l'Intérieur en raison des violences dont ils étaient responsables. Le mouvement indigène est resté fidèle à ses revendications et a progressivement compris qu'il devait se dissocier de la violence et des partisans de Correa, rendant publics ses désaccords avec Correa et les actes de vandalisme dans la ville de Quito.

Jamais auparavant la lutte des classes, opposant deux secteurs totalement distincts, n'est apparue aussi clairement. Les maires des villes ont tenté d'apparaître en tant que médiateurs, mais en réalité ils apparaissaient comme étant du côté du gouvernement car dans de telles circonstances il n'y a pas de neutralité possible.

Comme jamais auparavant, une solidarité internationale s'est manifestée par divers

1. La Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE) a été créée en 1986 par le regroupement des organisations de l'Amazonie équatorienne (appelée l'Orient en Équateur), des Quechuas de la Sierra et des Indigènes et Noirs du littoral. En 1990 la CONAIE a organisé un très grand soulèvement, entrant ainsi sur la scène politique et ouvrant une décennie de luttes qui aboutiront à la révision de la Constitution en 1998, reconnaissant l'existence des peuples et nationalités indigènes et afroéquatoriens, ainsi que les circonscriptions territoriales indigènes.

2. Le Front unitaire des travailleurs (FUT) a été formé en 1980 par le regroupement des principales centrales syndicales, qui ont préservé leurs structures.

moyens et canaux, s'exprimant contre la répression brutale et pour la défense des droits du peuple équatorien. Cela a permis de briser l'isolement des luttes populaires dans le cadre continental.

On peut caractériser ainsi ce soulèvement populaire :

- Un soulèvement avec des objectifs conjoncturels spécifiques contre les mesures économiques, qui n'a pas avancé vers des propositions politiques ou l'auto-organisation populaire.
- Un soulèvement profond, soutenu et étendu à la quasi-totalité des 21 provinces du pays.
- Une articulation nouvelle des secteurs organisés, en particulier des indigènes et des femmes.
- La mobilisation spontanée des bidonvilles populaires périphériques, sans direction, qui ont fait de chaque situation immédiate leur objectif de lutte.
- La barrière médiatique a été brisée grâce aux réseaux.
- Une notable déficience des mécanismes de coordination des luttes à travers le pays.
- Les transporteurs en tant qu'alliés temporaires des luttes.

3. Premier affrontement avec les tendances répressives et antidémocratiques de la bourgeoisie

Après des débuts hésitants, le gouvernement Moreno est devenu l'expression de la volonté néolibérale des groupes monopolistes et du FMI. Cela s'est produit dans le cadre d'épisodes de marchandage au cours desquels le gouvernement s'est de plus en plus plié aux souhaits des Chambres de commerce, mais sans appliquer toutes les mesures demandées, de sorte que son action a été considérée comme insuffisante par ces dernières. La signature de la lettre d'intention avec le FMI a scellé son passage au néolibéralisme, mais le gouvernement a trainé pour mettre en œuvre les mesures demandées. La lettre d'intention envoyée au FMI expliquait même les raisons : son annexe n° 3 mentionnait des risques de déclenchement de protestations sociales. Cela a permis le développement de deux tendances :

❶ Une rapide consolidation du bloc au pouvoir autour d'un discours unique – tenu par le gouvernement et le FMI, les milieux d'affaires et leurs intellectuels organiques, le gouvernement américain et la grande presse – annonçant la rapide mise en œuvre de mesures « *douloureuses mais nécessaires* ». Pour cela, une intense campagne médiatique a été organisée au cours du dernier

semestre.

❷ Le bloc au pouvoir semble être rapidement parvenu à la conclusion que son programme ne pouvait être imposé que par la violence. Au fil du temps, la virulence, l'inflexibilité, les menaces et la peur ont de plus en plus marqué ses déclarations. Au cours de cette période de conflit, l'apogée a été atteint, dévoilant la nature répressive et antidémocratique de la bourgeoisie et du néolibéralisme. Il ne s'agissait pas seulement d'accuser les manifestants de vandalisme, de criminalité et de terrorisme, mais de les menacer d'appliquer le code pénal inventé par Rafael Correa, qui prévoit des peines de trois ans de prison pour participation aux manifestations. De plus, les menaces du ministre de la Défense, Oswaldo Jarrín, un ancien militaire, avaient des résonances fascistes : il a parlé de l'utilisation des armes à feu contre le peuple mobilisé en rappelant que les militaires sont préparés à faire la guerre.

Dans la foulée, la Fédération nationale des chambres d'industrie de l'Équateur a diffusé un communiqué demandant au gouvernement « *une action immédiate des forces armées et de la police pour rétablir l'ordre et la paix sociale, appliquant ainsi strictement l'état d'urgence* », ainsi que « *la poursuite des auteurs, des complices et des receleurs de même que les auteurs matériels et intellectuels des crimes commis, en vertu du Code organique pénal intégral* » (3).

Les actions gouvernementales ont pris la même direction : quelques heures après le début des manifestations, l'état d'exception a été décrété pour 60 jours (réduit à 30 par une Cour constitutionnelle complaisante), suivi de la militarisation et d'un couvre-feu.

Cependant, ni la répression ni la menace n'ont réussi à arrêter la mobilisation. Le couvre-feu, mis en place par les Forces armées entre 15 heures le samedi et 15 heures le dimanche, n'a même pas pu être appliqué : le « *cacerolazo* » (concert de casseroles), qui s'est transformé en une véritable fête populaire dans les quartiers de Quito, a empêché son application. Néanmoins, on ne peut que constater que :

- L'application du modèle néolibéral impliquera le recours à la violence la plus brutale,
- Les groupes du pouvoir ont démontré leur caractère violent et criminel et, de plus, cette mentalité violente a commencé à imprégner certains secteurs de la classe moyenne.

Il faut mentionner deux aspects. Premièrement, il semble que le retour au néolibéralisme ne pourra pas facilement stabiliser son règne et la que la « *crise structurelle* » de l'État, dont Agustín Cueva (4) parlait à son époque, se présente à nouveau devant nous comme un horizon inévitable.

Si la crise des 25 ans de l'étape néolibérale précédente nous a apporté un populisme éphémère, la crise du populisme nous repolonne dans le néolibéralisme. Mais dès sa naissance cette nouvelle vague néolibérale est déjà en crise : la violence toujours plus débridée des classes dirigeantes et de leurs gouvernements en est le premier signe ; la résistance sociale déjà en gestation en constitue la réponse. Le résultat ne peut être autre que des démocraties fragiles et restreintes.

Deuxièmement, comme nous l'a montré cette journée de lutte intense, la construction du peuple sera aussi un champ de conflit. La droite y rivalisera, combinant sa violence retrouvée avec des tentatives de mobilisation des masses. Il y aura aussi la concurrence du populisme de Correa, qui a montré ces jours-ci qu'il a encore la capacité d'avoir un impact dans les secteurs urbains populaires, comme il l'avait démontré lors des élections locales de mars de cette année. Et le mouvement populaire y luttera également : les mouvements sociaux autonomes, probablement structurés autour des travailleurs et des peuples indigènes, seront au centre du conflit provoqué par les tentatives d'application du modèle néolibéral. La tendance qui prévaudra donnera le ton et la couleur des temps à venir... qui ont déjà commencé.

La droite et le néolibéralisme ont perdu une première bataille. Mais peut-on supposer qu'ils vont s'arrêter là ? C'est peu probable. Une fois le dialogue terminé, le différend s'ouvre sur le contenu du nouveau décret qui remplacera le décret 883. Son résultat va nous dire quelque chose. Quel sera le destin du dialogue proposé par le gouvernement avec le Front unitaire des travailleurs et aura-t-il lieu ? Quelles seront les prochaines initiatives du bloc néolibéral au pouvoir ? Soutiendra-t-il Moreno ou choisira-t-il de s'en débarrasser ? Le mouvement populaire saura-t-il trouver les voies des convergences et construire des articulations entre ses secteurs ? Ou bien va-t-il se laisser mystifier par des intérêts corporatistes étroitement limités ? La seule certitude c'est qu'un nouveau cycle de résistance populaire contre le néolibéralisme a commencé avec

3. Publié par le quotidien *El Comercio* du 11 octobre 2019 : <https://www.elcomercio.com/actualidad/federacion-industrias-accion-protestas-ecuador.html>

4. Agustín Cueva (1937-1992), sociologue et historien équatorien, a publié en particulier *El desarrollo del capitalismo en América Latina*, une étude marxiste proposant l'analyse de la « *transition latino-américaine au capitalisme* » au XIX^e siècle au travers du rôle des grands propriétaires terriens et explorant la formation sociale en tant que « *coexistence de divers modes de production* ».

une grande force, mais qu'il lui reste encore beaucoup plus de tâches à réaliser.

4. Les femmes contre les mesures économiques

Femmes organisées – indigènes, étudiantes, paysannes, enseignantes, métisses, féministes, noires, travailleuses de tous les secteurs – ont été à l'avant-garde de la lutte contre les mesures néolibérales du gouvernement de Lenin Moreno, contre le Fonds monétaire international.

Les femmes ont été au premier rang et en première ligne, parce que c'est le secteur social qui est organisé, articulé, mobilisé et en lutte pour leurs revendications et leurs droits, résistant à l'assaut des secteurs les plus traditionnels de la société. Ce secteur social a lutté contre les violences faites aux femmes, contre le féminicide et pour réformer le COIP (5) en dépénalisant l'avortement. Ces luttes ont été importantes dans cette période. En étant mobilisées et articulées, elles ont été en meilleure position pour résister, participer et organiser le soutien aux secteurs indigènes et paysans dans la ville de Quito. Cette participation active à la défense de leurs droits leur a permis de faire face à ces mesures et de coopérer avec le mouvement indigène pour soutenir la lutte et la mobilisation pendant ces 11 jours de manifestations. Il faut souligner le rôle décisif des femmes indigènes dans la mobilisation et dans le soutien de l'organisation, ainsi que la force dont elles ont fait preuve face à la répression.

Elles ont été les premières à appeler à la mobilisation, à la convergence, à la création de réseaux de soutien logistique et de solidarité, à la création de points de collecte, à la préparation des aliments, à la collecte des aliments et aux premiers secours pour soutenir la vie des femmes, des filles et des adolescents mobilisés avec leurs communautés et organisations dans les centres de paix des universités – la Polytechnique salésienne, l'Université pontificale catholique d'Équateur (PUCE) et l'Université centrale.

Ce sont les femmes qui se sont exprimées en tant que secteur social organisé et qui ont appelé d'autres secteurs organisés, des personnalités et des organisations internationales de défense des droits de l'homme à dénoncer la situation difficile dans le pays, en particulier dans la ville de Quito.

Leur présence active dans le soutien à la

vie des secteurs indigènes s'est également manifestée par le rejet de la politique répressive du gouvernement : contre l'état d'exception, contre le couvre-feu, car ces décisions gouvernementales ont provoqué une aggravation du conflit et des violations des droits humains des manifestants comme des droits des femmes, des enfants et des adolescents présents dans les centres de paix et d'accueil humanitaire ou dans les lieux de regroupements des marches.

La participation des femmes s'est également exprimée dans la mobilisation pour dénoncer la répression et l'usage excessif de la force qui a conduit à des meurtres, des arrestations et des blessures, ce qui viole le droit légitime du peuple et des femmes à revendiquer et à se mobiliser pour défendre leurs droits. Les femmes sont l'un des rares secteurs sociaux organisés capable de se mobiliser et d'être présent dans la rue pour dénoncer la violence avec laquelle la police et l'armée ont agi.

Avec la déclaration du couvre-feu pour la ville de Quito, les organisations de femmes ont appelé à ne pas rester silencieuses et ont appelé à un « *cacerolazo* » contre la répression et en soutien du mouvement indigène, ouvrier et populaire – un appel qui a été repris par toute la société de Quito et qui au cours de cette nuit a démontré le rejet des mesures néolibérales et de la répression, exigeant un dialogue sans balles ni mensonges.

La participation active des femmes organisées s'est articulée avec la lutte du mouvement indigène et du peuple parce qu'une grande partie des femmes sont clairement conscientes que la lutte des femmes est aussi une lutte anticapitaliste étant donné que le patriarcat et le capitalisme vont de pair. Ces mesures auront un impact direct sur la vie des femmes, entraînant une augmentation du coût de la vie et des produits de première nécessité. Comme ce sont les femmes qui gèrent l'économie domestique, s'occupent des soins, de la santé, de l'alimentation, ces mesures les appauvriront encore plus.

Face à cette situation, il est important de souligner et de rendre visible la présence des organisations de femmes dans la participation, la mobilisation, la solidarité et la création de réseaux de soutien dans la lutte contre les mesures néolibérales de ce gouvernement. Il est donc nécessaire et urgent de mettre en avant les droits des femmes et de former une coordination nationale de tous les secteurs sociaux qui intègre les droits des femmes dans ses revendications, au-delà des exigences conjoncturelles.

Il est essentiel de souligner la participation et l'action des femmes dans le soutien de cette grève nationale pour la défense de la vie

et contre le capital, et d'exiger qu'elles soient partie prenante de toutes les décisions.

5. Les violences

À l'heure actuelle, à la suite de la répression, il y a huit morts, plus d'un millier de blessés et plus d'un millier d'arrêtés.

Dans ce soulèvement, nous avons vécu divers types de violence dont l'origine et la dynamique doivent être comprises. C'est dans ce domaine qu'il y a eu le plus de confusion, générée par la presse, le gouvernement, certains dirigeants et des politiciens qui se disent de gauche.

La première violence, qui a déchaîné les autres, est celle du gouvernement : une police débridée et incontrôlée, lancée de toutes ses forces contre les manifestants ; des jeunes, des femmes, des indigènes frappés, détenus sans procès, des grenades lacrymogènes éclatant dans les endroits où il y avait des enfants, dans les abris des universités.

La deuxième violence fut celle des manifestants, en défense de leur juste droit à la résistance, à la légitime défense. Symboliquement, ce furent les lances des peuples indigènes de l'Amazonie contre les fusils de police – une inégalité absolue.

La troisième violence, qui a servi de prétexte au gouvernement et à la presse, a été celle de la criminalité, surtout à Guayaquil et dans une moindre mesure à Quito, et très peu dans les autres villes. Dans le cas de Quito, nous avons pu voir une montée de la délinquance dans les rues, à la mi-journée, sans contrôle et sans limites. C'est le produit de la pauvreté, de la décomposition sociale, du manque de travail et de perspectives, de l'isolement des quartiers pauvres de plus en plus marginaux. À Guayaquil, cela montre simplement que vingt ans de domination du social-christianisme n'a rien résolu : les banlieues, la pauvreté, la marginalité et la délinquance continuent.

La quatrième violence est venue de ce qui est le plus inattendu et probablement inconnu des Équatoriens, et que personne ne veut reconnaître, parce que c'est une vérité inconfortable. C'est la violence des bidonvilles qui descendent et envahissent la ville, qui brisent ou détruisent tout sur leur passage, conduits par le désespoir, le manque de réponses, de solutions, d'alternatives. De plus, sans aucune direction politique, sans buts, sans objectifs précis – seulement une furie populaire incontrôlable produite par tant de décennies de pauvreté et d'assujettissement. Bien sûr, ces secteurs doivent être organisés, éduqués, leurs justes luttes doivent être correctement canalisées.

5. Le *Código Orgánico Integral Penal* (COIP, Code pénal organique intégral) est un ensemble de normes juridiques punitives adoptées en 2014, au cours du troisième mandat présidentiel de Rafael Correa. Il comprend 77 nouvelles infractions qui n'existaient pas dans l'ancien Code pénal de 1971.

Par exemple, dans le cas de l'attaque contre Teleamazonas, plutôt que d'incendier et saccager le bâtiment, il aurait été plus utile de forcer ce média à diffuser une proclamation avec des revendications populaires. Le gouvernement, la droite, les chambres, les secteurs de la classe moyenne, ont décrit cette violence comme du vandalisme, de la délinquance et du terrorisme. C'est sur la base d'une telle analyse qu'ils ont imaginé une prétendue manipulation des partisans de Correa. Ce n'est pas qu'ils n'auraient pas voulu le faire, mais ils n'ont pas les forces ni la capacité de le faire. L'essence de cette violence était spontanée et localisée. Elle ne faisait pas partie d'un coup d'État ni d'une stratégie déstabilisatrice.

Enfin, une cinquième violence vient après la lutte : c'est la judiciarisation de la lutte populaire. Le gouvernement, la presse, les chambres, les maires ont déjà annoncé que des procédures judiciaires seront lancées pour établir les responsabilités et les sanctions en cas de destruction des villes, de paralysie et de pillage. Après la répression généralisée, vient la persécution sélective.

6. Convergences et fragmentations du mouvement populaire

Cette convergence des luttes présente certaines différences par rapport aux précédentes, qui s'étaient articulées autour d'un mouvement social : des étudiants dans les années 1970 ; du mouvement syndical dans les premières années de la décennie suivante ; du mouvement indigène entre 1992 et 2002 ; ou du sursaut de la classe moyenne urbaine en 2005. Cependant maintenant, c'est la convergence, difficile et incomplète, d'indigènes et de travailleurs qui a été la colonne vertébrale du mouvement populaire. Une partie des effets des attaques de Rafael Correa contre les mouvements sociaux a été l'affaiblissement de leurs relations mutuelles, l'émergence des soupçons et la prédominance des particularismes. Au cours de ces 11 jours de lutte, la tendance aux rapprochements a été observée mais aussi les limites auxquelles elle est confrontée.

C'est pourquoi le gouvernement, bien que défait, a été capable de faire bouger les lignes, même si cela ne lui a permis que de gagner du temps. Sa tactique a toujours été de diviser la mobilisation en répondant à des demandes particulières : l'augmentation des tarifs a démobilisé les transporteurs. Il a ensuite essayé de séparer les indigènes des travailleurs : à un moment donné, le gouvernement et les médias ont cessé de faire référence aux revendications du mouvement

syndical et se sont concentrés sur l'offre de compensation pour les campagnes. Ils ont d'abord échoué, mais finalement ils ont réussi à séparer les deux acteurs centraux du mouvement populaire dans les dialogues : le dimanche ils ont rencontré les indigènes pour discuter du décret 883 et reporté à mardi un éventuel dialogue avec le mouvement syndical, qui a eu lieu sans la mobilisation populaire massive. En même temps, le gouvernement cherche à séparer les travailleurs publics du reste du mouvement syndical en annonçant sa volonté de revoir les mesures qui les touchent particulièrement : les réductions salariales et les congés payés.

Le gouvernement a ainsi montré sa disposition de négocier des fragments du paquet dans le but de pouvoir appliquer les noyaux centraux du modèle néolibéral : les privatisations et la surexploitation du travail et de la nature. Le temps dira s'il réussit ou non. De même, le temps dira aussi si les mouvements populaires parviennent, après cette journée intense, à reprendre l'initiative et à tisser les indispensables convergences pour faire face aux défis à venir. La construction d'un horizon politique clair et d'un programme d'action est indispensable pour progresser dans cette voie.

Le mouvement a démontré qu'il disposait d'une très grande force, qui lui a permis de se maintenir pendant douze jours et ne montre aucun signe d'épuisement rapide. Au contraire, les mobilisations et les blocages de rues et de routes continuent. Les quartiers populaires sont prêts à retourner en ville ou à prendre le contrôle des quartiers si la lutte continue.

Ce fut la dynamique principale : des vagues de manifestants, des indigènes de tout le pays qui marchent vers Quito, des paysans qui bloquent les routes du littoral, le centre du pays pratiquement paralysé, des manifestes de soutien de nombreux secteurs, des déclarations d'organisations de défense des droits humains, des déclarations du Bureau du médiateur et une gigantesque activité dans les réseaux sociaux.

Ces luttes ont été soit sectorielles, c'est-à-dire que chaque secteur social a sa propre dynamique, soit profondément spontanées. Ce qui a clairement fait défaut, c'est la coordination des luttes et l'élaboration d'une plateforme de lutte plus large. On a pu voir l'incompréhension de la nécessité de recueillir les demandes de tous les secteurs de lutte et de la création d'un centre de communication qui canalise et qualifie la véracité de l'information qui circule, l'absence d'une définition des stratégies et tactiques de la lutte.

Il n'y a pas eu non plus d'initiatives d'organisation populaire et de mouvements soci-

aux, alternatifs et autonomes, qui permettraient à l'avenir de consolider l'issue d'une lutte de cette ampleur. Sans cela, cette lutte peut se dissoudre sans laisser un résidu organisationnel fondamental pour les luttes futures.

Il est également nécessaire de tenir compte de l'avancée significative de la conscience de classe, de la capacité à saisir clairement qui est l'ennemi : ce gouvernement au service des hommes d'affaires, comme dans le cas de Correa, ou ce gouvernement direct des hommes d'affaires, comme le gouvernement actuel. Et leurs soutiens : le patronat, les chambres du commerce et de l'industrie, les gouvernements provinciaux et la presse.

7. Les batailles qui viennent

Ce fut une grande lutte de résistance du peuple contre le gouvernement, le FMI, la bourgeoisie, les partis politiques qui les représentent, la presse, les chambres patronales, le Département d'État nord-américain. Cependant, ce n'est que le premier combat de ce nouveau cycle de batailles sociales et politiques qui s'ouvre en Équateur.

Le mouvement populaire est confronté à des défis majeurs dans l'avenir immédiat, surtout si l'on considère que le gouvernement tentera de diverses manières d'imposer des mesures néolibérales qui favorisent le patronat et frappent le peuple.

Pour cette raison, nous proposons des lignes d'action qui permettent la consolidation des mouvements populaires et qui proposent des objectifs clairs pour le succès obtenu soit consolidé, socialement et politiquement :

- Coordination nationale des luttes populaires qui intègre tous les secteurs qui ont participé au soulèvement, autour de l'alliance CONAIE-FUT.
- Coordination provinciale des luttes populaires, à travers des assemblées populaires et des formes d'auto-organisation selon les traditions locales de lutte.
- Transformer le triomphe social en triomphe politique, à travers une alternative politique propre et une absolue indépendance de classe.
- Développer une plateforme de lutte qui recueille les revendications des mouvements sociaux et des secteurs populaires et avancer vers le mot d'ordre d'un gouvernement alternatif : le gouvernement populaire, auquel participent les peuples indigènes, les travailleurs, les femmes, les jeunes et les quartiers populaires.

Pour un gouvernement populaire ! ■

Équateur, octobre 2019

Chronique et analyse d'une victoire historique du mouvement indigène

Par
Decio Machado*

La fin de l'ère Rafael Correa a été catastrophique par rapport à la gestion effectuée au cours de la première période de sa présidence. C'est là que la société équatorienne a commencé à comprendre l'énorme distance qui sépare la réalité actuelle du pays de l'image forgée par le puissant appareil de propagande du régime, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Au-delà du fait que l'exécutif avait mis sous son contrôle tous les pouvoirs de l'État – ce qui est la logique de tout gouvernement autoritaire – la corruption institutionnelle qui existait historiquement dans le pays a été modernisée et la contestation sociale a été brutalement criminalisée. Plusieurs dirigeants autochtones vivant dans des territoires résistants aux pressions de l'industrie extractive ont été assassinés dans l'impunité la plus absolue, le régime a eu recours à la répression la plus brutale lors de la grève nationale lancée par le mouvement autochtone et les organisations syndicales en août 2015. En ce qui concerne l'économie et la fin du boom des matières premières, Rafael Correa a laissé un pays où les dépenses publiques étaient beaucoup plus élevées que le revenu permanent nécessaire pour le soutenir, ce qui impliquait des réformes structurelles qui ont ouvert au nouveau gouvernement de Lenín Moreno le choix entre des options différentes.

L'investiture présidentielle de Lenín Moreno a eu lieu en mai 2017, alors que la production dans le pays stagnait depuis 2014 et n'a pas été réactivée depuis. Au cours de ces six dernières années, le revenu moyen par

habitant a légèrement diminué (d'environ 20 dollars), « l'emploi adéquat » – selon un euphémisme inventé à l'époque de Correa pour désigner ceux qui perçoivent au moins le salaire minimum (394 dollars) – ne concernant que 37,9 % de la population active.

La détérioration du pouvoir d'achat touche surtout les salariés du secteur privé et les travailleurs indépendants qui, au cours des six dernières années, n'ont pratiquement pas vu leurs salaires augmenter. Néanmoins, sous l'administration de Moreno, 20 ministères ont été supprimés, ainsi que 23 000 postes de fonctionnaires, au nom de la réduction nécessaire d'un État jugé « obèse ». Dans les conditions actuelles de stagnation économique du pays et avec un patronat qui investit dans l'économie nationale bien en dessous de la moyenne latino-américaine, déjà dérisoire, le marché du travail privé n'a pu absorber ces fonctionnaires licenciés, les incorporant dans l'armée de réserve du marché du travail équatorien.

Parallèlement, malgré la stagnation, les banques et autres grands groupes de capitaux opérant dans l'économie équatorienne ont continué à réaliser des millions de profits – comme ce fut déjà le cas pendant la période Correa. Entre 2015 et 2018, les banques ont réalisé des bénéfices de 1,777 milliard de dollars, et 30 grandes entreprises ont atteint à elles seules près de cinq milliards de dollars de profits. Et la répartition très inégale de la propriété foncière s'est maintenue.

Avec une économie dollarisée depuis le début du siècle, qui ne permet aucune souveraineté monétaire, et en l'absence de revenus permanents – malgré les discours propagandistes du régime Correa sur l'industrialisation par substitution des importations et le changement de la matrice productive – la dette a commencé à augmenter démesurément. Entre 2010 et 2019, le montant de la dette par Équatorien a été multiplié par 7, passant de 538,81 à 3 582 dollars ; le paiement des intérêts par Équatorien a été multiplié par 11, passant de 38,31 à 435,29 dollars ; et les dépenses liées à la dette ont été multipliées par 12, passant de

613 millions à 7,4 milliards. En termes comparatifs, les dépenses courantes de la dette (intérêts et remboursements de 7,4 milliards de dollars) représentent presque deux fois le budget de l'éducation (4,97 milliards de dollars) et presque trois fois le budget de la santé (2,88 milliards de dollars).

Ainsi, alors que la propagande de Correa (entre les mains de jeunes technocrates de la communication et de la publicité, apprentis andins de Goebbels) définissait le pays comme « le jaguar latino-américain » sur le terrain économique, la société équatorienne a fini par découvrir que l'Équateur n'était rien d'autre qu'un « paresseux » édenté, vivant des revenus pétroliers dans une économie rentière qui n'avait pu fonctionner correctement que pendant le boom des matières premières.

Les dépenses de consommation, tant publiques que privées, ont donc diminué montrant clairement la détérioration progressive des services publics. Alors que la grande fête rendue possible par les surplus pétroliers prenait fin, il devenait clair qu'au cours de la période Correa il n'y a jamais eu de redistribution des richesses, seulement un transfert des excédents de l'État pour soutenir des politiques de subventions et d'investissements publics dans les infrastructures – une modernisation de l'État capitaliste. Et le moteur de l'économie nationale s'est éteint. Même les importations de machines ont diminué à ce jour, reflétant ainsi la capacité limitée de soutenir la technologie productive dont rêve tellement l'ensemble de l'establishment politique et entrepreneurial du pays. Le ralentissement économique est la conséquence de tout cela.

Ainsi, l'augmentation du déficit budgétaire a été suivie d'une augmentation de l'endettement, suivie de problèmes d'accès au financement, ce qui a commencé à faire baisser les réserves de devises du pays. Étranglé par les crédits internationaux chinois à des taux d'intérêt rappelant l'Avare de Molière, le gouvernement Moreno a décidé de se donner corps et âme au FMI.

Dans ce contexte, l'Équateur de Lenín Moreno, qui jusqu'en mai 2018 (date de

* Decio Machado, ancien conseiller du président Rafael Correa, est membre de l'équipe fondatrice du journal *Diagonal* et collaborateur régulier de divers médias en Amérique latine et en Europe. Il est chercheur associé en Systèmes intégrés d'analyse socio-économique et directeur de la Fundación Alternativas Latinoamericanas de Desarrollo Humano y Estudios Antropológicos (ALDHEA). Nous reprenons cet article de son blog (<https://deciomachado.blogspot.com/2019/10/cronica-y-analisis-de-una-victoria.html>). Traduit de l'espagnol par JM.

nomination de l'actuel ministre de l'Économie et des Finances) n'avait pas de feuille de route économique claire, a décidé de s'adapter aux recettes du FMI pour équilibrer l'économie nationale. En échange de 4,2 milliards de dollars que le FMI doit déboursier sur trois ans et de 6 milliards de dollars de plus de la part d'autres organisations multilatérales, Moreno s'est engagé à entreprendre un ajustement économique dans le but d'atteindre l'équilibre budgétaire et extérieur à court terme, libéralisant l'économie nationale et la rendant aussi flexible que possible, alors qu'à moyen et à long terme il approfondirait le caractère primaire-exportateur, qui a accompagné l'histoire économique du pays. Le discours a été celui qui est appliqué toujours lors des mesures de ce type : « *Nous sommes obligés de demander un sacrifice au peuple équatorien en raison des conditions dans lesquelles nous avons trouvé le pays...* »

Les antécédents de la grève nationale

La grève a commencé le 24 septembre dans la province de Carchi, un territoire périphérique et nettement abandonné par l'État du fait de manque de ressources. Ce territoire, dont le PIB par habitant approche seulement la moitié de celui de Pichincha (la province où se trouve la capitale du pays), n'a reçu que 64 millions de dollars sur les 34 853 millions de dollars du budget général de l'État en 2018. 45 % de sa population voit ses besoins fondamentaux insatisfaits. Avec un taux de « *l'emploi adéquat* » n'atteignant pas les 26 % (contre 37,9 % en moyenne dans le pays), la population de Carchi est descendue dans les rues, coupant les routes, avec les gouvernements municipaux et provinciaux en tête des manifestations aux côtés des syndicats et des mouvements sociaux.

D'abord, le gouvernement a refusé de négocier tant que la grève se poursuivait. Après sept jours de mobilisations continues et alors que l'accès à la frontière principale avec la Colombie était coupé par les manifestants (des centaines de camions étaient bloqués et les denrées périssables qu'ils transportaient pourrissaient), Lenín Moreno a été obligé de négocier avec les grévistes en acceptant une importante partie de leurs revendications. Tout cela non sans une forte répression de la part des forces de l'ordre, à laquelle la réponse populaire a été l'assaut du bâtiment du Gouvernorat dans la ville de Tulcán, capitale de la province, siège du gouvernement central pour le territoire.

La grève de Carchi s'est terminée le 30 septembre, deux jours seulement avant le

début de la lutte à l'échelle nationale. L'arrêt de la grève était dû au fait que les dirigeants de la mobilisation se sont rendu compte d'opérations conduites par des acteurs étrangers à la province et liés à Correa, tentant d'utiliser la mobilisation locale au service d'une stratégie extérieure aux revendications populaires et divisant le mouvement.

Il est à noter que le gouvernement national et surtout son front politique n'ont rien appris des événements de la semaine de barrages routiers et des conflits constants entre la population de Carchi et les appareils répressifs de l'État. Il est évident que le président Lenín Moreno dirige un gouvernement extrêmement faible, sans base sociale et sans intelligence politique. Moins de 16 % de la population déclarent le soutenir, une grande partie de ses ministres ne veulent plus apparaître en public et c'est la ministre de l'Intérieur, Maria Paula Romo, qui gère le front politique du gouvernement. Tout comme Juan Sebastián Roldán, secrétaire particulier du président et porte-parole officiel de l'exécutif, il provient d'une organisation appelée Ruptura de los 25, qui s'est définie il y a des années comme une « *organisation politique moderne et contemporaine* », mais qui fait exercer actuellement par ses jeunes dirigeants la vieille politique.

Si la gestion de la crise de Carchi par les responsables gouvernementaux a été lamentable, que dire de ce qui est arrivé immédiatement après...

La grève nationale

On s'achemina ainsi au 1er octobre, le moment de l'annonce par Lenín Moreno, sur une chaîne de télévision gouvernementale, de ce que les organisations sociales ont défini comme un paquet néolibéral basé sur les exigences d'ajustement budgétaire du FMI : la suppression de l'allocation de carburant (par le décret présidentiel 883), la réduction de 20 % de la masse salariale de tous les contrats à durée déterminée devant être renouvelés dans la fonction publique, la réduction des congés payés annuels des fonctionnaires de 30 à 15 jours ainsi que l'obligation pour les travailleurs des entreprises publiques de verser une journée de leur salaire mensuel au Trésor public. Parallèlement, une série de mesures ont été décrétées, impliquant la flexibilisation du marché du travail, justifiées par la nécessité de mettre en œuvre un modèle adapté aux temps modernes.

Le lendemain, la Confédération nationale indigène de l'Équateur (CONAIE) et d'autres organisations syndicales et sociales du pays ont lancé ensemble l'appel à une grande grève nationale contre les

mesures économiques du gouvernement.

Entre le mercredi 2 et le dimanche 6 octobre, de multiples assemblées populaires ont eu lieu, principalement dans les provinces de forte ascendance indigène, les régions de la Sierra centrale et le territoire amazonien. Parallèlement, des barrages routiers et des mobilisations ont commencé dans différentes localités. Samedi et dimanche, les barrages routiers avaient déjà paralysé tout l'Équateur. De même, à Quito, des étudiants sont descendus dans la rue en solidarité avec l'appel autochtone à l'abrogation du décret 883 et des autres mesures économiques annoncées par le Président de la République. Le gouvernement a répondu par la répression accompagnée d'une déclaration surprise de l'état d'urgence (limitation des droits de circulation, d'association et de réunion, de la liberté d'information, de l'inviolabilité du domicile et de la correspondance).

Manifestement nerveux, le président Lenín Moreno a annoncé cet état d'exception une nouvelle fois sur la chaîne de télévision gouvernementale, où il est apparu entouré de son vice-président, Otto Sonnenholzner (1), de son ministre de la Défense et des principaux chefs des divers corps des Forces armées. À la surprise de la société équatorienne, la diffusion de cette émission de télévision a été faite à partir de Guayaquil, la deuxième ville la plus importante du pays. Le gouvernement national avait quitté la capitale du pays dans la nuit. Ce qui devait être un acte fort avec la déclaration de l'état d'exception est devenu la visualisation la plus palpable de la faiblesse gouvernementale. Le gouvernement avait abandonné le palais du Carondelet craignant que les installations présidentielles ne soient occupées par les manifestants. S'il envisageait une telle possibilité, c'est qu'il pensait que les forces armées pourraient autoriser l'accès aux manifestants, montrant ainsi sa crainte que l'armée équatorienne elle-même pourrait miser sur un changement de commandement dans le pays en raison de l'incapacité avérée du gouvernement.

Le même soir Oswaldo Jarrín, actuel

1. Otto Sonnenholzner est un jeune homme d'affaires sans expérience politique, issu des élites côtières, qui a été nommé à la vice-présidence de la République. Il a remplacé María Alejandra Vicuña, élue à ce poste par l'Assemblée nationale le 6 janvier 2018 puis mise en cause dans une affaire de trafic d'influences et contrainte à quitter la vice-présidence le 6 décembre 2018. María Alejandra Vicuña avait elle-même déjà remplacé à la vice-présidence Jorge Glass, élu d'abord au côté de Rafael Correa en 2013, puis en 2017 au côté de Lenín Moreno en 2017, condamné par la Cour suprême à six ans de prison en décembre de la même année pour avoir perçu 13,5 millions de pots-de-vin de l'entreprise de BTP brésilienne Odebrecht.



ministre de la Défense – qui avait qualifié en 2012 de « *fondamentalisme idéologique* » la décision du gouvernement Correa de ne plus envoyer ses officiers à l'École des Amériques (2) – a menacé d'employer des armes meurtrières si les protestataires occupaient des bâtiments « *stratégiques* ». Il l'a répété plusieurs fois au cours des jours suivants. Mais les mobilisations se sont poursuivies au niveau national.

Le lundi 7 octobre, des colonnes de milliers de manifestants des provinces indigènes ont commencé à arriver à Quito. Les entrées de la capitale étaient fortement surveillées par des contingents d'opérations spéciales de la police nationale. Malgré cela un nombre croissant de manifestant-es indigènes sont entrés à Quito, non sans de fortes altercations, en mettant même le feu à des chars et des voitures de police. Il y a eu des centaines d'arrestations et de blessés.

Malgré la campagne de peur organisée par des conservateurs sur les réseaux sociaux, l'arrivée des indigènes a suscité une grande vague de solidarité dans les quartiers populaires de la périphérie de Quito. Les indigènes se sont rassemblés à El Arbolito, un parc central de la capitale équatorienne, où se sont déroulés des épisodes historiques qui ont fini par renverser plusieurs gouvernements au cours de la décennie d'instabilité politique qui a précédé l'arrivée de Rafael Correa au palais présidentiel.

Les mardi 8 et mercredi 9 octobre, de nombreux groupes indigènes ont continué

d'arriver dans la capitale, tandis que dans le reste du territoire national, diverses installations gouvernementales ont été occupées par eux, des barrages routiers ont été maintenus et même des puits de pétrole dans la région amazonienne ont été occupés et leur pompage stoppé. Le jeudi soir, le dernier groupe d'un millier d'indigènes est arrivé dans la capitale des territoires amazoniens.

Le cri était unanime dans tout le pays : « *La mobilisation continuera tant que le gouvernement national n'abroge pas le décret 883 et le paquet néolibéral.* » À Quito pendant ce temps les mobilisations se poursuivaient malgré l'intensification progressive de la répression policière. Dans les territoires indigènes et même dans la capitale, les protestataires ont procédé à des arrestations de policiers et de militaires, les remettant ensuite aux autorités sans dommages ni blessures. Parallèlement, les arrestations et les emprisonnements de manifestants ont dépassé le millier, il y a eu plus de 500 blessés et on comptait cinq morts à la fin de la journée du 12 octobre. Certains militaires arrêtés par la population ont été forcés de porter les cercueils des indigènes assassinés au cours de la mobilisation – « *ils portaient ainsi le poids de leurs meurtres* ».

Deux phénomènes intéressants se sont produits dans la capitale équatorienne : d'une part les faiseurs d'opinion sur twitter, divers médias et des journalistes tentaient de discréditer le mouvement des indigènes sur les réseaux sociaux ; d'autre part, dans la vie réelle, la solidarité avec les manifestants indigènes sautait aux yeux. Alors que les réseaux sociaux restent un espace pour les élites du fait de la très faible démocratisation numérique, les étudiants de toutes disciplines, notamment la médecine et les soins infirmiers, pratiquaient quotidiennement les soins médicaux aux blessés sur les campus universitaires. En même temps, dans la capitale, beaucoup de gens fournissaient des cou-

vertures, des vêtements, des chaussures, de la nourriture et de l'eau dans les locaux où dormaient les nouveaux arrivants. Enfin, plusieurs médias alternatifs ont été créés pour couvrir les mobilisations qui étaient criminalisées dans les médias traditionnels. Un Quito solidaire des oubliés de l'histoire s'est vu confronté à un Quito dominant dans le monde numérique, plein de préjugés et doté d'une stratégie visant à criminaliser les membres les plus pauvres de la société équatorienne. Cela signifie que la stratégie consistant à opposer les citoyens blancs aux habitants « *cuvrés* » des zones rurales du pays n'a pas fonctionné, tout comme elle n'a pas réussi à effrayer les classes aisées de Quito en agitant un affrontement avec les pauvres venus d'ailleurs. Selon le sondage de Cedatos – qu'on ne peut soupçonner d'être de gauche – 76 % des Équatoriens soutiennent la revendication indigène d'abrogation du décret 883.

Les mobilisations ont été infiltrées par des groupes qui ne venaient pas en réponse à l'appel des mouvements sociaux. Il y avait d'une part des bandes criminelles venues piller et voler et des groupes organisés de sensibilité politique pro-Correa ; mais il y avait aussi des habitants des bidonvilles qui revendiquaient non seulement le retrait des mesures économiques gouvernementales, mais la chute du gouvernement. Cela a été source de chaos à plusieurs moments de la mobilisation.

À plusieurs reprises la CONAIE s'est dissociée de ces actes de vandalisme, formant même une garde indigène qui a mis de l'ordre dans les manifestations dans la capitale. La foule n'appartenant pas aux mobilisations organisées par les mouvements sociaux a été contrainte de rester en dehors des zones de manifestations, finissant par mettre le feu à l'immeuble de l'institution suprême de contrôle fiscal, la Contraloría General del Estado, où sont conservés les dossiers des enquêtes sur les complots de corruption institutionnelle qui ont eu lieu pendant la décennie de la présidence de Rafael Correa. Cet attentat aurait bénéficié de la passivité des forces de l'ordre.

Le Gouvernement qui avait répété à maintes reprises qu'il ne discuterait pas du décret 883, a été obligé d'accepter d'en débattre le contenu avec les mobilisés dans l'après-midi du 12 octobre. Quelques heures auparavant, le mouvement des femmes de Quito était descendu dans la rue avec les femmes indigènes, déclarant que María Paula Romo, la ministre de l'Intérieur qui se définit comme une féministe, était responsable de la répression et avait trahi le mouvement des femmes.

L'annonce que la CONAIE réunissait ses

2. L'École des Amériques pour la coopération de sécurité (*Western Hemisphere Institute for Security Cooperation, WHINSEC*), anciennement nommé École des Amériques, est un centre d'enseignement militaire créé en 1946, géré par le département de la Défense des États-Unis et situé depuis 1984 à Fort Benning en Géorgie après avoir longtemps été situé à Fort Gulick au Panama. Elle est célèbre pour avoir enseigné aux militaires latino-américains les doctrines de contre-insurrection et inculqué une idéologie anti-communiste.

dirigeants pour analyser la proposition de dialogue de Lenin Moreno, exigeant des garanties minimales (négociation dans un lieu indépendant sous les auspices de la Conférence épiscopale et de l'ONU) ainsi que des négociations publiques retransmises par les médias, a encore accru l'agitation dans les rues de la capitale. Divers groupes incontrôlés, impulsés par des acteurs extérieurs à la mobilisation, ont semé le chaos partout dans la ville.

Devant l'incapacité du ministère de l'Intérieur à le gérer, l'appareil militaire a fait pression sur le président Lenin Moreno pour qu'il décrète un couvre-feu. À partir de 15 heures, la circulation a été interdite dans les rues et les quartiers où les indigènes s'étaient rassemblés pour se dissocier des sources d'instabilité. Ils et elles ont été encerclés par les appareils répressifs. Dans les universités, les étudiants ont été contraints de constituer des chaînes humaines face à l'armée et à la police, s'interposant pour défendre les indigènes qu'ils avaient accueillis.

Le mouvement indigène a immédiatement dénoncé l'activité des groupes pro-Correa dans ces émeutes. Dans la soirée, la CONAIE a publié un communiqué reconnaissant la volonté poignante et infatigable du peuple équatorien de lutter contre le retour des politiques néolibérales dans le pays, tout en dénonçant la décision de l'État de continuer à assassiner les personnes indigènes et autres dans la rue pour vaincre la mobilisation. En même temps la CONAIE s'est engagée à soutenir la mobilisation au niveau national, rejetant toute intention de discrediter la lutte historique en cours.

La nuit s'est terminée avec un impressionnant concert de casseroles qui a touché toute la capitale. Certains exigeaient la paix, d'autres l'abrogation des mesures économiques mises en place par le gouvernement, mais dans les deux cas, la population de la capitale a dit haut et fort au président de la République ses critiques contre la gestion gouvernementale.

Dans l'après-midi du dimanche 12 octobre, une table ronde a été organisée entre les différents dirigeants sociaux avec à leur tête les peuples et nationalités autochtones et le gouvernement. Pour que ces « *tables pour un accord de paix* » puissent avoir lieu, le gouvernement a été contraint au préalable de satisfaire les exigences des indigènes : le débat était retransmis en direct par diverses chaînes de télévision et se déroulait dans un lieu neutre – un complexe hôtelier à la périphérie de la ville – sous les auspices de l'ONU et de la Conférence épiscopale équatorienne.

Après trois heures de débat, le peuple équatorien a assisté à un épisode inhabituel.

La CONAIE a dit au président Moreno que s'il voulait vraiment la paix, il devait retirer le décret 883. Sinon, la mobilisation serait maintenue à Quito et dans tout le pays. Le président Moreno et ses ministres finirent par accepter. À Quito et dans tout le pays, la nuit s'est transformée en une fête au cours de laquelle les militaires, les policiers et la population se sont embrassés sur chaque barricade de Quito, sur des barrages routiers dans tout le pays et dans les bâtiments publics occupés. La CONAIE a annulé la grève nationale en direct au cours de la même retransmission.

Analyse finale

Le renversement de l'actuel gouvernement n'était pas à l'ordre du jour du mouvement indigène, des syndicats et des organisations sociales qui soutenaient la grève. La gauche sociale – et aussi politique – n'avait rien à gagner à ce moment avec le départ de Lenin Moreno du palais présidentiel.

La convocation d'élections anticipées en ce moment ne permettrait rien d'autre que l'arrivée au pouvoir d'une droite encore plus réactionnaire ou des partisans de Correa. Dans les milieux les plus protestataires parmi tous ceux qui composent le tissu des mouvements sociaux équatoriens, principalement chez les Indiens et les femmes, les deux options sont considérées comme pires encore que le maintien du gouvernement actuel en dépit sa droitisation constante.

De son côté, le courant Correa, avec un projet politique qui vise à déstabiliser le gouvernement actuel pour obtenir la convocation d'élections anticipées, a démontré au cours de ces mobilisations que sa stratégie est basée sur une politique de la terre brûlée. Face à un gouvernement qui, à la mi-journée du samedi 11 octobre, était sur le point de céder sur le décret 883, objectif fondamental de la mobilisation, il a choisi de provoquer le chaos à Quito pour gagner sur son projet électoral. Comme il a déjà tenté de le faire dans la province de Carchi, il a voulu casser la stratégie de ceux qui ont impulsé la grève nationale. De l'extérieur du pays, Rafael Correa a tenté de jouer un rôle dans un mouvement qu'il avait lui-même criminalisé et réprimé pendant la décennie de son gouvernement.

La droite est divisée en ce qui concerne la politique institutionnelle. Une partie a soutenu Lenin Moreno pendant son mandat, tandis que l'autre s'est déclarée ouvertement opposée, bien que pendant cette crise elles se soient unies contre le mouvement indigène. Pour le secteur des affaires, Moreno n'est rien de plus qu'une

tête de pont. Il est le leader qui doit appliquer des politiques impopulaires pour que leur coût politique et social ne retombe pas sur son futur remplaçant. Les courants conservateurs, conscients que la faiblesse du gouvernement leur permet d'aspirer au pouvoir en février 2021, une fois la normalité rétablie, vont immédiatement se démarquer du président, étant entendu que se déclarer proche de l'actuel gouvernement ne donne pas la moindre chance de gagner les prochaines élections.

La nouvelle génération de politiciens équatoriens, qui prétendaient remplacer l'ancienne droite nationale, s'est aussi brûlée dans la gestion de cette crise. Ces personnalités ayant des aspirations politiques évidentes, comme María Paula Romo, Juan Sebastián Roldán ou Otto Sonnenholzner lui-même, ont montré des lacunes notables dans l'administration de l'État dans une situation comme celle-ci, avec peu de chances de modifier l'image négative qu'ils ont dans la société équatorienne.

Parallèlement, la crise actuelle a mis en lumière certains problèmes de nature structurelle qui dominent l'État équatorien depuis la constitution de la République : l'ancienne matrice coloniale, le racisme et une injustice sociale révoltante fondée sur une structure de classe marquée sont toujours en vigueur. En Équateur, 42 % de la population indigène vit dans des conditions de pauvreté, 18 % dans des conditions d'extrême pauvreté et seulement 3 % de cette catégorie sociale possèdent un diplôme universitaire.

Ce triomphe du mouvement indigène dans le cadre des organisations sociales s'oppose à une gauche politique et institutionnelle de plus en plus vieillissante et incapable de générer la moindre étincelle d'attraction dans la société équatorienne. Alors que le mouvement indigène voit apparaître une nouvelle génération de jeunes dirigeants ayant de grandes qualités organisationnelles pour de futures luttes revendicatives, la gauche politique et institutionnelle continue de s'accrocher à un discours du siècle dernier et est dirigée par des leaders peu enclins au changement.

Le triomphe indigène conduit par de nouvelles structures de direction, ainsi que des dirigeantes potentielles parmi les jeunes militantes du mouvement des femmes, nous permet d'entrevoir avec optimisme un horizon dans la lutte pour l'émancipation des peuples dans ce petit pays andin. En parallèle et à sa droite, nous voyons un gouvernement faible et vaincu qui aura de sérieuses difficultés à gérer le pays jusqu'aux élections de février 2021. ■

Quito, le 14 octobre 2019

Des clés pour comprendre

Par
Norman Antonio Boscán*

La crise actuelle commence en 1983 avec le « *vendredi noir* ». Autrement dit, la crise du régime bourgeois au Venezuela dure depuis 1983. Pour le comprendre, il faut recourir à l'outil d'analyse qu'est l'histoire.

La bourgeoisie vénézuélienne est d'un genre particulier – sui generis. Elle s'est constituée depuis 1936 autour de la concurrence pour la rente pétrolière. Entre 1908-1935, sous la dictature militaire, il y a un bradage quasi total de l'industrie pétrolière au capital étranger, mais cela se fait sous la forme de concessions à des Vénézuéliens ou des « *hommes de paille* » par l'intermédiaire de fonctionnaires locaux. Les bénéfices générés par ce mécanisme suscitent l'intérêt de secteurs locaux qui commencent à s'organiser pour renverser la dictature et entrer dans le négoce pétrolier.

La « *génération de 1928* » n'est rien d'autre que l'expression politique de cette réalité. Un secteur commence à se rapprocher de la social-démocratie (ce qui sera ensuite *Acción Democrática*), un autre du libéralisme (qui deviendra *Unión Republicana Democrática*) et le dernier de la démocratie chrétienne (avec le COPEI). En clair, la bourgeoisie vénézuélienne et ses représentations politiques se constituent autour de la rente pétrolière. Le pétrole et l'industrie pétrolière organisent le champ de

la lutte des classes.

Les représentations politiques de la bourgeoisie émergente (qui seront ensuite AD, le COPEI et l'URD) accéléreront l'organisation de leurs forces politiques et syndicales (AD forme le syndicat des enseignants et d'autres structures), alors que le PCV organise le mouvement des ouvriers du pétrole et lance la première grève pétrolière du pays, faisant éclore le prolétariat comme sujet social dans le pays. Selon l'orientation du Komintern, le PCV aura un rôle de contrôle de la classe ouvrière, jusqu'à ce qu'il commence à perdre rapidement son influence dans les années 1950.

De 1936 à 1958, alternent des gouvernements démocratiques bourgeois et des coups d'État incessants, à cause du manque de capacité de négociation politique des nouvelles représentations partidaires, malgré leur évidente soumission aux intérêts du capital international. Toute l'instabilité tournait autour de la manière dont était préservée la relation du gouvernement avec l'alliance entre le capital international et la bourgeoisie nationale autour de l'industrie pétrolière.

Ce qui caractérise le Venezuela, c'est que la bourgeoisie nationale n'est pas en concurrence pour la production de pétrole, mais qu'elle s'organise autour de la rente. Elle se contente des surplus qui lui sont laissés :

- 1 le montant du pourcentage minimum qui lui est octroyé surtout par les compagnies nord-américaines pour sa médiation dans l'obtention des concessions pour l'extraction et l'exportation du pétrole brut ;
- 2 les licences pour l'importation d'aliments, de biens et de services ;
- 3 les licences pour le montage de fabriques d'assemblage ;
- 4 dans ces deux derniers cas, un complément par l'octroi gouvernemental de devises provenant des prébendes pétrolières offertes à des prix préférentiels (le dollar à un prix préférentiel) ;
- 5 les facilités pour l'achat de terres, générant de nouveaux latifundia utilisés comme valeurs sur le marché.

L'importation d'aliments est une partie



centrale de la stratégie de constitution de la bourgeoisie, mais cela entre en conflit avec l'importante production agricole existant à cette époque. La majorité des acteurs politiques associés à la restructuration bourgeoise impulsent un discours présentant la ville comme le synonyme du progrès, alors que la campagne ce serait l'inculture, la barbarie et le retard. Ils visent ainsi à promouvoir la migration massive des paysans vers la ville, l'abandon de la terre pour lui faire perdre sa valeur nominale sur le marché et la chute de la production agricole pour faciliter la constitution d'une demande de nourriture justifiant les importations. Cette dynamique a créé rapidement une frange de bourgeoisie spéculative importatrice, alimentée par l'accès aux dollars préférentiels provenant du pétrole.

Bien qu'elles aient construit un langage idéologique, les représentations politiques bourgeoises entre 1936 et 1958 n'ont pas gagné la confiance des États-Unis en matière pétrolière. Raison pour laquelle les tentatives d'ouverture démocratique durant cette période étaient interrompues par des dictatures. Celui qui réussit le mieux à comprendre les discours qu'il fallait construire et les imaginaires qu'il faudrait socialiser dans la nouvelle étape pour représenter alors la bourgeoisie fut Rómulo Betancourt, dirigeant d'AD. Il se profilait déjà comme théoricien et propagandiste contre le danger communiste continental et national. À cette époque, il écrit deux ouvrages clés, avec la claire intention de montrer aux Nord-Américains qu'un gouvernement qu'il dirigerait respecterait et élargirait la dépendance de l'industrie pétrolière envers le capital international. La révolution démocratique-bourgeoise (1958), accompag-

* Norman Antonio Boscán, analyste, militant chaviste critique a quitté Marea socialista en juillet 2016 pour former la Liga unitaria chavista socialista (LUCHAS, organisation ayant un statut d'observateur dans la IV^e Internationale). L'article que nous publions ici est une version abrégée de deux très longs articles qu'il a écrit : « *Después del 23F. Claves para entender lo que pasa en Venezuela* » (publié par [aporrea.org](https://www.aporrea.org/actualidad/a276719.html) le 5 mars 2019, <https://www.aporrea.org/actualidad/a276719.html>) et « *¿Contradicciones interimperialistas? Las ilusiones sin fundamento del chavismo popular rebelde* » (publié par *Correspondencia de Prensa* le 9 mai 2019, <https://correspondenciadeprensa.com/2019/05/09/venezuela-contradicciones-interimperialistas-las-ilusiones-sin-fundamento-del-chavismo-popular-rebelde-norman-antonio-boscan-i/>). Traduits de l'espagnol par H.P. Renk, abrégé par J.M.

née de la réapparition des rébellions populaires, fait de Betancourt le président du pays (1959-1964) et inaugure le cycle de la démocratie bourgeoise représentative.

De 1958 à 1978, la bourgeoisie vénézuélienne se restructure et se consolide, autour du conflit pour les dollars provenant de l'industrie pétrolière. La promotion systématique de l'exode rural s'intensifie, l'importation de produits alimentaires et d'autres marchandises croît rapidement, la terre commence à être achetée comme un titre, une rente plus que pour la production. L'importation est le nœud de la restructuration capitaliste à cette étape.

La hausse des prix du pétrole et l'aspiration des fonctionnaires, des dirigeants et de la bourgeoisie émergente à s'approprier la rente pétrolière, en éliminant toute possibilité de croissance hors de ce cadre, entraîne la nationalisation du pétrole en 1976. Le secteur bourgeois fonctionnant autour de cette nationalisation tente de se lier au capital transnational, mais il n'a pas les capacités de concurrence. À nouveau, il s'assume en tant qu'acheteur de parts pour assembler des produits dans le pays, plus que comme associé minoritaire dans des entreprises et des multinationales capitalistes. Ce modèle s'avère utile et efficace dans le monde capitaliste du moment.

La restructuration capitaliste des années 1980, qui se présente sous la forme de la mondialisation néolibérale, a besoin de bourgeoisies nationales liées au capital transnational comme associées et non plus comme simples clients. L'effondrement de l'URSS était inéluctable et la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'Internationale socialiste s'accordent, chacune avec son langage, sur la nécessité de promouvoir en Amérique latine une réforme de l'État, pour permettre une restructuration capitaliste et ainsi ouvrir la voie à l'intégration des bourgeoisies nationales au capitalisme transnational.

Caractérisation de l'étape

La crise des prix du pétrole se produit au début des années 1980 et avec elle la première grande dévaluation de la monnaie vénézuélienne, ouvrant l'étape de la crise bourgeoise commencée en 1983 et qui se poursuit encore.

La bourgeoisie vénézuélienne s'organise en deux grands blocs. Le premier, regroupé autour de l'association patronale *Fedecámaras*, est l'expression du lien avec l'industrie pétrolière et le négoce des importations. Le second, regroupé dans *Pro Venezuela*, exprime les tentatives d'un

secteur pour monter des usines d'assemblage dans le pays et, dans de rares cas, d'innovation technologique propre (par exemple l'industrie alimentaire *Polar*, avec la farine de maïs précuite). Ce second secteur participe à la concurrence pour la rente pétrolière, mais il tente de créer une production nationale en l'utilisant.

Un secteur de la gauche construit un discours selon lequel *Pro Venezuela* incarnerait la bourgeoisie nationale. Il propose des alliances avec ce secteur et va même jusqu'à faire entrer dans la direction de leurs partis des capitalistes membres de *Pro Venezuela*. L'extrême gauche, en cours de pacification, fondamentalement d'origine maoïste, va peu à peu assimiler ce discours.

En 1983, la chute des prix du pétrole fait entrer en crise le modèle rentier de l'ordre bourgeois. Il n'y a pas suffisamment d'argent pour alimenter la bourgeoisie parasitaire. La bataille commence à s'exprimer dans les débats autour des représentations politiques de AD et du COPEI. Le *Movimiento Al Socialismo* (MAS, qui avait scissionné du PCV dans les années 1970) s'assume ouvertement comme la représentation la plus importante de la bourgeoisie nationale, et d'autres courants comme *Causa R* se tourneront progressivement vers ces définitions.

Les médias deviennent les arbitres de la réforme de l'État et les propagandistes de la crise d'efficacité et de légitimité des partis politiques. Il était évident que les États-Unis cherchaient à affaiblir le rôle de AD et du COPEI, afin d'impulser l'agenda néolibéral (éliminer les droits sociaux, très importants au Venezuela) et produire une intégration des bourgeoisies locales au capital transnational. L'affaiblissement de AD et du COPEI faisait partie de la stratégie de restructuration bourgeoise.

Le conflit pour la rente pétrolière a éliminé d'importantes conquêtes sociales, d'autres comme les retraites sont devenues dérisoires. La classe travailleuse du Venezuela a gravement souffert des conséquences de la restructuration bourgeoise en cours.

Avec l'aval du capital transnational et des États-Unis, l'Internationale Socialiste promeut Carlos Andrés Pérez pour lui faire jouer le rôle de fer de lance dans la restructuration bourgeoise. Mais l'AD et le COPEI s'unissent pour affronter le liquidateur de leurs intérêts.

Pour le peuple, la situation devient insupportable et, les 27 et 28 février 1989, se produit l'insurrection urbaine de Caracas – le « *Caracazo* ». Cet événement approfondira la crise de restructuration bourgeoise initiée en 1983, et c'est le début du

cycle bolivarien de cette crise. Peu de temps après, l'URSS se désintègre et la démoralisation s'empare quasiment de toute la gauche.

Les insurrections militaires de février et novembre 1992 ont lieu avec Chávez comme dirigeant visible. Les militaires insurgés représentent un mélange de tous les discours de l'époque : nationalistes, anti-partis, opposés à la domination étrangère, avec des sympathies pour la gauche. Certains analystes signalent que des secteurs du social-christianisme ont joué un rôle d'encouragement aux tentatives putschistes pour approfondir la crise et faciliter la réorganisation bourgeoise. Cela approfondit la crise de gouvernabilité. Le Parlement tente de résoudre la crise en formant une nouvelle direction politique : Carlos Andrés Pérez est destitué et Ramón J. Velásquez est élu comme président de transition.

Dans sa prison, Chávez se transforme en une référence éthique et politique pour les secteurs populaires. La classe ouvrière et plus généralement le peuple, qui avait porté sur ses épaules le poids de la crise de restructuration bourgeoise, commence à faire de Chávez son représentant politique en même temps que sa combativité dans les rues augmente. Un phénomène anthropologique inédit apparaît : il y a deux Chávez, celui de l'image construite par le peuple et qui a chaque jour davantage d'attributs rebelles, révolutionnaires et socialistes, et le Chávez dans la prison de Yare, courant derrière cet imaginaire, avec la claire intention de l'assumer.

Mais la majorité de la gauche regarde d'un autre côté. En 1993 il y a deux candidatures croyant en un triomphe électoral : celle de Rafael Caldera (dirigeant social-chrétien et fondateur du COPEI, appuyée notamment par le MAS et le PCV), et celle de Andrés Velásquez (syndicaliste lié au patronat, de *Causa R* avec des représentations de la dite bourgeoisie nationale dans ses rangs). La majorité de la gauche (du MAS au PCV, ainsi qu'une bonne partie des bases de l'extrême gauche) appuie Caldera au sein d'un pacte de partis et petits groupes appelé « *el chiripero* » (1). Elle considère qu'il sera impossible de défendre l'idée socialiste pendant des décennies.

À sa sortie de prison en 1994, Chávez commence à agglutiner le mécontentement accumulé par le peuple à cause de la crise sociale et économique ayant débuté en

1. La dénomination de « *Chiripero* » faisait référence à la *chiripa*, un petit cafard qui vit dans les ordures accumulées dans les foyers des grandes villes. Car ce regroupement était composé de petits partis et groupes, caractérisés par l'hétérogénéité des idéologies coexistantes.

Venezuela

1983. Des secteurs de la bourgeoisie nationale voient en Chávez un possible Torquemada (2) leur permettant de faire les réformes. La gauche anticapitaliste voit la nouvelle situation comme une brèche d'où peut surgir la révolution socialiste. Chávez se transforme ainsi en un arc-en-ciel. Les élections présidentielles de 1998 le mèneront au fauteuil du palais de Miraflores.

Après sa sortie de prison, Chávez présente l'*Agenda alternatif bolivarien* (ALB), dont ressortent trois éléments :

- ❶ la notion de capitalisme humain ;
- ❷ l'intention de réorienter le rôle de l'industrie pétrolière comme organisateur de l'économie et de la politique vénézuélienne ;
- ❸ la décision de reconstituer et d'élargir l'agenda social détruit depuis le début de l'étape de la crise bourgeoise ouverte en 1983.

La candidature électorale de Chávez a l'ambivalence de représenter deux possibilités de sortie de la crise qui a débuté en 1983. L'une, par la droite, de reconstitution bourgeoise et l'autre, par la gauche, d'élargissement des droits de la classe ouvrière et de garanties sociales pour le peuple. Chávez ne veut pas construire le socialisme, mais il n'est pas un phénomène personnel, il exprime le courant historique pour la transformation sociale, l'esprit insoumis du 27 février 1989 et les rêves de justice sociale. Il est un lien avec le peuple mais son récit commence à montrer qu'il est prisonnier de la supposée existence et opportunité d'une bourgeoisie nationale – qui n'est en réalité qu'une des fractions en lutte pour la rente

pétrolière. Cette bourgeoisie accompagne Chávez de près à travers Luis Miquilena (3), mais aussi à travers des organisations de gauche, de défense des droits humains, des mouvements sociaux.

Plongée dans une profonde crise d'identité face à la perte de l'horizon socialiste, la gauche voit en Chávez une planche de salut. Sa majorité avait déjà appuyé un social-chrétien ou un syndicaliste lié au patronat. Pour sa part, la gauche radicale appuie Chávez tout en étant consciente de cette réalité et en plaidant pour une radicalisation du processus produit par l'insurrection des masses en février 1989.

Il est impossible de distinguer qualitativement les périodes de Chávez et de Maduro, parce que ces deux périodes expriment les tensions dans la lutte des classes, au milieu d'une crise de l'ensemble du régime bourgeois commencée en 1983 et pas encore conclue, en vertébrant la restructuration sui generis ayant commencé en 1999.

La période Chávez

Depuis le lancement de la candidature présidentielle de Chávez (1996), son grand conseiller économique est Luis Miquilena et sa référence en matière pétrolière Bernard Mommer. Pour pouvoir concrétiser son éclectique programme de gouvernement, Chávez a besoin d'une modification de la Constitution, raison pour laquelle il brandit le drapeau du processus constituant. Miquilena vient de la fraction politique bourgeoise liée à l'URD (*Pro Venezuela*), tandis que Mommer a un passé gauchiste (des liens très étroits avec le *Partido de la Revolución Venezolana*, scission du PCV, qui a existé au cours des années 1970 et 1980).

L'orientation bourgeoise de Miquilena se reflète dans les quatre axes de l'*Agenda alternatif bolivarien*, à savoir :

- ❶ la décision politique de mettre fin au Pacte de Puntofijo (conclu entre *Fedecámaras*, AD, le COPEI et la CTV) et commencer une restructuration de la relation politique de la bourgeoisie avec l'État et ses représentations politiques ;
- ❷ le développement d'un capitalisme humain pour satisfaire les aspirations sociales des millions de Vénézuéliens frappés par la crise bourgeoise ouverte en 1983 ;
- ❸ la réorganisation de la propriété de la terre, qui était une forme de titrisation du capital spéculatif bourgeois provenant de l'importation grâce à des devises émanant de la rente pétrolière ;
- ❹ la restructuration politique et sociale basée sur le pétrole, en donnant une conti-

nuité à son rôle directeur ouvert en 1936.

Sur ce dernier aspect, Chávez signalera dans l'*Agenda alternatif bolivarien* : « *La base productive fondamentale du modèle d'accumulation et de développement du Venezuela continuera d'être, au moins durant les premières décennies du siècle prochain, le pétrole* ».

Ce qui au premier moment passe inaperçu, c'est la tentative d'un nouveau secteur de se constituer en riches – pas en bourgeois au sens propre – par l'accès à la rente pétrolière grâce à deux mécanismes : l'octroi de dollars préférentiels et la corruption. Le problème, c'est que les majorités populaires exercent toujours davantage une pression en faveur d'un gouvernement porteur de libertés et d'un programme social, faisant le choix du chavisme comme leur représentation contre les vieilles bourgeoisies de *Fedecámaras* et de *Pro Venezuela*.

Le cheval de Troie de la fraction politique (dénommée *Esperanza Patriótica*) voulant se constituer en nouvelle bourgeoisie hégémonique était représenté entre autres par Mommer et des secteurs liés au *Partido de la Revolución Venezolana* disparu, spécialement Rafael Ramírez (qui sera ensuite et durant presque toute la période de Chávez ministre du Pétrole et président de PVDISA, la compagnie pétrolière d'État).

Miquilena représentait les intérêts de la vieille bourgeoisie nationale regroupée dans *Pro Venezuela*, qui a duré de 1958 à 1999. D'autres fractions politiques en provenance du maoïsme (particulièrement *Bandera Roja* et *Organización de Revolucionarios* dont la *Liga socialista* était la façade légale), du MAS, du *Movimiento de la Izquierda Revolucionaria* (MIR, à cette époque éloigné de son idéologie socialiste initiale) et de la dissidence de la *Causa R* étaient en compétition pour accéder à une part du butin de la restructuration.

Les militaires nationalistes qui appuyèrent les insurrections de 1992 (le 4 février et le 27 novembre) n'étaient pas socialistes mais visaient une restructuration bourgeoise de caractère nationaliste avec une politique sociale. Pour la majorité de ces militaires, il semblait logique que l'État suscite la création d'une nouvelle bourgeoisie nationale protégée par lui.

Les rares secteurs anticapitalistes au sein des forces armées voyaient dans le « *Cara-cazo* » de février 1989 et dans les soulèvements militaires de 1992 une possibilité d'ouvrir la voie à une situation révolutionnaire avec Chávez au pouvoir.

Chávez gagne les élections et devient Président en février 1999. Conformément à

2. Tomás de Torquemada (1420-1498), connu pour son austérité, sa dévotion et son érudition, il devint confesseur de la princesse Isabelle, devenue reine de Castille en 1474. Il refusa les postes honorifiques qui lui étaient proposés et se contenta d'une fonction de conseiller des souverains. En grande partie à son instigation, ceux que l'on surnomma « *les rois catholiques* » décidèrent de mener une politique religieuse coercitive, au nom de l'unité de l'Espagne. Il occupa la fonction d'Inquisiteur général d'Espagne pendant 15 ans jusqu'à sa mort, s'acquittant de sa mission avec un zèle redoutable et une détermination implacable. Sous son autorité, environ 100 000 cas non juifs sont examinés par l'Inquisition espagnole et 2 000 condamnations à mort prononcées. En 18 ans Tomas de Torquemada a condamné personnellement 9 000 juifs à être brûlés vifs et 7 000 à être exhumés pour qu'on brûle leurs cendres.

3. Luis Miquilena (1919-2016), politicien, syndicaliste, éditeur et entrepreneur, a rejoint le PCV à l'âge de 14 ans et a rompu avec en 1946 pour créer l'éphémère Parti révolutionnaire du prolétariat, a signé le pacte de Puntofijo en 1958 et devint député de l'URD en 1961. Abandonnant ensuite l'activité politique durant 30 ans, il s'est lié à Hugo Chávez au cours des années 1990, élu sénateur en 1998 a fait partie des plus proches conseillers du nouveau président et a été ministre de l'Intérieur et de la Justice (1999, puis 2001-2002) et président de l'Assemblée constituante (1999). À rompu avec Chávez en 2002.

sa promesse, il convoque le processus constituant afin de créer un nouveau cadre constitutionnel rendant possible la restructuration à laquelle il s'était engagé. Beaucoup de ceux qui accusent aujourd'hui Maduro d'impulser des politiques capitalistes étaient de virulents défenseurs de Chávez ou avaient une position d'accompagnement critique, alors qu'ils savaient que Chávez était un restructurateur du modèle bourgeois. La gauche anticapitaliste nourrissait l'illusion que cela pourrait déboucher sur un processus révolutionnaire partant du peuple, dans le style de l'émergence des masses en 1989.

L'Assemblée constituante crée une nouvelle *Carta Magna* (1999), approuvée par référendum – un cadre juridique pour commencer la restructuration bourgeoise mais également pour une politique sociale comme prémisses de résolution de la crise initiée en 1983. Les premières lois sectorielles importantes concernent la gestion de l'industrie pétrolière et la propriété de la terre.

La vieille bourgeoisie, regroupée dans *Fedecámaras* et représentée par AD et le COPEI, se rend compte que cette restructuration va l'éloigner de la gestion de la rente pétrolière et affecter ses intérêts économiques et politiques. Par conséquent, elle commence à conspirer au travers de ses contacts à Washington. La bourgeoisie nationale *Pro Venezuela*, dont Luis Miquilena et le *Movimiento Al Socialismo* (MAS) sont les faces les plus visibles, rejoint le secteur conspiratif de la vieille bourgeoisie, introduisant ainsi le ver de la trahison dans les rangs du chavisme. Des manifestations contre la loi sur les terres, pour l'autonomie de l'entreprise d'État PDVSA et contre le danger communiste dans l'éducation apparaissent ainsi.

Le coup d'État de 2002 retire de l'alliance dirigée par Chávez les secteurs de *Fedecámaras* (qui s'étaient infiltrés à l'intérieur du chavisme), de *Pro Venezuela* (dirigée par Miquilena), de nombreux militaires de l'ancien modèle politique et aussi des secteurs craignant les possibles dérives anticapitalistes. Les États-Unis et les gouvernements impliqués par leurs capitaux dans l'industrie pétrolière sont préoccupés par une restructuration bourgeoise qu'ils ne contrôlent pas. Construit par les États-Unis, le coup d'État de 2002 écarte Chávez du gouvernement durant trois jours. Le président est sauvé par le peuple qui, pour la première fois depuis 1983, voit la possibilité d'une politique sociale et d'un bien-être, une lueur au bout du tunnel. Les secteurs populaires ouvrent une situation qui pointe vers une issue révolutionnaire.

En reprenant le pouvoir Hugo Chávez

initie la restructuration :

- ❶ Contrôler l'industrie pétrolière pour administrer la rente.
- ❷ Initier un processus de révision de la propriété de la terre en friche.
- ❸ Construire un programme social sous la forme des Missions, hors de l'appareil d'État, dans la perspective d'une socialisation rapide d'une partie de la rente au service des secteurs les plus défavorisés économiquement et culturellement. Ce qu'il réussit.

Chávez sent la pression de la rue en faveur d'une radicalisation anticapitaliste. En 2002 et 2003, l'importation des aliments, biens et services qui constitue plus de 90 % de la consommation du pays est réorganisée ; des familles et des proches des politiciens et des militaires reçoivent des autorisations d'importation et des dollars préférentiels. Et même si les concessions pétrolières ne sont pas octroyées à des Vénézuéliens, le rôle d'intermédiaires des fonctionnaires commence à être essentiel dans l'industrie pétrolière.

La première restructuration consiste à mettre entre les mains d'entrepreneurs vénézuéliens les services de l'industrie pétrolière, sous-traités dans de nombreux cas. Mais l'extraction pétrolière commence à sentir les tensions entre la néoétatisation et l'ouverture aux capitaux internationaux émergents (chinois, russes, indiens et turcs, etc.). Pour le capitalisme mondial, le problème est que le modèle de restructuration bourgeoise mis en œuvre par Chávez ne promeut pas l'intégration de la bourgeoisie vénézuélienne, comme associé minoritaire, au capital transnational, mais reproduit le protectionnisme de la période 1958-1998, centré sur les importations, maintenant avec de nouveaux acteurs. Nous sommes en présence de la genèse d'une nouvelle bourgeoisie, même si cela n'a pas été formellement déclaré. Même si telle n'était pas l'intention de Chávez, la réalité de la gestion de volumes gigantesques de capital pour l'importation génère des mécanismes de bénéfices et d'accumulation semblables à ceux de la structure constitutive de la bourgeoisie vénézuélienne au cours du XX^e siècle. Cette nouvelle bourgeoisie, comme l'ancienne, est difficile à contrôler par les citoyens parce qu'elle est spéculative et ne crée pas d'usines ; sa caractéristique la plus visible est son style de vie bourgeois.

La vieille bourgeoisie ne disparaît pas mais se transforme en facteur permanent de conspiration contre le gouvernement de Chávez au travers de ses vieilles représentations et d'autres nouvelles (*Primero Justicia, Voluntad Popular, Alianza Al Bravo Pueblo*, entre autres).

Parallèlement, la gauche radicale et le peuple qui améliore son niveau économique et culturel commencent à se rencontrer en générant de nouvelles expériences et possibilités. On commence à parler de formes de pouvoir populaire pour faire avancer le caractère rebelle, anticapitaliste de la révolution bolivarienne – ce qui ne figurait pas dans le programme initial de Chávez. L'impérialisme attaquait la stabilité du gouvernement vénézuélien et cela a obligé Chávez à chercher de nouvelles références.

La bourgeoisie et les restructurateurs voulaient une chose et le peuple une autre. Les bases chavistes se radicalisèrent comme résultat du triomphe de 2002. Le « *Caracazo* » et le sauvetage de Chávez ont fait se rencontrer le mouvement populaire, les travailleurs et les secteurs de gauche avec l'idée d'ouvrir la voie à une révolution, bien au-delà des limites du capital.

Conscient de ce tournant, Chávez décide d'en prendre la tête, en préconisant dans des réunions internes à la fin 2004 – et publiquement en 2005 – que le processus bolivarien devrait être socialiste. De 2005 à 2009, un étrange paradoxe se construit : en même temps que se mettent en place de nouvelles formes de pouvoir à la base, de contrôle des usines et de redistribution sociale de la rente pétrolière, on voit s'accélérer l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie non productive, importatrice, qui accumule le capital, les propriétés et les terres. Pour accélérer le processus d'appropriation de la rente, les contrôles sont assouplis dans l'administration publique, donnant lieu à l'émergence de formes de corruption aggravée, menées aussi bien par des civils (de toutes orientations politiques) que par des militaires.

Chávez tente une réforme constitutionnelle pour ouvrir juridiquement la voie à un socialisme du XXI^e siècle qui n'est pas clairement défini. Mais la réforme constitutionnelle n'obtient pas un appui électoral majoritaire, rendant évident le fait que l'idée socialiste n'avait pas encore construit une hégémonie sociale, fondamentalement par crainte que ne soient touchées les petites propriétés (habitations, marchés, terrains).

Il y eut des tentatives d'organiser une centrale unique des travailleurs (l'UNETE) dirigée par des révolutionnaires engagés tels Orlando Chirinos ou Stalin Pérez, entre autres. La bureaucratie syndicale liée aux dirigeants chavistes a saboté les premier et second congrès de fondations de l'UNETE, ce à quoi se sont ajoutées les erreurs des secteurs révolutionnaires. Quelque temps plus tard, fut créée la *Central Socialista Bolivariana de Trabajadores* (CSTB) – un

Venezuela

appareil syndical hautement bureaucratisé. Les efforts pour réunifier les forces ouvrières révolutionnaires ont échoué, la création en 2005-2006 du *Partido Socialismo y Libertad* (PSL) et de *Marea Socialista* était l'expression des divergences sur le caractère progressiste ou non du chavisme.

Des secteurs honnêtes des forces armées et de la gauche commencent à dénoncer le côté obscur de la restructuration, ainsi que la bureaucratisation croissante de la gestion publique et le développement d'expressions autoritaires contre les opinions critiques, dans le meilleur style du stalinisme classique. La rencontre « *Luces y Sombras de la Revolución Bolivariana* » (Ombres et lumières de la Révolution bolivarienne), tenue en 2009 au *Centro de investigación Miranda* (CIM), fut l'expression de ce moment politique où l'on critiqua notamment l'hyper-présidentialisme de Chávez, la bureaucratisation des Missions, les entraves au développement du pouvoir populaire. De 2009 à 2011, apparaît à nouveau une ambiance de débat et de construction par en bas. La dualité de la transformation annonce une résolution conflictuelle de la contradiction en germe.

La vieille bourgeoisie héritière de *Fedecámaras* et de *Pro Venezuela* continue à conspirer et à tenter de construire un rapport de forces lui permettant de reprendre le contrôle de la rente pétrolière. Par opposition, il devient évident que naît une nouvelle bourgeoisie.

De 2009 à 2013, on assiste à la coexistence conflictuelle et en tension permanente de la vieille bourgeoisie de la IV^e République, de la nouvelle bourgeoisie de la V^e République et des secteurs populaires. Chávez maintenait l'équilibre pour que la restructuration initiée en 1999 et sa nouvelle composante socialiste de 2005 ne volent pas en éclats. Mais il tombe malade et meurt. La désignation de Maduro comme successeur est une tentative désespérée pour trouver un remplaçant qui arbitrerait et maintiendrait les équilibres précaires de la restructuration initiée en 1999.

La période Maduro

D'abord comme président intérimaire et ensuite comme président élu (2013-2019), Maduro prend la place de Chávez. Sa tâche est de continuer la restructuration initiée en 1999 pour sortir de la crise du régime bourgeois. Bien que Maduro tente de maintenir les équilibres hérités des tensions entre capital et travail, il décide néanmoins de toucher certains intérêts et représentations constitués depuis 1999 : dans les politiques

macroéconomiques, dans les liens avec la bourgeoisie nationale et avec le pouvoir populaire coopté, dans le contrôle de PDVSA ainsi que dans le secteur militaire. Une crise interne s'ouvre dans les équilibres du chavisme, et le contrôle de la rente pétrolière entre à nouveau en turbulence. Maduro n'a pas le charisme de Chávez, bien qu'il se soit rapidement approprié les logiques de représentation du pouvoir. Il réorganise les équilibres, mais continue la restructuration initiée avec Chávez.

La chute des revenus pétroliers (qui avait atteint un prix supérieur à 100 dollars le baril pour tomber à un moment à 20 dollars) ne permet plus de maintenir :

- ❶ le cours du dollar pratiquement à un prix fixe durant presque huit ans. Le cours du dollar s'emballe, passant de 4 bolivars pour 1 dollar à 3 400 bolivars ;
- ❷ les subventions aux aliments et produits importés, présentées comme un contrôle des prix, mais en réalité une aide à l'importation ;
- ❸ l'extraordinaire pouvoir d'achat du salaire des travailleurs, qu'ils ont eu de 2005 à 2013.

L'hyperinflation explose : avec la suppression des subventions, les aliments et autres produits sont vendus au coût du marché. Un exemple révélateur : un litre de lait, qui coûtait 7 bolivars à Caracas en valait, à ce moment, 7 000 à Cúcuta (Colombie). Face à l'impossibilité de subventionner les aliments, le gouvernement de Maduro doit adapter les prix au marché international, sinon la fuite des aliments vers les pays frontaliers était inévitable. La chute des revenus pétroliers touche le programme social et produit un revers politique qui affecte la gouvernabilité de Maduro. Pour la première fois, l'opposition remporte la majorité à l'Assemblée nationale.

Les nouveaux députés de droite élus promettent d'abandonner une bonne partie des programmes sociaux impulsés par le chavisme (à ce moment-là, plus d'un million de logements, des pensions de retraite pour tous, etc.). Ils pensent à tort que c'est le début de la chute de la popularité du chavisme, et lancent une offensive insurrectionnelle. Ce qui est qualitativement différent à ce moment, c'est l'émergence d'une troisième fraction protobourgeoise dirigée par Leopoldo López (*Voluntad Popular*). Jusqu'alors, la bataille interbourgeoise s'était déroulée entre deux fractions de la bourgeoisie, celle de la IV^e République et celle de la Ve. Les deux fractions s'étaient constituées sous la protection de l'État et elles étaient l'expression de la crise initiée en 1983, parce qu'elles n'avaient ni l'orienta-

tion politique ni la capacité gestionnaire pour s'intégrer au monde concurrentiel du capital transnational comme associés minoritaires, préférant en être les clients et les fournisseurs de matières premières, conformément à la manière dont elles avaient fonctionné depuis 1936.

La nouvelle fraction, représentée politiquement par *Voluntad Popular*, propose de rompre avec cette logique, d'éliminer le protectionnisme de l'État et de promouvoir l'intégration du capital national au capital transnational, en tant qu'associé. En 2017, *Voluntad Popular* agit comme fraction indépendante du reste de l'opposition politique et promeut la voie insurrectionnelle pour la prise du pouvoir. Dans le même temps, Leopoldo López et Gustavo Baquero actualisent le programme de restructuration économique du pétrole, maintenant présenté en termes d'association avec le capital transnational.

Le gouvernement de Maduro réussit à freiner le plan insurrectionnel de la droite en convoquant une Assemblée nationale constituante pour démontrer la capacité électorale du chavisme face à la menace de la droite. L'opposition interbourgeoise des deux fractions capitalistes (celle de la IV^e République et celle à vocation transnationale) rejette la légitimité et la légalité de la convocation de la Constituante, parce que cela freine ses plans de prise du pouvoir. Leopoldo López est emprisonné mais *Voluntad Popular* continue d'agir légalement.

La fraction bourgeoise construite de 2003 à 2018, des secteurs de la gauche et des mouvements sociaux, ainsi que 8 millions de votes populaires, reconnaissent l'Assemblée nationale constituante. Ce triomphe non seulement regroupe le chavisme fracturé par les effets de la crise économique, mais à nouveau les forces révolutionnaires à l'intérieur du chavisme. La bourgeoisie et le capital transnational s'empressent de refuser la légalité et la légitimité de l'élection de l'Assemblée nationale constituante (ANC). Non seulement parce que l'ANC reconstitue le chavisme, mais aussi parce qu'un tournant de secteurs du chavisme vers la gauche commence à s'opérer : contre la détérioration du salaire réel des travailleurs et contre les politiques de conciliation de classe menées par l'administration de Maduro. Les mouvements de masse des paysans et des professeurs d'université expriment ces pressions pour un tournant à gauche, sans pour autant rompre avec l'administration de Maduro.

Enfin, les choses commencent à s'éclaircir avec l'apparition d'une représentation

politique de la bourgeoisie transnationale au Venezuela. Celle-ci se consacre à gagner *Fedecámaras* à sa stratégie et à attirer ce qui reste de *Pro Venezuela*. De 2017 à 2019, *Fedecámaras* se transforme en une corporation qui refuse le protectionnisme et veut rejoindre le capital transnational en tant qu'associé mineur.

La droite affirme qu'il est urgent d'avancer les élections présidentielles. En 2018, l'Assemblée nationale constituante convoque des élections présidentielles anticipées pour le mois de mai (la date initialement prévue était décembre 2018) – une concession à la droite. Paradoxalement, une partie de la droite – en particulier la nouvelle fraction bourgeoise liée au capital transnational – n'accepte pas cette élection présidentielle, bien qu'un des dirigeants de l'opposition (Henry Falcón) y participe. Des secteurs dissidents du chavisme lancent la candidature de Reinaldo Quijada (4) qui fait partie de ceux qui rejettent la légalité et la légitimité du gouvernement de Maduro, mais son faible score montre à l'évidence qu'il n'existe pas d'espace électoral pour une troisième force.

La prise de fonctions le 10 janvier 2019 par Maduro ouvre un chapitre inédit dans la conspiration internationale : le capital transnational voit dans *Voluntad Popular* l'issue possible de la situation en faveur de la logique de restructuration du marché. Plus de 60 pays impérialistes et subordonnés lancent une offensive médiatique contre le gouvernement Maduro, sous le camouflage d'une « aide humanitaire ».

Les trois fractions de la bourgeoisie continuent l'affrontement pour le contrôle de la rente pétrolière. La rébellion populaire de secteurs du chavisme de base apparaît avec force lors des mobilisations paysannes contre les tentatives de développer une logique d'agro-industrie et, dans le secteur universitaire, avec les syndicats de professeurs. La lutte de classe semble commencer à renverser les digues.

Le 23 janvier, le président de l'Assemblée nationale Juan Guaidó s'autoproclame président intérimaire de la République. C'est le sommet de l'iceberg d'une opération que montait depuis des mois son chef politique Leopoldo López, allié à des acteurs exilés sous les auspices du capital transnational, des États-Unis et des pays impérialistes européens. L'alliance des gouvernements bourgeois dénommée « *Groupe de Lima* »



sert d'articulateur à l'offensive impérialiste au côté des Républicains étatsuniens, alors que les gouvernements du Mexique, de l'Uruguay et des représentants du Parti démocrate nord-américain apparaissent comme une autre possibilité de résoudre la crise en faveur du capital transnational. L'argument de la **crise humanitaire**, face à une évidente chute du salaire réel des travailleurs (entre 6 et 12 dollars mensuels), permet de brandir le mirage de l'invasion impérialiste.

Montée et déclin de Guaidó

Au début, Guaidó avait un profil plutôt discret, mais il acquiert plus de visibilité lors des événements de 2007 avec les protestations contre la fermeture de RCTV, avec le mouvement des petites mains blanches (5) et finalement lors de la structuration du parti *Voluntad Popular*. Député de l'Assemblée nationale (déclarée en déshérence) il est désigné président de cet organe en janvier 2019. Quelques jours plus tard, il s'autoproclame président (intérimaire).

Comment en est-il arrivé là ? Capriles Radonski ayant perdu son influence dans l'opposition, plusieurs alternatives (María Corina Machado, Henry Falcón entre autres) furent explorées, sans qu'aucune d'entre elles n'atteigne de meilleurs résultats. Finalement, toutes les personnalités aspirant à la direction de l'opposition étaient des représentants de la bourgeoisie nationale qui s'était construite et avait grandi sous le rempart du protectionnisme étatique alors que le capital transnational avait besoin d'une représentation qui lui soit totalement et absolument liée. Et c'est donc Guaidó qui est sélectionné.

L'administration nord-américaine en 2019 analyse la situation comme étant le début du cycle de dissolution du processus chaviste et un tournant politique favorable à une droite associée au capital transnational. C'est ce qu'indiquent et pronostiquent les

rapports envoyés par la droite au Pentagone. Néanmoins, le calcul s'est avéré erroné. L'opposition vénézuélienne avait désinformé l'administration Trump sur les possibilités réelles d'une fracture au sein de l'armée. Après le 23 janvier 2019, la rupture très attendue au sein des unités militaires n'a pas lieu, ce qui provoque l'aventure putschiste avortée des 29 et 30 avril 2019. Guaidó cesse alors d'être la possibilité pour parcourir à l'envers le chemin liant Chávez au peuple.

Il n'est plus l'homme de la solution politique pour l'opposition. L'aventure putschiste a rompu la magie qu'il avait construite. Maintenant Guaidó est le putschiste battu et sans appui populaire dans la rue. Cela place le scénario de la « solution » du cas Venezuela sur un autre terrain, celui de la négociation interne et internationale.

Qui représente la néobourgeoisie ?

Maduro n'est pas la représentation politique de la bourgeoisie qui s'est développée sous la protection de l'État dans les années 2002 à 2018. Il n'est pas non plus la représentation de la vieille bourgeoisie de la IV^e République. Maduro et la famille Flores-Maduro peuvent bien avoir des entreprises et des intérêts, mais ils n'ont pas la capacité politique pour représenter les bourgeoisies nationales et le capital transnational. Excellent et rapide apprenti équilibriste entre les intérêts des factions bourgeoises toujours plus en conflit en raison de la diminution des dollars de la rente pétrolière et d'un peuple

4. Reinaldo Quijada, journaliste d'*apporea.org* et fondateur de *Unidad Política Popular 89* (UPP 89), n'a obtenu que 36 132 votes (contre 6 244 016 pour Maduro et 1 927 174 pour Falcón), soit 0,39 % des suffrages exprimés. Le taux de participation (officiellement de 46,1 % d'inscrits, selon d'autres sources de 23,3 % seulement) a été le plus faible de toutes les élections présidentielles.

5. À partir du 28 mai 2007 le gouvernement a refusé de renouveler la concession de Radio Caracas Televisión arrivant à son terme le 28 mai 2007. Principale chaîne de télévision (taux d'audience 30 %), apparue en 1953 sous la dictature de Marcos Perez Jimenez, RCTV avait soutenu le coup d'État d'avril 2002, contrairement aux autres chaînes privées indépendantes. Contre le non renouvellement de la concession d'ondes hertziennes de la RCTV, la droite a réussi à organiser des manifestations et en particulier d'animer un mouvement étudiant, appelé *movimiento de las manitas blancas* (mouvement des mains blanches), qui a poursuivi en s'opposant au projet de Chávez de modifier la Constitution lors du référendum du 2 décembre 2007, remporté de peu par le « non ».

Venezuela

rebelle qui continue de parier sur la construction socialiste, Maduro a montré dans les faits qu'il était la personnalité la mieux qualifiée pour tenter de réorganiser les équilibres rompus par la mort de Hugo Chávez. Il a réussi – ce qui semblait impossible il y a cinq ans – à maintenir l'unité des Forces armées nationales bolivariennes (FANB) et ne pas désamorcer la radicalité populaire.

Maduro a vécu « *dans sa chair* » le déclin précoce du maoïsme vénézuélien, avec la dissolution de la *Liga Socialista* (LS) et de l'*Organización de Revolucionarios* (OR), cette dernière s'étant dissoute après des débats confus sur son bilan. Une fois la LS-OR disparue, le manque d'une direction politique a conduit beaucoup de militants sur le terrain du pragmatisme absolu. Comprendre une bonne partie de ce que représente aujourd'hui Maduro n'est possible que si nous faisons des exercices d'analogie sur la dérive du maoïsme à travers le temps.

Maduro est fondamentalement un syndicaliste. Sa logique d'action est celle du syndicaliste classique et, jusqu'ici, cela lui a permis de survivre au milieu de la tourmente la plus dramatique dans l'histoire républicaine du Venezuela. Néanmoins cette logique le limite pour agir dans une situation hautement complexe où les discours de différentes classes sociales interagissent – par exemple, pour obtenir ou garder la sympathie des classes moyennes.

À sa décharge et en sa faveur, je dois dire que Maduro a réussi à se gagner le respect de la majorité du chavisme de base et à tenir en respect le commandement militaire, fondamentalement par son discours anti-impérialiste. Mais ce lien qu'il maintient avec le peuple chaviste est paradoxalement son « *plomb dans l'aile* » pour son rapprochement avec la Russie et la Chine capitalistes.

Alors que sa présidence est en péril, ceux qui sous-estiment Maduro se trompent. Il a une habileté singulière pour se maintenir au

pouvoir, pour mettre en déroute les conspirations en cours.

Si Nicolás Maduro ne représente pas la nouvelle bourgeoisie, qui le fait ? C'est l'un des problèmes actuels au Venezuela. Une partie de l'élite néobourgeoise a dû conclure des alliances conjoncturelles avec la vieille bourgeoisie. L'instabilité et la volatilité de ces accords ont souvent dérouté la vieille bourgeoisie habituée à négocier des pactes à long terme par l'intermédiaire des vieilles représentations politiques. Comme il n'existe pas de parti représentant la nouvelle caste bourgeoise, elle est représentée par les clans politiques et les groupes d'intérêt à l'intérieur des organisations politiques.

Certains de ces clans ont des membres de la direction politique du parti gouvernemental, mais ne peuvent pas apparaître impunément jouer ce rôle – ils sont davantage des intermédiaires pour des solutions négociées. Ils ne peuvent apparaître ouvertement, parce que le parti dans lequel ils militent (le PSUV) est un parti polyclassiste de nouveau type, dont les bases se sont en bonne partie appropriées le discours socialiste anticapitaliste. Ainsi la représentation politique de la nouvelle bourgeoisie vénézuélienne est exercée directement par des personnages comme Diosdado Cabello, Tarek El Aisami, Elias Jaua, José Ameliach. Cette particularité est très importante pour comprendre les possibles scénarios futurs.

PSUV et le *Polo Patriótico*

Le PSUV (*Partido Socialista Unido de Venezuela*) n'est pas un parti politique classique. C'est une machine électorale dont le Bureau politique est à Miraflores, le palais présidentiel. Les bases du PSUV maintiennent le rituel des débats, mais leur écho n'atteint jamais sa direction politique nationale. Lorsque des discussions y ont lieu, elles se limitent à l'instrumentalisation de la politique. La direction du PSUV a été sélectionnée par les présidents de la République, aussi bien Chávez que Maduro, c'est donc une structure politique dont la direction fait penser à un sultanat.

Bien qu'il y ait des néobourgeois dans sa direction politique, ceux-ci ne peuvent agir comme tels, ils doivent se cacher derrière des phrases et des affirmations radicales. Car le PSUV continue d'être un espace dont les bases regroupent le chavisme, particulièrement le chavisme populaire rebelle.

Il en découle qu'au-delà du rôle bureaucratique de sa direction et du caractère bourgeois de certains de ses dirigeants, une révolte interne ou une dissidence de sa base est possible. Elle pourrait – si elle se produi-

sait – être un facteur déterminant dans le futur politique du pays. Les bases du PSUV soutiennent les organes du pouvoir populaire qui ont survécu et garantissent le contrôle territorial du chavisme. Parti schizophrène, Le PSUV ne peut exister qu'au milieu d'une crise populaire révolutionnaire et des tentatives de cooptation de cette crise par une partie de la néobourgeoisie et par le capital transnational. Cette schizophrénie politique se traduit par, d'une part, une direction politique corrompue, hésitante, livrée à la collaboration de classe et soumise au capital transnational, et, d'autre part, des militants de plus en plus acquis à la lutte anti-impérialiste. Cette unité en crise constante ne pourra pas durer longtemps : elle se fracture ou elle se dissout. Le PSUV continue d'être très important comme machine électorale et comme espace de rencontre pour le chavisme radical de base. Mais il ne peut diriger une transformation socialiste du pays.

Actuellement le PSUV ne peut pas se convertir en un parti bourgeois du fait de la pression radicale de ses bases. Cela conduira sûrement un jour à la création d'un nouveau parti « *sans ces problèmes* » ou bien à la suppression de sa radicalité. Cela n'empêche pas que, à cette étape, il pratique une politique de collaboration de classes maquillée par un discours radical et socialiste, élaboré par une direction liquidatrice du processus révolutionnaire.

Un espace social pour une troisième option ?

Une troisième force politique requerrait une présence et un parcours antérieur ayant des liens avec les différents centres rebelles. Elle n'existe pas aujourd'hui. Au début 2012, ce qui en fut le plus proche fut le *Partido REDES* (6) et, parallèlement, profitant de l'impact de la page web *aporrea.org*, *Marea Socialista* (MS) qui eut un parcours extraordinaire jusqu'en 2014, avant d'éclater et de se réduire à un petit groupe de propagande.

Mais tout n'est pas perdu. Des tentatives de rébellion sont en train de surgir, menées par le mouvement paysan (que l'on tente d'étouffer grâce à un dispositif de cooptation implanté par le madurisme) ainsi que l'organisation autonome des professeurs universitaires autour de revendications salariales. Il y a aussi deux nouvelles alliances syndicales combattives : l'une autour du Syndicat des travailleurs de l'UCV (Université centrale du Venezuela) et l'autre, axée sur le refus des politiques de contrôle salarial et de réduction de certains droits contractuels,

6. Le parti REDES (Réseau de réponses des transformations communautaires), a été refondé en 2012 par Juan Barreto, ancien maire chaviste de Caracas, qui a pris part au développement des conseils communaux, fut l'initiateur de l'expropriation des logements au profit des locataires, a quitté les rangs du PSUV en 2012 mais a été un porte-parole de la campagne présidentielle de Hugo Chávez la même année. REDES a regroupé plus de 2000 collectifs militants et organisations populaires de base pour articuler les différentes expériences et les courants révolutionnaires vénézuéliens. En 2017 REDES a perdu son statut de parti politique. Son seul député siège dans le bloc parlementaire des socialistes, formé à l'Assemblée nationale par des chavistes dissidents.

dirigée par le président de la *Federacion Electrica* au sein de la *Central Bolivariana Socialista de Trabajadores* (CBST). Dans une moindre mesure, vu l'affaiblissement de leurs forces, des secteurs syndicaux comme l'automobile, les transporteurs, la métallurgie, le ciment et d'autres résistent aussi à l'intérieur de la CBST.

Toutes ces expériences ne sont que des explorations et n'ont pas fini de prendre forme. Elles indiquent des tentatives pour une réorganisation autonome des forces révolutionnaires, générée par les conditions objectives de la précarisation du travail et la chute vertigineuse du pouvoir d'achat des travailleurs. Ce qui commence à préoccuper le capital transnational et le conduit à une accélération de la solution négociée nationale et globale.

Quand les enfants jouent sur le terrain de la mondialisation

Chávez a toujours présenté la construction d'un monde multicentrique et multipolaire comme objectif stratégique. Cet énoncé paraissait correct mais ses implications dans le cadre de la mondialisation n'ont jamais été analysées suffisamment.

Un processus d'intégration du capital transnational, qui dévore une bonne partie des capitaux nationaux, se poursuit depuis les années 1980. Cette fusion concerne inexorablement tous les pays ayant des industries, produisant des marchandises ou des matières premières et faisant leurs transactions sur les marchés en utilisant les mécanismes boursiers et financiers internationaux. Elle a dissout les vieilles barrières héritées de la guerre froide : les capitaux nord-américains jouent avec les capitaux chinois, russes, canadiens ou turcs.

Les gauches ne peuvent rester rivées à la formule de Lénine – correcte il y a un siècle – de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme. La logique d'accumulation et de concentration du capital a varié au sein du mode de production capitaliste. Il n'est donc sûrement pas pertinent de voir et d'apprécier comme des contradictions inter-capitalistes, les frictions propres aux contradictions du marché, entre partenaires. De mon point de vue, la diplomatie et la classe politique vénézuélienne – y compris sa gauche – ne sont ni qualifiées ni formées pour coexister avec des nations impérialistes qui se présentent à nous comme des protecteurs face à l'hégémonisme étatsunien.

La direction politique du madurisme ressemble à une bande de gamins inexpérimentés jouant une partie avec des gardiens de l'argent transnational, en croyant que la

chance et le hasard leur donneront l'opportunité de sortir indemnes contre l'inexorable raison du capital.

Il est clair que nous devons serrer les rangs contre l'invasion impérialiste nord-américaine et le blocus de l'économie vénézuélienne impulsés par les administrations d'Obama et de Trump. Si être de gauche passe par une claire position anti-impérialiste, ça ne doit pas être un anti-impérialisme qui ne s'opposerait qu'au contrôle de l'économie nationale par les intérêts *gringos*.

La bourgeoisie transnationale, russe, chinoise ou turque, est aussi prédatrice et exploiteuse que son homologue nord-américain. Pire, le processus de mondialisation a fait que de nombreux capitaux financiers et industriels « nationaux », appartenant à l'une ou l'autre de ces nouvelles puissances impérialistes, ont dû s'intégrer à leurs pairs, appartenant à la vieille nation impériale nord-américaine. Aujourd'hui, il n'existe pas un champ de l'économie où les capitaux russes et chinois ne se croisent pas avec les capitaux nord-américains. C'est l'hybridation des intérêts économiques qui prévaut.

La pression nord-américaine sur le Venezuela a pratiquement offert en cadeau des concessions et des futures ventes de matières premières aux capitaux « asiatiques » ou « euro-asiatiques ». Alors qu'en fin de compte ceux-ci ont des intérêts communs avec leurs homologues dans les pays du Nord.

Quelle est la fonctionnalité du blocus ?

Le blocus économique des États-Unis contre le Venezuela est criminel et frappe fondamentalement les secteurs les plus pauvres : les travailleurs et la classe moyenne. Mais il s'avère plus efficace pour le capital transnational qu'une invasion militaire parce qu'en fermant les sources de devises il crée une impasse inévitable. Les devises devenant rares et la vente de nombreux produits au Venezuela étant interdite par les États-Unis à ses fournisseurs habituels, le pays doit chercher des sources alternatives. Pour pouvoir maintenir l'ordre et la gouvernabilité, le gouvernement se voit obligé de négocier dans des conditions toujours moins favorables avec des entreprises transnationales liées au commerce des matières premières. Alors apparaissent comme planches de salut la Russie, la Chine, la Turquie et d'autres. Mais la globalisation néolibérale initiée dans les années 1980 a produit un rapprochement accéléré et l'intégration de secteurs du capital nord-américain, chinois, russe, canadien, anglais, turc etc.

Tout le problème s'accroît parce qu'une partie de l'élite politique et la majorité des bases de l'actuel processus bolivarien sont prisonnières de l'imaginaire construit par le vieux discours de la gauche au début du XX^e siècle, caractérisant correctement les contradictions intercapitalistes de l'époque, mais ne pouvant anticiper la logique intégrationniste du capital actuel. De là vient l'illusion que si nous négocions avec les Chinois et les Russes, nous échappons à l'influence nord-américaine. En augmentant le blocus et les sanctions, les États-Unis jettent le pays dans les bras d'entreprises chinoises et russes qui se présentent comme des alternatives. En réalité une bonne partie de leur capital est « mixte ». Le blocus du Venezuela s'avère fonctionnel pour le capital transnational : il permet au capital transnational de s'appropriier les matières premières et d'acheter ce pays à un prix très bas. C'est pour cette raison que le fantasme d'une invasion s'éloigne momentanément.

Si le coup d'État se désactive par refroidissement, la négociation se situera à trois niveaux :

- ❶ En produisant un débarquement non déclaré du capital transnational via la Russie et la Chine, associées aux intérêts nord-américains ;
- ❷ En revitalisant politiquement Guaidó ou en promouvant une nouvelle figure de représentation politique du capital transnational ;
- ❸ En commençant de dissoudre les représentations politiques de la vieille bourgeoisie, qui apparaissent comme « fautives » du chavisme.

Si la conspiration venait à triompher et que le processus bolivarien perde le gouvernement, on peut prévoir un reformatage de toutes les représentations politiques bourgeoises, c'est-à-dire l'apparition de « nouveaux dirigeants » fabriqués par le capital transnational et les nations impérialistes. Sans le savoir, les partis de droite creusent ainsi leur propre tombe.

Le rêve de certains politiciens de gauche sur une issue négociée n'a pas de meilleures possibilités pour se concrétiser. En cas d'imposition au Venezuela d'un gouvernement bourgeois associé au capital transnational, le changement politique sera absolument radical.

L'option du blocus économique peut donc s'avérer plus efficace, rapide et politiquement justifiable qu'une invasion pour obtenir la solution de la crise ouverte en 1983 et former le premier gouvernement bourgeois de capital transnational au Venezuela. ■

Le peuple veut la chute du régime

Par
Joseph Daher*

Le Liban est secoué par un mouvement de protestation populaire massif, plus important que tout ce que le pays a connu depuis des décennies. Les manifestations ont éclaté après l'annonce du gouvernement de nouvelles taxes, notamment sur les applications de messagerie instantanée telles que WhatsApp. Dans un contexte de politique d'austérité et d'une crise socio-économique de plus en plus grave, les travailleur-es et plus généralement les classes populaires ont manifesté pour affirmer leur ras-le-bol face à cette situation...

Contre l'injustice sociale et le confessionnalisme

Les manifestant-es se sont mobilisés dans les rues à travers le pays pour dénoncer les fondements mêmes du système politique et économique. À leurs yeux, tous les partis confessionnels de la classe dirigeante sont responsables des détériorations de leurs conditions socio-économiques.

À la fin de la première décennie des années 2000, l'économie politique du Liban était marquée par les résultats très polarisés des réformes néolibérales. En 2008, on estimait que 28 % de la population vivait dans la pauvreté, ne percevant que l'équivalent de 4 dollars, voire moins, par jour. Les revenus des ménages les plus pauvres avaient stagné ou baissé de 25 % à 30 % entre 2010 et 2016. Le niveau du chômage était également élevé, un tiers seulement de la population en âge de travailler avait un emploi, et le chômage des moins de 35 ans dépassait

les 35 %. Entre 40 % et 50 % des résidents libanais n'avaient pas accès au Fonds de la Sécurité sociale nationale ou à toute autre aide sociale publique. Les travailleur-es temporaires étrangers, dont le nombre était estimé à un million, n'avaient aucune protection sociale. Selon une étude de l'Administration centrale de la statistique, la moitié des journalier-es et plus d'un tiers des agriculteur-es du pays étaient sous le seuil de pauvreté.

Les inégalités restaient considérables : en 2004 et 2005, les 20 % les plus riches ont reçu 43,55 % du revenu national alors que les 20 % les plus pauvres n'en ont perçu que 7,07 %. Entre 2005 et 2014, les 10 % les plus riches avaient ainsi perçu, en moyenne, 56 % du revenu national généré au cours de la période. À eux seuls, les 1 % les plus aisés, soit un peu plus de 37 000 personnes, avaient capté 23 % des revenus, tandis que les 50 % les plus pauvres, soit plus d'un million et demi de personnes, se partageaient la moitié des revenus des 1 % les plus riches.

Cette situation politique et économique du Liban a déclenché de nombreuses manifestations ces dernières années :

- début 2011, au début des processus révolutionnaires dans la région, avec le mouvement pour le renversement du système confessionnel ;
- entre 2011 et 2014, de nombreuses man-

ifestations et grèves en raison des conditions de travail, des salaires et autres éléments en relation avec la situation des salarié-es ;

- et à l'été 2015, le mouvement populaire « *Vous puez* », qui a débuté dans le cadre d'une crise de la gestion des ordures puis a mis en cause le système confessionnel et bourgeois dans son ensemble.

Mais l'ampleur et la profondeur des manifestations populaires actuelles dépassent de loin les précédentes. Les manifestations ont explosé non seulement dans la capitale Beyrouth, mais également dans tout le pays : Tripoli, Nabatiyeh, Tyr, Baalbeck, Zouk, Saida et autres. Le dimanche 20 octobre, environ 1,2 million de personnes se sont rassemblées à Beyrouth, et un peu plus de 2 millions de personnes ont manifesté dans tout le pays – dans un pays de 6 millions d'habitantes.

Un mouvement ancré dans les classes populaires

La composition sociale du mouvement le distingue également des mouvements de protestations précédents : il est beaucoup plus ancré au sein de la classe salariée et populaire que les manifestations de 2011 et 2015, dans lesquelles les classes moyennes avaient un rôle plus important. Comme l'écrivait la militante et universitaire libanaise

* Joseph Daher, militant syrien, enseigne à l'Université de Lausanne (Suisse) et à European University Institute à Florence (Italie). Il est le fondateur du site web *Syria Freedom Forever*, dédié à la construction d'une Syrie laïque et socialiste. Il vient de publier *Le Hezbollah, un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme* (Éditions Syllepse, Paris 2019, 20,00 €). Cet article a été d'abord publié en français par *Syria Freedom Forever* : <https://syriafreedomforever.wordpress.com/2019/10/28/liban-le-peuple-veut-la-chute-du-regime/>



Rima Majed : « Les mobilisations de ces derniers jours ont montré l'émergence d'une nouvelle alliance de classe basée sur les chômeurs, les précaires, les classes populaires et les classes moyennes contre l'oligarchie au pouvoir. C'est une percée. »

Les énormes manifestations organisées dans la ville de Tripoli, dans le nord du pays, et dans ses environs, rendent compte de cette réalité. Les ménages du Nord ont quatre fois plus de risques d'être pauvres que ceux de Beyrouth. Le Nord, qui regroupe 20,7 % de la population libanaise, concentre 46 % de la population en situation d'extrême pauvreté et 38 % de la population pauvre. Les soins de santé sont inférieurs à la moyenne nationale, tandis que les taux d'abandon scolaire, le chômage et l'analphabétisme féminin comptent parmi les plus élevés du pays. Aucun projet de développement à grande échelle n'a eu lieu depuis les années 1990.

Pourtant, les manifestations de Tripoli ont été qualifiées de « *carnaval de la révolution* », avec une atmosphère de fête et des DJ jouant sur la place principale de la ville devant des dizaines de milliers de manifestant-es. Le jeudi 24 octobre, des représentant-es de syndicats professionnels de médecins, d'ingénieurs et d'avocats ont publié une déclaration commune dans laquelle ils ont déclaré appuyer le mouvement de protestation populaire dans la ville.

Un autre aspect important du mouvement populaire est son caractère non confessionnel. Les appels et les messages de solidarité entre les régions et entre les différentes confessions religieuses se sont multipliés depuis le début des manifestations, par exemple entre les quartiers de Bab al-Tabbaneh à Tripoli (majorité alaouite) et Jabal Mohsen (à majorité sunnite), où les conflits armés ont été nombreux ces dernières années. Il en va de même entre Tripoli, dont la majorité de la population est sunnite, et les villes du Sud à majorité chiite telles que Nabathieh et Tyr. Les manifestant-es ne dénoncent pas seulement les politiques économiques néolibérales et la corruption, mais tout le régime confessionnel et bourgeois. Comme le dit l'un des slogans du mouvement populaire : « *Tout le monde ça veut dire tout le monde* » (1).

Les appels par les manifestant-es à des grèves générales se sont multipliés depuis le début de la contestation populaire. Cela a été suivi dans certains secteurs où les salarié-es se sont mis en grève. Les manifestant-es ont également bloqué certaines routes pour empêcher toute activité économique, tandis que certaines administrations publiques et privées sont restées



close, notamment des écoles, universités, bureaux et banques.

Le président Michel Aoun s'était déclaré prêt à engager un dialogue avec les manifestant-es pour « *aider à sauver le pays de l'effondrement* » et a suggéré un remaniement ministériel.

De son côté le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a déclaré que le mouvement de contestation n'est plus « *un mouvement populaire spontané* », mais qu'il serait financé par des partis étrangers et mené par certaines formations politiques souhaitant en tirer profit. Il a également refusé la démission du gouvernement, une des principales revendications des manifestant-es, et accusé le mouvement de contestation de pousser le pays dans le chaos. À la suite du discours de Nasrallah, le mouvement du Hezbollah a mobilisé sa base populaire dans les régions à majorité chiite dans une démonstration de force et pour apporter leur soutien aux positions du parti.

Cela n'a pas arrêté la détermination du mouvement populaire qui se poursuit. Samedi 26 octobre, la mobilisation du « *samedi des places publiques* », comme elle avait été intitulée sur les réseaux sociaux, a attiré des centaines de milliers de personnes, qui se sont rassemblées sur l'ensemble du territoire.

La réponse de la classe dirigeante

La représentation politique au Liban est organisée suivant des lignes confessionnelles et cela en commençant aux plus hauts échelons de l'État. Le Président doit être maronite chrétien, le Premier ministre sunnite et le Président de la chambre des députés chiite. Le système confessionnel libanais (comme le confessionnalisme de

manière générale) est l'un des principaux instruments utilisés par les partis dominants au pouvoir pour renforcer leur contrôle sur les classes populaires, afin de les maintenir subordonnées à leurs dirigeants confessionnels.

Dans le passé, les élites dirigeantes ont été capables de mettre fin ou d'écraser des mouvements de contestation populaire par la répression ou en jouant sur les divisions confessionnelles. Cette fois-ci, les partis confessionnels au pouvoir ont réagi en appelant à des « *réformes* », et surtout par la répression et le discrédit jeté sur les manifestant-es.

À la suite des premières manifestations, le gouvernement a annulé certaines des taxes proposées. Alors que les mobilisations continuaient de s'étendre et de se développer, le Premier ministre Saad Hariri a donné un ultimatum de 72 heures à son propre gouvernement pour soutenir ses choix de « *réformes* ». Il a annoncé par la suite son plan budgétaire pour 2020 : pas de nouvelle taxe, la réduction symbolique de moitié des salaires des ministres et des législateurs, des mesures de réduction des coûts telles que la fusion ou la suppression de certaines institutions publiques et la privatisation du secteur de l'électricité.

Ces mesures, appuyées par tous les principaux partis confessionnels et bourgeois, n'amélioreront pas la vie des classes populaires. Il s'agit en grande partie de la satisfaction des exigences de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'ac-

1. C'est d'ailleurs ainsi que le mouvement a réagi à la démission du Premier ministre Saad Hariri le 29 octobre 2019 (après l'écriture de cet article), les manifestant-es annonçant la poursuite des mobilisations (note de la rédaction).



Après la démission du Premier ministre Saad Hariri le 29 octobre 2019

cord du CEDRE (Conférence économique pour le développement par les réformes et avec les entreprises), que le Liban a signé à Paris en avril 2018. En échange de 11 milliards de dollars de prêts, le gouvernement libanais a accepté de nouer des partenariats public-privé, de réduire le niveau de la dette et de promulguer des mesures d'austérité.

En l'occurrence, le Groupe international de soutien au Liban (France, Allemagne, Italie, Russie, Royaume-Uni, États-Unis, Chine, Union européenne, Nations unies et Ligue arabe) a exprimé son soutien à ces réformes. Ces États et institutions ne veulent clairement pas qu'un autre gouvernement de la région soit contesté ou renversé par un mouvement de protestation massif.

Outre cette série de réformes, les partis confessionnels au pouvoir ont lancé une série d'attaques à la fois verbales (accusant certains secteurs du mouvement d'être des « infiltrés » ou représentant une « cinquième colonne » servant des intérêts étrangers) et physiques (répression sévère contre les manifestant-es). Amnesty International a condamné les forces de sécurité du pays pour leurs attaques violentes contre des manifestations pacifiques à Beyrouth : elles ont tiré d'énormes quantités de gaz lacrymogène sur la foule, pourchassé des manifestant-es sous la menace d'armes à feu, frappé des gens. Dans la ville de Nabatiyeh, dans le sud du pays, des manifestants ont été agressés par des partisans et des employés municipaux d'Amal et du Hezbollah, deux partis politiques chiites. À Beyrouth, des manifestant-es ont aussi été agressés par des partisans du Hezbollah, tandis que d'autres membres de partis confessionnels ont également attaqué des manifestant-es pour avoir

dénoncé leurs chefs respectifs (zaim).

Les forces de sécurité et l'armée ont également tenté de rouvrir par la force certaines routes et autoroutes bloquées par les manifestant-es, blessant et arrêtant certains d'entre eux et elles au cours de ces opérations.

Au total, des centaines de manifestant-es ont été blessé-es et six ont été tué-es depuis le début des manifestations. Sans oublier les centaines d'arrestations.

Attentes et défis

Tout en continuant à se développer et prendre en intensité, le mouvement de protestation populaire libanais fait face à des défis organisationnels considérables s'il souhaite réaliser des objectifs démocratiques et progressistes. Le principal est le manque d'institutions populaires capables d'exprimer les revendications, d'organiser les manifestant-es au-delà des différences géographiques et confessionnelles, et de gagner face aux éléments plus conservateurs, qui appellent déjà à un gouvernement technocratique ou à un régime militaire.

La faiblesse des institutions de la classe ouvrière est un problème de longue date. Les partis confessionnels ont activement contribué à affaiblir le mouvement syndical depuis les années 1990, en formant des fédérations et des syndicats distincts dans un certain nombre de secteurs afin d'obtenir un pouvoir significatif au sein de la Confédération générale des travailleurs libanais (CGTL). En conséquence, la CGTL n'a pas été en mesure de mobiliser les travailleur-es malgré l'intensification des poli-

tiques néolibérales. Ils sont complètement absents du mouvement de protestation actuel.

Le Comité de coordination syndicale (CCS), principal acteur des manifestations syndicales entre 2011 à 2014, a été mis en échec par des méthodes similaires. Lors de l'élection du CCS en janvier 2015, les partis confessionnels et bourgeois se sont unis contre la syndicaliste combative Hanna Gharib, qui n'a réussi à obtenir que le soutien des indépendant-es et du Parti communiste libanais. Depuis l'élection, l'UCC a perdu de son influence et de son activité syndicale.

Ce dont les travailleur-es ont besoin, c'est d'un mouvement syndical démocratique et indépendant, autonome par rapport aux partis politiques confessionnels et incorporant également les travailleur-es étrangers. Des structures alternatives de représentation et d'organisation sont absolument essentielles pour défier la domination des partis confessionnels et bourgeois au pouvoir.

Il y a néanmoins des signes encourageants. Des organisations féministes et étudiantes ont pris part aux manifestations et sont intervenues de manière coordonnée à travers le pays. Les femmes en particulier ont participé massivement aux mobilisations, avec les féministes faisant pression pour promouvoir les droits des femmes et l'égalité au sein du mouvement.

Contre l'élite dirigeante

Les revendications du mouvement de protestation populaire en faveur de la justice sociale et de la redistribution économique ne peuvent être dissociées de leur opposition au système politique confessionnel, qui garantit les privilèges des riches et des puissants. Les partis confessionnels dominants et les différentes fractions de la bourgeoisie ont exploité les processus de privatisations, politiques néolibérales, et du contrôle des ministères pour construire et développer leurs réseaux de patronage, de népotisme et de corruption, tandis que la majorité de la population, libanaise et étrangère, souffrait de la pauvreté et de l'absence de dignité.

En se mobilisant de manière massive à travers le pays, les manifestant-es libanais ont fait entrer le pays dans la dynamique des processus révolutionnaires régionaux qui ont débuté en 2010 et se poursuivent encore aujourd'hui, comme on le voit au Soudan, en Algérie ou en Irak. Leur demande est à la fois sans ambiguïté et ambitieuse : « *Le peuple veut la chute du régime* ». ■

23 octobre 2019

La gauche internationale doit venir en aide au peuple de Hong Kong

Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale

Face à l'opposition massive depuis début juin, le gouvernement de Hong Kong a finalement promis de retirer au début du mois de septembre le projet de loi sur l'extradition vers la Chine. Cependant, le peuple a refusé de mettre un terme au mouvement. Il continue d'insister sur les cinq revendications formulées en juillet. Les quatre premières sont liées à la situation immédiate (retrait complet du projet de loi ; création d'une commission d'enquête indépendante sur l'attitude de la police ; retrait de la qualification des manifestations en tant qu'« émeutes » ; amnistie des manifestants arrêtés), et la cinquième est l'exigence du suffrage universel, ce que Beijing (Pékin) avait promis dans sa Loi fondamentale (1997). Ils ont maintenu leurs protestations parce que la lutte de trois mois a révélé un fait simple : l'objectif occulte de Pékin est de mettre fin à l'autonomie de Hong Kong. Cette compréhension a incité à poursuivre la lutte, qui s'est transformée en une grande bataille pour sauver l'autonomie de Hong Kong.

Le gouvernement de Hong Kong, qui est une marionnette de Pékin, a lancé une nouvelle série d'attaques le 4 octobre, interdisant les manifestations à visage masqué en invoquant l'ordonnance de 1922 sur la réglementation d'urgence. Or cette loi avait été prise à l'époque par le gouvernement colonial britannique pour réprimer, sans succès, la grève générale menée par le syndicat des marins, alors sous la direction du PCC. Cette fois, l'acte colonial a été sorti de l'oubli par un gouvernement de Hong Kong que la Chine utilise pour sévir contre ses « *compatriotes* ».

Le peuple de Hong Kong s'est toujours vu refuser le droit de gérer ses propres affaires, que ce soit sous le régime britannique ou celui de Pékin. Contrairement aux Britanniques, Pékin a promis au peuple de Hong Kong le suffrage universel, mais il ne s'est jamais donné la peine d'honorer cette promesse. En fait, sous l'aspect de « *l'identité nationale* », Pékin s'est avéré plus représen-

sif que les Britanniques. Bien des années avant le projet de loi sur l'extradition vers la Chine, Pékin avait déjà tenté d'imposer à Hong Kong sa version chauvine de « *l'identité nationale* », ce que les Britanniques n'avaient pas fait : il a essayé de faire appliquer par le gouvernement de Hong Kong le « *programme national d'éducation* » et la « *loi sur l'hymne national* », et des efforts ont également été faits pour remplacer la langue cantonnaise par le mandarin dans l'enseignement. Les protestations ont empêché la réalisation de toutes ces tentatives. Par conséquent, lorsque le projet de loi sur l'extradition de la Chine a été déposé, le peuple de Hong Kong savait très bien qu'une épreuve de force avec Pékin était désormais inévitable.

Les 2 millions de participants à la marche du 16 juin ont montré que le mouvement bénéficie d'un soutien majoritaire. Il n'exige pas l'indépendance, contrairement à ce que Pékin prétend. Comme tous les anciens peuples coloniaux, le peuple de Hong Kong a également droit à l'autodétermination, y compris à l'option d'indépendance. Cependant, le mouvement de Hong Kong est unifié autour des « *cinq revendications* » très modérées. Un petit courant qui aspire à l'indépendance existe, mais il n'a aucune influence dans le mouvement.

Contrairement aux générations précédentes, les jeunes aspirent à une identité hongkongaise, mais cela ne signifie pas nécessairement qu'ils veulent l'indépendance. C'est aussi une réaction aux politiques de plus en plus nationalistes et chauvines de Pékin. Soumise au PCC, la Chine est devenue actuellement une société totalitaire à laquelle peu de Hongkongais veulent s'associer, d'où l'aspiration à un « *Hong-Kong libre* ». La montée d'une « *identité hongkongaise* » n'est pas non plus un événement isolé. Il y a eu une montée du sentiment national parmi les Taïwanais, les Tibétains et les Ouïghours également. Comme dans le cas de Hong Kong, c'est aussi une réponse au chauvinisme de Pékin. On peut affirmer

sans risque de se tromper que Pékin est à l'origine d'une grande force centrifuge qui s'empare désormais de la Chine. Avant d'atteindre son objectif d'unification nationale et de gloire, il perd déjà le cœur de Taïwan, du Tibet, du « *Xinjiang* » et de Hong Kong.

L'absence d'un courant de gauche important à Hong Kong est le reflet d'un mouvement syndical remarquablement faible. Les horribles pratiques du PCC, au nom du « *communisme* » et du « *socialisme* », discréditent continuellement les idées de gauche, créant un environnement hostile à son endroit. Cela explique pourquoi le mouvement actuel se limite encore aux cinq revendications et ne soulève aucune revendication socio-économique, malgré les énormes inégalités dans la ville. Pourtant, la jeunesse a fait appel au monde du travail au cours de la lutte, et l'effort conjoint de la jeunesse et des syndicats a permis, pour la première fois depuis un demi-siècle, le déclenchement d'une grève générale qui a paralysé la moitié de Hong Kong le 5 août. Plus la gauche pourra démontrer la force du monde du travail dans la lutte réelle, plus elle sera capable de prouver une fois de plus sa pertinence.

Pékin accuse le mouvement d'être un agent de « *l'intervention étrangère* ». Compte tenu de l'héritage colonial de Hong Kong, les partis pan-démocrates ont des liens à long terme avec les partis établis aux États-Unis et au Royaume-Uni. Pourtant, ils n'ont aucun rôle de premier plan dans le mouvement actuel. Ils ne jouent tout au plus qu'un rôle de soutien. Nul ne peut nier le fait que ce mouvement est dirigé principalement par des milliers de jeunes radicaux qui lui donnent son orientation. Ils n'ont aucun lien avec les partis politiques actuels et ils admirent la spontanéité à tel point qu'ils se méfient profondément de l'organisation et des partis. Ils ont une expérience politique proche de zéro. Leur inexpérience a conduit certains d'entre eux à croire que les États-Unis sont un pays véritablement démocratique. Ils ont fait des erreurs, mais ils ne sont contrôlés par aucune « *force étrangère* ». En

Hong Kong

fait, ils ne sont contrôlables par personne.

Une enquête récente a montré que près de 40 % des étudiants se disent « *localistes* », mais l'interprétation que les jeunes radicaux en font varie parmi eux. Bien avant ce mouvement, l'interprétation autochtone avait la plus grande influence parmi ceux qui se disaient « *localistes* ». Cependant, lorsque ce mouvement a évolué en une énorme mobilisation, il a nécessairement affiché des tendances multiples et contradictoires. Bien qu'il y ait un courant affichant un sentiment hostile aux immigrés de la Chine continentale, il y avait aussi une manifestation beaucoup plus importante tentant de gagner les visiteurs du continent. La responsabilité de la gauche est de se joindre à la lutte et de convaincre les jeunes de sa position démocratique et inclusive plutôt que de se tenir à l'écart.

Cela ne veut pas dire que les « *forces étrangères* » sont totalement hors de propos, ni de nier qu'elles sont intéressées à intervenir à Hong Kong. Mais Hong Kong n'est pas comparable à l'Ukraine. Alors que l'UE et l'OTAN sont de nouveaux acteurs dans la tourmente ukrainienne depuis le début du siècle, le Royaume-Uni et les États-Unis ont toujours été tacitement reconnus par Pékin comme parties prenantes à Hong Kong. La formule « *un pays, deux systèmes* », inscrite d'abord dans la déclaration commune sino-britannique de 1984, puis dans la Loi fondamentale de 1997, a été dès le début un compromis historique de Pékin avec l'Occident en échange de la permission de ce dernier de réintégrer la Chine dans le capitalisme mondial. La promesse solennelle de la Loi fondamentale que « *le système capitaliste et le mode de vie précédents resteront inchangés pendant 50 ans* » vise avant tout à garantir l'influence et les intérêts commerciaux occidentaux. C'est aussi pour cette raison que la Loi fondamentale permet à Hong Kong de conserver son droit britannique, c'est-à-dire que ses tribunaux sont autorisés à engager des juges étrangers (article 92) et il est même permis à des étrangers d'être employés comme fonctionnaires de grades inférieur à élevé, sauf au niveau des ministères et du cabinet exécutif (article 101). Ces clauses protègent efficacement les intérêts commerciaux et politiques occidentaux dans ce pays. Il n'est donc pas dans leur intérêt de déstabiliser Hong Kong. Cela explique aussi pourquoi le Royaume-Uni et les États-Unis ont discrètement dit aux pandémocrates de Hong Kong d'accepter le paquet de réformes politiques de Pékin en 2014 avant l'éclatement du Mouvement des parapluies.

C'est le changement unilatéral de la

politique de Hong Kong par Pékin, et en particulier sa tentative de déposer le projet de loi sur l'extradition vers la Chine, qui est directement responsable à la fois de la tourmente de Hong Kong et des critiques occidentales à l'égard de Pékin au sujet de ce projet. Après tout, ce projet de loi vise non seulement les Chinois, mais aussi tous les étrangers qui se trouvent à Hong Kong. Accidentellement, il y a maintenant un intérêt commun étroitement défini entre l'Occident et le peuple de Hong Kong sur la question du projet de loi sur l'extradition. Les deux veulent que le projet de loi disparaisse. Pourtant, même après le retrait du projet de loi, l'autonomie de Hong Kong est toujours en danger, et une situation délicate persiste : bien que les intérêts des travailleurs de Hong Kong soient fondamentalement différents de ceux des gouvernements occidentaux, en apparence les deux exigent que Pékin honore sa promesse concernant l'autonomie de Hong Kong. Le projet de loi étatsunien sur les « *Droits humains et la démocratie à Hong Kong* » montre que les élites dirigeantes américaines continuent d'essayer de lier la question de Hong Kong à leur propre politique étrangère. La gauche doit rappeler au peuple de Hong Kong que cela montre que l'Empire étatsunien ne sera jamais son véritable ami, et que ses amis démocratiques doivent être trouvés parmi les millions de travailleurs qui s'opposent à Trump.

Bien que la Chine continentale et Hong Kong soient également capitalistes, il y a une grande différence entre les deux en ce qui concerne la protection des droits humains et du droit du travail. Alors que ce dernier permet, bien qu'avec des limites visibles, l'existence d'un mouvement social, le premier n'en permet aucun. En fait, c'est cette caractéristique de Hong Kong qui inquiète de plus en plus Pékin. Depuis le début du XXI^e siècle, de plus en plus de gens sur le continent ont commencé à imiter le mouvement social de Hong Kong et à s'organiser, de manière informelle ou par le biais d'ONG. C'est le prix que Pékin a dû payer en utilisant Hong Kong pour l'aider à construire le nouveau capitalisme chinois. Pékin a trouvé de plus en plus souvent ce prix trop élevé, et depuis que Xi Jinping est arrivé au pouvoir en 2012, Pékin s'est estimé devenu assez fort pour démolir la Loi fondamentale. Cette loi tente de figer une sorte de capitalisme fondamentalement discriminant pour les travailleurs exploités, et elle est donc réactionnaire. Cependant, elle contient également des clauses qui protègent les droits humains et ceux des travailleurs. La gauche internationale doit soutenir la lutte du peuple de

Hong Kong pour défendre et étendre ses droits, non seulement en raison de la valeur intrinsèque de sa lutte, mais aussi parce que cette lutte continue d'inspirer le mouvement social chinois, aussi petit et opprimé qu'il soit maintenant.

Quelles que soient les faiblesses du mouvement contre le projet de loi d'extradition, il a une grande importance historique : c'est le tout premier mouvement démocratique dans une partie de la Chine qui soit à la fois massif, radical et rebelle, si puissant qu'il a même forcé le gouvernement, soutenu par Pékin, à battre en retraite. C'est le réveil d'une conscience démocratique, vêtue d'une « *identité de Hong Kong* ». La grève politique a également profondément marqué la conscience des travailleurs : elle leur a enseigné la grande valeur de l'insoumission. Le mouvement de Hong Kong met également en évidence la grande faiblesse du « *parfait autoritarisme* » chinois. Depuis plus de quatre mois, Pékin n'a pas réussi à rétablir l'ordre dans cette ville. Hong Kong, avec son héritage colonial, pour le meilleur ou pour le pire, est devenu une douloureuse épine dans la chair du dragon. Le dragon est déjà en mauvaise santé. La mort de cette bête entre les mains d'un mouvement social progressiste est cruciale pour la transformation démocratique future de la Chine. C'est également devenu l'un des enjeux les plus importants du XXI^e siècle. D'une part, la montée du capitalisme chinois a créé la plus grande classe ouvrière du monde et de l'histoire, tandis que, d'autre part, son capitalisme autoritaire est aussi l'une des plus grandes menaces pour l'humanité et le climat de la planète. Une transformation démocratique en Chine est une condition préalable à la résolution de tous ces problèmes. Cela rend encore plus urgent que jamais notre soutien à la lutte du peuple hongkongais pour la démocratie et la justice.

- Soyons avec le peuple de Hong Kong !
- Cinq demandes, pas une de moins !
- Boycott des investissements chinois à l'étranger !
- Démocratie pour Hong Kong et la Chine continentale !
- À bas la dictature du parti unique !
- Non aux interventions des gouvernements Trump et Johnson !
- Solidarité internationale entre les travailleur-e-s et toutes les forces progressistes !

Le 21 octobre 2019

Bureau exécutif de la IV^e Internationale

Les États-Unis doivent se retirer d'Afghanistan

Par
Farooq Sulehria*

Le 14 février 2019, Adil Ahmed Dar, un kamikaze originaire du Cachemire, a percuté un convoi militaire indien dans le district de Pulwama, dans la vallée du Cachemire avec son camion chargé d'explosifs. L'attaque a déclenché des escarmouches entre l'Inde et le Pakistan. C'est l'attaque la plus meurtrière depuis 1989 contre les forces indiennes, faisant plus de quarante morts. Le kamikaze a été inspiré par la victoire des Talibans sur les États-Unis en Afghanistan. C'est le kamikaze lui-même qui revendique cette « *inspiration* » dans un message vidéo prénregistré et publié par le groupe Jaish-e-Muhammad peu de temps après cet attentat suicide.

Des attentats comme celui-ci hantaient les observateurs des négociations maintenant bloquées entre les États-Unis et les Talibans. Un retrait des États-Unis ne va-t-il pas déclencher une nouvelle vague de terreur fondamentaliste enhardie par une victoire contre les États-Unis, comme ce fut le cas après le retrait soviétique de l'Afghanistan ? Plus important encore, l'Afghanistan ne plongera-t-il pas dans une nouvelle spirale de guerre civile une fois que les forces étatsuniennes se seront retirées ?

Les pourparlers ont pris fin brusquement le 8 septembre lorsque le président Trump, dans une série de tweets, a saboté le processus après « *une attaque à Kaboul qui a tué l'un de nos très grands soldats* ». Des milliers d'Afghans tués au cours de neuf rounds de négociations entre les Talibans et les États-Unis ne méritaient aucun tweet.

Juste avant les tweets de Trump du 8 septembre, les médias annonçaient un « accord » entre Washington et les Talibans. Les détails de cet « accord » ont été tenus secrets même au gouvernement afghan, qui a en fait été mis à l'écart du processus de négociation par le représentant étatsunien Zalmay Khalilzad. Si l'on se fie aux fuites dans les médias, l'entente mort-née aurait permis aux États-Unis de se retirer sans que les Talibans acceptent un cessez-le-feu.

Cependant, les Talibans n'attaqueraient pas les troupes qui partaient. En termes simples : les États-Unis abandonnaient l'Afghanistan à une guerre civile sanglante.

Si ce qui a ainsi fui dans les médias est exact, le « *deal* » conclu par Khalilzad incarnait un opportunisme de tout premier ordre. Dans les commentaires des médias, il y a eu un soupir de soulagement après les tweets de Trump qui ont fait dérailler le « *contrat* ». Parce que même un optimiste peut penser qu'un retrait des États-Unis perpétuerait et aggraverait l'effusion de sang en Afghanistan.

Cependant, la fin de l'occupation américaine de l'Afghanistan serait une étape bienvenue. On peut avancer que cela créera les conditions nécessaires pour un retour à la paix dans le pays. Un bilan des mésaventures étatsuniennes fournira le contexte nécessaire.

11 septembre 2001, le moment zéro

La guerre américaine qui a duré dix-sept ans en Afghanistan a coûté, selon le président Trump lui-même, plus de 2 000 milliards de dollars. Chaque année, cette guerre coûte 45 milliards de dollars. Cependant, les coûts économiques sont minimes face au bilan humain. Plus de 35 000 civils afghans ont été tués – depuis seulement 2011 – en plus des 2 400 membres des forces armées étatsuniennes tués depuis le 11 septembre 2001. Le gouvernement afghan cache les chiffres exacts concernant le nombre de morts des forces de sécurité afghanes, mais l'institut Watson de l'université Brown estime à 58 000 le nombre de morts. Enfin, au moins 42 000 « *insurgés* » ont également été tués dans des affrontements avec les forces de sécurité.

Tout se passe comme si l'histoire de l'Afghanistan avait commencé avec le 11 septembre 2001. L'effacement de ce qui s'est passé avant le 11 septembre masque l'hypocrisie de l'occupation américaine. S'il est fréquent de trouver une référence pas-sagère au régime du « *communisme brutal* »

soutenu par Moscou (1979-1992), toute référence au règne de la terreur (1993-1997) déchaînée par les Moudjahidines pour déloger militairement les « *communistes* » est opportunément écartée. Pourtant, le régime moudjahidine a été la phase la plus horrible du conflit afghan qui a commencé en 1978.

À partir du moment où les troupes soviétiques ont traversé le pont enjambant le fleuve Amou-Daria en 1989, le régime dirigé par le Parti démocratique du peuple afghan (PDPA) s'est rapidement désagrégé. Durant les quatre années qui ont suivi, de 1992 à 1997, diverses factions de moudjahidines ont réduit l'Afghanistan à la ruine dans le but de prendre Kaboul. Au cours de ce processus, d'innombrables personnes sont mortes, des femmes ont été violées, des adolescents ont été kidnappés et abusés. L'Afghanistan est devenu le fief de seigneurs de guerre brutaux. Certains d'entre eux ont été réhabilités par l'occupation étatsunienne.

Les principales factions à l'origine de cette guerre civile ont été l'Alliance du Nord, dirigée par Ahmed Chah Massoud, et Hezb-e-Islami, dirigé par Gulbuddin Hekmatyar. Tandis que Massoud, ethniquement Tadjik, était parrainé par l'Inde et la Turquie, Hekmatyar était un mandataire du Pakistan. Les deux factions et leurs dirigeants étaient fondamentalistes, brutaux et machistes. Contrairement à une vision stéréotypée de l'Afghanistan selon laquelle c'est le régime des Talibans qui a fait de l'Afghanistan une prison pour les femmes, les factions moudjahidines avaient déjà renvoyé les femmes afghanes à l'âge de pierre bien avant que le mouvement des Talibans naisse de manière organisée.

* Farooq Sulehria enseigne à l'Université nationale Beaconhouse, à Lahore. Militant de la section pakistanaise de la IV^e Internationale, il est l'auteur de *Media Imperialism in India and Pakistan* (Routledge, London 2017). Cet article a été publié d'abord sur le site web de la revue étatsunienne *Jacobin* (<https://www.jacobinmag.com/2019/09/united-states-occupation-afghanistan-Taliban-pakistan-mujahideen>). Traduit de l'anglais par JM.

Afghanistan & États-Unis

En fait, les Talibans ont d'abord attiré l'attention favorable de la population en sauvant un adolescent des mains d'un seigneur de guerre local. La brutalité de la période des Moudjahidines était telle que des pans de la société afghane ont bien accueilli, mais passivement, la prise de contrôle par les Talibans. Au moins, soutenaient-ils, les Talibans n'étaient pas des pillards, des violeurs ou des kidnappeurs. Cependant, les Talibans ne seraient pas parvenus à Kaboul sans le soutien du Pakistan. Après avoir réalisé que Hekmatyar ne pouvait pas contrarier Massoud, Islamabad a parié sur le fondateur des Talibans, le mollah Omar.

Ce bref rappel sur les années précédant les Talibans est nécessaire pour comprendre que les Moudjahidines symbolisaient la terreur, le viol, le fondamentalisme et le pillage, alors que les Talibans, en comparaison, étaient perçus comme un moindre mal par les Afghans. Après le 11 septembre 2001, les Moudjahidines discrédités et détestés ont été réhabilités, réarmés et redéployés en tant que volet politique de l'occupation étatsunienne. Il ne fait aucun doute que quelques moudjahidines ont eu la barbe rasée... pour une belle image dans les médias occidentaux. Il n'est guère surprenant que Hekmatyar soit l'un des candidats à la présidence aux élections législatives du 28 septembre. La façade politique érigée par l'occupation américaine était impopulaire, non représentative et isolée dès le début. Il ne pouvait en être autrement. Les occupants installent des régimes fantoches afin de se consolider.

Échec des efforts de reconstruction

Alors que les Moudjahidines détestés offraient une façade politique à l'occupation étatsunienne, un effort de reconstruction mené par des ONG a transformé l'Afghanistan en un laboratoire néolibéral.

De 2002 à 2013, la communauté internationale s'est engagée à verser 90 milliards de dollars pour la reconstruction (69 milliards seulement ont finalement été engagés et 57 milliards effectivement déboursés). Mais à l'intérieur de l'Afghanistan, il y a peu de traces d'un développement à 57 milliards de dollars.

Ce n'est pas que rien ne s'est passé. En tant que visiteur régulier en Afghanistan, l'auteur a constaté des améliorations considérables dans certains secteurs. Par exemple, 4 000 kilomètres de routes asphaltées ont été construits. L'enseignement primaire, en particulier, constitue un pas en avant. Outre sept millions d'enfants scolarisés, l'aide

financière a permis de construire 3 500 écoles. Environ 30 % de l'Afghanistan a été électrifié. Aujourd'hui, 85 % de la population a accès à des établissements de santé de base.

Toutefois, l'Afghanistan reste l'un des pays les plus pauvres du monde et son niveau de vie est extrêmement bas. L'offre de reconstruction a largement échoué. C'est ce qui se passe à Kaboul, principal bénéficiaire de l'aide au développement. Environ 3 milliards de dollars ont été dépensés, mais la plupart des rues restent non pavées, tandis que l'eau potable est rare. La situation critique des hôpitaux, des écoles et des services sociaux nécessiterait une histoire distincte de la longueur d'un livre. Qu'est-ce qui mal tourné dans la reconstruction ?

L'échec des plans de développement afghans est souvent imputé à la corruption. Ce discours a été créé lorsque, en 2010, Transparency International a déclaré que l'Afghanistan était le deuxième pays le plus corrompu au monde. La corruption est sans aucun doute un problème. Cependant, c'est le modèle de développement défectueux (qui facilite également la corruption) qui a engendré cet échec. Le modèle consistait à faire reconstruire l'Afghanistan par les ONG plutôt que par l'État. Ce n'est pas unique dans la mesure où l'aide au développement atteint de plus en plus les pays du Sud par l'intermédiaire des ONG. Mais l'Afghanistan a été vu comme une « *table rase* » et a été converti en un laboratoire d'expérimentation néolibérale d'ONG. L'excuse qui sous-tend la canalisation de l'aide au développement par le biais des ONG est que les établissements et institutions publiques sont corrompus, donc inefficaces.

Pour compenser la corruption présumée de la bureaucratie afghane, l'aide a été transférée à des ONG, qui se sont multipliées du jour au lendemain. Beaucoup sont arrivées presque à bord des B-52 américains. Entre 2002 et 2010, plus de 82 % de l'aide au développement a contourné le gouvernement et l'État afghan et a fini chez les ONG. Sans surprise, les ONG se sont révélées plusieurs fois plus corrompues que les bureaucrates et les politiciens afghans. À partir de 2009-2010, l'assistance étrangère a basculé en faveur de l'État afghan.

Mais la corruption et le manque de responsabilité ne sont pas les seuls problèmes du secteur des ONG. D'un côté, les ministères se sont vus refuser la possibilité d'apprendre et d'administrer des projets de développement, de l'autre, les ressources ont été abondamment gaspillées. Par exemple, certains projets ont été sous-traités cinq fois et chaque sous-traitant a réalisé un

bénéfice de 5 % à 10 %. En outre, l'État n'ayant pas participé à la planification ni à la réalisation du bilan général du développement, certains secteurs ont mobilisé d'énormes ressources tandis que d'autres ont été gravement ignorés.

Le développement piloté par les ONG n'explique cependant que partiellement ce méga-échec. La militarisation de l'aide était un autre facteur important. 50 % de l'aide a été dépensée au nom de la sécurité (le Département de la Défense des États-Unis s'est approprié plus de la moitié de l'aide), et la militarisation de l'aide signifiait également que la hiérarchisation des projets n'était pas fondée sur les besoins, mais sur les domaines que les militaires ont jugés importants pour que les États-Unis gagnent un soutien populaire.

Mais les occupations n'ont pas pour but le développement. On ne peut pas prétendre qu'un modèle politique différent, associé à un effort de reconstruction efficace, aurait donné des résultats différents, parce que, de toute façon, l'occupant devait soumettre l'Afghanistan à ses propres intérêts, au détriment des Afghans. Et il ne pouvait en être autrement. Et la révolte afghane était inhérente à l'occupation. Néanmoins l'incapacité des États-Unis à consolider l'occupation n'implique pas une victoire automatique des Talibans en cas de retrait des forces armées étatsuniennes, comme le suggèrent de nombreux commentateurs libéraux dans les médias.

Les Talibans ne peuvent pas gagner

En 1997, des conditions objectives favorisaient la prise de Kaboul par les Talibans parrainés par le Pakistan. On peut soutenir que, désintéressé, Washington a bien vu l'arrivée des Talibans dans la capitale. Pour citer le *New York Times*, « *Le Département d'État a présenté les Talibans comme étant le groupe qui pourrait enfin fournir la stabilité* ». Jon Holtzman, un diplomate étatsunien, a été invité à Kaboul. Le voyage a été annulé à la suite d'une agitation sur les droits des femmes dans les médias. Une aide de 125 millions de dollars a néanmoins été accordée (le plus important programme d'aide étrangère reçu par les Talibans).

Le Département d'État a entretenu une correspondance secrète avec le régime des Talibans. À l'époque, les médias débordaient de rumeurs concernant le soutien des Talibans par les États-Unis. Contrairement à l'image anti-américaine que les Talibans ont cultivée par la suite, ils étaient plutôt à l'aise

avec « l'infidèle » oncle Sam. La raison du soutien des États-Unis aux Talibans n'était pas simplement le projet de gazoduc par Unocal, dont on a beaucoup parlé. La rumeur disait que l'administration Clinton avait l'Iran à l'esprit en souhaitant la bienvenue aux Talibans. Que ces rumeurs soient vraies ou non, Riyad, le second parrain des Talibans, voulait absolument contrôler l'Iran par le biais des Talibans farouchement anti-chiites.

Les troubles en Russie et dans les républiques d'Asie centrale ont été tout aussi importants. À la suite de la dissolution de l'Union soviétique, les nouveaux régimes en Russie et dans les républiques d'Asie centrale avaient du mal à se consolider. Plus important encore, les Afghans avaient désespérément besoin de la paix après des années de luttes intestines brutales entre les bandes de moudjahidines. Espérant en dépit de tout, au moins une partie des Afghans (conditionnée par l'origine ethnique) ont placé leurs espoirs dans les Talibans, même si cela impliquait de sacrifier les libertés civiles.

Actuellement, les chances vont obstinément à l'encontre des Talibans. La famille royale saoudienne, dont un membre a été personnellement humilié par le mollah Omar à propos de l'expulsion d'Oussama Ben Laden, trouverait imprudent de contrarier Washington en patronnant les Talibans. Les régimes des républiques d'Asie centrale et de Russie, qui ont régulièrement affaire au militantisme confessionnel, ne resteraient pas inactifs face à la prise de contrôle de Kaboul par les Talibans (des pourparlers ont eu lieu à Moscou entre les Talibans et l'opposition afghane en février dernier).

La Chine (1), confrontée à la dissidence des Ouïghours, a publiquement exprimé sa désapprobation des Talibans. Plus important encore, une grande majorité d'Afghans, en particulier les non-Pachtounes qui constituent près de 55 % de la population et qui ont vécu le cauchemar des Talibans, ne sont pas prêts à le vivre une fois de plus. Par conséquent, la marche des Talibans sur Kaboul pourrait ne pas être combattue uniquement par les États-Unis, l'Iran, l'Inde, la Chine, les républiques d'Asie centrale et la Russie, mais également par la plupart des Afghans.

Cependant, malgré l'absence d'une base sociale de masse, les Talibans ont l'avantage de pouvoir compter sur un nombre incalculable de fanatiques prêts à exploser dans les rues afghanes, en route pour le par-



adis. Cela implique que l'effusion de sang ne se terminera pas malgré le retrait des États-Unis. En outre, certaines factions Talibanes pourraient ne pas accepter le règlement final avec l'administration Trump. La guerre, après tout, constitue également un commerce de drogue lucratif et une économie florissante pour les commandants Talibans. Néanmoins, il existe de solides arguments en faveur du retrait des États-Unis.

Les arguments en faveur du retrait des États-Unis

« L'accord » entre les États-Unis et les Talibans annoncé par Khalilzad la dernière semaine d'août n'était pas seulement opportuniste, il était aussi tellement risqué que même Mike Pompeo était réticent à le signer. On espère que tout futur « accord » sera conditionné par un cessez-le-feu. Cependant, bien qu'elle puisse être qualifiée de nombreuses manières, la priorité urgente reste le retrait des États-Unis.

Premièrement, dix-huit années d'occupation américaine n'ont fait que compliquer, intensifier et prolonger le conflit. Ce bilan est en soi le principal argument en faveur du retrait des États-Unis. Au cours de cette période, les Talibans n'ont pas simplement repris le contrôle de parties considérables de l'Afghanistan, ils ont également étendu leur pouvoir au Pakistan par l'intermédiaire de leurs cousins pakistanais. Il convient de noter que depuis le Vietnam, il a été établi que les pays impérialistes les plus puissants peuvent détruire un pays du Sud, mais ne peuvent pas l'occuper à la manière coloniale.

Deuxièmement, un retrait des États-Unis privera les Talibans de leur rôle en tant que « force de la résistance ». C'est la présence de troupes d'occupation étrangères qui légitimise la terreur des Talibans. Depuis près de 10 ans maintenant,

les Talibans ont cessé de viser des cibles civiles.

Quand le grand nombre de morts dus aux attentats-suicides ont commencé à isoler les Talibans, ils ont annoncé leur intention de ne viser que les forces étrangères ou les services de sécurité afghans (bien que de telles attaques atteignent de toute façon des vies civiles). Des attaques contre des écoles et des mosquées chiites-Hazara ces dernières années ont été revendiquées par l'État islamique (Daech). Les Talibans ont religieusement démenti les attaques contre la

communauté chiite-Hazara.

Troisièmement, si les États-Unis se retirent, le Pakistan, principal parrain des Talibans, subira d'énormes pressions externes et internes pour cesser de soutenir les Talibans. Plus important encore, Islamabad devra renoncer au pouvoir de chantage qu'il détient actuellement du fait que les fournitures militaires étatsuniennes dépendent de la coopération pakistanaise. Déjà, le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Shah Mehmood Qureshi, a suggéré que les forces américaines ne devraient pas se retirer à la hâte (laissant ainsi entendre que le Pakistan serait en situation périlleuse avec le retrait américain).

Quatrièmement, comme indiqué ci-dessus, un retrait des États-Unis n'implique pas automatiquement un Afghanistan talibanisé. Malgré l'exemple de Trump, il est possible de concevoir un retrait et un accord impliquant de nombreuses autres parties prenantes et d'élaborer de meilleurs plans pour mettre fin à la guerre civile dans le pays.

Enfin, et surtout, le peuple afghan aspire à un retrait des États-Unis. Il n'a jamais souhaité ni approuvé l'occupation. Il a payé un prix énorme. Il ne veut plus être pris en sandwich entre le marteau étatsunien et l'enclume des Talibans. ■

1. Le peuple ouïghour, turcophone et en majorité musulman sunnite qui habite la région autonome du Xinjiang (ancien Turkestan oriental) en Chine, s'est révolté en 1997, à la suite de l'arrestation de trente dignitaires religieux. La répression a fait dans un premier temps 167 morts et 5 000 arrestations. À la suite des attentats du 11 septembre 2001, le régime chinois a renforcé la répression au nom de la « lutte antiterroriste ». Un comité d'experts des Nations unies a estimé en 2018 qu'un million d'Ouïghours étaient détenus dans des camps d'internement et que deux millions le seraient dans des « camps politiques d'endoctrinement » (sur un peu plus de 8,3 millions selon le recensement de 2000).

Pour une gauche d'opposition, sans « si » et sans « mais »

Par
Sinistra anticapitalista*

1. La formation du second gouvernement Conte (1) soutenu par le Parti démocratique (2), le Mouvement 5 étoiles (3) et Liberi e uguali (4), ouvre dans notre pays une période de transition incertaine, dont la dynamique et les débouchés possibles seront définis par l'évolution de la situation économique, les politiques européennes, le contenu de la loi de finances, le poids de la droite réactionnaire dans la société et la capacité ou non du mouvement des travailleurs et des mouvements sociaux à jouer leur propre rôle, autonome et indépendant.

Si le soupir de soulagement que d'importants secteurs de la société ont exprimé face à la chute de Salvini et de la Lega (5) et à la disparition immédiate de leurs projets antidémocratiques est compréhensible, ce serait une grave erreur de penser que le gouvernement actuel peut donner des réponses positives aux classes populaires et subalternes, en rupture avec les politiques d'austérité, ou même simplement travailler

pour une réelle et totale réactivation du cadre démocratique et social.

Ce serait une grave erreur de ne voir que la défaite tactique de la Lega et non le poids politique et idéologique de la droite dans la société ainsi que son potentiel électoral. Et donc la possibilité d'une vengeance très dangereuse si le rôle d'opposition politique et sociale au gouvernement PD/M5S lui était abandonné.

2. La crise italienne fait partie d'une crise plus générale qui traverse tous les pays d'Europe (et l'Union européenne elle-même, dont les événements anglais sont un élément central) et qui se manifeste à la fois politiquement et institutionnellement, caractérisée par les difficultés de la bourgeoisie à se doter de gouvernements « cohérents » avec ses objectifs et capables d'exercer une réelle et large hégémonie dans la société. La violente attaque économique et sociale que les classes dirigeantes ont menée contre la classe ouvrière dans tous les pays – avec l'intention ouverte de modifier historiquement les rapports de force qui ont mûri depuis la Seconde Guerre mondiale – est allée de pair

avec les projets institutionnels de contre-réformes, avec la prévalence de plus en plus marquée de l'exécutif sur le législatif, avec des mesures de répression toujours plus importantes et fortement antidémocratiques visant à limiter l'action de la classe ouvrière et à contenir les luttes sociales.

C'est dans ce contexte que les forces de droite et d'extrême droite ont pu disposer d'espaces politiques et idéologiques toujours plus vastes et se développer avec une extrême virulence et dangerosité.

3. Les crises politiques actuelles se déroulent dans un environnement économique qui semble se détériorer de plus en plus. Aucune des contradictions fondamentales qui ont caractérisé la grande crise de 2008 n'a été surmontée. À l'horizon aujourd'hui il y a la possibilité d'une nouvelle forte récession économique, signalée par ce qui se passe dans les principaux pays, comme l'Allemagne, les États-Unis et même la Chine. Le principal secteur industriel du capitalisme mondial, celui de l'automobile, semble être le précurseur de la crise qui s'annonce. Ce danger de récession mondiale est bien présent dans les préoccupations et les

* Résolution politique du comité politique national de Sinistra anticapitalista (Gauche anticapitaliste, une des deux parties de la section italienne de la IV^e Internationale, l'autre étant Communia) débattue et approuvée à une très large majorité (une abstention) à Rome, les 21 et 22 septembre 2019 (traduit de l'italien et annoté par JM).

1. Le Mouvement 5 étoiles (M5S) et la Lega ont formé un gouvernement de coalition de la mi-2018 à la fin de l'été 2019, coalition dite jaune-verte, selon les couleurs respectives du M5S et de la Lega, dirigé par Giuseppe Conte, considéré comme indépendant. C'est le Conte I, dans les médias. Depuis le 5 septembre 2019, le même Premier ministre préside un gouvernement du M5S avec le Parti démocratique (PD) et Liberi e uguali (LeU). C'est le Conte II ou le Conte bis.

2. Le Parti démocratique (Partito democratico, PD) est un parti bourgeois dit de gauche, né des cendres de la droite clas-

sique libérale et démocrate-chrétienne et de la gauche post-stalinienne, qui a fourni les présidents du Conseil des ministres (Premier ministre) d'avril 2013 à juin 2018. Il participe, depuis septembre, à la nouvelle coalition gouvernementale, dite jaune-rouge par les médias.

3. Le Mouvement 5 étoiles (Movimento 5 stelle, M5S), qualifié de « populiste » par les médias, sans programme économique et social précis, est un groupe hétéroclite interclassiste, à la fois xénophobe, anti-Union européenne, contre le clientélisme, dénonciateur des phénomènes mafieux et, jusqu'à la veille de son entrée au gouvernement, contre le pouvoir. Le M5S est au gouvernement, en coalition avec la Lega de juin 2018 à septembre 2019 (gouvernement dit jaune-vert, le jaune étant la couleur du M5S, le vert celle de la Lega) puis, depuis septembre 2019, avec le Parti démocratique (gouvernement dit jaune-rouge par les médias, que Sinistra anticapitalista qualifie de jaune-rose, les couleurs du PD

étant celles du drapeau italien, mais sa couleur politique étant le rose de la social-démocratie néoconservatrice), avec lequel il a proclamé à plusieurs reprises ne jamais vouloir faire d'alliance.

4. Liberi e uguali (LeU, Libres et égaux), est un parti satellite du Parti démocratique (PD), né de la fusion de miettes des trois groupes : Movimento democratico e progressista-Articolo 1 (une scission du PD), Sinistra italiana (un conglomérat de sociaux-démocrates, d'écologistes, d'ex-membres du PD et aussi du M5S) et Possibile (une scission du PD).

5. La Lega (Ligue), fondée entre 1984 (fondation de la Lega autonomista lombarda), 1989 (fédération des ligues national-régionalistes d'Italie du Nord) et 1991 (1er congrès de la Lega Nord comme organisation unifiée), est le plus ancien parti de l'actuel Parlement, le deuxième parti en nombre de députés (124 sur 630), après le M5S (216 sur 630). Aux élections européennes de mai dernier, la Lega a devancé le M5S. Cela

explique pourquoi les dirigeants du M5S ont été prêts à tout, même à une coalition avec le PD, plutôt que d'affronter des élections politiques nationales anticipées, lors de la chute du gouvernement Conte I, cet été. Avec le M5S en position politique subordonnée, la Lega a constitué le gouvernement italien de juin 2018 à septembre 2019, son dirigeant Matteo Salvini étant ministre de l'Intérieur et, de facto, le dirigeant du gouvernement dont le président du Conseil des ministres était officiellement Giuseppe Conte. Le récent changement de nom (fin 2017 pour les élections de mars 2018), de Lega Nord (national-antiméridionale) en Lega sans autre attribut, correspond à la tentative en cours – et non achevée – de fonder un grand parti de la droite national-souverainiste de type lepéniste, donc un parti parlementaire à la fois et paradoxalement en porte-à-faux avec et à cheval sur les territoires politiques des autres droites dites dures et des extrêmes droites.



déclarations des personnalités économiques et des dirigeants européens, à commencer par le président de la Banque centrale européenne et sa décision d'ouvrir une nouvelle phase de quantitative easing (assouplissement quantitatif) dans une tentative de relance du développement économique. Mais cette nouvelle grande disponibilité d'argent ne semble pas être utilisée pour une relance des investissements et des productions. L'expression familière « *on peut amener un cheval à l'abreuvoir, mais on ne pas l'obliger à boire* » convient pour décrire cette situation. La réalité capitaliste est très simple : pas une banque, pas un patron, pas une entreprise ne relancera des investissements si elle n'y a pas de perspectives réalistes de ventes et de profit. À cet égard, il semble y avoir un assez large consensus parmi les économistes bourgeois sur la nécessité de relativiser la politique monétaire afin de se concentrer sur une politique fiscale pour accroître les marges, encourager l'investissement productif et stimuler ainsi la « croissance » : une sorte de « *keynésianisme libéral* » qui se concentre sur la demande intérieure après des décennies de mercantilisme et de politiques d'exportation, dictées par la bourgeoisie allemande et les rapports de forces qu'elle avait réussi à imposer, en alliance avec la bourgeoisie française, dans l'Union européenne. Aujourd'hui, la récession naissante oblige la bourgeoisie européenne à réfléchir à l'option alternative, mais les divergences qui sont apparues entre les différents gouvernements lors de la dernière réunion de l'Ecofin (6) montrent que la recomposition des intérêts des classes dirigeantes des différents pays européens, pour soutenir la concurrence mondiale avec les États-Unis et la Chine, n'est ni facile ni sans rugosités. La nature contradictoire de l'Union européenne, construite sur la base du développement inégal

des différents pays qui la composent, est le signe avant-coureur de cette impasse. Certes, une forte relance des salaires et des dépenses sociales – qui est nécessaire – pourrait favoriser une relance économique, mais elle signifierait aussi une réduction des profits et une nouvelle force accrue de la classe ouvrière, c'est-à-dire remettrait en question les résultats obtenus par les capitalistes avec les politiques d'austérité et de libéralisation.

Telles sont les contradictions de ce système injuste. Voilà pourquoi nous avons besoin d'un projet anticapitaliste.

Sous la direction de la nouvelle présidente de la Commission Ursula Von Der Leyen, l'Union européenne (c'est-à-dire l'alliance européenne des bourgeoisies) semble vouloir évoluer dans ce contexte difficile en multipliant les déclarations sur la nécessité de contenir les inégalités sociales, de promouvoir l'inclusion, mais en même temps elle n'a pas l'intention de modifier les axes fondamentaux des traités et des politiques menées jusqu'ici. Il apparaît évident qu'il s'agit seulement d'une approche plus pragmatique des problèmes, de la possibilité d'introduire une certaine flexibilité afin de mieux gérer les situations de crise et de contenir les tendances populistes de la droite, mais dans la continuité absolue du passé. Il suffit de voir ce que fait le gouvernement français avec sa contre-réforme des retraites ou les déclarations du gouvernement italien sur le respect de l'équilibre budgétaire. Aucun secteur de la bourgeoisie ne veut ou n'a pour projet de redonner aux travailleurs les droits qu'ils avaient gagnés à travers les luttes du passé et perdus au cours des deux dernières décennies par une série de défaites et de reculs. Au contraire, les courants patronaux qui veulent une défaite encore plus profonde du mouvement ouvrier se renforcent, ce qu'on ne voit pas seulement en Grande-Bretagne.

4. La chute du gouvernement jaune et vert a été le résultat de ses contradictions internes croissantes et des changements dans les rapports de force entre ses membres, ce qui a conduit la Lega de Salvini à faire un forcing afin d'obtenir la majorité parlementaire par des élections anticipées pour mener à terme son projet autoritaire et réactionnaire.

La mise en place d'un nouveau gouvernement basé sur deux formations qui étaient en forte opposition depuis des années est le résultat de multiples éléments : ● D'abord, l'aversion de la grande bourgeoisie italienne et donc de la Confindustria (7) pour des élections législatives anticipées à la veille

d'une manœuvre financière compliquée et dans un contexte économique de difficultés croissantes, combinée à sa volonté de disposer d'un gouvernement bourgeois plus « *traditionnel* » et plus conforme à ses intérêts généraux, c'est-à-dire s'inscrivant mieux dans le cadre européen.

● Deuxièmement, les préoccupations similaires et convergentes des forces politiques et économiques de l'establishment européen, visant à contenir les forces centrifuges et désireuses de voir un gouvernement italien qui suive la logique des institutions européennes face au Brexit et à la concurrence internationale toujours plus vive.

● Troisièmement, la réaction d'autodéfense de forces telles que le PD et les M5S, y compris de leurs composantes internes, qui les a amenés à construire ce gouvernement de coalition sans précédent, rendu possible sur le plan politique par le fait que sur certaines questions fondamentales – à savoir la préservation des mécanismes et des modalités du capitalisme – elles n'ont pas de divergences indépassables.

● Quatrièmement, le fait que dans divers secteurs de la société il y avait une certaine pression sociale et une préoccupation démocratique qui poussait dans cette direction, afin d'empêcher la réalisation du projet réactionnaire de Salvini.

● Cinquièmement, et c'est significatif et très important, les syndicats – et en particulier de la CGIL – ont agi avec une grande détermination pour faire de cette solution une réalité. Les courroies de transmission entre la politique et les dirigeants syndicaux confédéraux ont ainsi été reconstruites et activées, et on a vu réapparaître un alignement de la Confindustria, du gouvernement et des syndicats CGIL-CISL-UIL. Ces jours-ci les premiers signaux d'une nouvelle phase de concertation sociale entre le gouvernement, les syndicats et la Confindustria (et d'autres associations patronales) sont d'ailleurs apparus. Il va de soi que la combinaison de ces facteurs ne va pas faciliter la mobilisation sociale.

5. Le programme de la Confindustria, c'est-à-dire ce que le patronat

6. Le Conseil pour les affaires économiques et financières (Ecofin) est la formation du Conseil de l'Union européenne rassemblant les ministres des finances des États membres. Il exerce le pouvoir législatif en matière économique et financière, dans certains cas en codécision avec le Parlement européen (le marché intérieur, la libre prestation des services, la protection du consommateur, et les mesures liées à l'établissement de statistiques). La plupart des décisions d'Ecofin sont prises à la majorité qualifiée.

7. La Confindustria est la principale organisation patronale italienne.

Italie

demande au nouveau gouvernement, est très clair :

- ❶ Réduction de la fiscalité.
- ❷ Infrastructures.
- ❸ Salaire minimum et loi sur la représentation syndicale.

Cela signifie :

- ❶ Une « *augmentation* » des salaires grâce à une réduction de la fiscalité permettant aux patrons de ne pas déboursier un seul euro et de faire porter le coût de cette « *augmentation* » sur les services sociaux déjà fragilisés ; de plus, en absence d'une réforme fiscale fortement progressive, cette réduction augmentera les inégalités, déjà très importantes.
- ❷ Train à grande vitesse (TAV Lyon-Milan), gazoduc trans-adriatique (TAP), contournement autoroutier de Gênes (Gronda), liaisons autoroutières et toutes sortes de grands travaux pour améliorer la logistique du pays en mauvais état au seul bénéfice des entreprises et au détriment de l'environnement.
- ❸ Les patrons ne s'engagent pas en faveur du salaire minimum. Ils veulent simplement le lier aux seuils minimums inscrits au cas par cas dans les conventions collectives catégorielles, en stérilisant l'effet de ces minimums. Et ils aspirent à une loi syndicale qui « *pèse* » (pour reprendre les termes du président de la Confindustria, Vincenzo Boccia) la représentation syndicale ; la démocratie syndicale, qui ne jouit déjà pas d'une bonne santé, serait en grand danger.

Sur ces questions il y a une parfaite entente entre les entreprises, le gouvernement et les acteurs sociaux, et il convient de noter que le programme de gouvernement en 29 points de la coalition PD-M5S-LeU s'ouvre, non par hasard, par l'affirmation de la nécessité de préserver les « *équilibres des finances publiques* ». De toute évidence, c'est la clé de voûte du programme gouvernemental et il serait erroné de le couper en tranches, c'est-à-dire de considérer les divers points séparément sans tenir compte de la logique d'ensemble. Une logique qui implique que toutes les pétitions de principe

et les bonnes intentions (un *Green New Deal* qui ne serait pas du « *capitalisme vert* », des investissements publics, la prévention des accidents de travail, etc.) sont irréalisables compte tenu de l'importance des investissements nécessaires incompatibles avec l'actuel « *équilibre des finances publiques* », alors que les points réellement réalisables sont ceux contre les travailleurs : révision des dépenses publiques (*spending review*), réaménagement des déductions fiscales, autonomie différenciée des régions, pour n'en citer que certains. Même dans le domaine de la démocratie, le gouvernement ne laisse entrevoir qu'une simple modification des décrets sécuritaires pour éviter de s'exposer au jugement négatif de la Cour constitutionnelle (donc, pour les sauver !).

En ce qui concerne le cadre démocratique, le débat ouvert à propos d'un nouveau système électoral ne doit pas nous induire en erreur ; il est question d'un système proportionnel avec un fort barrage entre 3 % et 5 % dans le contexte d'une réduction du nombre des parlementaires (8), qui est en soi une attaque contre la représentation proportionnelle visant en premier lieu à empêcher la représentation des forces de la gauche de classe ou de leur imposer l'alignement.

Il faut noter enfin que le nouveau gouvernement se présente non seulement avec un profil « *européiste* », mais aussi avec un profil très « *philo atlantiste* », avec toutes les implications que ce positionnement peut avoir dans le climat très perturbé de l'échiquier international.

Ce gouvernement dispose cependant de non négligeables cartes à jouer. Tout d'abord, il arrive après l'expérience du gouvernement jaune-vert et les terribles performances de Salvini, qui avaient provoqué, à juste titre, la consternation et la peur dans un secteur peut-être pas majoritaire mais important de la société. Le gouvernement M5S-PD est donc perçu positivement par ces secteurs et bénéficiera d'un chèque en blanc, d'autant plus qu'il a le soutien des

forces sociales et économiques qui ont favorisé sa naissance, du moins dans un premier temps.

Il demeure cependant un gouvernement plein de contradictions objectives et confronté à des choix entre différentes options. Avec son projet politique propre, le Parti démocratique de Matteo Renzi introduit des éléments contradictoires supplémentaires et de lourdes hypothèques qui, si elles peuvent être surmontées dans les prochains mois face à l'urgence de la situation financière et aux relations avec l'UE, se manifesteront tôt ou tard. Renzi pourra alors engager plus à droite un gouvernement, déjà orienté vers une position libérale, qui s'inscrit dans le processus de brassage politique produit par la nouvelle configuration gouvernementale. Impossible d'imaginer qu'il pourrait y avoir une remise en question des lois qui ont frappé les droits des travailleurs, du Jobs Act (10) à la loi Fornero (11).

C'est pourquoi il faut se préparer à de nouveaux chocs et surtout travailler pour qu'il y ait une présence autonome et combative des classes laborieuses et des mouvements sociaux.

6. Sinistra anticapitalista a clairement exprimé sa satisfaction devant la défaite de Matteo Salvini, qui avait largement sous-estimé l'impopularité politique de l'exécutif. Son gouvernement n'a cessé de produire des lois infâmes tels les deux décrets sécuritaires (12) qui ont poussé à l'extrême le choix de tuer les migrants en mer et criminalisé ceux qui leur apportent de l'aide. Il a fait de l'inhumanité son drapeau, a pourri l'ensemble de la société avec le poison antidémocratique et raciste et s'est préparé à mettre en œuvre d'autres mesures honteuses telles que la division du pays (ce que l'on appelle une autonomie différenciée, que le gouvernement actuel confirme également, même si c'est sous une forme « *douce* », mais sans en changer le fond) et la remise en cause des droits des femmes avec la Déclaration des droits de la

8. Actuellement le score minimal pour avoir des députés est fixé à 3 % pour la plupart des territoires de la Péninsule et à 20 %, pour les minorités linguistiques dans les régions concernées, ainsi qu'à 4 % pour les élections européennes. Il est envisagé de diminuer le nombre des membres du Parlement, les sénateurs passant de 315 à 200 et les députés de 630 à 400.

10. Le Jobs act, adopté en 2015 par le Parlement à l'initiative du gouvernement Renzi, est une législation sur le travail qui facilite les licenciements, flexibilise les horaires, individualise les salaires,

restreint les droits au chômage et aux vacances, accorde des remises d'impôts à certaines entreprises.

11. Elsa Fornero, ministre du travail, des politiques sociales et de la parité dans le gouvernement de Mario Monti (novembre 2011 – avril 2013), a fait voter en 2011 une loi qui repousse l'âge de la retraite à 67 ans, puis en 2012 une contre-réforme du droit du travail, qui libéralise le licenciement pour raisons économiques et supprime le versement des charges sociales pour certaines entreprises, partiellement ou entièrement.

12. Un premier décret promulgué en novembre 2018 a restreint le droit d'asile, aggravé les conditions d'accueil des demandeurs d'asile, généralisé l'utilisation des Taser et facilité l'évacuation des bâtiments occupés. Un décret sécurité-bis, adopté en août 2019, octroie au ministre de l'Intérieur le droit de « *limiter ou interdire* » l'entrée de navires dans les ports en cas de simple présomption de « *facilitation de l'immigration clandestine* », l'autorise à mettre sous écoute les « *suspects* » et de recourir à des « *agents sous couverture* » pour infiltrer les associations, instaure

des amendes pouvant aller jusqu'à un million d'euros aux capitaines de navires « *en cas de violation de l'interdiction d'entrée, de transit ou d'arrêt dans les eaux territoriales* ». Il modifie également la gestion de l'ordre public lors des manifestations : des peines jusqu'à 4 ans de prison pour l'utilisation « *des feux d'artifice, des pétards ou des objets similaires* » et jusqu'à 3 ans pour port de casque ou de capuche...

famille de Pillon (13).

En même temps Sinistra anticapitalista a clairement exprimé la nécessité de s'opposer immédiatement à un gouvernement libéral « *européiste* », qui risque de remettre au premier plan les adeptes du libéralisme « *nationaliste* » et ses politiques d'austérité. Salvini et la Lega ont encore beaucoup d'atouts dans la société et dans les institutions pour construire avec les autres forces de l'extrême droite leur revanche. Ce serait une grave erreur de laisser le monopole de l'opposition politique et sociale au nouveau gouvernement de droite !

Cette situation des plus complexes et non exempte de contradictions a non seulement produit des discussions difficiles jusqu'au sein des forces de la gauche dite radicale, mais également de nombreux égarements dans plusieurs organisations. Signalons, entre autres, une tendance inquiétante à vouloir déléguer à ce gouvernement la riposte aux droites, ou l'attente presque messianique de ruptures et de discontinuités qui s'avèrent pourtant impossibles vu les positions politiques et la position de classe du PD et du M5S. La désagrégation de la nébuleuse « *La Sinistra* » (14) se prolonge aujourd'hui dans la désastreuse décision de Liberi e uguali et de Sinistra italiana (15) d'entrer dans le nouveau gouvernement.

Nous proposons d'emprunter une autre voie ! Pour faire obstacle au retour des droites populistes, il est nécessaire de battre les politiques d'austérité qui provoquent une détérioration dramatique des conditions de vie de millions de travailleuses et de travailleurs, disposant d'un emploi ou au chômage, jeunes et femmes de ce pays, ouvrant la voie à un consensus contre les solutions réactionnaires. Nous ne devons pas accorder le moindre crédit ni la moindre confiance au nouveau gouvernement. Nous devons construire une nouvelle opposition politique et sociale. Pour cela il faudra avant tout que les forces de la gauche de classe – politiques, sociales, syndicales – construisent sans aucune ambiguïté l'unité d'action la plus large possible autour d'un certain nombre d'objectifs démocratiques et sociaux susceptibles de favoriser les conditions d'une reprise des mobilisations et, à terme, de la reconstruction décisive d'un nouveau mouvement des travailleuses et des travailleurs.

7. La situation de la classe ouvrière reste dramatique du point de vue de l'emploi, des salaires, des conditions de travail et d'exploitation. Les données de l'Institut national de statistique (Istat) illustrent une fois de plus l'ampleur du chômage mais

aussi et surtout le nombre de ceux qui ont maintenant abandonné la recherche d'un emploi. La courbe des accidents de travail, en particulier mortels, est impressionnante et tragique. Elle a recommencé à grimper. La remontée du taux de l'emploi, saluée par certaines forces de l'ancien gouvernement sur la base d'une fausse interprétation de données de l'Istat, n'existe pas ; elle n'existe que sous la forme que le journal de la Confindustria a définie lui-même comme « *un boom des contrats moins protégés et le déclin des garanties de la flexibilité* ». Le ministère du Travail fait face à 150 nouvelles demandes de licenciements économiques, toujours non résolues, alors que d'autres se profilent à l'horizon et que le chômage technique explose au-delà de l'ordinaire. Par-dessus tout, le fait essentiel est que depuis le début de la crise de 2008 plus d'un milliard d'heures travaillées ont été perdues et que le solde négatif entre l'emploi en 2008 et aujourd'hui peut être estimé entre 800 000 et un million d'emplois perdus.

Il en va de même en ce qui concerne la baisse continue des salaires, qu'un économiste a appelé « *le fléau de la rémunération salariale* ». Les contrats de travail garantis, de moins en moins rémunérés, reculent et visent toujours plus la productivité des entreprises au détriment des droits des travailleurs ; les conventions collectives couvrent moins de 30 % des entreprises. Enfin, le travail à temps partiel imposé, le chômage technique et toutes les formes de travail précaire et mal payé sont en expansion. Tout cela a provoqué une véritable crise salariale que les directions syndicales elles-mêmes, largement responsables de cette dégradation, doivent aujourd'hui enregistrer, même si elles n'ont pas su, ni voulu, lui apporter une réponse. Et encore moins construire une mobilisation.

Aujourd'hui, ces organisations syndicales, à commencer par les métallurgistes, disent qu'il faut intervenir à nouveau sur les contrats de travail pour défendre les salaires. La FIOM, la FIM et l'UIL ont avancé une plateforme de contrats un peu différente de celles du passé récent. Mais une fois encore cette hausse des salaires devrait être financée par une réduction des impôts et non par de l'argent frais que les patrons mettraient sur la table. La tristement fameuse politique des revenus réapparaît sous cette forme.

Il va sans dire que toute réduction des recettes fiscales entraînera de nouvelles réductions importantes des budgets sociaux – peu apparente du fait de leur présentation éclatée dans un premier temps – que les tra-

vailleurs vont ressentir en étant confrontés à la réduction des services sociaux, à commencer par les services de santé.

C'est pourquoi nous demandons que soit construite une grande mobilisation, comme celle d'il y a 50 ans, autour du mot d'ordre : augmentation du salaire, réduction du temps de travail.

C'est pourquoi, dans les mois à venir, nous développerons une campagne sur cette question revendicative et nous articulerons sous toutes les formes possibles la lutte pour une réduction radicale du temps de travail sans baisse du salaire et une nouvelle politique publique de création d'emplois.

8. L'unité de la gauche de classe doit être recherchée pour favoriser par tous les moyens possibles le développement d'un mouvement de masse contre la politique d'austérité et pour reconstruire l'identité des travailleurs ainsi que l'unité avec les mouvements de lutte écologique et féministe. Elle doit se faire sur la base d'une plateforme avec quelques objectifs clairs, cohérents avec les besoins et les exigences des secteurs exploités et opprimés de la société :

- Réduction du temps de travail à salaire égal ;
- Augmentations de salaires égales pour toutes et tous ;
- Parité salariale entre femmes et hommes ;
- Abolition de la loi Fornero ;
- Nationalisation des secteurs stratégiques de l'économie ;
- Importants investissements publics pour créer de nouveaux emplois ;
- Arrêt des privatisations en cours et reprise par le secteur public des services déjà pri-

13. La Déclaration des droits de la famille a été mise au rancart (provisoirement ?) par la nouvelle coalition gouvernementale. Ce décret du sénateur Simone Pillon, membre de la Lega et du Family Day (intégriste catholique d'extrême droite) fragilisait les familles – parents et enfants – en situation conflictuelle ou séparée et la position des femmes, dans ce contexte et face aux violences domestiques.

14. « *La Sinistra* » (La gauche) était une coalition électorale informelle, entre des partis dits de gauche, ex-staliniens, ex-sociaux-démocrates, groupes pro-austérité de gauche à la Syriza (Grèce), etc., qui a pris forme en vue des élections européennes de mai dernier et a disparu après son échec (1,7 % des suffrages exprimés).

15. Sinistra italiana a été initialement formée en tant que groupe parlementaire, en 2015 (à la Chambre des députés) et en 2016 (au Sénat), regroupant des élus issus du Parti démocratique, de ses diverses scissions successives et quittant le Mouvement 5 étoiles. Depuis juin 2017 ce parti est observateur au sein du Parti de la gauche européenne. À partir de novembre 2017, il rejoint la liste électorale de Liberi e Uguali et, lors des européennes de 2019, la liste de « *La Sinistra* ». Elle dispose actuellement de deux députés et d'un sénateur.

vatisés ;

- Actions unilatérales visant à réduire les émissions nocives pour l'environnement.

Pour intervenir sur cette base dans les lieux de travail, d'études et les quartiers, mais aussi dans le domaine des médias et de la communication, il faudra disposer d'une masse critique suffisante. Il est nécessaire de soutenir et de participer aux expériences locales qui permettent un nouvel enracinement social et une reconnaissance politique des forces qui luttent pour un horizon radicalement alternatif au capitalisme, capable aussi de se connecter aux expériences quotidiennes, au vécu et à l'imaginaire des jeunes générations.

C'est pourquoi nous pensons qu'il est non seulement utile, mais nécessaire, d'organiser cet automne une assemblée générale des luttes et de la gauche de classe afin de promouvoir les conditions de cette nécessaire convergence, dans laquelle, démocratiquement, avec des règles sûres et à égalité, les méthodes et l'orientation de cette opposition seront établies. Nous proposons donc à tous les collectifs, syndicats et structures syndicales, associations, organisations politiques de la gauche de classe, à commencer par les forces avec lesquelles nous avons déjà eu des rencontres, d'être collectivement promoteurs de cet événement automnal pour empêcher que la Lega et les Fratelli d'Italia (16) ne soient la seule opposition. C'est le moyen le plus utile de se préparer à temps et de manière socialement crédible afin de pouvoir faire face dans un avenir pas si éloigné à une éventuelle nouvelle crise de gouvernement et à la possibilité d'élections.

C'est dans cet esprit que Sinistra anticapitalista a déjà participé et participera au cours des prochaines semaines aux échéances à venir :

- Assemblée nationale de *Energie in movimento* (17) des 14-15 septembre ;
- Grève pour le climat du 27 septembre ;
- Assemblée nationale de SI Cobas (18) du

29 septembre à Naples,

- Assemblée nationale contre l'autonomie régionale différenciée du 29 septembre à Rome ;

- Assemblée nationale du forum des *Indivisibili* du 6 octobre ;

- Manifestation nationale à Milan contre l'ouverture du Centre de rétention pour le rapatriement le 12 octobre ;

- Grève générale du 25 octobre appelée par les syndicats de base, mais une fois encore pas tous unis.

- Nous critiquons fermement le choix des forces qui ont voulu annuler la manifestation nationale féministe du 28 septembre à Rome et c'est précisément pour cette raison que nous réaffirmons notre soutien à la mobilisation internationale pour le droit à l'avortement du 28 septembre.

9. Une telle unité d'action et de travail nous semble le meilleur moyen pour faire face à l'enjeu politique de la formation d'une plus forte organisation politique radicale et de classe ou, pour employer une autre caractérisation, « *anticapitaliste et révolutionnaire* ». Mais ce défi ne peut être ni résolu ni abordé sous des formes purement propagandistes ou avec des formules impropres et tout à fait inefficaces du type « *l'unité des communistes* ».

Comme nous l'avons déjà formulé lors de notre premier congrès en 2016 et confirmé lors du congrès en février de cette année « *Pour un véritable processus de recomposition politique, c'est-à-dire pour la construction d'une force politique anticapitaliste effectivement utile, il faut beaucoup d'autres développements politiques dont la condition préalable reste la croissance de processus réels de masse et de nouveaux processus de radicalisation* ».

Nous avons également ajouté, toujours au premier congrès, que chaque hypothèse d'agrégation signifiait pour nous une forme de front ou de fédération avec le maintien de notre organisation indépendante. C'est

cette modalité d'approche et de travail que nous avons exprimée et pratiquée dans la construction puis dans la discussion et dans la dynamique politique et organisationnelle de Potere al Popolo (19).

À la lumière des événements et devant la confirmation des caractères du cadre politique des forces de la gauche, au congrès de 2019 nous avons affirmé la nécessité d'aller vers un forum politique et social, ouvert aux organisations de gauche de classe ainsi qu'aux travailleuses et travailleurs, aux étudiantes et étudiants. C'est-à-dire un mouvement pluriel où l'on pourrait avancer ensemble sur les points communs et poursuivre le débat sur ce qui ne fait pas accord, sans contrainte, mais en garantissant la dignité et l'égalité des différentes options politiques qui composent aujourd'hui le cadre fragmenté de la gauche. Un mouvement qui reconnaît une pleine citoyenneté tant aux organisations politiques et sociales qu'aux individus qui veulent participer à la construction d'un cadre commun de la gauche de classe.

Telle est la voie qui à notre avis peut favoriser à terme des processus de recomposition plus profonds dont pour l'instant il n'y a pas trace dans les positions politiques et dans les pratiques des organisations de gauche. Reconstruire l'unité d'action est la condition de tout pas en avant. Dans le vaste espace que nous proposons, il serait en effet possible de converger sur des thèmes spécifiques et donc de construire des initiatives communes avec divers secteurs. Des alliances stables pourraient ainsi se développer et conduire en perspective à la formation d'organisations politiques, ayant une masse critique plus importante et capables d'intervenir plus efficacement dans le cadre politique et social.

La Direction nationale est mandatée pour s'adresser à tous les interlocuteurs possibles afin de construire l'unité d'action entre les différentes forces de la gauche politique et sociale de classe sur la base de ces propositions. ■

16. Fratelli d'Italia est un parti post-fasciste, reprenant le logo de l'ancien Mouvement social italien (MSI) et le nom du premier vers du Chant des Italiens (1847, devenu l'hymne national d'Italie), issu d'une scission d'extrême droite du parti de Berlusconi en 2012. Il dispose actuellement de 32 députés, 18 sénateurs et 6 députés européens.

17. À Rome, dans les bâtiments occupés Via del Caravaggio (le 14 septembre) et Case delle Donne Lucha y Siesta (le 15 septembre), à l'initiative des réseaux Roma non si chiude et Rete Restiamo Umani s'est tenu un espace de discussion de tous ceux qui, au cours de l'année écoulée, ont construit diverses formes de

mobilisation et de résistance. Les thèmes débattus étaient : le climat, le droit au logement, l'hospitalité et les frontières, la liberté de circulation, les espaces sociaux, le droit à la ville et le rôle des jeunes. Il a été décidé de poursuivre les campagnes contre les expulsions, d'intensifier l'engagement dans la mobilisation climatique, de promouvoir une mobilisation nationale pour abroger les décrets sécuritaires, de mobiliser aux côtés du mouvement trans-féministe Non Una Meno contre la violence machiste. (Cf. « Per una mobilitazione contro i decreti sicurezza : il report della due giorni di "Energie in Movimento" », Dinamo Press du 1^{er} octobre 2019).

18. SI Cobas est un syndicat italien intersectoriel issu du secteur des transports et logistique. Il compte 15000 membres en particulier des travailleuses et travailleurs immigrés. Il est un des nombreux syndicats issus des Cobas (comités de base), apparus au cours des années 1980 en dehors du syndicalisme confédéré, qui se sont éparpillés : outre le SI Cobas, en sont issus l'USB (Union syndicale de base), CUB (Condédération unitaire de base), UniCobas (Confédération italienne de base), SIAL Cobas (Syndicat auto-organisé des travailleurs) etc.

19. Potere al Popolo (Pouvoir au peuple) est une alliance des organisations de la gauche radicale, des mouvements associ-

atifs et syndicaux (USB) créée à l'initiative du centre social « *Je so' pazzo* » (je suis fou) de Naples. En font toujours partie le Rete dei Comunisti (RdC), le Movimento RadicalSocialista (MRS), le Risorgimento Socialista (RS), Democrazia Altea (DA). D'autres organisations présentes au début ont pris leurs distances en 2018, en désaccord avec le mode de structuration en parti et l'évolution programmatique : Partito del Sud-Meridionalisti Progressisti (PdS-MP), Partito della Rifondazione Comunista (PRC), Partito Comunista Italiano (PCI) ainsi que nos camarades de Sinistra Anticapitalista.

La politique britannique dans la tourmente

Par
Susan Pashkoff*

C'est une période tumultueuse pour la politique britannique : le Parlement est revenu de sa pause estivale le 3 septembre face à un nouveau Premier ministre, Boris Johnson, élu par les seuls députés conservateurs après la démission de Theresa May. Le gouvernement conservateur avait une majorité fonctionnelle d'une voix à ce moment-là (y compris les députés du Parti unioniste démocratique, DUP, d'Irlande du Nord). Johnson l'a perdue le jour même puisque Phillip Lee (un ancien député conservateur) a radicalement changé d'allégeance pour se joindre aux libéraux-démocrates pendant que le Premier ministre s'adressait au Parlement. La coalition parlementaire conservatrice et unioniste a continué de rétrécir au cours des jours suivants.

Le Parlement a de nouveau fermé ses portes le 9 septembre après seulement 6 jours de séance. Pendant ce temps, Johnson a subi 6 défaites consécutives de la part des députés et des lords, a provoqué de nombreuses manifestations à travers la Grande-Bretagne et a organisé ce qui semble être la pire crise que les Conservateurs aient jamais connue.

Et pour couronner le tout, le tribunal écossais a conclu à l'unanimité que le Premier ministre avait induit la reine en erreur et que ses actions étaient illégales. En effet, la Cour a jugé que Boris Johnson avait menti à la reine afin d'obtenir la suspension des séances (dite prorogation) du Parlement. Certains députés restèrent sur leurs sièges, tandis que d'autres manifestaient à l'extérieur. Le député travailliste et juriste reconnu, Keir Starmer, a exigé que le Parlement soit rappelé immédiatement, avant que la Cour suprême n'examine les trois jugements la semaine suivante.

Les origines de la crise

Avant la reprise des travaux parlementaires, les membres conservateurs du « *très honorable Conseil privé de Sa Majesté* » ont



demandé à la reine de proroger (suspendre) le Parlement pendant cinq semaines, ce qu'elle a accepté de faire.

Il est normal que le Parlement ne siège pas lorsque les principaux partis tiennent leurs conférences, mais là il s'agit d'une très longue suspension des travaux, de plus en période de crise constitutionnelle. L'idée de permettre à un « *nouveau gouvernement* » de préparer les législateurs à un discours de la reine n'a été prise au sérieux par personne malgré les répétitions constantes du gouvernement et des députés conservateurs. Et le moment choisi pour prendre cette mesure était révélateur : il s'agissait clairement d'une tentative de contrecarrer toute possibilité de bloquer un Brexit sans accord.

Lorsque Dominic Raab a évoqué la possibilité d'une prorogation lors des élections à la direction du Parti conservateur, d'autres (dont Boris Johnson et Michael Gove) ont écarté cette proposition, la jugeant antidémocratique et simplement impossible. Pourtant, non seulement la loi de prorogation a été conçue pendant les vacances, mais par la suite il a été révélé qu'elle était déjà planifiée des semaines plus tôt.

Cette tentative de saper la souveraineté parlementaire et, partant, la démocratie, a fait affluer des manifestants dans les rues dès que les plans ont été annoncés le 28 août. Et l'opposition a agi dès la reprise des travaux du Parlement. Le Parti travailliste, le

Parti national écossais (SNP), les libéraux-démocrates, Plaid Cymru, Change UK et les Verts ainsi que des conservateurs dissidents ont pris le contrôle de l'ordre du jour des Communes. Johnson avait déclaré qu'il s'agissait d'un vote de confiance envers son gouvernement. Mais 21 députés conservateurs, dont l'ancien chancelier de l'Échiquier Phillip Hammond, le « *père de la Chambre* » Ken Clarke, l'ancien procureur général Dominic Grieve, l'ancien membre du Cabinet Rory Stewart, Oliver Letwin (qui a présenté la motion) et Nicholas Soames, petit-fils de Winston Churchill, ont voté contre pour permettre l'avancée du projet de loi contre le Brexit sans accord.

Ils ont été expulsés du groupe parlementaire du parti conservateur, laissant Johnson sans majorité parlementaire (21 voix manquantes). Sa première défaite aux Communes en tant que Premier ministre.

La Chambre des communes a alors appuyé un projet de loi de la députée travailliste Hilary Benn visant à empêcher un Brexit sans accord, qui jusque-là était la position légale par défaut pour le 31 octobre. Une

* Susan Pashkoff est économiste et militante de Socialist Resistance (section britannique de la IV^e Internationale). Cet article a été d'abord publié le 11 septembre 2019 par le site web *Socialist Resistance – feminist, ecosocialist, internationalist* : <http://socialistresistance.org/british-politics-in-tumult/17975> (Traduit de l'anglais par JM).

Grande-Bretagne

députée conservatrice de plus, Caroline Spelman, s'est jointe aux rebelles de la veille et a voté en faveur du projet de loi. Elle a dit qu'elle se retirerait aux prochaines élections parlant d'un « abus du Brexit ». Le projet de loi a été adopté en urgence par la Chambre des communes le 4 septembre, puis il a été présenté aux Lords. Après la présentation de 100 amendements hostiles, on craignait qu'il ne puisse être débattu avant la prorogation, mais en fin de compte les lords ont retiré tous leurs amendements et le projet de loi a été adopté le vendredi 6. Il est ainsi devenu loi le lundi 9 après avoir reçu la sanction royale.

L'humiliation continue

Le 29 août, au lendemain de l'annonce de la prorogation, la dirigeante conservatrice écossaise, Ruth Davidson, démissionnait du parti en invoquant des problèmes familiaux et le traitement du Brexit, contre lequel l'Écosse avait voté majoritairement au référendum. Comme l'accroissement du nombre de députés conservateurs représentant l'Écosse à Westminster a été attribué à son engagement et que c'est grâce à cela que le gouvernement conservateur a pu obtenir la majorité à Westminster, cela crée de nouveaux problèmes.

Le 4 septembre, lors de la première séance de questions parlementaires, le député travailliste Tan Dhesi a demandé au Premier ministre quand allait commencer l'enquête sur l'islamophobie au sein du parti conservateur (Johnson l'avait promis lors de son élection à la direction du parti) et a exigé qu'il présente des excuses pour ses commentaires racistes sur les femmes musulmanes portant la burka – selon Johnson elles ressembleraient à des braqueuses de banques et des boîtes à lettres. Son attaque cinglante a été applaudie alors que Johnson a bafouillé au sujet de ses propres ancêtres et a essayé d'attirer l'attention sur l'antisémitisme présumé du Parti travailliste. Sa défense « comment puis-je être raciste compte tenu de ma famille » n'a pas eu l'écho espéré du fait de ses antécédents de déclarations racistes et misogynes.

Une fois que le projet de loi Benn a été envoyé aux Lords, Johnson a introduit un appel à des élections générales anticipées. En vertu de la loi adoptée par le gouvernement conservateur-libéral en 2011 instaurant les élections législatives à date fixe (Fixed Term Parliament Act, FTPA), il fallait une majorité de deux tiers pour l'adopter. Le gouvernement a été défait avec l'abstention du Parti travailliste lors du vote. C'était le cinquième vote qu'il perdait en une

semaine.

L'utilisation par Johnson d'insultes homophobes et misogynes contre Jeremy Corbyn, traité entre autres de « poulet javellisé » pour ne pas avoir accepté une élection générale est un autre exemple du comportement puéril du Premier ministre actuel. Se pavanant comme un petit caïd de cour de récréation, il espérait imposer à Corbyn les élections anticipées par son « double défi ». Au cours de ces débats le porte-parole des conservateurs à la Chambre des communes, Jacob Rees-Mogg s'est allongé sur plusieurs sièges, ses nounous se sont alors vues reprocher de ne pas lui avoir appris un comportement approprié, ce qui a engendré une foule de blagues sur les réseaux sociaux ; le dévouement de Rees-Mogg à sa nounou (qui élève ses 6 enfants) est bien connu : elle l'a même accompagné durant la campagne électorale lors de sa première tentative pour devenir député du comté de Fife. L'exhibition de tels privilèges par Johnson et Rees-Mogg n'a pas seulement suscité de nombreuses blagues, elle a aussi rappelé aux salariés ce qui les répugne chez les conservateurs.

Le 4 septembre toujours, le chancelier de l'Échiquier Sajid Javid a présenté le projet de budget pour 2020. Alors que Johnson avait annoncé que beaucoup d'argent serait accordé aux services d'éducation, de santé et de police – ce qui ressemblait à un lancement de campagne électorale – peu de nouvelles dépenses furent annoncées. Ceux qui voudront se détendre n'auront pas de mal à contester les annonces de Johnson.

Johnson et les conservateurs ont continué à sombrer. Le frère de Boris Johnson, Jo Johnson (conservateur et membre du gouvernement et du Parlement (il manque maintenant 22 voix à la « majorité » conservatrice). La tentative du Premier ministre de faire une apparition dans le Yorkshire pour faire « débattre le peuple » du Brexit fut un fiasco. Un des participants lui a poliment demandé de quitter la ville alors qu'un autre lui demandait moins poliment pourquoi il n'était pas en train de négocier avec l'UE à Bruxelles.

Sa déclaration publique devant les nouvelles recrues de la police a ajouté à la pagaille. Après l'avoir attendu pendant 20 minutes une jeune policière, épuisée, s'est effondrée. Après un bref coup d'œil, Johnson a poursuivi son discours. Utiliser la police comme toile de fond d'un discours politique (ce qui mine sa prétendue neutralité) n'est pas du tout apprécié en Grande-Bretagne, donc il a été l'objet de critiques non seulement d'autres politiciens et com-

mentateurs, mais aussi du chef de la police du West Yorkshire.

Comme si la situation ne pouvait qu'empirer, le samedi 7 septembre la députée conservatrice Amber Rudd – qui s'était sacrifiée alors qu'elle était ministre de l'Intérieur pour protéger Theresa May lors d'un scandale – a quitté le Parti conservateur et le gouvernement (elle était secrétaire d'État au Travail et aux Retraites). Elle a estimé que Boris Johnson n'essayait pas d'obtenir un accord avec l'UE et se concentrait plutôt sur un Brexit sans accord. Elle l'a également critiqué pour l'exclusion du parti de 21 députés.

Le lundi 9 septembre, Johnson a présenté une autre motion pour des élections générales en octobre, mais la démission du président des Communes, John Bercow (qui a été une épine dans le pied des Brexiteurs tout au long du processus) a eu raison de sa tentative. Cela faisait suite à la surprenante annonce faite un peu plus tôt par la secrétaire d'État aux Entreprises, à l'Énergie et à la Stratégie industrielle, Andrea Leadsom, selon laquelle les Conservateurs allaient présenter un candidat contre Bercow contrairement à la décision de leur Convention. Or, avant d'être président de la Chambre des communes, Bercow a été élu député conservateur.

Johnson a subi une autre défaite concernant la date des élections, ce qui signifie que même si elles auront lieu bientôt, ce n'est pas lui qui choisira quand. Les rumeurs selon lesquelles il pourrait présenter un projet de loi contournant la FTPA, qui ne nécessiterait qu'une majorité simple, ont été oubliées, probablement parce qu'il n'y avait aucune chance qu'il obtienne le nombre de voix nécessaire.

Si pour les conservateurs il serait politiquement préférable que les prochaines élections fassent suite à un second référendum sur le Brexit, au cours duquel les travaillistes feraient campagne pour le maintien dans l'UE, cette option n'est plus envisageable à l'heure actuelle. Et vu comment le Parti travailliste a joué, il n'est pas certain qu'elle l'ait jamais été.

Implosion du Parti conservateur

Bien que l'implosion du Parti conservateur procure un grand plaisir, nous devons comprendre qu'il s'agit là d'une lutte pour le cœur (s'ils en ont un, desséché comme il est) et pour l'âme du Parti conservateur. La droite conservatrice tente de transformer rapidement ce parti de centre-droite en un parti résolument de droite – ce qui est similaire à la transformation du Parti républicain des

États-Unis, mais sans le rôle joué là-bas par la droite religieuse. Aux États-Unis cette transformation a duré des décennies après la création de la coalition de Ronald Reagan. C'est cela que cache la purge des 21 députés, les membres les plus connus et respectés de leur parti.

L'enjeu est partiellement stratégique. Il s'inscrit dans la poursuite des projets de la droite internationale de contrôler les actuels partis de centre-droite pour les placer dans le camp politique de Donald Trump, Matteo Salvini (Italie), Viktor Orbán (Hongrie) et Benjamin Netanyahu (Israël). Ce dernier a d'ailleurs été reçu par Johnson le 5 septembre, « *par hasard* »...

La tentative de faire sortir la Grande-Bretagne de l'UE dans le cadre d'un Brexit sans accord vise à créer une alliance atlantiste avec les États-Unis, favorisant la poursuite de la déréglementation et de la privatisation du secteur public britannique. La Grande-Bretagne serait clairement le partenaire junior dans ce scénario – tant pis pour « *la souveraineté* » qui a été une partie si importante et si absurde de la campagne référendaire. Toutes les réglementations économiques, environnementales, agricoles et en matière d'emploi qui existent en Grande-Bretagne à la suite de l'adhésion à l'UE seraient balayées. C'est le véritable objectif de la droite conservatrice : un accord ne les intéresse pas, ils veulent éliminer le secteur public et la réglementation pour des raisons idéologiques.

Nous savons exactement comment Johnson compte s'y prendre (il est à peu près aussi subtil qu'un éléphant) : il veut organiser les prochaines élections sous la forme du « *peuple contre le Parlement* ». C'est risqué. Il n'y a aucune garantie que « *le peuple* » considère que les Conservateurs sont ses alliés. Les privilèges des députés conservateurs qui déterminent leur comportement peuvent se retourner contre eux, leur arrogance se transformant en cendres lorsque les gens de la classe ouvrière se souviennent de ceux qui les ont bernés pendant des décennies. Car c'est surtout le parti conservateur (avec l'aide des Libéraux-démocrates) qui a détruit l'industrie et le secteur manufacturier en Grande-Bretagne et a encouragé l'austérité et non l'UE.

On ne sait toujours pas si ce projet réussira ou s'il va provoquer une scission au sein du Parti conservateur. Mais pour dire les choses comme elles sont, Johnson n'est pas bien parti, quoi qu'il arrive. La droite conservatrice semble prête à éliminer les députés conservateurs modérés, ce qui renforcera les libéraux-démocrates s'emparant des votes des électeurs conservateurs favorables à

l'UE. Conservateurs et libéraux-démocrates sont en concurrence pour un grand nombre de sièges, ce qui risque de condamner Johnson et les siens à zigzaguer en permanence. C'est une perspective pénible non seulement pour nous, mais surtout pour Johnson lui-même.

Royaume-Uni défié

Il y a un autre domaine de difficultés politiques pour les conservateurs. L'utilisation du nationalisme anglais et du quasi-populisme a permis la victoire du Brexit au référendum et a servi pour justifier le recul électoral dans les régions où le vote contre le Brexit était fort.

Dans ce domaine, Johnson semble se concentrer sur la concurrence avec le Brexit Party. Il espère soit neutraliser le parti de Nigel Farage (en convainquant les partisans du Brexit que son parti est le parti du Brexit), soit conclure un accord électoral avec lui. Il pense qu'il peut remporter les prochaines élections générales compte tenu des résultats du référendum et des divisions politiques dans le pays, notamment en remportant des sièges dans certaines circonscriptions traditionnellement travaillistes, qui ont voté pour le Brexit.

Mais un pacte avec Farage ou sa neutralisation ne fonctionnera que si Johnson réussit à faire une sortie de l'UE sans accord. N'importe quoi d'autre verrait le Brexit Party à l'offensive contre lui. Farage est l'homme-orchestre du Brexit Party, mais ses soutiens se limitent à l'Angleterre et à certaines régions du Pays de Galles. Les électrices et les électeurs d'Écosse et de l'Irlande du Nord ont voté contre le Brexit. Et rien ne prouve qu'ils aient changé d'avis. Avec la démission de Davidson les Conservateurs écossais vont certainement perdre des sièges, ce qui pourrait miner le parti dans l'ensemble de la Grande-Bretagne.

Les pressions de Johnson en faveur d'un non à l'accord renforcent les demandes d'un nouveau référendum sur l'indépendance en Écosse avec d'importantes manifestations en août et septembre. De plus, l'équipe de Corbyn a indiqué que les travaillistes ne bloqueraient pas une telle demande à Westminster. Nous avons même vu des mobilisations non négligeables en faveur de l'indépendance du Pays de Galles.

En outre, le principal point d'achoppement du projet de loi de Theresa May sur le retrait de l'UE concerne la frontière britannique en Irlande, entre la République d'Irlande et les six comtés. C'est une question cruciale de l'accord de paix pour l'Irlande du Nord de 1998. Il n'y a aucune

proposition des Conservateurs pour remplacer le « *backstop* » (maintien de l'Irlande du Nord dans le marché commun), qu'ils prétendent détester. Mais pour l'UE ce n'est pas négociable : en cas de Brexit il faut soit une frontière entre l'Irlande et la Grande-Bretagne sortie de l'UE, soit une frontière qui sépare les six comtés de la République d'Irlande...

Socialist Resistance soutient la demande de réunification de l'Irlande, même si nous ne pensons pas qu'elle soit à l'ordre du jour étant donné l'opposition des principaux partis de la République d'Irlande à un tel scrutin. Nous avons fait campagne en faveur d'un vote en faveur du oui lors du premier référendum sur l'indépendance de l'Écosse et nous allons le faire à nouveau, s'il y a une seconde chance. Nous pensons que l'éclatement de l'État impérialiste britannique est dans l'intérêt de tous ceux qui y vivent.

Nous ne pleurerons pas si nous voyons la désintégration de l'État britannique provoquée par les partis Conservateur et Unioniste. Nous nous réjouissons également que la participation de la reine à la prorogation nous ait donné l'occasion de discuter des idées républicaines avec un public plus large. Nous pensons que la représentation proportionnelle devrait être portée par la gauche, plutôt que de laisser les Libéraux-démocrates défendre cette mesure démocratique.

Le Parti travailliste

Corbyn a joué un rôle positif dans la lutte contre un Brexit sans accord. Son influence s'est ainsi accrue.

Pour éviter qu'il n'y ait pas d'accord de sortie avec l'UE, il a proposé le 21 août que les autres soutiennent une motion de censure contre Johnson. Il se déclarait alors prêt à diriger un gouvernement intérimaire qui prolongerait l'application de l'article 50 pour organiser rapidement les élections législatives. Le 27 août, une réunion a eu lieu entre des forces qui s'opposaient à l'accord mais en raison du refus des Libéraux-démocrates de soutenir un gouvernement Corbyn pendant une période de temps aussi brève soit-elle, aucune décision n'a été prise.

Le fait est que Corbyn a finalement tourné en s'exprimant clairement pour un vote public sur le Brexit. Ce fut un tournant important, mais il a nécessité un long processus de préparation. Le temps qu'il lui a fallu pour le faire a affaibli les chances des travaillistes de remporter les élections.

L'un des problèmes est de savoir si les travaillistes peuvent récupérer lors des élections les électeurs perdus au profit des

Grande-Bretagne

Libéraux-démocrates et des Verts. Rappeler le rôle des Lib-Dems dans la coalition austéritaire et leurs promesses non tenues sur les frais de scolarité qui ont rendu l'accès à l'université beaucoup plus difficile pour les enfants de la classe ouvrière est essentiel. Mais pas suffisant. Les campagnes d'inscription sur les listes électorales – en particulier parmi les jeunes qui continuent d'être largement contre le Brexit – seront cruciales. La BBC a rapporté que 200 000 personnes se sont inscrites pour voter au cours des 72 heures précédant le 5 septembre et que plus de 50 % d'entre elles ont moins de 35 ans. Finalement le sectarisme de Lib-Dems envers Corbyn n'améliore pas leur position.

D'un autre côté, on ne sait pas encore très bien si les travaillistes tenteront de négocier un accord avec l'UE s'ils accèdent au pouvoir. Il y a encore des gens qui croient qu'un « *Labour Brexit* » (qui défend les travailleurs) est un objectif réalisable. Le fait que Corbyn ne se soit pas encore attaqué à ce mythe rend beaucoup plus difficile le travail de ceux d'entre nous qui ont dit dès le début que c'était une contradiction dans les termes.

Fait assez intéressant : alors que les libéraux-démocrates et les conservateurs rebelles semblent plutôt mal à l'aise d'avoir Jeremy Corbyn comme Premier ministre, le secteur financier britannique semble beaucoup plus à l'aise avec la possibilité d'un gouvernement travailliste, surtout si on le compare à un Brexit sans accord.

Quelle sera la prochaine étape ?

Le terme « *alliance rebelle* » (comme dans *Star Wars*) a été utilisé pour décrire ceux qui travaillent ensemble pour empêcher une sortie de l'UE sans accord. Mais si tous les membres de l'alliance veulent mettre un terme à un « *non-accord* », ils ont de grandes divergences sur d'autres questions. Le fait que Corbyn ait été sûr de lui depuis le retour du Parlement a calmé certaines attaques contre lui de la part des « *alliés* » (et du Parti travailliste parlementaire), mais le chef adjoint du Parti travailliste, Tom Watson, semble relancer cette dynamique.

Les travaillistes, le SNP, le Plaid Cymru et les Lib-Dems veulent des élections générales, mais pas selon les termes de Johnson. En ce qui concerne *Change UK*, si ce parti existe encore, c'est moins clair. La plupart de ses élus perdront leur siège aux élections, c'est pourquoi certains d'entre eux ont rejoint les Libéraux-démocrates au cours des derniers jours. Les conservateurs rebelles se battront en tant que conservateurs indépendants ou abandonneront leur carrière politique,



comme Jo Johnson, Nicholas Hurd et Caroline Spelman.

L'imprévisibilité de Johnson et le fait qu'il soit un menteur posent un autre défi. Même si sa stature de menteur n'est pas à la hauteur de celle de Trump (et les mensonges de Trump servent souvent à couvrir ses propres insuffisances personnelles), il a perdu trois emplois à cause de ses mensonges. Et il a menti constamment depuis mai : pendant sa campagne pour la direction des conservateurs (où la prorogation du Parlement faisait déjà l'objet de discussions), en prétendant qu'il cherche à conclure un accord de Brexit avec l'UE et que des progrès ont été réalisés (une surprise pour l'UE). Il a passé sa vie à mentir et ne semble avoir aucun cas de conscience à le faire. Par conséquent, sa parole ne vaut rien et personne ne lui fait confiance.

Alors que beaucoup espèrent qu'il finira mort dans un fossé plutôt que de demander une prolongation des négociations avec l'UE, s'il ne le fait pas, il enfreindra la loi. Autant beaucoup d'entre nous aimeraient le voir menotté par la police, autant il pense peut-être qu'être un martyr du Brexit pourrait le faire réélire. Bien sûr, nous voulons empêcher cela.

On ne sait pas s'il demandera une prolongation de l'article 50. S'il ne le fait pas, alors il fait appel à la base du Brexit Party. Mais cette tactique pourrait détruire la légitimité du Parti conservateur et conduire à une scission avec sa base de centre-droite (cela s'est déjà produit dans le passé avec les lois sur le maïs en 1846 et la réforme tarifaire au début du XX^e siècle).

L'absence d'une Constitution écrite n'aide pas alors que l'introduction de la loi instaurant les élections législatives à date fixe (FTPA) a brouillé les cartes. La question se résume au fait que Boris Johnson ne se

comporte pas selon les règles que les Premiers ministres sont censés suivre. Aucun autre Premier ministre n'aurait laissé entendre qu'il refuserait d'appliquer la loi en ne présentant pas à l'UE de demande d'une prolongation de l'article 50. Qui sait s'il est sérieux ou s'il fait semblant ?

Voici un scénario cauchemardesque : si Johnson démissionne juste avant la date limite pour la demande (le 19 octobre), nous n'aurons pas de gouvernement pour la soumettre à l'UE à moins qu'un gouvernement à court terme ne soit convenu par « *l'alliance rebelle* » – les Lib-Dems et les conservateurs rebelles vont-ils dépasser leur dégoût pour la politique de Jeremy Corbyn et laisser le leader de l'opposition former un gouvernement à court terme ou allons-nous conclure un Brexit sans accord en l'absence d'un gouvernement ?

Si Johnson démissionne, la reine demandera certainement à l'opposition de former un gouvernement (deux semaines sont accordées pour former un gouvernement ce qui, en cas d'échec, entraînera des élections générales). En outre, la demande ne peut être présentée par le chef de l'État (la reine) en l'absence d'un gouvernement. Un gouvernement technocratique de hauts fonctionnaires sera-t-il nommé (est-ce même possible en Grande-Bretagne, nous ne sommes pas l'Italie) ? Les élections durent environ un mois – c'est beaucoup trop long à une époque où la Grande-Bretagne est confrontée à un Brexit imminent sans accord.

Il y a toujours l'option explosive de révoquer un Brexit sans accord, car le Brexit doit être voté par le Parlement. Mais je pense qu'elle aussi devrait être soumise à l'UE... par un gouvernement. Cela n'aiderait certainement pas à « *réunifier la nation* », mais je doute que ce soit de toute façon une tâche facile. Vos suppositions sont aussi bonnes que la mienne... qui sait ?

Entre-temps, les travaillistes conservent d'importants atouts en vue des prochaines élections. Le manifeste de 2017, ainsi que le très grand nombre de membres qui ont fait du porte-à-porte pour faire passer ce message, peuvent et doivent continuer lors de tout prochain scrutin. Tous ceux qui ont rejoint le Parti travailliste pour faire campagne pour Corbyn en tant que leader, y compris ceux qui sont devenus quelque peu désabusés depuis du fait des manœuvres bureaucratiques et de la lenteur du changement, doivent s'impliquer pour le renversement des conservateurs et l'établissement d'un gouvernement travailliste radical ainsi que dans la lutte contre la droite travailliste qui veut miner la dynamique de ce projet. ■

Le marais politique

« Le manque de signification de la politique dans son ensemble a été confirmé par l'impasse dans laquelle certaines questions politiques particulières sont plongées. »

Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique ?*

Par
Manuel Gari

À l'époque de la dictature franquiste, la maison d'édition Ruedo Ibérico, établie à Paris, a publié un livre de Gerald Brenan intitulé *le Labyrinthe espagnol* (1). Si l'historien anglais devait penser à un titre décrivant la situation politique de l'État espagnol entre 2015 et 2019, il utiliserait peut-être le terme « marais » pour la décrire. Beaucoup des idées contenues dans l'ouvrage écrit par Brenan, il y a 75 ans, se référant à la fin du XIX^e siècle et au premier tiers du XX^e, semblent décrire des aspects de la situation actuelle.

Au cours des quatre dernières années, aucun gouvernement n'a pu se consolider dans l'État espagnol, la dette publique continue d'augmenter jusqu'à atteindre presque 100 % du produit intérieur brut (PIB), la politique budgétaire est erratique et l'approbation des budgets généraux de l'État – qui dépendent eux-mêmes de ceux des Communautés autonomes qui assurent la santé et l'éducation – est toujours en situation d'attente, de sorte que l'investissement et les dépenses publiques ne sont pas actualisés. Tout cela rend difficile pour l'État espagnol de se préparer aux effets négatifs que pourraient avoir sur son économie le Brexit, le ralentissement économique très probable qui pourrait se transformer en récession dans des pays comme l'Allemagne ou une nouvelle crise bancaire induite par celle de ce dernier pays ou l'Italie.

Étant donné la structure économique de l'Espagne, les exportations et le tourisme souffriraient suite à de tels événements, et étant donné que la demande intérieure ne se redresse pas suite à la baisse de la masse salariale consécutive à des années de politiques d'austérité antisociale, on ne peut exclure de graves problèmes économiques qui, selon les rapports de forces actuels entre classes sociales, la faiblesse politique de la gauche et l'absence de mobilisations syndicales, ne pourraient conduire qu'à des régressions sociales. Dans ce panorama désolé, il y a des lueurs d'espoir dans les

actions du mouvement féministe, la mobilisation étudiante inédite pour la défense du climat et de la vie portée par la « génération Greta » et quelques luttes ouvrières isolées.

À nouveau des élections

Ces derniers mois, depuis les élections législatives du 28 avril 2018, l'avant-scène politique a été occupée par les combinaisons du rapprochement et de l'éloignement entre le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et Unidas Podemos, UP (2). Ni les uns ni les autres n'ont débattu d'un programme de gouvernement, au contraire, toute la bataille s'est concentrée sur la composition du gouvernement. Le PSOE et les organisations patronales ne voulaient pas que Unidas Podemos fasse partie de l'exécutif, et Unidas Podemos a fondé toute sa stratégie actuelle (et future) sur son entrée dans le gouvernement, démontrant ce que le professeur de droit constitutionnel Javier Pérez Royo décrit comme une « anxiété à gouverner ».

Mais, en même temps, le PSOE avait besoin des votes de UP pour obtenir au Parlement l'investiture de Pedro Sánchez comme président du gouvernement. Et la bataille n'a pas porté sur le contenu des propositions et des projets, mais sur le discours à développer dans les médias et les réseaux sociaux. Les deux partis ont oublié les besoins de la majorité de la société et se sont consacrés à parler d'eux-mêmes. Si l'obsession de Unidas Podemos était d'obtenir des ministères, celle de Pedro Sánchez était et est de trouver la meilleure formule pour détruire Podemos ou au moins le neutraliser, non pas tant à cause de ce qu'il est vraiment, mais à cause de ce qu'il représente dans l'imaginaire collectif. Le véritable terrain de jeu n'a pas été celui occupés par des équipes de négociation mais les deux formations ont fait leur celui des médias et des réseaux sociaux pour voir qui allait imposer son « récit ».

L'ensemble du spectre politique de la gauche et de la droite a fait montre de platitude, d'enfantillage et de sectarisme, ce qui a abouti à laisser de larges secteurs de

l'électorat, mais ce qui a aussi contribué au fait que l'ensemble des citoyens et citoyennes dont les problèmes réels ne sont pas traités s'éloignent encore plus de la nouvelle « caste » politique. En même temps, des réflexes intolérants et antidémocratiques apparaissent dans le champ de la droite et de l'extrême droite contre la gauche et le féminisme, et s'affirme une grande déception – qui peut conduire à une abstention électorale – dans des secteurs importants de la base sociale de la gauche.

La télévision et la presse ont saturé leurs journaux avec les formules utilisées par les uns et les autres dans ce conflit politique, ce qui a monopolisé l'attention des citoyens jusqu'à saturation. En effet, la thèse de Pierre Bourdieu – publiée dans *les Actes de la recherche*, 1988, intitulée *Penser la politique* – est devenue une réalité ces derniers mois. Bourdieu y a écrit : « Nous vivons immergés dans la politique. Nous baignons dans le flot immuable et changeant du bavardage quotidien sur les chances et les mérites comparés de candidats interchangeables. » Comme preuve de l'ampleur du détournement du débat politique, l'essentiel a tourné autour de la question de savoir qui est à blâmer pour devoir refaire des élections. Si le débat politique a été remplacé par ce piège et si les idées n'ont pas été

* Manuel Gari collabore à la revue *Viento Sur* et milite dans les rangs de Anticapitalistas (section de la IV^e Internationale dans l'État espagnol). Cet article a été écrit pour la revue suisse en ligne *À l'Encontre*, traduit de l'espagnol et publié par la revue le 23 septembre 2019 (<http://alencontre.org/europe/espagne/le-marais-politique-espagnol.html>).

1. Livre publié en 1943 par Cambridge University Press, qui a eu un impact important sur les rangs de l'anti-franquisme en termes de constitution de la compréhension de l'histoire de l'État espagnol au cours du XIX^e siècle et du premier tiers du XX^e siècle. C'est un travail solide, bien que ses thèses soient très discutables d'un point de vue marxiste.

2. Unidad Popular est une alliance entre Izquierda Unida et Podemos conjointement à des représentant-e-s de forces qualifiées de « convergentes » avec des alliances passées par les deux partis en Galice et en Catalogne.

État espagnol

présentes, il faut dire que l'action politique des partis a été remplacée par la voix unique et l'omniprésence des leaders dans un exercice d'hyper-leadership qui non seulement mine la démocratie interne des formations, mais établit aussi une relation directe du « leader » (tous des hommes) avec le peuple, sans médiation, autour de questions simplistes : gouvernement de coalition oui ou non ; je fais ou ne fais plus confiance à un dirigeant ; cela sans qu'il existe une réflexion plus approfondie. Le « débat » sur la formation d'un nouveau gouvernement a été un spectacle ennuyeux oscillant entre le déplorable et le grotesque.

Plus qu'un problème gouvernemental

L'échec de Pedro Sánchez, secrétaire général du PSOE, à former un gouvernement et le fait de devoir convoquer de nouvelles élections législatives pour le 10 novembre – après quatre années au cours desquelles plusieurs élections ont eu lieu sans parvenir à une stabilité gouvernementale – reflète la stagnation politique et institutionnelle que connaît l'État espagnol. Le régime post-franquiste de la Constitution de 1978 n'a pas encore résolu sa crise fondamentale, notamment en raison de la persistance et de l'importance des revendications nationales de la Catalogne.

Cette crise est aggravée par la fin du bipartisme qui a assuré le changement « ordonné » de gouvernement entre un parti social-libéral (PSOE) et un parti néolibéral de droite (le Partido Popular, PP) dans ce qui a été appelé le « *turnismo* » (3). Ce bipartisme a été changé à l'échelle de l'État espagnol dans son ensemble – le cas de la Catalogne, de l'Euskadi et de la Galice est différent – par l'existence de deux blocs : d'une part, un bloc « progressiste » configuré par le PSOE et les « forces du changement » (Unidas Podemos et leurs alliances dans les nations) et, d'autre part, l'action conjointe des trois droites (PP, Ciudadanos (Cs) et Vox, le parti nostalgique du national-catholicisme).

La situation est aussi une démonstration de « l'épuisement » des matériaux avec lesquels s'est construite l'architecture politique convenue entre les franquistes et les partis ouvriers majoritaires (PCE et PSOE) en 1978, c'est-à-dire de l'obsolescence d'une Constitution qui consacre le rôle de la figure antidémocratique du roi, le rôle de l'armée

garante de l'unité « nationale » imposée et de l'ordre constitutionnel, incluant la propriété privée comme principe directeur ainsi que le rôle privilégié de l'enseignement de l'Église catholique, subventionnée par l'État et exonérée du paiement des impôts.

La crise de la gauche

Ce qui a été décrit montre aussi la fin du cycle politique ouvert après les mobilisations du 15M (les Indigné-es du 15 mai 2011) et l'épuisement comme forces de changement de Podemos et des forces apparentées qui ont fait du « *gouvernementalisme* » leur raison d'être. Cela s'accompagne d'une renonciation à promouvoir un processus destituant qui aboutisse à une rupture démocratique avec le régime de 1978 et ouvre l'horizon d'un nouveau processus constituant. Malgré le rôle du PSOE comme garant de la monarchie et du régime de réforme de 1978 et son refus de reconnaître le droit à l'autodétermination des peuples des nations sans État ou son soutien aux traités et aux politiques d'austérité de l'Union européenne, Unidas Podemos lui a offert un « *passerport* » de gauche et le profil d'une force du changement. Et, de plus, ce qui est fort ridicule de la part de Pablo Iglesias : sa demande adressée au roi qui joue le rôle de médiateur avec le PSOE afin de former un gouvernement de coalition ; ou encore, ce qui est dramatique, que Unidas Podemos assure au PSOE qu'il respecterait les décisions du PSOE sur la Catalogne.

Je ne parle pas du droit de Podemos d'entrer au gouvernement espagnol, mais je souligne que gouverner aux côtés d'un parti social-libéral est incompatible avec le rôle d'une force transformatrice. Les questions que beaucoup d'entre nous se sont posées sont claires : accepteriez-vous de nouveaux mémorandums de la Troïka, ou l'application de l'article 155 de la Constitution qui suspend les fonctions du gouvernement autonome catalan, ou encore toute décision de guerre de l'OTAN ?

Ce co-gouvernement serait destructeur pour la gauche et le mouvement social, et il affaiblirait peut-être jusqu'à l'extrême un Podemos étouffé par l'étreinte d'un ours. C'est pourquoi nous avons proposé de faire obstacle à la droite par le biais d'un accord d'UP avec le PSOE, sur certains points du programme, en procédant ensuite au contrôle du respect de ces engagements, et d'une opposition au Parlement sur les autres questions.

Cela n'a pas été le cas parce que Unidas Podemos a favorisé dans certains secteurs de son électorat l'illusion trompeuse des euro-

communistes espagnols – depuis que Santiago Carrillo était secrétaire général (1960-1982) du Parti communiste espagnol (PCE) – selon laquelle la seule façon pour la gauche d'avancer est de participer aux gouvernements en oubliant ce qui a été approuvé dans les deux congrès tenus par le parti issu du 15M, chercher à promouvoir une alternative au régime. Et ce qui est de même très grave : comme dans les moments précédents de l'histoire, les adversaires internes (au sein de UP) sont marginalisés ou expulsés, ce qui a produit une absence de pluralité au sein des organisations.

Podemos et la plupart des organisations qui ont vu le jour après le 15M ont changé de nature. Elles ne sont plus des forces qui contestent le système et le régime, elles ne pratiquent plus la démocratie interne, puisqu'il n'y a plus d'espaces de délibération en leur sein, ni de décisions prises par les organes élus. Les référendums organisés ne sont pas des exercices démocratiques, mais de simples actes de soutien plébiscitaire aux décisions prises par un petit nombre de personnes. Toutefois, malgré la perte systématique de voix, elles conservent un important électorat qui les soutient, parce qu'il y a encore un secteur de la gauche qui ne veut pas avoir à choisir entre voter pour le PSOE ou s'abstenir.

En ce moment, l'espace politique de gauche à gauche du PSOE connaît un profond remue-ménage et peut-être même une réorganisation à l'approche des élections législatives du 10 novembre. D'une part, il y a une profonde division au sein du PCE et de l'IU (Izquierda Unida) sur les relations avec Podemos, oscillant entre des secteurs qui exigent plus d'autonomie, de visibilité et de respect face à l'arrogance des dirigeants de Podemos qui monopolisent les décisions et l'apparition publique et, d'autre part, à l'opposé, des secteurs qui cherchent vraiment à dissoudre leurs organisations au sein d'un Podemos, aujourd'hui dirigé par des anciens membres du PCE lui-même ou de sa jeunesse. Ils n'ont pas fondé Podemos mais ont « *débarqué* » immédiatement dans cette direction, cooptés par Iglesias qui, simultanément, rompt avec une partie des fondateurs de Podemos.

Dans le même temps, les députés catalans liés à Ada Colau (la maire de Barcelone) ont montré leurs différences quant à l'orientation adoptée par Podemos lors des négociations pour l'investiture de Pedro Sánchez comme président du gouvernement. En outre, au sein même de Podemos, qui maintient une organisation très affaiblie, se manifeste un mécontentement des dirigeants territoriaux qui ont vu leur force électorale

3. Turnismo : deux partis prennent chacun, à leur tour, la direction du gouvernement, ce qui renvoie à une vieille tradition de l'époque de la Restauration au XIX^e siècle, où les libéraux opéraient de la sorte.

diminuer après les élections du 26 mai 2019 dans les municipalités et les régions autonomes, et lors des élections européennes dont le résultat fut encore pire que celui obtenu un mois auparavant lors des élections législatives du 28 avril 2019.

Mais quelque chose de plus important est en train de se produire et pourrait aboutir – si ça se concrétise finalement – à un changement de l'éventail des votes de la gauche réside : la présentation éventuelle d'une nouvelle option politico-organisationnelle dirigée par Iñigo Errejón, ancien numéro 2 de Podemos.

Il y a en même temps une évolution au sein d'Adelante Andalucía – la coalition de Podemos et d'IU avec les partis andalous pour les élections autonomes, menée par Teresa Rodríguez, militante d'Anticapitalistas, et qui a obtenu les meilleurs résultats parmi ceux recueillis par Unidas Podemos dans l'État espagnol : des voix évoquent la nécessité pour les élections générales du 10 novembre de présenter dans les huit provinces de l'Andalousie une liste Adelante Andalucía et de former son propre groupe parlementaire qui collabore et se coordonne avec la gauche dans une complète

autonomie politique. Si ce dernier point est confirmé, cela signifierait l'émergence d'une force au niveau de l'État à gauche de Podemos, mais en même temps plus unitaire et avec un plus grand pluralisme interne. Elle pourrait servir de référence future pour le reste de l'État espagnol. Mais il est encore trop tôt pour savoir ce qui va se passer parce qu'il y a un secteur d'IU qui s'y oppose et qu'il y a beaucoup de difficultés juridiques et économiques qu'Adelante Andalucía devrait surmonter pour faire ce saut vers la politique étatique (4). ■

22 septembre 2019

Contre une condamnation injuste et face à la répression, défendons les droits démocratiques du peuple catalan !

Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale

Après le procès de plusieurs dirigeants indépendantistes, la publication le lundi 14 octobre de l'arrêt de la Cour suprême a déclenché une vague de protestations en Catalogne et, dans une moindre mesure, dans d'autres territoires de l'État espagnol et même dans certaines villes européennes. La condamnation de 12 dirigeants sociaux et politiques indépendantistes – dont 9 à des peines de prison allant de 9 à 13 ans – est perçue comme la punition collective de tout un peuple ayant osé affronter le régime politique de la transition post-franquiste et le système institutionnel de la Constitution de 1978. Il s'agit d'une condamnation injuste et illégitime, faisant suite à une longue procédure judiciaire truffée d'irrégularités et au cours de laquelle les magistrats ont fait régresser la législation en vigueur avec une logique de « guerre judiciaire ». Le « processus indépendantiste » s'explique dans une large mesure par la radicalisation de très larges secteurs de la population catalane à la suite de la dénaturaison complète par le PSOE au Parlement espagnol de la tentative de réforme du Statut d'autonomie en 2006. Plus tard, cette tentative a été portée devant les tribunaux par la droite

réactionnaire représentée par le PP. Tout cela a été perçu, bien au-delà des courants nationalistes traditionnels, comme une véritable humiliation collective et une remise en cause de la démocratie. Les conséquences à long terme de la récente condamnation et les scénarios qu'elle pourrait ouvrir à l'avenir sont imprévisibles.

Il faut prendre en considération que cette peine, après deux ans de détention provisoire, condamne l'ensemble des détenue-s à 104 ans de prison, les déclarant coupables de sédition et de détournement de fonds publics. Sa sévérité (au total plus d'années de prison que pour ceux jugés et condamnés pour leur participation directe au coup d'État militaire du 23 février 1981) ainsi que la nature politique du procès ont généré un climat de profonde indignation populaire en Catalogne. Le contenu principal de ce jugement, c'est la condamnation de mobilisations citoyennes en septembre et octobre 2017, considérées comme troublant l'ordre public. Cela implique la criminalisation du droit à la protestation collective et à l'exercice des droits fondamentaux, tels que les droits d'expression, de réunion, d'association et de manifestation. C'est la désobéis-

sance civile et collective qui a été condamnée par cet arrêt, qui constituera désormais un précédent à appliquer largement à toute forme de protestation ou de résistance pacifique contre les décisions, les lois et les jugements des autorités de l'État.

Un nouveau bond en avant dans l'involution politique

La régression antidémocratique de la monarchie espagnole post-franquiste n'est pas nouvelle. Le durcissement répressif de l'État espagnol a été marqué par une loi destinée à arrêter la décentralisation de l'État après l'échec du coup d'État de 1981 (LOAPA), par le terrorisme d'État pratiqué par les gouvernements du PSOE dans les années 1980 contre l'ETA, par la « loi bâillon » (approuvée par Rajoy pour contenir les luttes des Indigné-e-s après le 15 mai 2011, qui limite sévèrement la liberté de manifestation, de réunion, de grève et d'information), ainsi que par la répression sauvage du

4. En fin de compte, Adelante Andalucía ne tente pas ce saut vers la politique étatique le 10 novembre (note d'*Inprecor*).



référéndum du 1^{er} octobre 2017 en Catalogne. Bien que, du fait de la crise d'hégémonie du néolibéralisme et du durcissement autoritaire qui l'accompagne, cette dynamique se produise déjà au niveau international, il n'est pas moins vrai que la nature de la transition post-franquiste, qui a renoncé à juger les crimes des partisans du régime précédent et à « nettoyer » les appareils étatiques issus de la dictature, renforce cette dynamique. Néanmoins, l'arrêt de la Cour suprême constitue un véritable tournant, une menace très grave pour les mouvements sociaux et la gauche et un précédent très dangereux pour l'avenir de la démocratie dans l'ensemble de l'État espagnol.

Dynamique de mobilisation et d'auto-organisation

Après des années de mobilisations massives en faveur de l'indépendance et avec un large soutien (plus de 80 % dans les sondages) de la population catalane pour la revendication du droit à l'autodétermination (appelé également « le droit de décider »), l'arrêt de la Cour suprême a entraîné une dynamique de mobilisation plus militante et plus forte, encore très largement pacifique (désobéissance civile et blocages des voies de communication dont le point culminant a été l'occupation de l'aéroport de Barcelone le 14 octobre, s'inspirant des luttes des protestataires de Hong Kong). La grève

générale du 18 octobre, qui a convergé avec les marches pour la liberté, a été la mobilisation la plus massive jusqu'à présent, se terminant par une manifestation de plus d'un demi-million de personnes.

Halte à la répression, solidarité avec le peuple catalan !

D'importants affrontements entre des minorités et les forces répressives ont cependant eu lieu – ce qui n'avait pas de précédent. Ces affrontements ont été utilisés par les forces répressives pour généraliser une répression de plus en plus dure et aveugle, en particulier contre les jeunes, répression à laquelle la police catalane a participé activement. Dans un contexte préélectoral, ces incidents ont ouvert la voie à une vaste campagne – qu'il faut absolument dénoncer – de criminalisation de l'indépendantisme et de la dissidence en général. Des méthodes répressives sortant de l'ordinaire ont conduit jusqu'à présent à 194 arrestations (dont 16 % sont des mineur-e-s), à la détention provisoire de 28 manifestants (le Parquet général a ordonné la détention provisoire de toutes les personnes arrêtées au cours des troubles), à 576 blessé-e-s (dont 4 ont perdu un œil du fait de l'utilisation de matériel antiémeute) et même les médias ont été victimes de nombreuses attaques de la police. Des agressions des groupes d'extrême droite (parfois avec la complicité manifeste des forces répressives) contre des

manifestant-e-s ont également été observées, tant en Catalogne que dans d'autres territoires où des mobilisations de solidarité ont eu lieu.

Face aux mobilisations en Catalogne, le gouvernement espagnol n'a pas d'autre politique que la menace de renforcer la répression et il affirme – sous la pression de la droite et de l'extrême droite, trois semaines avant les élections générales – qu'il ne renonce à aucun scénario répressif, y compris l'application de la loi de sécurité nationale (qui lui permettrait de contrôler directement la police catalane), de l'article 155 de la Constitution (qui entraînerait la suppression de l'autonomie catalane) ou même la proclamation de l'état d'urgence.

Nous appelons à la solidarité avec les forces qui, en Catalogne et dans l'ensemble de l'État espagnol, luttent pour les droits et les libertés, contre l'escalade de la répression, et nous réitérons notre soutien à une solution démocratique du conflit politique en cours, qui ne peut être réduit à un problème dit d'ordre public.

- Liberté pour les prisonniers politiques ! Amnistie !
- Libération de l'ensemble des manifestant-e-s arrêtés et emprisonnés !
- Pour le droit du peuple catalan à l'autodétermination !
- Arrêt de la répression policière et fasciste !

Le 21 octobre 2019

Bureau exécutif de la IV^e Internationale

« Les hypothèses ayant présidé à la fondation des "Communs" et de l'indépendantisme ont cessé d'être opératoires »

Interview de Josep Maria Antentas
par Xavier Puig i Sedano*

Xavier Puig i Sedano : *Ton livre voit la crise catalane comme faisant partie d'une crise générale de l'État espagnol. Pourquoi ?*

Josep Maria Antentas : Tout ce qui a à voir avec l'indépendantisme catalan est l'un des principaux aspects de la crise du régime. Mais la crise c'est aussi tout ce qui est lié au 15M (mouvement des Indigné-es), aux Marées contre les coupes budgétaires (1), au poids de la crise économique et de la corruption. La crise actuelle nous renvoie également aux limites historiques du modèle d'État qui s'est créé en 1978. Au fond, elle est le reflet de la non-résolution de la question nationale dans l'État espagnol ; même si le modèle des communautés autonomes a permis de gagner du temps, les problèmes historiques de fond restent.

Un des problèmes de l'indépendantisme, tel que l'a illustré le Procés (2), est qu'il en a fait une bataille peu reliée à la crise générale du régime. Il n'a pas articulé sa proposition pour l'avenir à la nécessité de donner une réponse concrète aux problèmes générés par la crise économique et, plutôt que chercher à se rattacher aux luttes contre l'austérité, il a voulu les subordonner à la création d'un État indépendant. C'est une des limites de l'indépendantisme. L'indépendantisme est, paradoxalement, un des facteurs centraux de la crise de régime, mais, en même temps, il a aussi été utilisé par celui-ci dans sa tentative de recomposition autoritaire.

Xavier Puig i Sedano : *À ton avis, il y a deux mouvements (15M et indépendantisme) contestant le régime qui ne se sont pas bien compris ?*

Josep Maria Antentas : Pour moi c'est là le grand problème de la crise catalane. Le 15M est un moment de refus et de malaise social, qui ouvre une crise politique et qui dessine

des perspectives d'avenir. C'est lui qui favorise ensuite le surgissement de projets comme les « Communs » (3) ou Podemos, même s'ils n'en sont pas les produits automatiques. Ce type de processus trace une voie, ébauche une hypothèse. Mais l'indépendantisme trace un autre type de futur, la République Catalane. Ce sont deux propositions qui coexistent face au malaise des gens, dans un scénario de bifurcation des futurs. Je crois que les deux, majoritairement, se sont vus comme des concurrents. Il y a eu des gens qui avaient un pied dans chacun des deux. Mais il n'y a pas eu de dialogue suffisant entre les deux voies. La concurrence s'est imposée par-dessus toute tentative d'articuler les deux.

C'est une des faiblesses de tout ce cycle et, en particulier de l'ensemble des forces de gauche, indépendantistes ou non. Ainsi, la base sociale de l'indépendantisme est restée plus étroite que ce qu'elle aurait pu être et, surtout, son projet a été moins contestataire que ce qu'il aurait pu être, car il n'a aucunement été en dialogue avec l'héritage du 15M, ni en élaboration critique vis-à-vis des politiques d'austérité. Et, à l'inverse, c'est parce que tous ceux qui vont finir par donner naissance aux « Communs » et à Podemos n'ont eu aucune politique active en direction de l'indépendantisme pendant de nombreuses années, se limitant à une position attentiste, que, au moment du 1^{er} Octobre (4), ils sont restés paralysés, sans savoir quoi faire. Au bout du compte ils se sont retrouvés phagocytés par la polarisation. Le manque de dialogue entre ces deux mondes a été une faiblesse stratégique avant et pendant le 1^{er} octobre et c'est un problème pour leurs projets de futur.

Il est clair qu'il y a des personnes des deux côtés qui ne peuvent avoir aucune sorte de dialogue car leurs projets sont antagoniques. Il est évident que le monde de Convergència (5) a toujours essayé d'utiliser l'indépendantisme pour masquer le discrédit de ses coupes dans les budgets. Il a instru-

mentalisé la vague de 2012 pour pallier l'effondrement de sa légitimité et se doter d'un discours et d'une apparence de projet, qui remplacent la rhétorique ultra néolibérale du défunt « gouvernement des meilleurs » (6) avec laquelle Artur Mas avait gagné en 2010. Mais en général il aurait pu y avoir plus de discussions entre des secteurs de l'indépendantisme et les « Communs » et Podemos. Il me semble que c'est une des limites que nous devons acter au moment de faire le bilan de tout ce qui s'est passé, dans

* Josep Maria Antentas est professeur de sociologie à l'Université autonome de Barcelone. Il vient de publier *Espectros de Octubre* (Spectres d'Octobre) aux éditions Sylone, où il analyse les dernières années du processus indépendantiste catalan, invitant à la réflexion tant sur l'indépendantisme que sur le monde des « Communs ». Xavier Puig i Sedano est journaliste. Cet entretien a d'abord été publié par *El Temps* du 20 septembre 2019 (<https://www.eltemps.cat/article/8105/les-hipotesis-fundacionals-dels-comuns-i-lindependentisme-han-deixat-de-ser-operatives>). Traduit du catalan par Fabrice Thomas et Antoine Rabadan.

1. « 15M » ou « Indigné-es » et « Marées » : mouvements de masse en 2011 et 2012, occupation des places, manifestations radicales thématiques contre l'austérité.

2. *Procés* est le nom donné en Catalogne à l'ensemble du mouvement en faveur de l'indépendance qui a connu sa plus forte ascension entre 2012 et 2017.

3. « Communs » ou « Catalunya en comú », nom générique donné à la mouvance politique qui s'est regroupée en Catalogne au cours du *Procés* de montée de la revendication d'indépendance à partir de 2014. Elle regroupe principalement des gens clairement à gauche et non indépendantistes, mais en principe favorables au « droit à l'autodétermination ». La figure la plus connue est Ada Colau, maire de Barcelone. En plusieurs occasions et en différents endroits, des secteurs de « Podem » (Podemos en Catalogne) s'y sont associés.

4. 1^{er} Octobre (2017), jour du référendum pour l'indépendance réprimé par l'État espagnol où des centaines de milliers de personnes se sont mobilisées pour imposer « le droit de décider » en Catalogne.

5. Convergència, parti historique de la droite « indépendantiste » catalane créé en 1974 par Jordi Pujol. Très longtemps au pouvoir sur une politique libérale et sur fond de corruption. Remplacé en 2016 par le PDeCat (Parti Démocrate européen catalan) de Puigdemont.

6. Une formule de campagne électorale utilisée par A. Mas, leader de Convergència, en 2010.

Catalogne

une situation comme celle que nous connaissons actuellement où les deux mouvements sont enlisés.

Les hypothèses de l'un et de l'autre sont bloquées. Tout en étant différents, les deux ont transmis l'idée qu'il pouvait y avoir un changement rapide et facile. C'est sans doute important de motiver les gens et de les convaincre que la victoire est possible, qu'ils sont des agents actifs en capacité de changer les choses. Mais ce qui a été démontré c'est que la réalité est plus compliquée et qu'on l'avait simplifiée à l'excès. Pablo Iglesias n'a pas eu sa victoire électorale éclair et l'indépendantisme n'a pas atteint ses objectifs. Quand tes hypothèses sont démenties, tu as le droit de les reformuler et repenser la relation entre le court et le long terme, sans renoncer à tes buts.

Ce dialogue raté entre les deux mondes explique aussi leurs difficultés à repenser le futur alors que c'est une tâche nécessaire pour toute reformulation stratégique sérieuse. Note que généralement les débats sur Podemos ou les « *Communs* » et sur l'indépendantisme se mènent séparément ; beaucoup des personnes qui y réfléchissent le font seulement depuis l'intérieur d'un de ces espaces, sans guère se préoccuper de développer une vue d'ensemble sur la crise politique ouverte à partir de 2011 et 2012. Et maintenant que ce cycle s'est épuisé et que nous sommes dans une nouvelle phase, encore imprécise, il est important d'avoir une perspective globale dans un moment complexe imposant des difficultés stratégiques à tout le monde.

Xavier Puig i Sedano : *Qui est responsable du fait que ces secteurs ne se sont pas rencontrés auparavant ?*

Josep Maria Antentas : Au fond cette situation convenait aux deux. Pour l'indépendantisme, c'était plus simple de croire qu'il ne pouvait que se développer et que les non-indépendantistes s'adapteraient ou

resteraient hors-jeu. Pour le bloc des « *Communs* », le plus confortable était de pratiquer une politique attentiste, en pensant que l'indépendantisme irait droit contre le mur. Ce qui à court terme était plus facile, parce que cela leur évitait de se poser des questions complexes, a fini par être préjudiciable à long terme. Le confort apparent du présent a fini par hypothéquer la faisabilité du futur. Cela a été une politique à très court terme.

Xavier Puig i Sedano : *Maintenant, les deux mouvements se heurtent à ces réalités ?*

Josep Maria Antentas : Oui. Ils se heurtent au fait qu'ils ont des adversaires plus forts. D'une part, l'élan du 15M est épuisé. La voie empruntée initialement par Iglesias, basée sur une victoire électorale rapide, a depuis longtemps fait flop. En Catalogne l'hypothèse des « *Communs* » de transposer le succès initial sur Barcelone à l'ensemble de la Catalogne et de stabiliser la force acquise aux élections générales de 2015-2016 a échoué et n'est désormais plus crédible. De l'autre côté, l'indépendantisme a vu bloquée l'hypothèse fallacieuse de « *la transition* », de « *la loi contre la loi* » et de « *la déconnexion* » qui ne devaient pas susciter des difficultés du côté de l'État espagnol. Les hypothèses ayant présidé à la fondation des « *Communs* » et de « *Podem* » et au développement de l'indépendantisme ont cessé d'être opératoires, y compris sur le terrain de la propagande.

Xavier Puig i Sedano : *En fin de compte, ils sont en recul face à des projets plus conservateurs ou plus réformistes, n'est-ce pas ?*

Josep Maria Antentas : C'est évident. Paradoxalement, le 1^{er} octobre 2017 a été la crise la plus importante dans l'État espagnol depuis les années 1970. Mais en même temps il a été exploité par les secteurs les plus conservateurs qui se sont renforcés conjoncturellement en utilisant les faiblesses stratégiques de l'indépendantisme. Et cela bien qu'ils n'aient pas de proposition de stabilisation du régime à long terme. Ils ont utilisé le 1^{er} octobre pour tenter de mettre fin à la crise du régime par en haut, de façon autoritaire, mais cela ne résout aucun de leurs problèmes. À court terme, le pouvoir peut avoir l'illusion qu'il dispose d'assez de force pour arrêter, d'en haut, les processus, mais les causes profondes qui ont déclenché la crise politique et sociale sont, dans une large mesure, encore là. Face à cette situation, l'indépendantisme n'a pas de propositions. On parle beaucoup des divisions de l'indépendantisme mais moins du fait qu'au-

cune des orientations majoritaires en son sein n'a de consistance. En réalité il n'y a aucun réexamen sérieux de la stratégie.

De l'autre côté, dans l'espace des « *Communs* », face aux difficultés, il y a eu non seulement des ruptures internes mais aussi la tentation d'avancer en abandonnant les objectifs. Au bout du compte, c'est un espace qui chaque fois se conçoit plus comme complémentaire du PSOE que comme une alternative en soi. Quand un mouvement reste bloqué, cela implique des risques et des défis. Un des dangers qui te guettent est de rester bloqué dans tes idées datant de la fondation de ton mouvement, de ne pas savoir les adapter et de ne pas aller au-delà. L'autre risque est de commencer à réviser tes hypothèses et de finir par abandonner tes objectifs, souvent sans t'avouer que c'est cela que tu fais, en te persuadant que tu restes fidèle à ton positionnement de toujours et que tu ne fais que l'adapter à la conjoncture. En tant qu'individus, nous avons tendance, de façon inconsciente, à adapter nos attentes aux possibilités réelles, et cette logique fonctionne aussi dans le combat politique. La question est de savoir comment conserver tes buts de départ tout en réexaminant les hypothèses stratégiques pour aller au-delà des limites initiales. Je crois que c'est précisément ce que ni l'indépendantisme majoritaire ni les « *Communs* » et Podemos ne font actuellement.

Xavier Puig i Sedano : *Tu dis dans le livre qu'il faut rediscuter l'identité...*

Josep Maria Antentas : Oui, il faut faire un bilan stratégique de ce qu'on est et réfléchir à ce qu'il faut pour avancer d'un pas de plus. Je ne vois pas que l'indépendantisme fasse vraiment cela. Une partie de l'ancienne *Convergència* qui veut rendre les armes, même si, face à l'immobilisme de l'État espagnol, elle a peu de base objective pour le faire. L'espace de Carles Puigdemont propose une rhétorique républicaine mais avec une pratique autonomiste, beaucoup de symbolique et peu de contenu, cherchant à gagner temps ; l'ANC (7) et les secteurs comme celui de Jordi Graupera (8) veulent maintenir un indépendantisme dur tout en réaffirmant et en accentuant toutes les limites qu'a eues le mouvement. Pour ce qui est d'ERC (9), ils repèrent très bien les problèmes du mouvement mais la solution qu'ils leur donnent ressemble beaucoup, sans doute pas une reddition, mais bel et bien à un abandon de tout scénario de rupture.

La CUP (10) pense s'être maintenue comme la force cohérente qui ne recule pas, mais n'expose pas publiquement les limites

7. ANC, Asamblea Nacional Catalana. Principale organisation socio-culturelle catalane très liée au PDeCat ; a joué un grand rôle dans toutes les mobilisations indépendantistes. Avec « *Omnium* », l'autre association socio-culturelle plus marquée « *à gauche* » dont le leader, Jordi Cuixart, est un des indépendantistes en prison depuis octobre 2017.

8. Jordi Graupera, journaliste et philosophe, a été candidat indépendantiste, cette année, à la mairie de Barcelone.

9. Esquerra Republicana Catalana (Gauche républicaine indépendantiste, ERC) est la force montante du bloc dirigeant de l'indépendantisme.

10. Candidaturas de Unidad Popular (Candidatures d'unité populaire, CUP) est une organisation d'extrême gauche de l'indépendantisme, qui se définit comme anticapitaliste.

du *Procés*. Elle a toujours été claire, mais il lui a manqué d'interpeller le mouvement avec des propositions stratégiques qui aillent plus loin que la désobéissance, qui modifieraient les paramètres du *Procés*. Après le 1^{er} Octobre, un discours volontariste a été poursuivi, sans confronter les grandes questions de fond. De ce fait, il me semble très intéressant que ces derniers mois un débat stratégique ait été ouvert. Son résultat sera très important pour tout l'espace alternatif en Catalogne. Le problème intrinsèque du *Procés* consistait à déconnecter la demande d'indépendance d'une critique de l'austérité et d'une perspective plus large de chute du régime dans tout l'État espagnol. Et c'est l'ANC elle-même qui me semble aborder le moins les limites de la dynamique amorcée en 2012...

Xavier Puig i Sedano : Comment résoudre cela ?

Josep Maria Antentas : L'idée que la revendication d'indépendance est déconnectée de la critique des problèmes d'austérité est condamnée à l'échec. La Catalogne est une société où il y a des visions très diverses, mais beaucoup de gens ont souffert et ont été brisés par la crise. Tu ne peux pas impulser un mouvement très large sans aborder les grands problèmes sociaux minant cette société, suite aux coupes budgétaires qui furent très fortes au début du *Procés*. Depuis le début il aurait été nécessaire que le mouvement adopte un programme de mesures d'urgence sociale pour faire face à la crise.

Cela dit, si le mouvement l'avait fait, cela aurait créé beaucoup plus de tensions dans la base sociale de *Convergència*. Le gouvernement d'Artur Mas incarnait des valeurs contraires. Beaucoup de gens ont fait le calcul qu'il était fondamental de ne pas se couper de la droite catalane. Ce faisant, je crois qu'ils ne se sont pas posés d'autres questions qui étaient plus importantes. Par exemple, comment obtenir qu'une grande partie de la gauche catalane fédéraliste (11) se sente associée au projet. Comment attirer aussi une partie de la base sociale la plus populaire qui n'est pas tellement catalaniste. Il me semble que c'est cela qui a été le grand problème du mouvement, il n'y a pas eu un débat approfondi sur quel bloc social il fallait construire.

Après deux années de croissance entre 2012 et 2014, à partir du 9N (12), le mouvement a connu des difficultés pour avancer. Souvent on dit qu'il faut élargir la base. Cela ne me semble pas être un terme correct. Pour moi il faut en voir les limites et reformuler la chose. Le mouvement, pour moi,



devrait faire sien, par exemple, un catalogue de mesures de base contre l'austérité et lier la République Catalane à un projet travaillant à la chute du régime dans toute l'Espagne. Je crois que c'est tout cela qui constitue les propositions stratégiques qu'une partie de la gauche devrait mettre sur la table, pas tant parce que ce serait réaliste, là maintenant, de penser qu'elles puissent être prises en charge par les principaux acteurs mais pour donner une perspective, une direction à prendre dans une phase de désarroi.

Xavier Puig i Sedano : Peux-tu expliquer...

Josep Maria Antentas : Il y a eu l'hypothèse, mise en pratique, que, comme ce que veut le mouvement c'est quitter l'État espagnol, il doit simplement accumuler des forces en Catalogne et que ce qui se passe en dehors n'a pas d'importance. Il y a eu un projet unilatéral légitime. Il est logique de commencer en s'organisant. Mais après il faut voir quelles alliances faire si tu ne veux pas te retrouver enfermé dans une perspective stratégiquement très limitée. D'autre part, il y a eu l'hypothèse des « *Communs* » : nous devons stopper tout unilatéralisme en Catalogne jusqu'à ce qu'il y ait une majorité pour le changement dans tout l'État espagnol. Ni la conception centraliste du changement, ni celle de la rupture "périphérique" ne sont, par elles-mêmes, stratégiquement satisfaisantes et ne prennent en compte toute la complexité de la politique et des sociétés catalane et espagnole.

Le problème est qu'il n'y a pas eu une synthèse des deux points de vue. Ils sont au fond complémentaires, même si leur articulation est complexe et contradictoire. Ce que l'indépendantisme n'a pas su développer est l'idée que la République catalane doit être

perçue comme une réalité qui aiderait à ce qu'il y ait une République espagnole à côté, avec laquelle il faudrait établir une relation à préciser. Autrement dit, il n'a pas su défendre l'idée d'insérer cette République catalane en tant que partie d'un mouvement plus large qui fasse tomber le régime de 1978. Ne pas avoir procédé ainsi a facilité la criminalisation du mouvement indépendantiste dans le reste de l'État espagnol, a suscité le désintérêt ou l'hostilité d'une partie de la société espagnole et a permis d'isoler ceux qui étaient solidaires du mouvement dans le reste de l'État.

Octobre 2017 a montré une discordance spatio-temporelle entre la crise catalane et la crise de régime dans tout l'État espagnol et entre les deux axes de la contestation portée par le cycle ouvert en 2011 et en 2012. Il n'y a pas de propositions parfaites mais au moment de penser des reformulations stratégiques et comment mieux organiser la rupture catalane, la rupture globale vis-à-vis du régime et le changement de modèle social, il me semble intéressant de revisiter des points de vue comme ceux qu'offraient, avec des différences, des personnalités comme Joaquim Maurin ou Andreu Nin (13) dans les années 1930, non pour les extrapoler anachroniquement dans le présent mais pour essayer de réfléchir aujourd'hui en se

11. Fédéraliste, qualificatif donné à ceux qui, tout en étant pour le droit à l'autodétermination et favorables à une structure réellement fédéraliste de l'ensemble de l'État espagnol, ne sont pas pour autant favorables à l'indépendance de la Catalogne.

12. 9 novembre 2014 (9N), première « consultation » populaire à double question qui a recueilli près de 2 millions de voix en faveur de l'indépendance.

13. Joaquín Maurin (1896-1973) et Andreu Nin (1892-1937), révolutionnaires catalans en rupture avec le stalinisme qui ont fondé et dirigé le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM).

Catalogne

donnant plus de perspectives.

Xavier Puig i Sedano : *N'est-il pas déjà trop tard ?*

Josep Maria Antentas : Depuis 2012, sept années ont passé et cinq depuis le 9N. Si les choses avaient été faites autrement, nous serions dans une autre situation. Maintenant, en prenant acte de la situation où nous sommes, quel est le pas suivant à faire ?

Pour les uns il s'agit d'opter pour une résistance à outrance, « *numantienne* » (14), et d'aller toujours de l'avant sans faire d'analyse du rapport de forces. Pour d'autres il s'agit de rendre les armes ou, tout au plus, d'essayer de se donner un horizon de tiède réforme progressiste-démocratique.

En réalité, si tu te places du point de vue de l'indépendantisme, le plus nécessaire serait de se réinventer pour se débarrasser des défauts initiaux du mouvement. Si tu te places du point de vue des « *Communs* » ou de Podemos, maintenir le caractère contestataire de leurs projets reviendrait à renverser, chose objectivement impossible, la dynamique déjà initiée avec Vistalegre (15), dans le cas de la formation d'Iglesias et lors de la naissance même, ratée, de « *Catalunya en Comú* ». Toutes ces questions de fond sont évidemment liées à la conjoncture et à la nécessité immédiate de donner une réponse unitaire et contestataire à la sentence du Tribunal suprême (16)...

Xavier Puig i Sedano : *Dans le livre, tu parles du concept d'Eurocommuns...*

Josep Maria Antentas : Oui, en faisant un peu la comparaison avec l'eurocommunisme des années soixante-dix, en utilisant le terme qui s'employait alors pour expliquer la politique qu'avaient adoptée les partis communistes – italien, espagnol et français – quand ils ont évolué vers une social-démocratisation de leur programme et vers une voie plus électoraliste, tout en maintenant, en même

temps, une structure interne rigide et bureaucratique. L'espace des Communs a assumé, de façon assez rapide, cette lecture plus électorale, plus institutionnelle, plus normalisatrice de son existence, et c'est ainsi qu'on peut parler d'une tendance à devenir « *Eurocommuns* ».

Je crois aussi que leur comportement le 1^{er} octobre ne peut pas être compris séparément de cela. Lorsqu'une crise politique de cette ampleur se produit, le fait qu'une force politique théoriquement rupturiste joue un rôle aussi tiède au lieu d'essayer de l'approfondir dans un sens constituant plus favorable à son programme, a aussi à voir avec la croissante institutionnalisation de sa vision des choses. Cela ne veut pas dire que c'est devenu un parti totalement assimilable aux partis traditionnels, mais cela confirme que l'orientation qu'ils ont prise s'est progressivement épuisée et continuera à épuiser son potentiel émancipateur.

Xavier Puig i Sedano : *Cette évolution des « Communs » ne rend-elle pas encore plus difficile la construction d'une alliance avec l'indépendantisme ?*

Josep Maria Antentas : Il me semble qu'il y a peu de chances qu'ait lieu le dialogue nécessaire entre l'indépendantisme et les « *Communs* ». De plus, dans la phase actuelle de désarroi et de défaite, il pourrait apparaître caricatural, comme un dialogue entre deux espaces qui ont perdu leur élan rupturiste. En revanche, leur collaboration, dans la période antérieure, avant octobre 2017, aurait pu être offensive. Mais tout le débat sur l'appui au gouvernement de Pedro Sánchez, que nous avons eu au cours des derniers dix-huit mois, a été une caricature de cette alliance entre « *Communs* » et indépendantistes. Une chose est de développer ensemble des synergies pour la rupture, autre chose est de collaborer pour s'adapter à la logique du moindre mal face au Parti populaire.

Xavier Puig i Sedano : *Tu parles aussi du manque de rapports entre les gens de la CUP et ceux des « Communs »...*

Josep Maria Antentas : Cela me semble important. Et plus encore quand pratiquement personne n'en parle. Ce sont deux espaces politiques qui, malgré leurs différences, ont partagé une vision critique des politiques d'austérité et des partis majoritaires ; beaucoup de leurs adhérents ont partagé des espaces de militantisme social... De tous les dialogues manqués, c'est un de ceux qui ont manqué le plus et qui ont été les moins revendiqués. Évidemment, quand il y a une compétition électorale, il est normal qu'il y ait des tensions, mais que ces

deux espaces aient eu une politique aussi différente et qu'ils n'aient pas pu dialoguer est problématique. C'est révélateur d'une fracture dans les secteurs sociaux les plus critiques du néolibéralisme. Il s'agit, cependant, dans une certaine mesure, d'un débat de la phase antérieure, qui nous permet de tirer le bilan des années qui sont derrière nous. Même s'il porte sur une question qui reste à résoudre, nous en sommes désormais à une autre étape.

Xavier Puig i Sedano : *Personne n'a cru à l'unité populaire ?*

Josep Maria Antentas : Chacun l'a interprétée à sa façon, en utilisant ce concept ou un autre, et l'a comprise fondamentalement comme une unité autour de son propre espace et de son propre programme. C'est légitime et, en partie, logique. La question est de savoir comment, tout en agissant dans ce sens, on peut en même temps aller plus loin. Il me semble que c'est une des questions qui expliquent beaucoup des limites de ces années. On aurait pu pousser à créer plus de passerelles favorisant le dialogue et la discussion. Parce qu'au fond, nous voyons aujourd'hui que tous les secteurs politiques alternatifs, quand ils font référence aux luttes du passé récent, ont des difficultés et un besoin partagé de se réorienter. Il n'est pas très clair de savoir vers où aller et personne n'a de propositions impeccables, nous devons donc retrouver une certaine humilité collective pour avancer dans ce sens de la réorientation.

Ce qui me semble pertinent aujourd'hui, c'est de réfléchir à la façon de construire un nouvel espace de convergence en Catalogne qui réunisse tous ceux qui se situent en dehors de la logique institutionnaliste et veulent faire de la politique en termes de rupture, maintenir vivante l'énergie rupturiste du double cycle – 15M et Procés – qui s'achève, et être partie prenante des nouvelles radicalités et autres mouvements émergents. Et dans la perspective possible d'une nouvelle crise économique, il sera décisif d'avoir pu franchir cette étape...

Xavier Puig i Sedano : *À quoi te réfères-tu quand tu dis que l'indépendantisme a fait preuve d'un fétichisme de l'État ?*

Josep Maria Antentas : C'est l'idée que, face aux problèmes, un État est la solution. C'est une proposition qui est très discutable en soi. Un État indépendant n'est une garantie de rien : cela dépend du rapport de forces, des politiques conduites. On a promu l'idée qu'avec un État à nous on pourrait faire tout ce qu'il est impossible de faire maintenant. En réalité il n'en est pas ainsi. Il n'y a pas besoin d'un État pour arrêter une

14. Une résistance désespérée en référence au siège de l'antique Numance pendant les guerres puniques.

15. Vistalegre est le lieu à Madrid où se sont déroulés les congrès de Podemos, dits Vistalegre I et Vistalegre II. Lors du premier, Pablo Iglesias a remporté la majorité autour d'une structuration peu démocratique du parti et d'une orientation visant à remporter à court terme les élections.

16. Le Tribunal suprême de l'État espagnol a condamné les douze dirigeants du Procés à 104 ans et six mois de prison pour les crimes de sédition et de détournement de fonds (12 à 13 ans), de sédition (de 9 ans à 12 et six mois) et de désobéissance (1 an et 8 mois). Il s'agit d'une peine très sévère qui ne s'en tient pas aux faits, mais à l'histoire construite par les commandants de police, le juge d'instruction, les pouvoirs de l'État, y compris le roi, et les médias publics.

expulsion d'un logement et en avoir un ne garantit pas que cette expulsion n'aura pas lieu. Par ailleurs, un État qui est dans l'euro et qui signe le Traité de libre-échange transatlantique, a une souveraineté très limitée, et les politiques économiques sont définies par la Banque centrale européenne ou le gouvernement allemand. Il y a eu beaucoup de cette fétichisation conceptuelle qui considérait que l'État était garant de tout, sans que l'on se pose beaucoup la question de savoir ce qu'est un État et quel rôle il joue dans la période actuelle, ni quelles relations il y a entre les États, les organismes internationaux et le pouvoir financier.

L'indépendantisme, à part celui qui est lié à la CUP, n'a pas discuté de ce qu'est la souveraineté sur le terrain monétaire ou économique par exemple, alors qu'il a beaucoup parlé de sa volonté d'être souverain. Si tu y réfléchis bien, c'est contradictoire. C'est là aussi une des limites de son projet, il a développé une vision très simpliste de ce qu'est la souveraineté, la démocratie et la relation entre les deux. La souveraineté a été comprise exclusivement d'un point de vue national et non en termes de souveraineté populaire, et la démocratie l'a beaucoup été dans des termes de politique représentative et très peu dans le sens d'une auto-organisation sociale ou de la capacité de décider dans tous les domaines de la vie sociale – après des décennies où le néolibéralisme a drastiquement réduit les compétences de décision de la politique conventionnelle.

Xavier Puig i Sedano : *Cette volonté de prendre comme priorité le pouvoir d'État est aussi un des problèmes de Podemos ?*

Josep Maria Antentas : Il ne s'agit pas de refuser de prendre le pouvoir d'État. La question est de savoir qu'en faire quand tu le prends et de voir que le gouvernement n'est qu'une partie du pouvoir de l'État et qu'y accéder n'a de sens que si cela sert à initier un processus de transformation sociale. Inévitablement ce processus ne sera ni linéaire ni simple et se heurtera aux résistances du pouvoir économique et des structures de l'État. Arriver au gouvernement pour finir par t'y adapter comme a fait Alexis Tsipras en Grèce... Soit tu as un projet de rupture avec les pouvoirs économiques, soit tu finis par t'adapter.

Podemos a joué avec l'idée qu'il pourrait y avoir quelque chose d'intermédiaire entre la rupture et l'adaptation complète, mais son évolution a été très claire. Au bout du compte, tu gagnes des élections et tu arrives au gouvernement de l'État et, si tu n'es pas prêt à avoir une politique de confrontation



avec les pouvoirs économiques, qu'est-ce que tu fais ? Devant les difficultés à obtenir une victoire éclair, nous avons vu comment Podemos a modifié sa raison d'être dans un double sens, d'abord en abandonnant progressivement les aspects les plus rupturistes de son programme et, ensuite, en cessant d'avoir pour objectif d'être une alternative au PP et au PSOE pour postuler à être l'associé mineur de Pedro Sánchez.

Son argument est que faire partie d'un gouvernement avec le PSOE permettrait de garantir des politiques de changement mais en réalité les politiques qui pourraient y être faites par Podemos seraient dérisoires. Et en même temps, Podemos devrait avaler toutes les contradictions du PSOE qui entreraient directement en collision avec la nature même de Podemos et la perception qu'en a l'opinion publique. Pour des raisons différentes, l'indépendantisme et Podemos ont avancé des propositions stratégiques limitées. L'indépendantisme pour ne pas vouloir parler de modèle économique et social, et Podemos pour avoir dessiné une conception très électoraliste du changement et pour avoir formulé des alternatives très superficielles.

Xavier Puig i Sedano : *Autre chose qui interroge, c'est comment a été compris l'internationalisme au sein de l'indépendantisme ?*

Josep Maria Antentas : En général il n'a pas accordé beaucoup de poids à l'internationalisme, il a seulement regardé vers l'extérieur dans un sens diplomatique, cherchant des soutiens internationaux institutionnels. Ce manque de perspective est très lié au fait de n'avoir rien à dire sur la crise de l'Union européenne. L'indépendantisme n'a guère situé son projet dans le cadre de la

crise actuelle de l'UE et des crises politiques qui ont secoué beaucoup de ses États membres. Au sein de l'indépendantisme, il y a bien une vision internationaliste minoritaire, celle de la CUP, mais entendue fondamentalement comme une solidarité entre les mouvements d'émancipation des nations sans État et beaucoup moins comme une alliance internationale des classes subalternes.

En tout cas, avoir une perspective internationaliste, quelle que soit la façon dont on comprend ce concept et quelle que soit l'option choisie, est la base d'un projet émancipateur et d'autant plus dans le monde actuel. Il nous faut aller vers un nouvel internationalisme des 99 % qui essaie d'une manière ou d'une autre de donner une réponse coordonnée de tous les mouvements des subalternes. Le développement du nouveau féminisme et celui du mouvement pour la justice climatique en sont aujourd'hui des exemples remarquables.

Pourtant, la plupart des collectifs et des organisations qui luttent pour l'émancipation sont très centrés sur la politique dans les frontières de leur État, en partie à cause de la profondeur des crises politiques qui ont secoué de nombreux pays depuis 2011. Mais il est nécessaire de renforcer les mobilisations et les initiatives internationales. Pour moi cela ne veut pas dire se désintéresser de la politique locale et concrète ou de la question nationale. On crée souvent une fausse opposition entre internationalisme et question nationale alors que, en réalité, la défense du droit à l'autodétermination des peuples est la condition incontournable pour une solidarité authentique, en particulier par des mouvements faisant partie de nations et d'États qui nient ce droit à d'autres. ■

Reconquérons notre avenir CHANGEONS LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT !

Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale

La semaine de mobilisation qui a démarré vendredi 20 septembre est d'un ampleur historique : plus de cinq mille événements dans 156 pays, quatre millions de manifestant-e-s. Des centaines de milliers de jeunes sont sortis de leurs écoles et de leurs facultés depuis des mois pour faire la grève du climat et sont présent-e-s massivement cette semaine, en grande partie répondant à l'appel de Greta Thunberg. C'est une génération qui se lève sur tous les continents pour conjurer la catastrophe climatique en marche.

Juillet 2019 a été le mois le plus chaud jamais enregistré. Des centaines de milliers d'hectares de forêt irremplaçables sont partis en fumée en Amazonie, et des feux de forêt inédits ont ravagé le Groenland, la Sibérie et l'Alaska. Ouragan Dorian aux Bahamas, typhon Faxai au Japon, pluies torrentielles dans le sud de l'Espagne... la liste est longue qui montre l'effet dramatique d'une augmentation de la température moyenne de la Terre de 1,1°C depuis un siècle et demi.

Les 2°C sont loin de constituer une limite sûre, il faut impérativement rester en deçà des 1,5°C mentionnés in extremis dans l'accord de Paris grâce à la pression des mobilisations pour le climat et des premiers pays concernés par la montée du niveau de la mer. Mais depuis 2015 les émissions de gaz à effet de serre continuent de croître, nous



menant directement à la catastrophe avec des prévisions allant jusqu'à plus 7°C.

Le sommet « *action climat* » de l'ONU se tient cette semaine à New York. Alors que le États ne respectent pas leurs engagements déjà très insuffisants pris il y a quatre ans, le secrétaire général des Nations unies leur demande « *des plans pour atteindre la neutralité carbone pour 2050* », « *des moyens de lutter contre les subventions aux combustibles fossiles* », « *la taxation du carbone* » et « *l'arrêt de la mise en route de nouvelles centrales au charbon après 2020* ». On sait déjà qu'il ne sortira rien de ce nième sommet, le capitalisme poursuivra ses crimes climatiques.

Pour ne pas changer le climat, il faut changer de système. Notre espoir est dans

ce qui a changé, la mobilisation mondiale, menée par les jeunes. Nous appelons toutes les forces du mouvement ouvrier, les mouvements de femmes, la communauté LGBTQI, les peuples indigènes du monde entier directement massacrés par le capitalisme prédateur, les mouvements antiracistes et anti-xénophobes mondiaux, à mener ensemble cette lutte fondamentale pour une planète où on puisse continuer à vivre tou-te-s.

Des grèves et marches pour le climat auront lieu à nouveau à la fin de la semaine, les 27 et 28 septembre. Renforçons-les, construisons ensemble un mouvement international pour la justice sociale et la justice climatique, massif et radical.

26 septembre 2019

Au secours !

Ce numéro d'*Inprecor* paraît avec un retard plus considérable que d'habitude. Une des raisons, c'est que l'ordinateur d'*Inprecor* a décidé de n'en faire qu'à sa tête : il éteignait les écrans, indiquait parfois qu'il avait dû s'arrêter pour une raison incompréhensible, refusait de se rallumer... En l'apportant chez Apple j'ai appris que, bien qu'acheté neuf il y a seulement quatre ans et demi, il était « *vintage* » car construit il y a plus de cinq ans, et que le constructeur ne le réparait plus. Et dire que le premier *Mac+* d'*Inprecor*, acheté dans les années 1980, était lui « *garanti à vie* » et qu'il fonctionne encore, bien qu'obsolète car Apple a rejoint Microsoft dans la course à l'obsolescence... J'ai néanmoins fait réparer l'ordinateur en mars (changement de carte mère et de carte écran pour près de 1 000 euros) chez un spécialiste non agréé par

Apple, mais l'ordinateur a continué ses arrêts de travail et une nouvelle réparation (dans le cadre de la garantie de trois mois) fin mai n'a rien donné... puis la garantie est arrivé à son terme !

En octobre nous avons dû acheter une autre machine et un écran pour près de 2 000 euros (encore un Mac, car les archives d'*Inprecor* et nos programmes sont de cette espèce, jadis mieux conçue pour les travaux d'imprimerie). D'occasion, car je n'arrivais pas à rassembler la somme nécessaire pour du neuf.

Inprecor peut enfin paraître. Mais il s'est endetté...et aura du mal à boucler le budget 2019. Il manque 3 000 euros.

Alors, lectrices et lecteurs, si vous pouvez une fois de plus aider votre revue à continuer... merci d'envoyer un petit chèque à l'ordre de PECEI, à PECEI-Inprecor, 27 rue Taine, 75012 Paris !

Jan Malewski (rédacteur-gérant)